

WHC Nomination Documentation

File name: 855.pdf UNESCO Region EUROPE AND NORTH AMERICA

SITE NAME ("TITLE") Flemish *Beguinaiges*

DATE OF INSCRIPTION ("SUBJECT") 5 / 12 / 1998

STATE PARTY ("AUTHOR") BELGIUM

CRITERIA ("KEY WORDS") C (ii)(iii)(iv)

DECISION OF THE WORLD HERITAGE COMMITTEE:

22nd Session

The Committee inscribed the site on the World Heritage List on the basis of criteria (ii), (iii) and (iv):

Criterion (ii): The Flemish beguinages demonstrate outstanding physical characteristics of urban and rural planning and a combination of religious and traditional architecture in styles specific to the Flemish cultural region.

Criterion (iii): The beguinages bear exceptional witness to the cultural tradition of independent religious women in north-western Europe in the Middle Ages.

Criterion (iv): The beguinages constitute an outstanding example of an architectural ensemble associated with a religious movement characteristic of the Middle Ages associating both secular and conventual values.

BRIEF DESCRIPTION:

The Beguines were women who entered into a life dedicated to God without retiring from the world. In the 13th century they founded the béguinages, enclosed communities designed to meet their spiritual and material needs. The Flemish béguinages are architectural ensembles composed of houses, churches, ancillary buildings and green spaces organized according to a spatial conception of urban or rural origin, and are built in styles specific to the Flemish cultural region. They bear extraordinary witness to the tradition of the Beguines that developed in north-western Europe in the Middle Ages.

1.b. State, province or region: Viaanderen / Flandre (région).

Province concernées: Antwerpen (Anvers), Limburg (Limbourg), Oost-Vlaanderen (Flandre Orientale), Vlaams-Brabant (Brabant Flamand), West-Vlaanderen (Flandre Occidentale).

1.d Exact location: (see nomination)

BEGUINAGES FLAMANDS

UN PASSE BIEN PRESENT

LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL

PROPOSITION D' INSCRIPTION

FORMULAIRE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP
DEPARTEMENT LEEFMILIEU EN INFRASTRUCTUUR (LIN)
Administratie voor Ruimtelijke Ordening, Huisvesting
en Monumenten en Landschappen (AROHM)
Afdeling Monumenten en Landschappen (AML)
Division des Monuments et Sites,
sous la direction de Edgard Goedleven
auprès du Ministère de la Communauté flamande
Auteur du dossier : Suzanne Van Aerschot - Van Haeverbeeck
coordonnatrice inventaires
Photographie : LIN, Section Photo/ Video
Cartographie : AROHM et AML

FORMULAIRE

1. Localisation précise

a) Pays	BELGIE / BELGIQUE
b) Etat, province ou région	<p>VIAANDEREN / FLANDRE (région) Provinces concernées : Antwerpen (Anvers), Limburg (Limbourg), Oost-Vlaanderen (Flandre Orientale), Vlaams-Brabant (Brabant Flamand), West-Vlaanderen (Flandre Occidentale). Voir carte</p>
c) Nom du bien	<p>BEGUINAGES FLAMANDS, répandus dans toutes les provinces (* italiques : cas représentatifs: ANVERS : Anvers, Herentals, <i>Hoogstraten, Lier (Lierre), Mechelen (Malines)</i> : <i>Grand Béguinage</i> et <i>Petit Béguinage</i>, et <i>Turnhout</i>; BRABANT FLAMAND : Aarschot (Aerschot), <i>Diest, Leuven (Louvain)</i>: <i>Grand Béguinage</i> et <i>Petit Béguinage</i>, <i>Overijse</i> et <i>Tienen (Tirlemont)</i> LIMBOURG : <i>Borgloon, Sint-Truiden (Saint-Trond) et Tongeren (Tongres)</i>. FLANDRE OCCIDENTALE : <i>Diksmuide (Dixmude), Brugge (Bruges) et Kortrijk (Courtrai)</i> FLANDRE ORIENTALE : <i>Aalst (Alost), Dendermonde (Termonde), Gent (Gand)</i> : <i>Grand Béguin-</i> <i>age, Petit Béguinage</i> et <i>Béguinage de Sint-Amandsberg, Oudenaarde (Audenarde)</i>. Voir carte</p>
d) Emplacement exact sur les cartes avec indication des coordonnées géographiques	<p>VOIR DOCUMENTS ANNEXES coordonnés Lambert reportés en tête des cartes pour les cas représentatifs</p>
e) Cartes et/ou plans	<p>VOIR DOCUMENTS ANNEXES 1. Carte de Belgique avec indication des REGIONS et PROVINCES FLAMANDES 2. Carte de Belgique avec localisation des BEGUINAGES FLAMANDS avec distinction des cas représentatifs 3. Cartes pour les cas représentatifs établies sur base de cartes topographiques à échelle 1: 10.000 de l'Institut de Géographie National (IGN) avec location précise des béguinages protégés légalement. les coordonnés Lambert étant mentionnés en tête. 4. à titre documentaire: cartes sur base de cartes cadastrales délimitant les béguinages protégés selon le cas comme Monument, Site, Monument et Site ou Site urbain; échelles variées</p>
2. Données juridiques	
a) Propriétaire	<p>VOIR DOSSIER ANNEXE ET FICHES CAS REPRESENTATIFS, en fait, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ville ou commune en question; - O.C.M.W. (Centre Public d' Aide Sociale), succédant aux Commissions des Hospices Civils introduits durant la Révolution française - Fabrique(s) d'église - A.S.B.L. (avec ou sans baill emphytéotique) - Institutions ou particuliers.
b) Statut juridique	VOIR DOSSIER ANNEXE

c) Institution ou
administration
nationale responsable

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP
DEPARTEMENT LEEFMILIEU en INFRASTRUCTUUR (LIN)
Administratie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Monumenten
(AROHM)
Afdeling Monumenten en Landschappen_ (AML)
Zandstraat 3, B 1000 BRUSSEL

Ministère de la Communauté Flamande
Département de l'Environnement et de l'Infrastructure
Administration de l'Aménagement du Territoire, du Logement et des
Monuments et Sites
DIVISION DES MONUMENTS ET SITES
Rue des Sables 3,
B 1000 BRUXELLES

d) Administrations et
organisations nationales
associées (le cas échéant)

NEANT

3. Identification

a) Historique

VOIR DOSSIER ANNEXE

b) Description et
inventaire

VOIR DOSSIER ANNEXE

c) Documentation photographique et/ou cinématographique

1. Vues aériennes des béguinages : cas représentatifs
Ministerie Vlaamse Gemeenschap / LIN
Sectie Foto/ Video
VOIR DOSSIER ANNEXE ET DOCUMENTS ANNEXES
2. Compact Disc CD : The Peter Goltfus Organ of the Begijnhof at Leuven enregistrement de musique flamande et espagnole (XV-XVII) interprétée par Joris Verdin sur orgues restaurées dans l'église du Béguinage elle aussi restaurée

d) bibliographie: une sélection
(ordre chronologique de la parution)

1. Principaux ouvrages généraux
2. Aspects architecturaux, artistiques...
3. Ouvrages particuliers (béguinages par ordre alphabétique)

VOIR DOSSIER ANNEXE

4. Etat de préservation ou de conservation

a) diagnostic

VOIR DOSSIER ANNEXE

b) Historique de la
préservation ou de la
conservation

VOIR DOSSIER ANNEXE

c) Moyens de préservation
ou de conservation et plan
de gestion

VOIR DOSSIER ANNEXE

d) Plans de développement
régional

VOIR DOSSIER ANNEXE

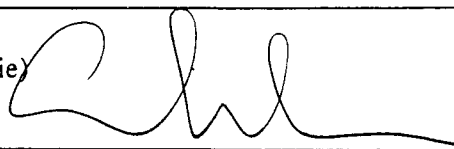
**5. Justification de
l'inscription sur la Liste
du patrimoine mondial**

a) Bien culturel

VOIR DOSSIER ANNEXE

iii) Indications relatives
à l'intégrité du bien

Signé (au nom de l'Etat partie)



Nom et prénom GOEDLEVEN EDGARD

Titre BESTUURSDIRECTEUR, AFDELINGSHOOFD
MONUMENTEN LANDSCHAP

Date 30 MAI 1997

AUTORISATION

1. Je, soussigné(e).....GOEDLEVEN. EDGARD
accorde à titre gratuit à l'Unesco pour toute la durée légale de la propriété littéraire, le droit non exclusif de reproduire et d'utiliser dans le monde entier conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la présente autorisation la (les) photographie(s) et/ou diapositive(s) décrite(s) au paragraphe 4.

2. Je prends note du fait que la (les) photographie(s) et/ou diapositive(s) décrite(s) au paragraphe 4 de la présente autorisation sera(seront) utilisée(s) par l'Unesco pour diffuser des informations sur les sites protégés au titre de la Convention du patrimoine mondial selon les modalités suivantes:
 - a) publications de l'Unesco;
 - b) co-édition avec des maisons d'édition privées pour des publications sur le patrimoine mondial, ou publications faites en coopération avec l'Unesco et pour lesquelles un pourcentage des bénéfices sera versé au Fonds du patrimoine mondial;
 - c) cartes postales - vendues sur le lieu des sites protégés au titre de la Convention du patrimoine mondial par l'intermédiaire des services des parcs nationaux ou des antiquités (tout bénéfice éventuel sera partagé entre les services en questions et le Fonds du patrimoine mondial);
 - d) séries de diapositives - vendues aux écoles, bibliothèques ou autres institutions et éventuellement sur le lieu des sites (tout bénéfice éventuel sera versé au Fonds du patrimoine mondial);
 - e) expositions, etc.

3. Je prends également note du fait que je conserverai la liberté d'accorder les mêmes droits à tout autre utilisateur éventuel.

4. La (les) photographie(s) et/ou diapositive(s) pour laquelle (lesquelles) l'autorisation est donnée, est (sont) la (les) suivante(s): (Prière de décrire les photos et d'indiquer pour chacune d'elles la légende complète, ainsi que l'année de production ou, si elle a été publiée, l'année de première publication. Si besoin est, utiliser des feuillets supplémentaires)
VOIR LISTE EN ADDENDUM

5. Toute photographie et/ou diapositive portera les mentions de crédit photo requises. Le droit moral du photographe sera dûment respecté. Prière d'indiquer l'intitulé exact à mentionner pour le crédit photo.

6. Je déclare et certifie être dûment habilité(e) à accorder les droits visés au paragraphe 1 de la présente autorisation.

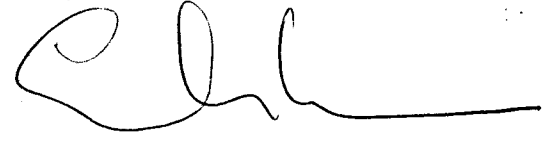
7. Je m'engage à indemniser l'Unesco et à la dégager de toute responsabilité pour tout préjudice résultant d'une violation quelconque de la garantie mentionnée au paragraphe 6 de la présente autorisation.

8. Toute contestation ou tout litige qui pourrait naître de l'exercice des droits accordés à l'Unesco sera réglée à l'amiable. Le recours aux tribunaux ou à l'arbitrage est exclu.

Fait à BRUSSEL le 30 MAI

1997

Signature, titre ou fonction de la
personne dûment autorisée

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'C' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

**Liste des vues aériennes:
Béguinages flamands : cas représentatifs**

Province Antwerpen (Anvers),(*)

BEGUINAGE DE HOOGSTRATEN vu du N. avec implantation greffée sur l'axe principal, côté O., premier préau allongé et second côté S., résultant de l'extension XVIIème s. Mur de clôture - et de jardins- bien visible côté N., le long de la rue incurvée, marquant bien la délimitation. Eglise baroque orientée, se détachant de l'ensemble bâti par ces matériaux et son volume. Maisons, souvent en rez-de-chaussée dans le premier et à deux niveau dans le second préau (LIN/ 227636)

BEGUINAGE DE HOOGSTRATEN , vu du N.O. avec rue principale avec tilleuls, classée comme Site. Accès au béguinage, côté O., par une petite allée plantée d'arbres. Délimitation bien marquée dans un environnement aimable et de même échelle où les façades chaulées du béguinage et la façade baroque monumentale de l'église se détache bien du contexte (LIN 227637)

GRAND BEGUINAGE DE MECHELEN (MALINES), vu du S.E.
Béguinage type ville, implanté au XVIème s., au sein d'un îlot délimité par des rues et alignements existants, faisant en quelque sorte fonction de murs de clôture, au S., S.E. , N. E. le côté N.O. et N. coïncidant avec les remparts, devenus boulevards de ceintures. L'église baroque du béguinage, en cours de restauration, marque l'axe central, la petite église gothique de pierres blanches s'affirme comme église paroissiale du quartier, avant l'insertion du béguinage (LIN/ 227643)

GRAND BEGUINAGE DE MECHELEN (MALINES), vu du S., avec axe principal du type ville débouchant sur les anciens remparts, ou boulevards de ceinture actuels. Tissus serré de maisons de béguines à faîtières parallèles aux rues et église baroque monumentale avec tour inachevée au chevet apportant à l'ensemble un élément de qualité surpassant l'architecture vernaculaire urbaine (LIN 227640)

BEGUINAGE DE TURNHOUT, vu de l' O. Préau étroit et allongé divisé par l'implantation de l' église baroque. Enclos bien démarqué par le mur de clôture côté jardins. Porte intégrée dans la porterie côté E. et alignement serré de maisons de briques à bâtières de tuiles du pays. Ensemble défini dans un quartier de maisons le plus souvent unifamiliales sauf au S. où apparaît un grand complexe scolaire. (LIN 227633).

BEGUINAGE DE TURNHOUT, vu de l' E. Dimensions du préau bien visibles de ce côté, de même que son implantation perpendiculaire à la rue avec petit cours d'eau voûté; porterie avec toiture à croupes se détachant dans l'alignement des maisons mitoyennes. Vision globale également de la situation en bordure de ville. (LIN 227632)

(*) Béguinage de Lier (Lierre) : à compléter

Province Limburg (Limbourg)

BEGUINAGE DE SINT-TRUIDEN (SAINT-TROND) vu du S.E.

Type préau, encore que l'espace au S.O. de l'église, une des plus anciennes des béguinages, ait été autrefois construit. Situation à présent quelque peu isolée, mais historique en fait, le béguinage implanté extra muros n'ayant jamais été intégré dans la ville historique. Trame lisible avec ancienne porterie et ferme-infirmerie le long de la route S.E.; prés et ancienne herberie le long de Cicindria côté N.O. Maison à tourelle récemment restaurée à l'O. (LIN 227627)

BEGUINAGE DE TONGEREN (SAINT-TROND) vu du S.E.

Implantation le long des remparts marqués par les plantations d'arbres et le filet d'asphalte évoquant le cours d'eau Jeker vouté.

Type ville avec ruelles d'E. en O. et placette au N. de l'église. Tissus serré démarqué dans l'ensemble urbain dont il constitue, suite à l'incendie de 1677,

BEGUINAGE DE TONGEREN (SAINT-TROND) vu du S.E.

Implantation le long des remparts marqués par les plantations d'arbres et le filet d'asphalte évoquant le cours d'eau Jeker vouté.

Type ville avec ruelles d'E. en O. et placette au N. de l'église. Tissus serré démarqué dans l'ensemble urbain (LIN 227630).

Province Oost-Vlaanderen (Flandre orientale)

BEGUINAGE DE DENDERMONDE (TERMONDE), vu du S.O, avec à l'avant-plan les restes de l'enceinte bastionnée et au N.O. la Dendre avec pont menant au centre ville. Abbaye Sts-Pierre et Paul au N.

Béguinage de type préau de forme trapezoïdale bien délimité par ses alignements de maisons à deux niveaux et bâtière avec lucarnes; façades chaulées N. Chapelle néo-gothique orientée en son centre.

Zone tampon avec habitat de même échelle (LIN/ 227678)

BEGUINAGE DE DENDERMONDE (TERMONDE), vu du N.O.

Alignements des anciennes maisons de béguines et couvents, souvent dotés de dépendances et d'appentis. Façades de briques et pierres blanches au S. Attenant au béguinage, côté S., nouveau lotissement de maisons unifamiliales autour d'un nouveau préau. (LIN/227682)

PETIT BEGUINAGE DE GENT (GAND), vu du S.O. Implantation entre le Bas - Escout à l'E. la rue à l'O. menant au centre Ville, situé au N.

Type mixte avec grand préau bordé d'arbres et ruelle dans l'extension côté N. (en cours de restauration). Eglise baroque à façade de pierre et petite tourelle au chevet. Alignement de maisons à bâtière. Maison de la Grande Dame, infirmerie... côté E. avec jardins en bordure du cours d'eau. Caractère d'enclos bien conservé comme petite ville dans un quartier (LIN/ 227622)

PETIT BEGUINAGE DE GENT (GAND) vu du S.E.

Implantation sur plan plus ou moins carré avec préau au centre et jardins au S. et à l' E., ici au bord de l'eau. La ruelle en cours de restauration côté N. est mieux visible ici, de même que le volume de la caserne de cavalerie implantée au XIXème siècle sans les jardins de la face O. L'ensemble à faible densité d'occupation du sol contraste vivement avec le reste du quartier, ce qui explique pourquoi telles maisons sont fort prisées par un nombre de Gantois (LIN 227623)

BEGUINAGE DE SINT-AMANDSBERG (MONT-SAINT-AMAND), vu du S.O.
Délimitation de la zone tampon bien visible dans cette banlieue de Gand à haute densité de population. Implantation typique du béguinage en quinconce avec préaux gazonnés à l' E. et à l.O. de l'église.
Architecture de briques s'assombrissant au cours du temps.(LIN 227625)

BEGUINAGE DE SINT-AMANDSBERG (MONT-SAINT-AMAND), vu du N.E.,
Implantation bien marquée avec alternance d' espaces verts et îlots bâtis au N. et au S, Délimitation de monument et site urbain protégé marquée par l'alignement de maisons mitoyennes le long des rues environnantes. Entité de toute manière bien identifiable comme projet-total dans un environnement suburbain moins planifié. (LIN 227626)

Province Vlaams-Brabant (Brabant Flamand)

BEGUINAGE DE DIEST, vu du S.E.
Implantation en bordure des douves et remparts, devenus boulevard de ceinture, assurant un cordon d'espaces verts, parfois interrompus côté ville, à l' Est de la cité. Type de béguinage ville bien distinct avec église gothique de grès ferrugineux orientée, porte incluse dans la porterie à l'O. et complexe de l'infirmerie côté N.
Rues selon un plan en échiquier simplifié au S. (LIN 227671)

BEGUINAGE DE DIEST, vu du N., avec complexe de l'infirmerie devenu centre Culturel à l'avant plan. Structure spatiale bien délimitée côté remparts et côté ville S.O., par le jeu des toitures des maisons servant de murs de clôture.
Motte verdoyante de l'ancien château-fort médiéval au S.
Tissus urbain serré dans le plan géométrique laissant suffisamment d'espaces pour des jardins et annexes (LIN 227672).

GRAND BEGUINAGE DE LEUVEN (LOUVAIN) vu de l' O.
Ensemble de type mixte axé sur l'église gothique orientée, montrant la relation avec l'église paroissiale classée de Saint Quentin, au S.E., dont il dépendait à l'origine. Implantation en bordure des remparts-boulevards de ceinture marqués par le cordon verdoyant.

Délimitation du Grand Béguinage bien marquée côté S. et affichant côté E. une relation spontanée avec la rue le long du mur de clôture. (LIN 227655)

GRAND BEGUINAGE DE LEUVEN (LOUVAIN) vu du S.O. montrant l'implantation générale et le rôle de la Dyle se scindant à hauteur de l'infirmerie avec ferme située à l' O. de l'église, partie relevant du type ville. Parking au S.O. sur les anciennes terres de la ferme. Nouveaux édifices au S. O. et N.O.

Extension XVIIème au-delà de la Dyle, côté O, associée au type préau. Ensemble bien délimité mais dont l'architecture se prolonge dans le couvent classé des

Soeurs Noires au N.E. et la rue E. avec maisons à noyau ancien (LIN 22766)

GRAND BEGUINAGE DE LEUVEN (LOUVAIN) vu du S. avec l'église gothique comme centre. Plan en échiquier avec architecture traditionnelle de briques et pierres blanches se manifestant tant dans l'infirmerie à l'avant-plan, côté O., que dans les maisons. Au N. de l'église, cas exceptionnel à des pans de bois conservés; à l' E., en dehors de l'enclos, ancien presbytère avec pignons latéraux à gradins et beau jardin, comme pour toutes ces maisons de cette partie de la zone tampon (LIN 227653)

Province West-Vlaanderen (Flandre occidentale)

BEGUINAGE DE BRUGGE (BRUGES), vu de l' E.. Situation bien définie entre Reie et remparts à l'O. avec écluses et étang côté S.
Béguinage de type préau avec petite ruelle au S., protégé comme monument au sein d'un site urbain également protégé, comptant cinq monuments dont l'écluse au S. E. de l'église et le complexe hospitalier néo-gothique au S.O.
Porte monumentale du Béguinage précédée d' un petit pont et église orientée à chevet plat côté E. (LIN 227649)

BEGUINAGE DE BRUGGE (BRUGES), vu du S.O.
Type Préau aux arbres verdoyants ombrageant la façade O. de l'église et celles des maisons sur le pourtour. Délimitation ample, incluant dans son enclos des jardins potagers et autres, apportant un supplément de verdure dans le tissu urbain pour le reste assez serré avec Hôpital Saint-Jean et l'église Notre-Dame au N.E. dont la tour est tronquée sur la prise de vue (LIN 227620)

BEGUINAGE DE KORTRIJK (COURTRAI) vu de l'E.
Implantation impressionnante entre l'église Saint-Martin au S. et l'église Notre-Dame au N. , tournée vers la Lys, le cours d'eau en haut de la photo.
Grand'Place avec Hôtel de ville à l'O.
Petite ville dans la ville de type de préau avec petites ruelles et chapelle située à l' O. (LIN 227645)

BEGUINAGE DE KORTRIJK (COURTRAI) vu du N.E.
Meilleure vision de la structure même du béguinage avec maisons à pignon donnant sur le préau dans lequel se remarque le chevet de la chapelle orientée.
Délimitation avec zone tampon aux espaces verts assez inattendus dans un centre ville commercialisé (LIN 227647)

**Liste des vues aériennes :
ADDENDUM**

Province Vlaams-Brabant (Brabant Flamand)

BEGUINAGE DE DIEST, vu du N.E

Vue centrée sur l'église gothique dont le grès ferrugineux, matériel du terroir, contraste avec l'architecture de briques et pierres blanches des maisons et "couvents" Sur la placette au N., l'ancienne infirmerie devenue Centre Culturel depuis la restauration des années 1980 svt. . (LIN 227668)

Province West-Vlaanderen (Flandre occidentale)

BEGUINAGE DE BRUGGE (BRUGES), vu du N.O., ce qui permet d'évaluer le rôle du béguinage protégé comme monument dans son large environnement

- zone tampon- protégé comme site urbain .

La relation avec le " Minnewater" ou "Lac commun"

et son écluse est bien établie et le tout forme un ensemble où architecture, eau et verdure se mêlent de façon fonctionnelle et naturelle (LIN 227619)

BEGUINAGE DE BRUGGE (BRUGES), vu du N.E

Vue montrant la relation avec le cours d'eau passant en bordure du mur de clôture et du chevet de l'église et l'ancienne enceinte à l'O.

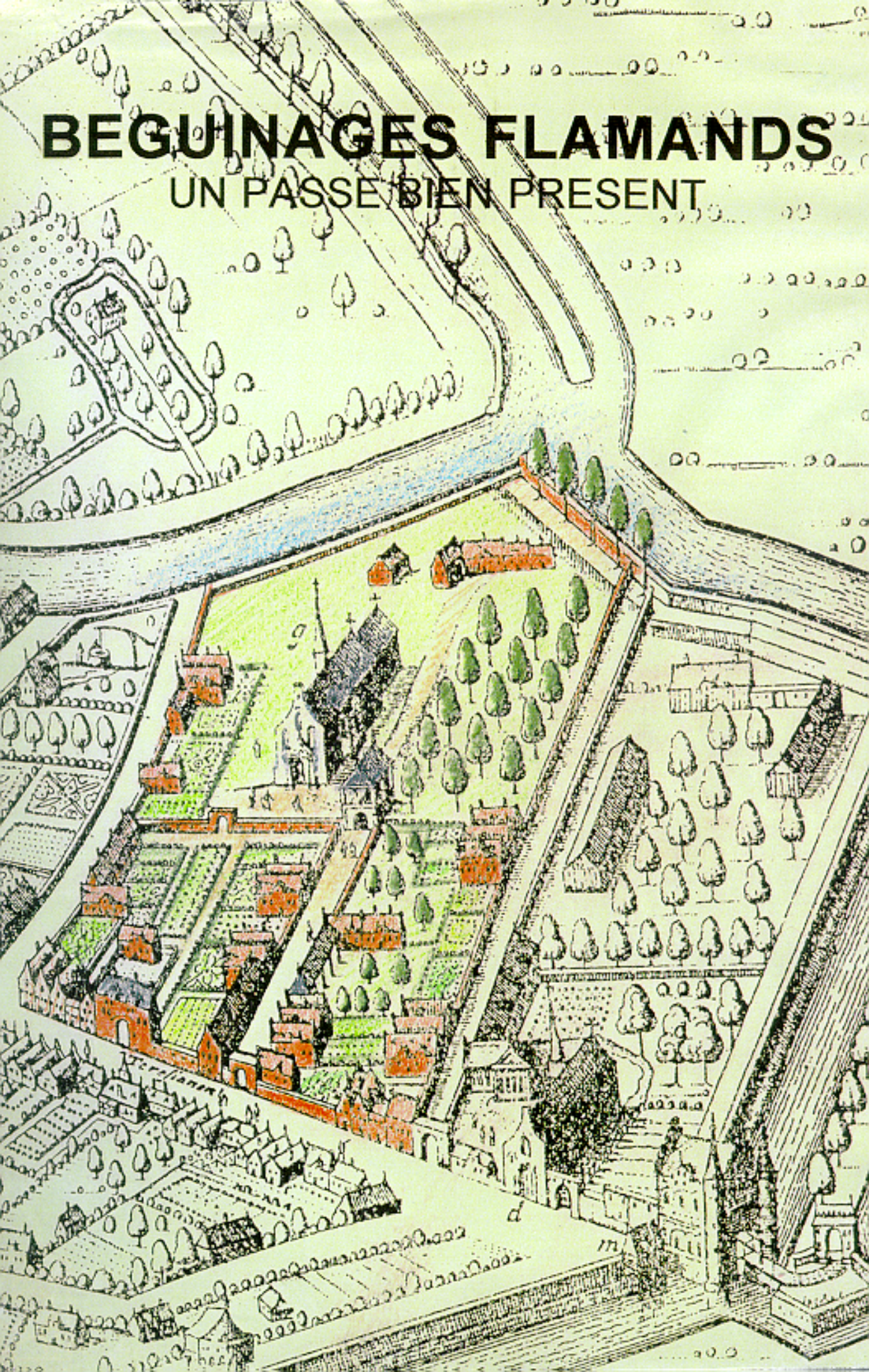
Au S. le grand complexe de l'ancien hôpital, construit au XIXème, en style néo-gothique brugeois et protégé comme monument dans le large périmètre du site urbain (LIN 227650)

INTITULE EXACT

**Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap
Departement Leefmilieu en Infrastructuur
AROHM/ AML
LIN (N°) MAI 1997 : INEDIT**

BEGUINAGES FLAMANDS

UN PASSE BIEN PRESENT



BEGUINAGES FLAMANDS

UN PASSE BIEN PRESENT

LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL

PROPOSITION D' INSCRIPTION

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP
DEPARTEMENT LEEFMILIEU EN INFRASTRUCTUUR (LIN)
Administratie voor Ruimtelijke Ordening, Huisvesting
en Monumenten en Landschappen (AROHM)
Afdeling Monumenten en Landschappen (AML)
Division des Monuments et Sites,
sous la direction de Edgard Goedleven
auprès du Ministère de la Communauté flamande
Auteur du dossier : Suzanne Van Aerschot - Van Haeverbeeck
coordonnatrice inventaires
Photographie : LIN, Section Photo/ Video
Cartographie : AROHM et AML

Table des matières

Introduction	3
1. LOCALISATION PRECISE	3
2. DONNEES JURIDIQUES	5
a) Propriétaires	5
b) Statut juridique (Protections légales cf. Tableaux in fine)	
c) Institution responsable: niveau régional	6
3. IDENTIFICATION	7
a) Historique (détails chronologiques cf. Tableaux comparatifs in fine)	7
b) Description et inventaire (détails typologiques cf. Tableaux comparatifs in fine)	
1. Type communautaire	11
1.1. Portes et porteries	11
1.2. Edifices religieux	12
1.3. Edifices d'organisation générale	15
1.4. Edifices d'ordre socio-économique	16
1.5. "Couvents" ou maisons communautaires	17
2. Type individualisé	17
2.1. Maisons de béguines	17
2.2. Presbytères	19
c) Documentation	20
Liste et légendes des vues aériennes	21
d) Bibliographie	25
4. ETAT DE PRESERVATION OU DE CONSERVATION	30
a) Diagnostic	30
b) Histoire de la préservation	31
1. Réception	31
2. Travaux de conservation	32
c) Moyens de préservation	35
1. Financement	35
2. Plan de gestion : conservation du site et zone tampon	36
d) Plan de développement régional	36
5. JUSTIFICATION DE L' INSCRIPTION	37
Catégories des ensembles (23)	37
Même groupe historico-culturel à dimensions transfrontalières (19) (i) et (ii)	37
(i) raisons pour lesquelles le bien est considéré comme répondant aux critères	38
critères a (ii) et (iv)	38
critères a (vi)	39
Etat de conservation et biens comparables	40
Critères d'authenticité	41
critères (i)	41
(ii) protection légale	42

ANNEXES :

Tableaux Protections légales (par province)

Cas représentatifs (par province)

Tableaux comparatifs (par province): détails chronologiques, typologiques,

Fonctions actuelles et propriétaires.

BEGUINAGES FLAMANDS UN PASSE BIEN PRESENT

Introduction

Les béguinages flamands appartiennent au patrimoine spécifique de la Flandre mais ils présentent de par leur caractère et leur qualité spécifiques une dimension profondément humaine et de tous les temps. Si le mouvement béguinal remontant aux XIIème-XIIIème siècles s'est à peu près éteint, les béguinages n'en témoignent pas moins de manière vivante et représentent donc plus que des lieux de mémoire ou de nostalgie, destinés à attirer les touristes en quête de clichés pittoresques. Leur situation aujourd'hui privilégiée dans nos centres historiques offre un cadre de vie à mesure de ceux qui recherchent à la fois la qualité d'un milieu bâti simple et calme, l'individualité et une certaine forme de communauté, propres en fait à la conception même des béguinages traditionnels.

1. LOCALISATION PRECISE

a) Pays : BELGIË / BELGIQUE

b) état, province ou région

Région: VLAANDEREN/ FLANDRE

Provinces concernées : Antwerpen (Anvers), Limburg (Limbourg), Oost-Vlaanderen (Flandre orientale), Vlaams-Brabant (Brabant Flamand) et West-Vlaanderen.(Flandre occidentale)

c) **Nom du bien** : BEGUINAGES FLAMANDS , répandus dans toutes les provinces flamandes:

Province d'Anvers:

Anvers, Herentals, *Hoogstraten, Lier (Lierre), Mechelen (Malines): Grand Béguinage* et Petit Béguinage, et *Turnhout*

Brabant Flamand:

Aarschot (Aerschot), *Diest, Leuven (Louvain): Grand Béguinage* et Petit Béguinage, Overijse et Tienen (Tirlemont);

Limbourg :

Borgloon, *Sint-Truiden (Saint-Trond) et Tongeren (Tongres)*

Flandre occidentale :

Diksmuide (Dixmude), *Brugge (Bruges) et Kortrijk (Courtrai).*

Flandre orientale:

Aalst (Alost), *Dendermonde (Termonde), Gent (Gand) : Grand Béguinage, Petit Béguinage* et *Béguinage de Sint-Amandsberg (Mont-Saint-Amant)*, et Oudenaarde (Audenarde), (*)

(*) les italiques renvoient aux cas représentatifs, (cf. infra)

d) Emplacement exact sur les cartes avec indication des coordonnées géographiques

voir documents annexes et énumération sous e)

e) Cartes et/ ou plans

1. Carte de Belgique avec indication des trois régions et provinces de Flandre
2. Carte de Belgique avec localisation des béguinages flamands et distinction "Cas représentatif"
3. Cartes topographiques à échelle 1 : 10.000 de l' Institut Géographique National (IGN)
avec délimitation des béguinages, visualisant leur rapport avec le centre urbain, et coordonnés Lambert pour les "cas représentatifs" :
Hoogstraten,
Lier (Lierre),
Mechelen , Groot Begijnhof (Grand Béguinage de Malines),
Turnhout
Diest
Leuven, Groot Begijnhof (Grand Béguinage de Louvain)
Sint- Truiden (Saint-Trond)
Tongerren (Tongres)
Brugge (Bruges)
Kortrijk (Courtrai)
Dendermonde (Termonde)
Gent, Klein Begijnhof (Petit Béguinage de Gand)
Gent/ Sint-Amandsberg (Béguinage de Mont-Saint-Amand)
4. A titre documentaire : copies des annexes aux arrêtés de protection avec délimitation du monument, site ou site urbain protégé, sur base de plans cadastraux:
documents extraits des dossiers de protection, l' échelles variant selon le cas

2. DONNEES JURIDIQUES

a) Propriétaires :

voir fiche "cas représentatif" et en fait, selon le cas :

- Ville ou commune en question;
- O.C.M.W. (Centre Public d' Aide Sociale), succédant aux Commissions des Hospices Civils introduits durant la Révolution française
- Fabrique(s) d'église
- A.S.B.L. (avec ou sans baill emphytéotique)
- Institutions ou particuliers.

b) Statut juridique

- Type de propriété : publique, privée et mixte

- Protection

Les béguinages flamands sont protégés, en tout ou en partie -cf. Tableaux Protection- comme Monument, Site ou Monument et Site aux termes de la *Loi du 7 août 1931* utilisant les critères de valeur historique, archéologique et artistique.

Depuis 1976, le *décret du 3 mars 1976* réglant la protection des monuments et des sites urbains et ruraux, *modifié par le décret du 22 février 1995*, "règle, selon l'article 1, la protection, l'entretien et la restauration des monuments et des sites urbains et ruraux, situés dans la région linguistique néerlandaise " c.à.d. de la Flandre.

Les béguinages sont protégés dorénavant comme Monument et/ou site urbain contenant un ou plusieurs "Monument(s)", protégés individuellement, selon les définitions de ces termes dans l' article 2. du décret, à savoir :

2. Monument : un objet immobilier, oeuvre de l'homme, de la nature, ou de l' homme et de la nature, et présentant un intérêt général en raison de sa valeur artistique, scientifique, historique, folklorique, archéologique industrielle ou socio-culturelle, y compris les objets mobiliers qui en font partie et qui sont devenus immeubles par destination.

3. Site urbain ou rural :

- un groupement d'un ou plusieurs monuments et/ou de biens immobiliers, avec leurs éléments environnants, tels que plantations, enceintes, cours d'eau, ponts, chaussées, rues et places publiques, qui en raison de sa valeur artistique, scientifique, historique, folklorique, archéologique industrielle ou autre valeur socio-culturelle, sont d'intérêt général;
- les environs visuels directs, attenants d'un monument, tel que visé au point 2 du présent article, qui par leur caractère typique, soit mettent en évidence la valeur intrinsèque du monument, soit peuvent garantir la conservation et l'entretien du fait de leur qualités physiques.

Il convient de souligner ici :

- l' extension des critères et l'importance de l'intérêt général du bien à protéger;
- l' absence de limite chronologique;
- la protection "d'office" des biens meubles immeubles par destination présents

- dans le monument protégé;
- l'importance des éléments environnants mettant en évidence la valeur intrinsèque du monument et/ou garantissant sa conservation et son entretien; ceux-ci seront délimités de façon précise sur le plan en annexe à la proposition et plus tard à l'arrêté de classement.

Autres aspects importants :

- La procédure de protection introduit une phase de concertation et d'enquête publique et contient un nombre de mesures destinées à pourvoir les citoyens d'une sécurité juridique.
- Le décret établit un lien direct avec la législation concernant l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme et en ce sens que c'est la Section des Monuments qui délivrera, pour les biens protégés, les avis impératifs en matière de permis de construction ou démolition.
- Les propriétaires ou usufruitiers sont obligés de maintenir leur bien en bon état et ne peuvent donc aucunement les dégrader, endommager ou démolir.

Mesures complémentaires récentes :

- *L'arrêté du Gouvernement flamand du 17 novembre 1993* définit les règles générales en matière de maintien et entretien, concernant tant l'extérieur que l'intérieur des biens protégés légalement.
- *L'arrête du Gouvernement flamand du 29 septembre 1994* instaure une prime d'entretien destinée aux monuments protégés. (cf. infra)
- *L'arrêté du Gouvernement flamand du avril 1995, modifié par l'arrêté du 15 octobre 1996* fixe un régime de prime pour des travaux de restauration aux monuments protégés (cf. infra)

c) Institution ou administration responsable : niveau régional

Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap

Departement Leefmilieu en Infrastructuur (LIN)
Administratie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Monumenten (AROHM)
AFDELING MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN (AML)
Zandstraat 3,
1000 BRUSSEL

Ministère de la Communauté Flamande

Département de l'Environnement et de l'Infrastructure
Administration de l'Aménagement du Territoire, du Logement et des
Monuments et Sites
DIVISION DES MONUMENTS ET SITES
Rue des Sables 3,
B 1000 BRUXELLES

3. IDENTIFICATION (*)

a) historique

L'origine des béguinages remonte aux XIIème-XIIIème siècles; elle s'inscrit dans le mouvement mystique de l'époque et répond aux besoins spirituels et socio-économiques de certains groupes de femmes indépendantes -veuves et célibataires- de l'époque. Installées au début dans une ou quelques maisons aux abords des hôpitaux et lazarets, comme e.a. aux abords de Liège, Nivelles, à *Mechelen (Malines)* et aux portes de *Tongeren (Tongres)*, ces femmes, souvent de noblesse, se regrouperont en communautés religieuses en marge des ordres reconnus et de leurs voeux de perpétuité et de pauvreté. L'Eglise ayant ses réserves à l'égard de différents groupes et ordres, e.a. mendiants et leurs dérivés, répandus dans divers pays d'Europe occidentale, mit fin à leurs expériences au Concile de Vienne de 1311. En 1318 exception fut faite pour les béguines appartenant aux territoires de la Belgique actuelle, la Flandre française et la Hollande qui connaîtront une première période florissante du XIVème au XVème siècle.

A l' époque médiévale, les béguines s'établirent entretemps, et le plus souvent, grâce aux donations des seigneurs du lieu, en dehors de la première enceinte (XIIème siècle) des villes, à proximité d'un cours d'eau, dont elles tireront profit pour l'approvisionnement, le travail du textile et les canalisations.

Leur "**Béguinage**" - terme pour lequel, comme celui de "**béguine**", il existe différentes hypothèses quant à l' étymologie- sera par la suite le plus souvent repris "intra muros" lors de l'extension urbaine des siècles suivants, comme e.a. à *Leuven (Louvain)* et *Lier (Lierre)*. Rares sont les cas d'implantation au coeur du noyau historique comme à *Hoogstraten* à proximité de l' église et de l'Hôtel de Ville, ou à *Kortrijk (Courtrai)* où le Béguinage se situe entre l'église paroissiale et la collegiale; exceptionnel reste le cas de *Turnhout* où la protection des seigneurs se manifeste encore toujours par la proximité du château sur les terres duquel fut construit le béguinage.

Conçus comme petite ville dans la ville, enclos et pourvus de portes souvent monumentales, les béguinages seront efficacement gérés aux niveaux religieux, "administratif" et socio- économique par la "Grande Dame" et son conseil de béguines. Telle forme d' organisation démocratique et d' autogestion de communautés uniquement composées de femmes indépendantes furent interprétées comme des manifestations de la féminité et de sa capacité à établir une forme de société basée sur la combinaison harmonieuse de spiritualité, individualité et solidarité.

Les Guerres de religion touchèrent surtout au XVIème siècle, et de manières diverses, nombre de béguinages et surtout ceux demeurés extra muros; ils furent transférés intra muros par la suite, comme e.a. celui d' *Antwerpen (Anvers)*, détruit en 1542 et reconstruit sur des terrains à peine lotis en bordure de la nouvelle enceinte, ou comme le *Grand Béguinage de Mechelen (Malines)*, réinstallé au coeur d'un îlot entouré de rues existantes et de leurs maisons.

(*) Chronologies, typologies détaillées ... voir **Tableaux comparatifs** élaborés par province (in fine)

Suite à la **contre-réforme**, les Béguinages des Pays-Bas méridionaux connurent une recrudescence de ferveur, de vocations et de prospérité qui ont fortement marqué leur milieu bâti, sans en altérer pour autant l'aménagement général souvent maintenu jusqu'à nos jours.

Des dénombrements de béguines montrent l'ampleur du mouvement et de l'importance de certains béguinages tels que le *Grand Béguinage de Gent (Gand)* comptant 900 béguines en 1666, celui de *Malines* 700 et 27 "couvents" en 1720, retombant déjà à 650 en 1730 et à 480 en 1750 et le *Grand Béguinage de Louvain* pour lequel on retient 300 béguines vers 1700 et 180 vers 1750. Tels chiffres montrent un certain déclin, d'ailleurs généralisé, au cours du XVIIIème siècle.

Dès le XVIIème siècle, la production du textile fut définitivement abandonnée, les nouvelles activités s'orientant vers l'éducation des fillettes et jeunes filles avec e.a. enseignement du français et vers les travaux féminins tels que broderie et dentelle.

La **Révolution française** voulut mettre fin aux béguinages en rendant "la liberté .. à ces malheureuses filles qui n'attendent que le moment favorable pour s'arracher à l'esclavage... Ces lieux habités jusqu'ici par l'oisiveté et la fénéantise le reviendront peu à peu par des personnes de toutes les professions, ils seront désormais vivifiés par le Commerce..."

La sécularisation au profit des Commissions des Hospices Civils municipales, introduisit immédiatement ou au fil du temps, et selon le cas, certains changements et réaffectations plus ou moins significatifs. Ainsi les infirmeries devinrent généralement Hospices ou maisons de retraite civils, leurs dépendances étant parfois démolies ou transformées.

Certaines maisons communautaires connurent d'autres affectations comme e.a. école, orphelinat ou même couvent d'un autre ordre, utilisant l'église pour leurs offices, comme à *Tongerren (Tongres)* par exemple.

Des parties ou l'entièreté des murs de l'enclos furent parfois démolies de manière à intégrer l'ensemble dans l'urbanisation nouvelle des quartiers environnants, comme au *Grand Béguinage de Gent (Gand)* par exemple. Mais les dégâts furent souvent limités : des béguines prévoyantes et habiles réussirent maintes fois à racheter, par personnes interposées, ou à récupérer après le Concordat (1801), leur église et son patrimoine et parfois aussi certaines maisons qu'elles regagnèrent dans les premières décennies du XIXème siècle tout en tentant de reconstituer une communauté souvent réduite : fait notoire on compte à nouveau vingt-six béguinages en 1825, ce qui correspond, mutatis mutandi au nombre d'enclos conservés actuellement.

Les maisons restantes furent progressivement attribuées aux familles nécessiteuses de l'endroit, y apportant quelques changements occasionnels et provisoires, mais non fondamentaux quant à la structure des édifices.

Grâce au nouveau soutien de l'Eglise et de la noblesse, lié au "**Réveil catholique**" en Flandre, durant la seconde moitié du XIXème siècle, le *Béguinage de Ouden-aarde (Audenarde)* fut racheté au profit des béguines, de même que le *Petit Béguinage de Gand*, conservant son aspect Ancien Régime. Le même duc E. d'Arenberg financera la construction d'un nouveau béguinage à *Sint-Amands-berg (Mont-Saint-Amand)*, près de Gand, prévu pour 600 béguines, et destiné à recueillir les béguines du Grand Béguinage du centre ville, chassées par la politi-

que libérale de la majorité communale de Gand.

Les béguinages contribueront à cette époque à raviver la dévotion populaire au sein de la population urbaine, menacée par l'industrialisation et le socialisme naissant.

A l'heure du tourisme élitaire de l'époque, la visite à certains béguinages est recommandée aux visiteurs en quête de pittoresque et de folklore local.

Le nombre de béguines commença à diminuer après la première et plus encore après la seconde guerre mondiale. Au *Grand Béguinage de Louvain* par exemple il en restait une douzaine en 1937, 3 vers 1958-60 et la dernière est décédée en 1988, au *Béguinage de Turnhout* il en reste encore une seule.

Ce **déclin** peut être attribué au fait que la société contemporaine offre suffisamment de possibilités d'épanouissement spirituel et socio-culturel et d'engagement social aux femmes indépendantes désireuses de mener tel mode de vie.

Parallèlement se développa l'intérêt porté aux béguinages sous forme d'études du mouvement, et des béguinages du point de vue urbanistique et architectural d'une part et d'autre part sous forme d'initiatives concernant leur gestion et conservation (cf. infra).

La première Guerre mondiale a ravagé les béguinages de la région des tranchées de la Flandre occidentale, entraînant la disparition e.a. de celui d'Ypres et la reconstruction, à partir de 1923 de l'entièreté du *Béguinage de Dixmude*. A *Termonde*, gravement touché par les attaques et l'incendie de 1914, seule l'église du béguinage fut dévastée et reconstruite comme chapelle à dimensions réduites en 1927-28 (dentale),

La seconde Guerre mondiale endommagea en 1944 les béguinages de *Hoogstraten*, *Turnhout*, et *Tirlemont* et provoqua la destruction d'un petit îlot N.O. du *Grand Béguinage de Louvain*, et de la face N.O. du préau du *Béguinage d'Aerschot* dont les faces S. et E. furent également affectées; pour la face E. les réparations suffirent dans l'après-guerre tandis que la face E. fut reconstruite avec des matériaux de récupération.

A *Louvain*, l'îlot détruit devint une pelouse jusqu'à la construction, 1993-94, d'un nouvel édifice comprenant quatre appartements, six duplex et six studios s'inscrivant dans le programme de logement universitaire introduit depuis la campagne de restauration.

Les restaurations et réaffectations innovatrices du Grand Béguinage de Louvain sous la direction du Prof. Dr. R.M. Lemaire, à partir de 1963, dans le contexte de la Charte de Venise et de la rénovation urbaine, à peine introduite à l'époque, eurent une fonction de Laboratoire pour le Nord-Ouest de l'Europe et furent en Flandre le point de départ, des années 1970 à nos jours, d'autres initiatives axées sur la conservation et la mise en valeur de ce patrimoine exceptionnel et de son insertion dans la vie sociale contemporaine.

Ces campagnes de conservation/ restauration/ rénovation, menées à des rythmes et échelles différentes, illustrent à leur tour l'évolution des conceptions en la matière et l'intérêt croissant porté aux maintiens et entretiens, cadrant dans la politique actuelle de la région flamande (cf. infra).

3. IDENTIFICATION (* : idem)

b) description et inventaire

Les béguinages, conçus comme ville miniature, avec mur de clôture percé d'une ou plusieurs portes, souvent implantés en bordure d'un cours d'eau et des remparts ou douves, présentent deux types de base:

1. *type préau* : avec espace central de formes variées, pavé et le plus souvent gazonné et pourvu d'arbres, haies et autres plantations du terroir , les édifices s'alignant sur le pourtour. Ce type se rapproche de celui de certains villages avec place ou pré communal en leur centre.

Les béguinages de e.a. *Bruges, Dixmude, Hasselt, Herentals, Termonde et Turnhout* appartiennent à ce type, *Hoogstraten* présentant exceptionnellement deux préaux tout comme Anvers à l'origine.

2. *type ville* : reprenant à échelle réduite les modèles de villes médiévales avec plan en échiquier typique pour les villes neuves ou avec un développement plus organique, selon la topographie du terrain : un espace principal regroupe ici aussi les bâtiments communautaires.

A ce type appartiennent le *Grand Béguinage de Malines et de Gand*, le *Béguinage de Lierre*, de *Diest* et d *Tongres*.

3. Un troisième *type " mixte"*, résulte de certaines extensions, XVIIème- début XVIII-ème siècle qui combinent les deux plans:

- par adjonction d' une ou plusieurs ruelles au type préau, comme e.a. au *Petit Béguinage de Gand*

- par adjonction d'un préau au plan ville comme au *Grand Béguinage de Louvain*.

Chaque béguinage présente - ou présentait- des *Murs de clôture*.

Selon certaines sources d' archives, étudiées e.a. pour le cas de *Hoogstraten*, ces murs auraient été, comme ce fut le cas pour de nombreuses villes, à l'origine de simples palissades. Lors de leur construction en dur, certains enclos se sont appuyés aux murs d'enceinte de la ville, construits entretemps, comme ce fut e.a. le cas au *Petit Béguinage de Gand* et à *Tongres*.

Ailleurs ils ont intégré les douves existantes ou le cours d'eau attenant comme frontière naturelle, comme ce fut e.a. le cas à *Bruges* et au *Grand Béguinage de Louvain*, avant ses extensions.

Dans certains cas, les façades arrière aveugles tiennent lieu de clôture, comme e.a. dans l' *extension O. du Grand Béguinage de Louvain*; lors de l'extension du *Béguinage de Tongres*, certaines façades arrière ont été construites sur les murs de clôture existants

Chaque type de Béguinage étale une *variation de relations entre volumes bâtis et espaces non construits* tels que préau, place, vergers, potagers, prés et herberies et jardins privés, conservant leur fonction originale comme à *Mont-Saint-Amand* et, en grande partie, au *Petit Béguinage de Gand*, à *Bruges*, à *Hoogstraten* et à *Diest*; à *Lierre* certaines maisons démolies au XIXème siècle firent place à des jardins, au *Grand Béguinage de Louvain* le curetage des îlots asphyxiés par des constructions parasites a restitué un équilibre bénéfique.

Les *composants du milieu bâti* comportent outre les murs de clôture, des édifices

1. de *type communautaire* :

tels que la porterie, l' église ou chapelle et d'éventuels petits oratoires, l' infirmerie et sa ferme, la Maison de la Grande Dame ou Conseil (Kerckecamer), la Table du Saint- Esprit et nombre de maisons communautaires ou "couvents", hébergeant des béguines peu fortunées.

Les édifices religieux y présentent des formes apparentées à l'architecture savante; les autres se rattachent à l'architecture vernaculaire urbaine et rurale, différenciée selon les régions et les matériaux du terroir.

2. de *type individualisé*

comme les maisons de béguine avec jardin(s), occupées par une ou deux béguines-propriétaires et héritées par la communauté par la suite; elles montrent des types de base et leurs variantes, ainsi que l' évolution de ceux-ci, au sein de l'architecture vernaculaire urbaine marquée par les caractéristiques régionales. Les presbytères, ou cures, établies à proximité, en dehors du béguinage, adoptent le plus souvent des formes similaires.

1. Type communautaire

1.1. Portes et porteries.

Les portes, symboles des "chaînes ... du despotisme monacal pesant sur les béguines" devaient être, selon les révolutionnaires, démolies, ce qui fut le cas e.a. au *Grand Béguinage de Louvain*, en 1798 et plus tard à *Tongres*.

Les portes conservées sont souvent la version modernisée d'une porte plus ancienne, comme e.a. à *Diest*, *Lierre* ...

Elles présentent trois types :

1.1.1.. Porte insérée dans la porterie hébergeant la portière chargée de l'ouverture et la fermeture de la porte aux heures convenues, de l' accueil des hôtes et du contrôle relatif des visiteurs et la distribution d' aumônes et provisions aux pauvres des environs.

A ce type appartiennent e.a. la *Porte Sainte Bègue (1622)* du *Béguinage de Herentals*, la *porte baroque (1671)* du *Béguinage de Diest*, intégrée dans une porterie plus ancienne, et la *porte arrière du Béguinage néo-gothique de Mont-Saint-Amand IGand (1873-1875)*

1.1.2. Porte monumentale, accolée à porterie.

A ce type appartiennent e.a. la *porte baroque du Béguinage de Lierre (vers 1690)* avec petite porte "de nuit" attenante, la *porte de style classique tardif (1805)* du *Grand Béguinage de Louvain*, remplaçant celle qui fut détruite sept ans plus tôt.

1.2.3. Porte monumentale percée dans le mur de clôture.

A ce type appartient e.a. la *porte principale du Petit Béguinage de Gand (1819)*, succédant à celle de 1629 et la *porte principale surmontée de créneaux du Béguinage néo-gothique de Mont-saint-Amand*.

1.2. Edifices religieux

1.2.1. Eglises ou chapelles

Elles s'inscrivent généralement dans les conceptions et styles de l'architecture majeure et leurs interprétations régionales, reprises de manière assez sobre et sans innovations structurelles et formelles, dans le plan et élévation, et l'utilisation des matériaux locaux.

Elles appartiennent pour la plupart au type d'église salle orientée et sans tour, la bâtière de la nef principale étant coiffée d'un clocheton.

Parmi les exemples conservés on distingue :

1.2.1.1. Les églises représentant le patrimoine le plus ancien des béguinages, allant de la transition du roman tardif (XIIIème siècle) au gothique primaire (XIVème) évoluant encore au XVème- XVIème siècle vers le gothique tardif, comme e.a. :

L'église Sainte-Agnes de Saint-Trond, construite en trois phases, de la seconde moitié XIIIème au XVème siècle, avec peintures murales XIIIème-XIVème, 1490-1510 et 1587-début XVII.

L'église Sainte-Catherine de Tongres, fin XIIIème siècle, avec transept peu saillant et adaptations XVème; nombreuses pierres tombales, dont celles de deux béguines, gothique tardif, fin XV-début XVI.

L'église du Béguinage de Tirlemont, XIIIème- XIVème siècles, gothique primaire

L'église Saint-Jean-Baptiste du Grand Béguinage de Louvain , début XIVème - début XVème siècle, avec peintures murales du XIVème au XVIIIème siècle, découvertes lors de la restauration 1978-85; dans le pavement subsistent des pierres tombales de béguines à partir de 1396 dont deux de valeur artistique, encadrée dans la paroi N. depuis le XIXème siècle, représentant les béguines dans un décor gothique tardif, datée 1458 et 1459.

L'église Sainte-Catherine de Diest, XIV ème

Chapelle du Petit Béguinage de Malines, XVI-XVIIème siècle, tradition gothique

1.2.1.2. Les églises témoignant des dégâts et destructions durant les Guerres de religion du XVIème siècle,

- soit par des réparations et reconstructions partielles, telle que e.a.

L'église Sainte-Elisabeth de Bruges de 1245 et 1604-1609, après l'incendie de 1584, maintenant gr.m. le plan ancien et intégrant certains éléments intacts, tel que le petit portail N. de tradition romane;

- soit par leur construction complètement neuve après le transfert de béguinages saccagés au sein de la ville fortifiée, comme e.a. :

L'église Sainte-Catherine de Herentals, 1614,

et la *chapelle Sainte-Catherine d'Anvers*, XVIème siècle, toutes deux en gothique tardif

L'église Saint-Alexis et Catherine, du *Grand Béguinage de Malines*, important édifice baroque exceptionnellement avec tour E., inachevée, 1629-1638,1647, oeuvre des architectes renommés, J. Franquart et P. Huyssens, qui ont contribué à

l'introduction du baroque italianisant dans les Pays-Bas méridionaux.
Cette réalisation se rattache au groupe suivant.

1.2.1.3. Eglises illustrant l'esprit de la contre-réforme et de la prospérité aux XVIIème- début XVIIIème siècles :

- Certaines églises anciennes (cf. 1.2.1.1.) verront leur intérieur mis au goût de jour, "baroquisé" en quelque sorte, par l'introduction de voûtes, décoration et mobilier... tout en conservant des éléments gothiques tels que colonnes et arcades, comme e.a.:

L' église Saint-Jean-Baptiste du Grand Béguinage de Louvain ,1654 svt

L' église Sainte-Elisabeth du Grand Béguinage de Gand _1636-41 et 1682-84.

L' église Sainte-Catherine de Tongres, voûtes baroques, 1706-1719 et clocheton daté 1719

Ce type d'intervention se répètera au XVIIIème siècle, mais en adoptant le style rocaille cette fois comme e.a. :

L' église Sainte-Catherine à Diest, avec voûtes de stuc

Dans les béguinages moins étendus, tels que ceux de Courtrai, Dixmude, Oudenaarde, Termonde, Overijse... les églises de dimensions plus réduites ou chapelles, suivent la tradition du gothique tardif et présentent des adaptations XVIIème et XVIIIème du même genre e.a.

La chapelle du Petit Béguinage à Malines, d'origine 1305, reconstruite XVI-XVII et stucs daté 1769.

La chapelle Saint-Mathieu de Courtrai, d'origine XV ème, remodelée au XVIII ème avec récupération de la voûte en bardeau de 1504,

La chapelle du Béguinage d'Overijse, d'origine médiévale et aménagement intérieur daté 1745

- D'autres béguinages se construiront une église baroque entièrement neuve, remplaçant l'ancienne d'origine médiévale comme e.a.

L'eglise Notre-Dame du Petit Béguinage de Gand, 1654-58, et façade datée 1720.

L' église Sainte-Marguerite de Lierre, 1664-65, dont la façade inachevée en 1667 fut terminée en 1767.

L' église Sainte-Croix de Turnhout, v. 1665.

L' église Saint-Jean-Baptiste de Hoogstraten, 1680-87.

Ces églises baroques montrent l'évolution à partir de l'introduction de la conception spatiale et formelle de tendance italianisante à *Malines*, à l'appropriation du "style" et son interprétation "flamande" au *Petit Béguinage de Gand* quant à la plasticité du décor, proportions et systèmes constructifs; plus tard apparaîtront, à *Lierre* et à *Hoogstraten*, la combinaison "traditionnelle" de briques et pierres blanches, moins onéreuse et plus proche de l'architecture vernaculaire

L' église du Béguinage de Turnhout représente par ailleurs l'interpénétration du gothique tardif et du baroque e.a. dans sa façade à rampants chantournés, sa fenêtre haute de type gothique et son portail franchement baroque.

Toutes les églises conservent un mobilier, - biens meubles et meubles, immeubles par destination-, appartenant pour la majeure partie aux XVIIème- XVIIIème siècles; ce sont en général des pièces de qualité qui ont pour valeur essentielle de

s'intégrer à la conception spatiale tout en répondant aux exigences de la liturgie de l'époque.

Quelques églises possèdent des orgues intéressantes, telles que celles du *Grand Béguinage de Louvain, de Lierre, de Courtrai...* ailleurs comme e.a. au *Grand béguinage de Gand*, des buffets d'orgues ouvragés des XVIIème-XVIIIème siècles contiennent des orgues plus récentes, comme par exemple l'instrument de *Gand*, de M. Van Peteghem, 1850-60.

Certaines églises conservent aussi un grand nombre de pierres tombales des XVIIème et XVIIIème siècles, insérées dans le pavement: elles nous indiquent les noms, âges et parfois aussi la provenance locale, régionale et transfrontalière des béguines, certaines arborant des armoiries, saccagées durant la Révolution française.

1.2.1.4. La Flandre ne possède que très peu d'églises entièrement édifiées fin XVIIIème siècle.

L'église Sainte-Catherine du Béguinage d'Alost, 1787-1794, est l'unique exemple d'architecture religieuse en Flandre, construit à la fin de l'Ancien Régime et immédiatement récupéré par la Révolution comme Temple de Raison. Son architecture classique tardive, à plan et élévation sobres et sévères ainsi que son portail à l'allure de temple cadrent bien dans leur époque.

1.2.1.5. *L'église Sainte-Elisabeth du Béguinage néo-gothique de Mont-Saint-Amand/ Gand*, fait partie de la conception globale de l'ensemble de 1873-75, et présente les caractéristiques bien définies de l'église entièrement conçue par l'architecte J. Bethune, promoteur du style "catholique flamand" se référant à l'architecture de briques de la région côtière. L'aménagement et le parçèvement de l'intérieur avec mobilier, réalisé en collaboration avec les meilleurs ateliers gantois de l'époque font partie intégrante de son projet.

1.2.1.6. Le style gothique tardif à été repris pour la reconstruction des chapelles néogothiques telles que :

La chapelle de Termonde, d'origine fin XIII, détruite en 1914, durant la première Guerre mondiale. L'édifice actuel, de style néo-gothique, de 1927-28, par l'architecte A.M. Vossaert, présente une version réduite et ne conserve aucune pièce du mobilier ancien.

La chapelle de Dixmude, reconstruite à partir de 1923, reproduit de manière simplifiée le volume original et montre un intérieur très sobre contrastant avec le décor baroque original.

1.2.2. Oratoires, calvaires etc.

Implantés dans les préaux, les oratoires, calvaires, chemins de croix ... témoignent de la dévotion populaire des béguines et de leurs visiteurs.

Les exemples conservés les plus anciens sont des chapelles de pèlerinage, remontant au XVIIème s., et adaptées plus tard au goût du jour comme e.a.

La Chapelle Sainte-Godelive, invoquée en cas de maux de gorge et problème de vue, au *Petit Béguinage de Gand*, avec une belle façade Louis XIV de 1723 et décoration intérieure de 1750.

Dans le même béguinage, à l'angle N.O., l'oratoire du Saint-Sépulchre campe sa

façade baroque aux rampants chantournés, datée 1662.

Les *calvaires* s'adosent à l'église ou surmontent un édicule construit à cette fin : ils regroupent souvent des statues d'époques diverses comme par exemple au *Béguinage de Turnhout*

Le "Réveil catholique" de la seconde moitié XIXème , a stimulé la vénération des saints et la création d'une profusion d'oratoires et autres, également répandus dans les Béguinages à l'initiative de leur curé ou de l'une autre béguine.

Au *Béguinage d'Alost*, la *Chapelle néo-baroque de Saint-Antoine*, est construite à l'emplacement de la tombe d'une béguine du XVIIème, connue pour ses tendances mystiques.

Au *Béguinage de Termonde*, deux oratoires, de 1883 et 1889, témoignent de ce mouvement de même que la Grotte de Notre-Dame de Lourdes, qui apparaît également au *Béguinage de Turnhout* en 1876. Ce dernier béguinage conserve une *Chapelle de la Sainte-Face*, assez importante, commanditée par une béguine-maîtresse, en 1885-87.

Au Calvaire s'ajoutent parfois les stations du Chemin de Croix, comme à *Lierre*, où elles sont disséminées dans l'ensemble ; les stations du parcours de Notre-dame des Sept Douleurs, sont encadrées dans les façades latérales des églises, comme par exemple au *Petit Béguinage de Gand* et à *Termonde*, les dernières en terre cuites datant de 1877.

1.3. Edifices d'organisation générale

Le conseil des béguines se réunissait selon le cas, dans des locaux de la Maison de la Grande Dame, e.a. connue comme "Groothuis" à *Gand*, *Turnhout*, ou dans un édifice déterminé, mentionné comme "Kerckecamer", au *Grand Béguinage de Louvain*.

Ces constructions au caractère représentatif, XVIIème-XVIIIème siècles, ressortent de l'ensemble par leur implantation à proximité de l'église, leurs dimensions, l'ordonnance de leurs façades et des détails de l'ornementation se rapprochant davantage de l'architecture savante contemporaine. Leurs intérieurs présentent un parachèvement plus riche et " d'époque" que d'ordinaire.

A *Courtrai*, se sont les deux pignons à gradins accolés qui la distinguent des autres maisons XVIIème.

A *Saint-Trond* c'est la "Torenhuis" ou Maison à Tourelle, datée par ancrages 1619, qui hébergeait très probablement la Grande Dame

Au *Petit Béguinage de Gand*, la "Groothuis" est en forme de L, entamée en 1661; la façade principale datée 1738 cadre bien dans la tendance classique de l'époque à Gand, intégrant des éléments Louis XIV au baroque subsistant comme e.a. dans l'escalier conservé. Le jardin est bordé par l'enceinte de la ville avec restes d'une tour.

Au *Grand Béguinage de Louvain*, la "Kerckekamer" de 1698, construite au N.E. de l'église, aux frais de l'église, l'infirmerie et la Table du Saint-Esprit, ressort de l'ensemble du béguinage type ville par ses deux arcades baroques de pierre bleue avec espace voûté dans sa face O.; elle comprend une cave à voûtée à demi enterrée destinée aux archives et une grande salle précédée d'un bel escalier de chêne baroque et dotée d'une cheminée baroque de pierre à l'étage, lieu de réunion hebdomadaire du Conseil.

Dans d'autres cas, telle maison juxta au complexe chapelle, infirmerie/ Maison Dieu e.a. comme à *Bruges*, où la Maison de la Grande Dame XVIIème, dans l'angle S.O. du preau, se détache par sa porte à encadrement de pierre surmontée d'une niche.

1.4. Edifice d'ordre socio-économique : solidarité et autogestion au sein de la communauté

Deux institutions l'infirmerie et la Table du Saint-Esprit assumaient tels rôles.

L'infirmerie, destinée à accueillir et soigner les béguines malades et parfois des femmes souffrantes de l'extérieur, est généralement située à proximité de l'église. Son ampleur et importance varie d'un béguinage à l'autre.

Le type le plus développé comprend la salle des malades avec chapelle selon le type de l'Hôpital médiéval, cuisines, quartier des béguines-infirmières, quartier d'hôtes...s' y ajoutaient des dépendances telles que brasserie et ferme complète, souvent regroupées autour d'une cour intérieure et des terres labourables, jardins et vergers attenants.

Les infirmeries moins importantes, comme celle du *Béguinage de Turnhout* par exemple, comprenaient des chambres de malades au rez-de-chaussée et des chambres d' "hôtes" à l'étage, le jardin servant de potager avec l'espace nécessaire pour les plantes médicinales

Les "grandes" infirmeries possédaient aussi dans les villages avoisinants des terres et fermes exploitées sous le régime du metayage.

Dans certains béguinages le complexe de l'infirmerie est accolé à la Maison de la Grande Dame ou en fait partie intégrale e.a. au *Grand Béguinage de Gand* et celui de *Mont-Saint-Amand*

Dans d'autres cas c'est la "Maison de Saint-Esprit" qui est attenante; comme institution caritative venant en aide aux nécessiteux "agrées", elle était gérée par une ou plusieurs "maîtresses", élues et tenues de rendre compte au Conseil.

Les exemples les plus représentatifs se retrouvent :

Au *Grand Béguinage de Louvain*, l' infirmerie mentionnée dès 1263, avec ferme et Table du Saint-Esprit sont implantés en face de l'église, côté O., en un vaste complexe tirant profit de la proximité de la Dyle et de sa scission en deux bras pour l'implantation des cuisines et de la brasserie. Les constructions actuelles remontent au XVIème siècle et svt, avec reconstruction de la salle des malades avec treize alcoves et charpente apparente, 1545-46, et de la chapelle orientée, démolie en 1832. A l' O. subsiste un pignon à pans de bois et pisé, et d'autres parois analogues de la construction antérieure, intégrés dans la construction "en dur" du XVIème.

La ferme comporte une brasserie le long de la Dyle, des étables et écuries dans l'aile O. et une petite grange côté S. Les terres s'étendaient jusqu'à la seconde enceinte.

Ces constructions adoptent les matériaux et formes du "style traditionnel briques et pierres blanches" brabançon, XVIème-XVIIème siècle., tout comme pour l'infirmerie du *Béguinage de Diest* où s'ajoute le grès ferrugineux local.

Au *Béguinage de Tongres*, l'infirmerie avec chapelle Sainte-Ursule et brasserie sont implantées au S. de l'église, avec îlot bâti interposé, le long et sur le mur d'enceinte médiévale, bordant le cours d'eau Jeker. Le complexe mentionné en 1246 date du milieu XVII^{ème} siècle. avec chapelle baroque de 1701. Son architecture se rattache à l'architecture vernaculaire mosane alliant briques et pierres bleues régionales, avec une expression plus savante pour la chapelle baroque

Au *Béguinage de Saint-Trond*, le complexe infirmerie-ferme, est situé au S.O. de l'église, en bordure de la clôture, le long de la route de Hasselt, et près de l'ancienne porte et porterie. L'ensemble du milieu XVIII^{ème} s'inscrit dans l'architecture mosane de tendance classique, la ferme adoptant le type régional hesbignon dans son porche et son énorme grange à toiture d'ardoises.

1.5. "Couvents" ou maisons communautaires

Fondées le plus souvent par des bienfaiteurs religieux ou nobles, à l'attention de béguines pauvres, ces maisons se rapprochaient de l'époque initiale à laquelle les béguines partageaient une même maison cf. le cas connu d' *Audenarde* par exemple. Des statuts et règlements y organisaient la vie quotidienne qui s'inscrivait donc davantage dans la tradition conventuelle. Destinés à héberger un nombre variable de béguines, les "couvents", avec salle commun éventuelle, se détachent parfois de l'ensemble par leur volume, leur parachèvement et décoration plus riches ou raffinés encore qu'ils adoptent les formes et matériaux de l'architecture vernaculaire urbain de leur région.

Le "*Couvent de Chièvres*" du *Grand Béguinage de Louvain* est assez exceptionnel à cet égard, puisque fondé en 1561, grâce au legs de la comtesse d'Aerschot, pour treize béguines chargées de prier pour le repos de son âme. Son grand volume coiffé d'une toiture d'ardoises en pavillon est surmontée d'un clocheton bulbeux qui se rapproche de ceux du château tout proche de la donatrice à Heverlee.

2. Type individualisé

2.1. Les maisons de béguines conservées remontent selon le cas aux XV^{ème}-XVI^{ème} ou aux XVI^{ème} - XVII^{ème} siècles, époques du passage de la construction à pans de bois et pisé à la construction en dur, imposé par les autorités locales afin de parer aux fréquents incendies, mentionnés à reprises dans l'histoire de certains béguinages tels que *Herentals*, *Hoogstraten*, *Lierre*...

Le *Grand Béguinage de Louvain* et en moindre mesure celui de *Saint-Trond* et *Turnhout* comprennent encore des restes de pans de bois repris en sous-oeuvres dans des constructions ultérieures. A *Hoogstraten*, c'est le type et le volume des maisons en rez-de-chaussée et les proportions des baies qui rappellent, dans les maisons les plus anciennes, le mode de construction antérieur

Les maisons de béguines reprennent généralement le type urbain avec façade à corniche, faîtière parallèle à la rue, les toitures à lucarnes passante, à croupe ou bâtière étant contenues entre les pignons latéraux "coupe feu" à rampants débordants, la structure avec poutrage et ferme à chevalet étant gr.m. appliquée jusqu'au XVIII^{ème}-XIX^{ème} siècle.

Les plans appartiennent tant au type en double corps -avec couloir central - qu'à celui à entrée/couloir latéral, en rez-de-chaussée et à étage avec dans ce cas des escaliers droits ou en colimaçon; en profondeur ces maisons présentent souvent

qu'une seule pièce, parfois pourvue d'une petite annexe. Les foyers, avec parois de cheminée en pierres ou briques, reproduiront souvent jusqu'au XVIIIème des formes du gothique tardif avant d'adopter vers le milieu XVIIIème et svt., lors de transformations ou constructions à neuf, des modèles et décors rocailles.

Des cahiers de charge avant la lettre, étudiés e.a. pour le *Grand Béguinage de Louvain*, donnent des détails sur le mode de construction et les possibilités pour les commanditaires, - la béguine ou ses parents- d'individualiser leur maison, à l'extérieur e.a. par l'utilisation des matériaux, décor plus ou moins élaboré des encadrements de portes, cartouche représentant le/ la Saint(e) patron(ne), nombre de fenêtre, vitrage..., 'à l'intérieur dans l'aménagement des espaces et le parachevement, comme poutrage, sols, cheminées... et aussi dans des dépendances éventuelles comme four, laverie, pavillon de jardin...

Les maisons de béguines se rattachent à l'architecture vernaculaire urbaine, de gr.m. quatre régions:

2.1. Celle de la région côtière d'ailleurs transfrontalière (Flandre française), utilisant la brique pour le gros-oeuvre et toute la décoration faite de briques profilées de tradition gothique, comme dans les maisons les plus anciennes du *Béguinage de Bruges*, XIVème-XVIème et svt., offrant parfois un pignon relevé de travées brugeoises. L' huisserie des portes et fenêtres inscrites ou non dans des baies arquées deviendront par la suite l'élément le plus typique des façades chaulées de plus en plus simplifiées, telles qu'on les retrouvent également aux *Béguinages de Courtrai et Dixmude*.

Le cas particulier du *Béguinage de Mont-Saint-Amand*, idéalise en fait cette architecture de brique à l'état naturel et recrée un ensemble nouveau à partir des éléments traditionnels réunis de manière parfois inédite, tout en tentant d'introduire dans cette conception globale exécutée en quelques années, une certaine diversité tendant au pittoresque.

2. 2. Celle de la zone d'influence de l'architecture brabançonne, caractérisée par l'emploi de la brique enrichie de pierre blanche de différentes carrières locales pour les socles, chaînages d'angles, bandeaux et piedroits chaînés des fenêtres à croisée, traverse et meneau de tradition gothique; les portes cintrées reprennent des clefs et volutes empruntées à l'architecture renaissante et baroque. Un enduit, coloré avec faux joints pour la maçonnerie de briques, semble avoir tenu lieu de couche protectrice.

Les éléments de pierre seront limités au minimum dans les lieux où la pierre locale fait défauts et dans les applications plus modestes où ils seront même remplacés par des imitations de bandeaux et chaînages chaulés comme par exemple dans certaines maisons des *Béguinages de Gand et de Termonde*. Dans le Brabant historique couvrant également une partie du Sud des Pays-Bas actuels, les *Béguinages d' Aerschot, Anvers, Malines, Lierre et Louvain* offrent nombre de variations de cette architecture; le *Béguinage de Diest* s'y rattache également, tout en incluant le grès ferrugineux local dans les constructions, tout comme le *Béguinage de Tirlemont* qui introduira du quartzite local.

Les transformations du XIXème siècle auront tendance à uniformiser les façades en adaptant les baies et en chaulant l' ensemble des façades principales.

2.3. Celle de la région campinoise, transfrontalière elle aussi, basée sur l'emploi prépondérant de la brique et du bois pour les fenêtres traditionnelles; l'huissierie,, dite à la hollandaise, deviendra l'élément le plus typique d'une architecture évoluant vers une extrême simplicité, comme e.a. au *Béguinage de Hoogstraten* et de *Turnhout*.

2.4. Celle de la région mosane, transfrontalière côté Pays-Bas, Wallonie, Pays rhénan, affichant une architecture sobre et solide marquée par l'utilisation de la brique avec pierre bleue pour les chaînages trapus des fenêtres à croisée, traverse et meneaux de l'architecture traditionnelle et les modillons et proportions plus raffinées de la dite "renaissance mosane". Au XVIIIème siècle la pierre bleue s'avèrera plus indiquée pour le décor rococo finement taillé et se répandra dès lors dans les autres régions.

Les *Béguinages de Saint-Trond et Tongres* présentent des exemples du XVIème-XVIIème au XVIIIème siècles, qui permettent de suivre l'évolution vers un style classique rigoureux et bien proportionné.

Malgré les intentions des révolutionnaires et en partie grâce aux prescriptions des classements à partir des années 1933 svt, les maisons de béguines n'ont pas été envahies par le commerce, elles ont maintenu en fait comme fonction principale l'habitat et c'est grâce à cela qu'elles témoignent mieux que d'autres de l'évolution de l'architecture urbaine.

Leurs niches à statue pour le/ la Saint(e) Patro(ne) ou les reliefs et enseignes qui en tiennent lieu, témoignent encore du caractère particulier de leurs habitantes, placées sous la haute protection d'une flopée d'intercesseurs vénérables de provenance internationale comme e.a. Sainte Elisabeth de Hongrie, Sainte Rose de Lima, Saint Ignace, Saint Bénédicte de Nurcie ou régionale comme Sainte Gertrude de Nivelles, Sainte Gudule ...

2.2 Les presbytères, établis à proximité mais en dehors du béguinage, prolongent dans une certaine mesure les caractéristiques architecturales du béguinage et de l'architecture vernaculaire urbaine en général, encore que leur typologie se rattache à celle encore reconnaissable des cures des petites villes et villages. Ils campent en général un beau volume de maison en double corps à deux niveaux, repris dans la clôture côté rue ou dans l'alignement d'une rue avoisinante ; à *Saint-Trond* (1709) il s'agit exceptionnellement d'un édifice isolé, précédé d'un jardin enclos avec porche.

La majorité a, tout comme les maisons du béguinage, une origine XVIIème siècle, comme e.a. à *Turnhout*, *Lierre* (avec façade v.1800) et *Alost* (1676 avec transformations XVIII et XIX ème s.), au *Petit Béguinage de Gand* (1653 avec extension 1853), et au *Grand Béguinage de Louvain* (1658 avec restauration et extension 1952); à *Herentals*, le presbytère présente par ailleurs un aspect très typique pour le milieu XVIIIème s.

3. IDENTIFICATION

C) Documentation photographique

1. Vues aériennes (mai 1997)

Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap
Department Lin/ Afdeling Logistiek
Sectie Foto/ Video.

voir Liste avec légendes (cf. infra)

Video (en préparation)

2. C.D. 88 806

The Peter Goltfus Organ of the Begijnhof at Leuven

Joris Verdin, Organ

serie Orgues de Flandre

avec notice historique concernant l'orgue de 1692, un des instruments les mieux conservé, restauré 1983-86, dans le cadre de la restauration de l'église Saint-Jean-Baptiste du béguinage de Leuven pour laquelle il fut construit.

**Liste et légendes des vues aériennes:
Béguinages flamands : cas représentatifs**

Province Antwerpen (Anvers),(*)

BEGUINAGE DE HOOGSTRATEN vu du N. avec implantation greffée sur l'axe principal, côté O., premier préau allongé et second côté S., résultant de l'extension XVIIème s. Mur de clôture - et de jardins- bien visible côté N., le long de la rue incurvée, marquant bien la délimitation. Eglise baroque orientée, se détachant de l'ensemble bâti par ces matériaux et son volume. Maisons, souvent en rez-de-chaussée dans le premier et à deux niveau dans le second préau (LIN/ 227636)

BEGUINAGE DE HOOGSTRATEN , vu du N.O. avec rue principale avec tilleuls, classée comme Site. Accès au béguinage, côté O., par une petite allée plantée d'arbres. Délimitation bien marquée dans un environnement aimable et de même échelle où les façades chaulées du béguinage et la façade baroque monumentale de l'église se détache bien du contexte (LIN 227637)

GRAND BEGUINAGE DE MECHELEN (MALINES), vu du S.E.
Béguinage type ville, implanté au XVIème s., au sein d'un îlot délimité par des rues et alignements existants, faisant en quelque sorte fonction de murs de clôture, au S., S.E. , N. E. le côté N.O. et N. coïncidant avec les remparts, devenus boulevards de ceintures. L'église baroque du béguinage, en cours de restauration, marque l'axe central, la petite église gothique de pierres blanches s'affirme comme église paroissiale du quartier, avant l'insertion du béguinage (LIN/ 227643)

GRAND BEGUINAGE DE MECHELEN (MALINES), vu du S., avec axe principal du type ville débouchant sur les anciens remparts, ou boulevards de ceinture actuels. Tissu serré de maisons de béguines à faitières parallèles aux rues et église baroque monumentale avec tour inachevée au chevet apportant à l'ensemble un élément de qualité surpassant l'architecture vernaculaire urbaine (LIN 227640)

BEGUINAGE DE TURNHOUT, vu de l' O. Préau étroit et allongé divisé par l'implantation de l' église baroque. Enclos bien démarqué par le mur de clôture côté jardins. Porte intégrée dans la porterie côté E. et alignement serré de maisons de briques à bâtières de tuiles du pays. Ensemble défini dans un quartier de maisons le plus souvent unifamiliales sauf au S. où apparaît un grand complexe scolaire. (LIN 227633).

BEGUINAGE DE TURNHOUT, vu de l' E. Dimensions du préau bien visibles de ce côté, de même que son implantation perpendiculaire à la rue avec petit cours d'eau voûté; porterie avec toiture à croupes se détachant dans l'alignement des maisons mitoyennes. Vision globale également de la situation en bordure de ville. (LIN 227632)

(*) Béguinage de Lier (Lierre) : à compléter

Province Limburg (Limbourg)

BEGUINAGE DE SINT-TRUIDEN (SAINT-TROND) vu du S.E.

Type préau, encore que l'espace au S.O. de l'église, une des plus anciennes des béguinages, ait été autrefois construit. Situation à présent quelque peu isolée, mais historique en fait, le béguinage implanté extra muros n'ayant jamais été intégré dans la ville historique. Trame lisible avec ancienne porterie et ferme-infirmerie le long de la route S.E.; prés et ancienne herberie le long de Cicindria côté N.O. Maison à tourelle récemment restaurée à l' O. (LIN 227627)

BEGUINAGE DE TONGEREN (SAINT-TROND) vu du S.E.

Implantation le long des remparts marqués par les plantations d'arbres et le filet d'asphalte évoquant le cours d'eau Jeker vouté.

Type ville avec ruelles d' E. en O. et placette au N. de l'église. Tissus serré démarqué dans l'ensemble urbain dont il constitue, suite à l'incendie de 1677,

BEGUINAGE DE TONGEREN (SAINT-TROND) vu du S.E.

Implantation le long des remparts marqués par les plantations d'arbres et le filet d'asphalte évoquant le cours d'eau Jeker vouté.

Type ville avec ruelles d' E. en O. et placette au N. de l'église. Tissus serré démarqué dans l'ensemble urbain dont il constitue, suite à l'incendie de 1677, le milieu bâti le plus ancien (LIN 227630).

Province Oost-Vlaanderen (Flandre orientale)

BEGUINAGE DE DENDERMONDE (TERMONDE), vu du S.O, avec à l'avant-plan les restes de l'enceinte bastionnée et au N.O. la Dendre avec pont menant au centre ville. Abbaye Sts-Pierre et Paul au N.

Béguinage de type préau de forme trapezoïdale bien délimité par ses alignements de maisons à deux niveaux et bâtière avec lucarnes; façades chaulées N. Chapelle néo-gothique orientée en son centre.

Zone tampon avec habitat de même échelle (LIN/ 227678)

BEGUINAGE DE DENDERMONDE (TERMONDE), vu du N.O.

Alignements des anciennes maisons de béguines et couvents, souvent dotés de dépendances et d'appentis. Façades de briques et pierres blanches au S.

Attenant au béguinage, côté S., nouveau lotissement de maisons unifamiliales autour d'un nouveau préau. (LIN/227682)

PETIT BEGUINAGE DE GENT (GAND), vu du S.O. Implantation entre le Bas - Escaut à l' E. la rue à l' O. menant au centre Ville, situé au N.

Type mixte avec grand préau bordé d'arbres et ruelle dans l'extension côté N. (en cours de restauration). Eglise baroque à façade de pierre et petite tourelle au chevet. Alignement de maisons à bâtière . Maison de la Grande Dame, infirmerie... côté E. avec jardins en bordure du cours d'eau. Caractère d'enclos bien conservé comme petite ville dans un quartier (LIN/ 227622)

PETIT BEGUINAGE DE GENT (GAND) vu du S.E.

Implantation sur plan plus ou moins carré avec préau au centre et jardins au S. et à l' E., ici au bord de l'eau. La ruelle en cours de restauration côté N. est mieux visible ici, de même que le volume de la caserne de cavalerie implantée au XIXème siècle sans les jardins de la face O. L'ensemble à faible densité d'occupation du sol contraste vivement avec le reste du quartier, ce qui explique pourquoi telles maisons sont fort prisées par un nombre de Gantois (LIN 227623)

BEGUINAGE DE SINT-AMANDSBERG (MONT-SAINT-AMAND), vu du S.O.

Délimitation de la zone tampon bien visible dans cette banlieue de Gand à haute densité de population. Implantation typique du béguinage en quinconce avec préaux gazonnés à l' E. et à l.O. de l'église.

Architecture de briques s'assombrissant au cours du temps.(LIN 227625)

BEGUINAGE DE SINT-AMANDSBERG (MONT-SAINT-AMAND), vu du N.E.,

Implantation bien marquée avec alternance d'espaces verts et îlots bâtis au N. et au S. Délimitation de monument et site urbain protégé marquée par l'alignement de maisons mitoyennes le long des rues environnantes. Entité de toute manière bien identifiable comme projet-total dans un environnement suburbain moins planifié. (LIN 227626)

Province Vlaams-Brabant (Brabant Flamand)

BEGUINAGE DE DIEST, vu du S.E.

Implantation en bordure des douves et remparts, devenus boulevard de ceinture, assurant un cordon d'espaces verts, parfois interrompus côté ville, à l' Est de la cité. Type de béguinage ville bien distinct avec église gothique de grès ferrugineux orientée, porte incluse dans la porterie à l'O. et complexe de l'infirmerie côté N. Rues selon un plan en échiquier simplifié au S. (LIN 227671)

BEGUINAGE DE DIEST, vu du N., avec complexe de l'infirmerie devenu centre Culturel à l'avant plan. Structure spatiale bien délimitée côté remparts et côté ville S.O., par le jeu des toitures des maisons servant de murs de clôture.

Motte verdoyante de l'ancien château-fort médiéval au S.

Tissus urbain serré dans le plan géométrique laissant suffisamment d'espaces pour des jardins et annexes (LIN 227673).

GRAND BEGUINAGE DE LEUVEN (LOUVAIN) vu de l' O.

Ensemble de type mixte axé sur l'église gothique orientée, montrant la relation avec l'église paroissiale classée de Saint Quentin, au S.E., dont il dépendait à l'origine. Implantation en bordure des remparts-boulevards de ceinture marqués par le cordon verdoyant.

Délimitation du Grand Béguinage bien marquée côté S. et affichant côté E. une relation spontanée avec la rue le long du mur de clôture. (LIN 227655)

GRAND BEGUINAGE DE LEUVEN (LOUVAIN) vu du S.O. montrant l'implantation générale et le rôle de la Dyle se scindant à hauteur de l'infirmerie avec ferme située à l' O. de l'église, partie relevant du type ville. Parking au S.O. sur les anciennes terres de la ferme. Nouveaux édifices au S. O. et N.O.

Extension XVIIème au-delà de la Dyle, côté O, associée au type préau. Ensemble bien délimité mais dont l'architecture se prolonge dans le couvent classé des Soeurs Noires au N.E. et la rue E. avec maisons à noyau ancien (LIN 22766)

GRAND BEGUINAGE DE LEUVEN (LOUVAIN) vu du S. avec l'église gothique comme centre. Plan en échiquier avec architecture traditionnelle de briques et pierres blanches se manifestant tant dans l'infirmerie à l'avant-plan, côté O., que dans les maisons. Au N. de l'église, cas exceptionnel à des pans de bois conservés; à l' E., en dehors de l'enclos, ancien presbytère avec pignons latéraux à gradins et beau jardin, comme pour toutes ces maisons de cette partie de la zone tampon (LIN 227653)

Province West-Vlaanderen (Flandre occidentale)

BEGUINAGE DE BRUGGE (BRUGES), vu de l' E.. Situation bien définie entre Reie et remparts à l'O. avec écluses et étang côté S.
Béguinage de type préau avec petite ruelle au S., protégé comme monument au sein d'un site urbain également protégé, comptant cinq monuments dont l'écluse au S. E. de l'église et le complexe hospitalier néo-gothique au S.O.
Porte monumentale du Béguinage précédée d' un petit pont et église orientée à chevet plat côté E. (LIN 227649)

BEGUINAGE DE BRUGGE (BRUGES), vu du S.O.
Type Préau aux arbres verdoyants ombrageant la façade O. de l'église et celles des maisons sur le pourtour. Délimitation ample, incluant dans son enclos des jardins potagers et autres, apportant un supplément de verdure dans le tissu urbain pour le reste assez serré avec Hôpital Saint-Jean et l'église Notre-Dame au N.E. dont la tour est tronquée sur la prise de vue (LIN 227620)

BEGUINAGE DE KORTRIJK (COURTRAI) vu de l'E.
Implantation impressionnante entre l'église Saint-Martin au S. et l'église Notre-Dame au N. , tournée vers la Lys, le cours d'eau en haut de la photo.
Grand'Place avec Hôtel de ville à l'O.
Petite ville dans la ville de type de préau avec petites ruelles et chapelle située à l' O. (LIN 227645)

BEGUINAGE DE KORTRIJK (COURTRAI) vu du N.E.
Meilleure vision de la structure même du béguinage avec maisons à pignon dominant sur le préau dans lequel se remarque le chevet de la chapelle orientée.
Délimitation avec zone tampon aux espaces verts assez inattendus dans un centre ville commercialisé (LIN 227647)

3. IDENTIFICATION

d) Bibliographie : une sélection

1. PRINCIPAUX OUVRAGES GENERAUX

- SANDERUS, A., *Chorographia sacra Brabantiae*, 1726.
- HALLMANN E., *Die Geschichte des Ursprungs der Belgischen Beghinen*, Berlin, 1843
- OETKER, F., *Belgische Studien*, Stuttgart, 1876, p. 221-264. Die Begijnenhöfe.
- PHILIPPEN, L.J.M., *De begijnhoven: oorsprong, geschiedenis, inrichting*, Antwerpen, 1918 (avec bibliographie p. 435-472)
- IDEM, *Les Béguines et l' hérésie Albigeoise*, in *Annales de l' Académie royale de Belgique*, 1927.
- IDEM, *Het ontstaan der begijnhoven: een synthetische studie*, Antwerpen, 1943.
- VAN MIERLO, J., *Les Béguines et Lambert li Beges*, Louvain, 1927. Revue d' histoire ecclésiastique .
- MACDONNEL, E.W., *The beguines and beghards in medieval culture: with special emphasis on the Belgian scene*, New York, 1969.
- SIMONS, W., *The beguine movement in the Southern Low Countries: a reassessment* in *Bulletin van het Belgisch Historisch Instituut te Rome*, 59, 1989, p. 63-105.
- d'HAENENS, A., e.a., *Abbayes et béguinages de Belgique 1.*, Brussel, 1974.
- IDEM, *Abbayes et béguinages de Belgique 2.*, Brussel, 1975.
- TISSEGHEM, R. en J. DAEMEN, *Begijnhoven vroeger en nu: neerstigh tot eere Godts*, Groot-Bijgaarden, 1995.
- VANDENBROECK, P. e.a., *Hooglied. De Beeldwereld van Religieuze Vrouwen in de Zuidelijke Nederlanden*, (Catalogue Exposition), Bruxelles, 25 février - 22 mai 1994. (avec bibliographie et diverses contributions :
e.a. KRISTEVA, J., *Het Geluk der Begijnen*, p.167- 117)
- DEVROEDE, M., *Religieuses et béguines enseignantes dans les Pays-Bas Meridionaux et la Principaute de Liège au XVIIe - XVIIIe siècles*, Leuven, 1996.

2. ASPECTS ARCHITECTURAUX, ARTISTIQUES etc...

- CLEMENT, T., GHOBERT, J., e.a., *Les anciennes constructions rurales et les petites constructions des béguinages en Belgique*, Bruxelles, 1914-1919.
- LEURS, S., PHILIPPEN, L.J.M., e.a., *De begijnhoven*, in *Steden en landschappen*, Antwerpen, 1931.
- VAN BEVER, G., *Les béguinages*, Brussel, 1943.
- PERSOONS, E., *Begijnen en begijnhoven in Antwerpen en Brabant*, Brussel, 1994.
- HALIN, J., *Begijnhoven*, in *Kunst in België*, Brussel, 1943.
- LEMAIRE, R. M., *La renovation des villes historiques. Un cas concret: le grand béguinage à Louvain*, in *Handelingen van de Koninklijke Kring voor Oudheidkunde, letteren en kunst van Mechelen*, Louvain, 1970, p. 22-34.
- WEYERGANS, F., ZENONI, A., e.a., *Begijnhoven in Vlaanderen*, Brussel, 1973.
- BRUXELLES, *Béguines et beguinages en Brabant et dans la province d'Anvers* (catalogue d'exposition.), Bruxelles, 27 octobre- 13 decembre, 1994.

3. OUVRAGES PARTICULIERS

Aerschot

- GERRITS T.J., WILLEMS, A., *Het begijnhof van Aerschot*, in *Bijdragen tot de geschiedenis van het Land van Aerschot*, deel I, Aarschot, s.d.
Archives Afdeling ROHM Vlaams-Brabant, Cel monumenten en Landschappen

Anvers

- OLYSLAGERS, W.A., *750 jaar begijnhof te Antwerpen*, Kapellen, 1990
Archives, e.a. dossiers de protection et de restauration, Afdeling ROHM Antwerpen, Cel Monumenten en Landschappen

Audenaerde

Bouwen door de eeuwen heen in Vlaanderen. Inventaris van het Cultuurbezit in België. Deel 15 n 1. Provincie Oost-Vlaanderen, Arrondissement Oudenaarde. Stad Oudenaarde met fusiegemeenten, Turnhout, 1995, p. 11-14 (avec bibliographie)

L.R., *Kunsthistorisch onderzoek. 6. Het H.-Rochusbegijnhof te Oudenaarde* in *Monumentenzorg en Cultuurpatrimonium. Jaarverslag van de Provincie Oost-Vlaanderen 1995*, p. 84.

Archives Afdeling ROHM Oost-Vlaanderen, Cel Monumenten en Landschappen

Borgloon

Archives Afdeling ROHM Limburg, Cel Monumenten en Landschappen

Bruges

ANON., *Het Brugsch begijnhof. Le béguinage de Bruges*, Bruges, s.d..

DESMET, D., *Het begijnhof "De Wijngaerd" te Brugge: onderzoek naar het dagelijks leven rond het midden van de 15de eeuw*, Leuven, 1979.

BONNEURE, F., VERSTRAETE, L., e.a., *Het prinselijk begijnhof De Wijngaard in Brugge: geschiedenis van de site en van de bewoners*, Tielt, 1992.

ESTHER J., *De Brugse Begijnhofkerk : een behoedzame restauratie*, in *Monumenten en landschappen*, 11/ 1, 1992, p. 28-92.

Archives, e.a. dossiers de protection Afdeling Rohm West-Vlaanderen, Cel Monumenten en Landschappen.

Courtrai

COULON, A.M., *Histoire du béguinage Sainte-Elisabeth à Courtrai d'après les documents authentiques*, Courtrai, 1891.

DE CUYPER, J., *Het Begijnhof van Kortrijk. Ontstaan en oudste periode* in *De Leiegouw*; 15, 1973

Archives Afdeling ROHM West-Vlaanderen, Cel Monumenten en Landschappen

O.C.M.W. Kortrijk, Actualisation et données (mai 1997)

Diest

Bouwen door de eeuwen heen. Inventaris van het cultuurbezit in Vlaanderen.

Architectuur. Deel 1. Provincie Brabant. Arrondissement Leuven, Liège, 1971, p.65- 70.

VAN DER EYCKEN, M., *Nicolaas van Essche en de hervorming van het Diestse Begijnhof*, in *Arca Lovaniensis*, 5, 1976, p. 277-297.

BONDROIT. L.G., *Restauratie van de begijnhofpoort*, in *Monumentenzorg Diest*, 4, Diest, 1981, p. 10-12.

DIEST, *Kunstschatten uit het Diestse begijnhof* (catalogue d'exposition.), Diest, 10 juin - 31 octobre 1988.

KOORN, F. en M. VAN DER EYCKEN, *Begijnen in Brabant. De begijnhoven van Breda en Diest*, Antwerpen, 1987.

Archives Afdeling Rohm Vlaams-Brabant, Cel Monumenten en Landschappen

Dixmude

Archives Afdeling ROHM West-Vlaanderen, Cel Monumenten en Landschappen.

Gand

Grand Béguinage

Bouwen door de eeuwen heen in Vlaanderen. Inventaris van het Cultuurbezit in België. Deel 4 n b. Stad Gent. Zuid-West, Gent, 1979, p. 23 - 36.

BALDEWIJNS, J, LALEMAN, M.C., *De architectuur van de Gentse Begijnhoven* in *Werken en Kerken, 750 jaar begijnhofleven te Gent*, (catalogue d'exposition) 1984, p. 53-92

Archives Afdeling ROHM Oost-Vlaanderen, Cel Monumenten en Landschappen

Petit Béguinage

Bouwen door de eeuwen heen in Vlaanderen. Inventaris van het Cultuurbezit in België. Deel 4 n b.

Stad Gent. Noord-Oost, Gent, 1979, p. 239 - 258 (avec bibliographie)

BALDEWIJNS, J, LALEMAN, M.C., *De architectuur van de Gentse Begijnhoven*

in *Werken en Kerken, 750 jaar begijnhofleven te Gent*, (catalogue d'exposition) 1984, p. 53-92

L.R., *Kunsthistorisch onderzoek. Restauratie van het begijnhof Onze-Lieve-Vrouw ter Hoyen in Monumentenzorg en Cultuurpatrimonium. Jaarverslag van de Provincie Oost-Vlaanderen 1995*, p. 75 - 82

Archives Afdeling ROHM Oost-Vlaanderen, Cel Monumenten en Landschappen, e.a. Dossiers de protection et restauration

Béguinage de Mont-Saint-Amand

Bouwen door de eeuwen heen in Vlaanderen. Inventaris van het Cultuurbezit in België. Deel 4 n d.

Stad Gent. Fusiegemeenten, Gent, 1983

BALDEWIJNS, J, LALEMAN, M.C., *De architectuur van de Gentse Begijnhoven*

in *Werken en Kerken, 750 jaar begijnhofleven te Gent*, (catalogue d'exposition) 1984, p. 53-92

DE PUE, J.P., *Geschiedenis van van het Groot Begijnhof Sint-Elisabeth en St.- Amandsberg, Leuven, 1984.*

Archives Afdeling ROHM Oost-Vlaanderen, Cel Monumenten en Landschappen e.a. Dossier de protection

Hasselt

LAMBRECHTS, J., *Het oud begijnhof of beknopte geschiedenis van het begijnhof van Hasselt*, Hasselt, 1886.

Begijnhoven in de provincie Limburg (Kunst en Oudheden in Limburg, 2), Sint- Truiden, 1973.

Bouwen door de eeuwen in Vlaanderen. Inventaris van het cultuurbezit in

België. Architectuur .Deel 6 n. Provincie Limburg. Arrondissement Hasselt-Sint-Truiden, 1981, p.377- 381 (avec bibliographie)

Archives Afdeling Rohm Limburg, cel Monumenten en Landschappen, contenant e.a. une notice historique exhaustive

Herentals

Archives Afdeling ROHM Antwerpen, Cel Monumenten en Landschappen
e.a. Dossiers de protection

Hoogstraten

LAUWERYS, J., *Het begijnhof van Hoogstraten*, in *Jaarboek van Koninklijke Hoogstratens Oudheidkundige kring*, 42, 43, 44, Hoogstraten, 1974-1976.

Archives Afdeling ROHM Antwerpen, Cel Monumenten en Landschappen,
e.a. dossier de protection et notices :

V.Z.W. Het Convent, notices "*Restauratie Begijnhof Hoogstraten*, s.d.

IDEM, *Begijnhof Hoogstraten. Inventaris*, s.l., 1992

MALLIET, A., *Voorbeeld-restauratie in de Provincie Antwerpen. Het begijnhof van Hoogstraten in Monumenten en Landschappen*, 1995.

Lierre

JANSSENS, B., *Begijnhof van Lier*, Lier, 1925.

BIERMANS, K., TIMMERMANS, F., e.a., *Het begijnhof te Lier: kunsthistorische studie*, Antwerpen, 1948.

VERBIST, B., PIECK, A., e.a., *Het Liers begijnhof: artiestenoord en inspiratiebron*, Lier, 1978.

Bouwen door de eeuwen heen in Vlaanderen. Inventaris van het Cultuurbezit in België Architectuur. Deel 13 n 1. Arrondissement Mechelen. Kanton Lier, Turnhout, 1990, p. 116 - 140, avec bibliographie

Archives Afdeling ROHM Antwerpen, Cel Monumenten en Landschappen,
e.a. dossier de protection

Louvain

Archives Afdeling ROHM Vlaams-Brabant, Cel Monumenten en Landschappen,
e.a. dossiers de protection, suivi des restaurations

Grand Béguinage

LEMAIRE, M., VAN THIELEN, R., e.a., *L'infirmerie du grand béguinage de Louvain. Notice historique et archéologique préparatoire à la restauration*, s.l, s.d.

LEMAIRE, R. M., *La renovation des villes historiques. Un cas concret: le grand béguinage à Louvain*, in *Handelingen van de Koninklijke Kring voor Oudheidkunde, letteren en kunst van Mechelen*, Louvain, 1970, p. 22-34.

Bouwen door de eeuwen heen. Inventaris van het cultuurbezit in Vlaanderen.

Architectuur. Deel 1. Provincie Brabant. Arrondissement Leuven, Liège, 1971,
p.237 - 241.

OLYSLAGER, W.A., *The Groot Begijnhof of Leuven*, Leuven, 1983.

BERGMANS, A., DE MAEGD, C., e.a., *De Sint-Jan-de-Doperkerk van het Groot Begijnhof in Leuven*, in *Monumenten en Landschappen*, 4, 1985, p. 6-34.

COCKX, E. en FABRI, L., *Het Groot-Begijnhof van Leuven: een eigenzinnig verhaal van een eigenzinnige beweging*, Tielt, 1994.

Petit Béguinage

Bouwen door de eeuwen heen. Inventaris van het cultuurbezit in Vlaanderen.

Architectuur. Deel 1. Provincie Brabant. Arrondissement Leuven, Liège, 1971, p. 241.

Archives Afdeling Rohm Vlaams-Brabant, cf. supra

Malines

Archives Afdeling ROHM Antwerpen, Cel Monumenten en Landschappen,
e.a. dossiers de protection, suivi des restaurations

Grand Béguinage

Bouwen door de euwen heen in Vlaanderen. Inventaris van het Cultuurbezit in België. Deel 9 n.

Stad Mechelen. Binnenstad, Gent, 1984, p. 130 - 162 (avec
bibliographie)

SCHURMANS, D.L., *Church of the Beguines at Malines*, Mechelen, s.d.

Petit Béguinage

IBIDEM, p. 272 - 278, avec bibliographie

Overijse

Archives Afdeling ROHM Vlaams-Brabant, Cel Monumenten en Landschappen.

Saint-Trond

DE DIJN, C.G., *Het begijnhof te St.-Truiden en zijn nieuwe bestemming* in *Historische bijdrage, opgedragen aan Mgr. H. Kesters*, Sint-Truiden, 1971, p.49-73

IDEM, *Projektsudue voor de rehabilitatie van het begijnhof te Sint-truiden als woonomgeving met socio-kulturele inbreng* in *Kontakt*, 16, 1972.

Bouwen door de eeuwen heen in Vlaanderen. Inventaris van het Cultuurbezit in België. Architectuur.

Deel 6 n. Provincie Limburg. Arrondissement Hasselt-Sint-Truiden,

Gent, 1981, p. 853 - 864, (avec bibliographie)

Archives Afdeling ROHM Limburg, Cel Monumenten en Landschappen

Termonde

DE KEGEL A., DEMEY A., DEVOS P. et ROBIJNS L., *Beschermd monumenten, stads- en dorpsgezichten in Oost-Vlaanderen, Arrondissementen Dendermonde, Eeklo, sint-Niklaas*, Gent, 1990, Dendermonde Begijnhof, p. 23-25

L. R., *Kunsthistorisch onderzoek. 5. Het begijnhof van Dendermonde* in *Monumentenzorg en cultuurpatrimonium. Jaarverslag van de Provincie Oost-Vlaanderen 1995*, p.82, 84.

Archives Afdeling ROHM Oost-Vlaanderen, Cel Monumenten en Landschappen

Tirlemont

Bouwen door de eeuwen heen. Inventaris van het cultuurbezit in Vlaanderen.

Architectuur. Deel 1. Provincie Brabant. Arrondissement Leuven, p. 375-379.

Archives Afdeling ROHM Vlaams-Brabant, Cel Monumenten en Landschappen.

Tongeren

Bouwen door de eeuwen heen in Vlaanderen. Inventaris van het Cultuurbezit in België. Architectuur.

Deel 14 n 1. Provincie Limburg. Arrondissement Tongeren. Kanton Tongeren, p. 117 - 137. (avec bibliographie).

Archives Afdeling ROHM Limburg, Cel Monumenten en Landschappen, e.a.

dossier de protection et suivi

Documentation Plan Particulier d'Aménagement

Turnhout

JANSSENS, J., *Het kunstpatrimonium van het begijnhof te Turnhout (Foto-inventaris van het Belgische kunstbezit. Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn. provincie Antwerpen), Brussel-Turnhout, 1988.*

Bouwen door de eeuwen heen in Vlaanderen. Inventaris van het Cultuurbezit in België. Architectuur.

Deel 16 n 1. Provincie Antwerpen. Arrondissement Turnhout. kanton Turnhout (manuscrit de la publication en cours)

Archives Afdeling ROHM Antwerpen, Cel Monumenten en Landschappen, e.a.

dossier de protection

4. ETAT DE PRESERVATION OU DE CONSERVATION

a) diagnostic

1. Patrimoine bâti

Les églises, protégées légalement, présentent un état bon ou satisfaisant dans l'ensemble, certaines ayant été récemment restaurées, comme e.a. celle de *Grand Béguinage de Louvain* (1978-85) et Bruges (1990-91). Des restaurations prioritaires sont prévues pour les cas problématiques tels que *Diest* et *Tongres*; les dossiers sont à l'étude pour *Herentals* et la *chapelle de Courtrai* qui sera reprise dans la phase 3 (1999-2000) de la restauration globale du béguinage.

Les anciens couvents et maisons de béguines sont en bon état dans les béguinages restaurés récemment; la plupart des autres, sont, compte tenu des obligations de maintien, dans un état satisfaisant.

Le problème principal se pose dans des cas de restaurations globales, exécutées en phases pour un commanditaire unique tel que l' O.C.M.W. (Centre Public d' Aide Sociale), qui laissent inoccupées, durant des années en attendant les travaux, un nombre de maisons qui se dégradent encore plus comme par exemple au *Petit Béguinage de Louvain* et en moindre mesure au *Béguinage de Courtrai*.

L'état est alarmant à *Aerschot*, où le béguinage, déjà mutilé au XIXème et durant la seconde Guerre mondiale, se dégrade de plus en plus dans un environnement de moins en moins soucieux de sa présence, encore qu' il sera vraisemblablement repris dans un nouveau Plan Particulier d'Aménagement.

Les maisons et couvents privatisés sont, bien que parfois transformés superficiellement, en général relativement bien entretenus, l' obligation de maintien et entretien étant relativement bien respectée dans le secteur privé qui fait par ailleurs, de plus en plus appel aux primes d'entretien (cf. infra).

2. Espaces communautaires.

Les préaux, "places", ruelles... sont relativement bien conservés dans les béguinages ayant maintenu leur caractère d'enclos et dépendant d'un propriétaire unique, comme e.a. à *Bruges*, au *Grand Béguinage de Louvain*, *Petit Béguinage de Gand*, *Béguinage de Mont-Saint-Amand*...: des restrictions au niveau circulation, garage etc... y sont imposées et contrôlées. Ce sont précisément des problèmes de ce genre qui se posent dans les béguinages entièrement ou partiellement démantelés et privatisés comme e.a. à *Tongres* et *Malines*, où des mesures à prendre sont à l'étude respectivement pour le nouveau Plan Particulier d' Aménagement et le Plan de structure.

L' entretien des espaces communautaires, placettes, ruelles, préaux...pose des problèmes similaires ; des travaux d "restauration" aimable sont souvent prévus en fin de travaux , comme au *Béguinage d'Hoogstraten* par exemple.

4. ETAT DE CONSERVATION OU DE PRESERVATION

b) Histoire de la préservation.

1. L'histoire de la réception et du soin accordé à la préservation des béguinages, comme ensemble, cadre dans l'évolution et l'extension de la conception du Monument isolé à la reconnaissance de la valeur d'ensemble.

1. Durant la 2ème moitié XIXème siècle c'est l'intérêt pour l'institution religieuse et son avenir qui prédomine : l'église ou la noblesse rachètent certains béguinages tels que celui d' *Audenarde* et le *Petit Béguinage de Gand* ; une même forme de mécénat mène à la construction du *Béguinage "modèle " de Mont-Saint-Amand*, répondant aux aspirations tant religieuses qu'urbanistiques et architecturales.

2. Le tourisme -culturel en soi-, se développant au cours du XIXème siècle trouvera dans les béguinages l'atmosphère particulière et pittoresque qui fascina également les artistes, peintres et aquarellistes en quête d'inspiration. Nombreux sont les tableaux et dessins suivant les courants artistiques de l'époque ou demeurant tout simplement des interprétations directes et parfois naïves.

3. A partir du début XXème siècle l'attention se reporte davantage sur la valeur historique et artistique, phénomène lié à l'intérêt grandissant, face au modernisme et internationalisme, pour l'architecture vernaculaire et les cités-jardins que les béguinages préfigurent en un certain sens. Les publications de l'époque témoignent de cette "redécouverte", comme le prouvent les tomes consacrés à constituant une documentation de qualité dans laquelle il a été possible de puiser largement pour l'illustration du présent dossier.

4. L'entre-deux-guerres voit, au moment où le nombre de béguines décroît encore et que certains béguinages sont menacés comme e.a. le *Petit Béguinage de Gand*, la création de sociétés de parrainage, genre "Les Amis de tel ou tel Béguinage " qui iront jusqu'à prendre à charge l'ensemble et sa gestion future, comme par exemple en 1925 pour le cas sus-mentionné de *Gand* et le cas analogue de *Mont-Saint-Amand*. A *Bruges*, le Béguinage sera repris en 1927 par une communauté de Soeurs Bénédictines qui poursuivront d'une certaine manière l'oeuvre des béguines tout en adoptant leur habit et cape traditionnels.

5. A la même époque apparaissent les premières protections légales suite à la Loi sur la conservation des Monuments et Sites du 7 août 1931, se basant sur des listes - sans implications juridiques- de monuments importants établies depuis 1892. Les béguinages y étaient d'abord représentés pour autant que leur église présentait un intérêt archéologique particuliers; les rares exemples d'insertion de l'ensemble n'apparaîtront qu'au début des années 1930. Ce sont précisément ces exemples tels que *Courtrai* (1937), *Diest* (1938) et *Bruges* (1939) qui seront "classés" en premier lieu comme Monument et Site.

Ailleurs, c'est uniquement l'église qui sera protégée légalement comme e.a. celle de *Saint-Trond* (1933), restaurée un an plus tard, et celle du *Grand Béguinage de Louvain* (1937).

6. Le Tableau des Protections légales, établi par province, (cf. infra) montre une évolution quant à la nature de la protection et de l'objet protégé : on y remarque une nette tendance à des protections globales avec quelques monuments, système généralisé depuis le décret du 3 mars 1976 et récemment à des protections comme "monument" appliquées à un béguinage entier comme *le Grand Béguinage de Louvain* (1987) avec mention explicite des rues, places, maisons, dépendances, ponts et rives de la Dyle, murs de clôture et portes; dans le cas de *Bruges* (1996), la protection comme monument s'applique au béguinage alors que le quartier environnant, présentant des relations historiques et urbanistiques évidentes et pouvant être considéré comme "zone tampon", est protégé comme site urbain avec 5 monuments bien définis.

Dans les procédures en cours, comme celle d' *Alost* (depuis 1996) on constate par ailleurs l'attention grandissante accordée à la mémoire des lieux et à la valeur testimoniale des éléments d'époques diverses : outre l' église déjà protégée en 1973, l'arrêté permettra de conserver également les éléments restants du XVIIIème et XIXème siècles.

7. Dans les années 1960 svt, les menaces de destructions pesant sur certains béguinages tels que ceux de *Louvain, Hoogstraten...* - parfois protégés officiellement entretemps, comme e.a. le *Petit Béguinage de Louvain* (1974) ou repris dans des zones de rénovation urbaine comme le *Petit Béguinage de Malines* (1982) - ont été détournées à l'époque par des campagnes et opérations de sauvetage menées par des spécialistes, bénévoles et associations diverses; elles ont provoqué un intérêt accru pour les valeurs intrinsèques et actuelles des béguinages et pour les possibilités, par ailleurs déjà démontrées à *Louvain*, de leur conservation intégrée.

2. Les travaux de conservation dans les Béguinages ne posent pas de problèmes particuliers par rapport aux autres monuments et ensembles, excepté parfois les problèmes d'humidité, dûs à leur implantation le long ou à proximité d'un cours d' eau ; ils portent en général sur des problèmes :

- . de structure et de stabilité causés par de transformations ultérieures ,
ex. introduction de voûtes dans les églises, parois dans les maisons... etc.,
- . d' altération des pierres, briques...dégradation des matériaux utilisés avec
différentiation régionale,
- . d' agencement intérieur après l' inventaire et le relevé des éléments constructifs
et décoratifs et évaluation et options relatives à leur conservation et intégration
- . d' introduction du confort moderne (chauffage, sanitaire...)
- . d' adjonctions insignifiantes et questions de curetage
- . d' assainissement des îlots bâtis et réaménagement des espaces si nécessaire.

Les travaux et l'ordre de priorité s'examinent cas par cas, après concertation multidisciplinaire, tenant compte du type de bâtiment à traiter et du souci d'authenticité lié à la conception d'ensemble et à la signification de chaque édifice et de son rôle dans le contexte bâti. On peut signaler ici le cas extrême de *Tirlemont*, où l'église partiellement incendiée en 1976 et sans fonction depuis, a été, après discussions, consolidée pour une conservation et "présentation " adéquate en tant que ruine avec aménagement des abords comme espace public.

Il convient de souligner aussi la grande attention portée au traitement des intérieurs et à la restauration conjointe du mobilier et des orgues, notamment au *Grand Béguinage de Louvain*, où l'église est utilisée depuis pour des concerts e;a. d'orgues et l'enregistrement de musique appropriée du XVIIème siècle aux orgues Peter Goltfus (1690), (cf. CD 88 806, joint au dossier).

Durant les travaux dans cette même église, des peintures murales des XIV au XVIème siècle ont été découvertes, traitées et réintégrées dans l'ensemble de même que l'autel et autres meubles modernes nécessaires pour la liturgie post-conciliaire. Cet exemple, conçu comme projet-pilote à l'époque, est devenu un modèle de référence pour la conservation/ restauration du patrimoine religieux; les restaurations d'églises de Béguinages, prévues dans les prochaines années s'en inspireront encore largement .

Les travaux de conservation/restauration exécutés ou en en cours se répartissent gr.m. en deux catégories:

2.1. Les interventions globales pour le compte d'un maître d'oeuvre unique, appartenant au secteur public ou privé, et se déroulant généralement selon des phases déterminées ou parfois imprévues. Les maisons et couvents généralement sont donnés en location après coup, l'entretien courant restant à charge du propriétaire.

Au *Grand Béguinage de Louvain*, propriété de la K U Leuven (Université catholique de Louvain) comptant une centaine de maisons, les travaux entrepris en 1963-64 furent interrompus faute de crédits en 1972, laissant inoccupée la dernière rue restante au S. de l'église jusqu' en 1985, époque à laquelle les travaux furent repris grâce au parrainage, pour se terminer en 1989. Outre le logement universitaire communautaire et unifamilial -étudiants, assistants, professeurs le Béguinage héberge des activités communautaires- salles de réunions, séminaires, réceptions et restaurant dans certains anciens "couvents" et l'infirmerie.

Pour le *Petit Béguinage de Louvain*, propriété de l' O.C.M.W (Centre Public d'Aide Sociale), comptant quelque vingt cinq maisons, l'opération commencée dans les années 1980, est prévue en en quatre phases dont la dernière est toujours en cours.

A *Courtrai*, la première phase de la restauration qui en compte 6 est achevée, la seconde est en adjudication, les travaux débuteront en septembre 1997 et les suivantes s'étaleront en périodes de un à deux ans jusqu' en 2004.

Au *Petit Béguinage de Gand*, comptant une centaine de maisons, propriété d'une A.S.B.L. depuis 1925, la fin des travaux entrepris en 1990-91 est prévue pour 1997-98. Ici les maisons "rénovées" selon une conception d'ensemble, seront passées à bail emphytéotique à des particuliers intéressés.

2.2. Les interventions graduelles et si possible minimales, exécutées cas par cas, selon les possibilités financières et opportunités, comme e.a. changement de locataires, comme par exemple à *Bruges*, propriété de la Ville, où à *Lierre* et *Turnhout*, propriétés et de l' O.C.M.W.

Ce type des travaux évite les grands chantiers, jugés e.a.néfastes pour le tourisme, comme à *Bruges* , et assure une continuité dans l'occupation des lieux; il nécessite par ailleurs une sensibilisation et un dialogue constant de la Division des Monuments et Sites avec maîtres d'oeuvre et exécutants qui sont souvent les Services

Techniques de la Ville comme pour les cas réussis de *Bruges et Lierre* par exemple. La Division des Monuments et Sites fait en ce moment un effort spécial pour *Turnhout* où s'opèrent des interventions parfois plus profondes, dûes au changement de catégorie sociale des habitants. Les Services Techniques, attentifs jusqu'à présent à l'aspect extérieur des maisons côté préau, recevront un inventaire complet des intérieurs avec indication des éléments à intégrer et des indications pratiques pour le faire tout en respectant au maximum l'authenticité des matériaux. Telles formes de restaurations "progressives" et "minimales" sont également encouragées pour les béguinages à maisons privatisées, comme e.a. au *Grand Béguinage de Gand* où une A.S.B.L. fondée en 1959 a encouragé les ventes publiques espacées à partir de la fin des années 1990; tous les travaux y sont bien sûr soumis à l'approbation de la Division des Monuments et Sites, vu la protection comme site urbain.

A *Hoogstraten*, les propriétaires O.C.M.W. et Fabrique d' Eglise ont donné l'ensemble bâti à une A.S.B.L. en bail emphytéotique de 99 ans, incluant la restauration et maintenance des maisons et la remise en état de la voirie, préaux etc...Les travaux s'y organisent "à petits pas" selon une conception d' ensemble qui permet toutefois une certaine individualisation selon la maison, ses habitants et leurs moyens, ce qui prolonge bien en fait l' esprit et les coutumes des béguinages.

4. ETAT DE PRESERVATION OU DE CONSERVATION

c) Moyens de préservation

1. Financement

Depuis le 8 janvier 1993 l' aide subventionnelle octroyée aux Monuments légalement protégés est remplacé par un système de primes défini par des arrêtés du gouvernement régional flamand :

- *L' arrêté du 29 septembre 1994 instaure la prime d'entretien afin :*
 - . de prévenir le délabrement des monuments protégés et de contribuer de la sorte au maintien du patrimoine culturel
 - . de limiter ou même d'éviter les travaux de réparation et de restauration drastiques et coûteux en effectuant les travaux d'entretien en temps opportun
 - . d' encourager et de supporter financièrement les travaux et les activités d'entretien et de prévention de délabrement du patrimoine culturel.

- *L' arrêté du 5 avril 1995 ,modifié par l'arrêté du 15 octobre 1996, fixe un régime de prime pour les travaux de restauration aux monuments protégés, définis à l'article 1.3 comme : "travaux de maintien ou de réparation à un monument protégé ou à une partie de ce dernier afin de conserver sa valeur artistique, scientifique, historique, folklorique, industriel le-archéologique ou autre valeur culturelle;*

1. La prime d'entretien peut être octroyée à tout propriétaire ou le détenteur des droits réels qui est le maître d'ouvrage et qui supporte les frais d'entretien, mais n'est pas applicable pour l'Etat, les Communautés et Régions et les institutions qu'ils contrôlent, les administrations régionales et locales exceptées.

La prime comporte :

- 40 % du montant pour les travaux allant jusqu'à 600.000 FB
- 25 % du montant pour des travaux dépassant les 600.000 FB et restant inférieurs ou égaux à 1.200.000 FB

Le maximum de la prime accordée sera donc 390.000 FB

2. La prime de restauration sera décernée à tout propriétaire, ou détenteur sur les droits réels du bien qui est le maître d'oeuvre des travaux de restauration et qui en supporte les frais. Cet arrêté s'applique tant au secteur public qu'au secteur privé mais n' est applicable pour l' Etat, les Communautés et Régions et les institutions qu'ils contrôlent, les administrations régionales et locales exceptées.

Le montant de la prime se détermine en se basant sur le devis approuvé.

Pour le secteur privé la prime comporte, selon la situation juridique et effective 40 % à 80 % du coût.

Pour le secteur public la prime peut varier entre 60% et 90%

La prime de restauration se veut de privilégier les associations engagées au niveau patrimonial, les monuments sans intérêt du point de vue économique et les monuments accessibles au public.

Un **plan de priorité** pour les béguinages est appliqué depuis cette année 1997.

3. Exonération fiscale

Les propriétaires privés de biens protégés, non loués, compris dans un secteur déterminé, e.a. l'ensemble urbain ou rural protégé légalement, peuvent bénéficier d'une exonération fiscale., reprise dans le Code des Impôts de 1992. Le coût des travaux entrepris, pour lesquels le montant minimum n'est pas déterminé, peut se déduire pour la moitié, de leur revenu net imposable, à condition que ces frais n'aient pas été déjà couverts par des primes ou subsides officiels.

Le montant ne peut pas dépasser annuellement les 275.000 FB (T.V.A. comprise)

La politique actuelle de la région est donc bien axée sur le maintien et l'entretien évitant les travaux de restaurations onéreux qui entament aussi le plus souvent l'authenticité matérielle et "spirituelle" du monument.

L'A.S.B.L. "Monumentenwacht" (Contrôle des Monuments), fondée il y a cinq ans en collaboration avec les provinces, assure à ses membres, propriétaires d'un monument protégés légalement ou de valeur patrimoniale repris dans les publications de l'inventaire ad hoc- un contrôle annuel de l'état physique de leur monument avec prescription pour les travaux à entreprendre, le cas échéant avec prime d'entretien.

2. Plan de gestion: conservation du site et zone tampon

L'arrêté de protection légale stipule les conditions générales et restrictions particulières pour chaque béguinage protégé en tout ou en partie comme Monument, Monument et Site ou site urbain, instituant de par la même un droit de regard sur les abords.

Dans le cas du Béguinage de Bruges, entièrement protégé comme monument, la zone périphérique est protégée, aux termes du même arrêté comme site urbain de valeur historique et artistique comprenant cinq Monuments; toute intervention dans ce secteur doit donc être de facto soumise à l'approbation de la Section des Monuments.

Les béguinages, comme entités bien définies dans les centres historiques, ont été repris pour un nombre de ville dans les Plans Particuliers d'Aménagement, respectant leurs fonctions d'habitat et services sociaux, tout en veillant à la compatibilité de ceux-ci avec celles de leurs abords, constituant ainsi la zone tampon nécessaire. Dans certaines villes, e.a. à *Tongres* et *Louvain* les plans des alentours du béguinage sont en révision; la Direction des Monuments et Sites participe aux travaux et formule ses propositions en vue de conserver au mieux ces sites urbains et de les mettre en valeur de manière cohérente.

Les renseignements précis pour les béguinages représentatifs sont fournis dans les fiches en annexe

d) Plans de développement régional

Dans les Plans régionaux, tous les béguinages sont comme "Zone d'habitat d'intérêt historique et / ou esthétique "dans laquelle toute proposition de modification sera examinée en fonction du désir prédominant de la conservation.

5. JUSTIFICATION DE L' INSCRIPTION SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL COMME BIEN CULTUREL

Les béguinages appartiennent à la **catégorie des ensembles** (23) et font partie du **même groupe historico-culturel**, caractéristique de plus pour la **région/ zone géographique** (19 (i) et (ii)., (cf. historique).

(23) :Catégorie des ensembles

Chaque béguinage présente un groupe délimité de constructions et espaces urbains de qualité, conçus et structurés en fonction de leurs destinations religieuses et sociales, tenant compte du contexte géographique- la topographie locale, matériaux régionaux- et reflétant l'évolution historique.

(19) (i) et (ii).Même groupe historico-culturel à dimensions transfrontalières

Le réseau des béguinages appartient au même groupe historico-culturel, avec origines et buts communs, se développant uniquement, après l'interdiction du mouvement dans les autres pays d'Europe, dans la région correspondant à la *Belgique actuelle, les Pays-Bas et le Nord de la France*.

Les deux autres Régions de Belgique, la *Wallonie et Bruxelles Capitale* ne conservent respectivement que trois et deux exemples-témoins de la présence des béguines et non des béguinages entiers, ce qui est également le cas pour l'unique exemple du *Nord-Pas de Calais* tandis qu'il n'en reste que deux de type traditionnel aux *Pays-Bas*.

La concentration de vingt six béguinages conservés et protégés, en tout ou en partie, en Flandre représente donc une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique et socio-culturel.

L' ensemble présente par ailleurs une diversité chronologique et typologique couvrant l' histoire générale et locale des béguinages et leurs attaches avec le contexte régional.

A titre d'exemple : deux cas extrêmes mais intéressants : la chapelle extra muros de *Borgloon*, dite du Béguinage, témoigne de la présence de "femmes religieuses" regroupées à ses alentours mais qui n'ont en fait jamais fondé de vrai béguinage; la chapelle du Béguinage de *Overijse*, par ailleurs, est le seul élément conservé d' un béguinage connu.

Les vingt trois autres cas montrent un échantillonnage comprenant des exemples de l' Ancien Régime, bien conservés et de superficie variées avec murs de clôtures, portes etc...d'autres démantelés après la Révolution française; parmi ces derniers certains gardent malgré tout la plupart de leurs édifices, d'autres ont perdu , en plus ou moins large mesure leur patrimoine bâti, avec comme, cas extrême le *Béguinage d'Aerschot* mutilé durant les XIXème et XXème siècles et le *Béguinage d'Alost* où subsistent malgré tout le plan d'ensemble et l'église déjà protégée, une partie du mur, et une chapelle et quelques maisons dont le presbytère, pour lesquelles une procédure de classement est en cours depuis 1996, en raison des valeurs historiques et testimoniales

Les cas représentatifs de *Bruges et Courtrai, Gand et Termonde, Malines, Lierre, Louvain et Diest, Hoogstraten et Turnhout, Saint Trond et Tongres* ont été sélectionnés.

tionnés compte tenu de leur localisation, de leurs évolutions historique et architecturale et de leur situation actuelle après ou en cours de restauration; *le Béguinage Mont-Saint-Amand/ Gand* présente par ailleurs le cas unique d'un béguinage "neuf" et "complet" des années 1873-1875, de style néo-gothique flamand, unissant la conception historique du béguinage aux idéaux de la cité-jardin et son goût du pittoresque tant au point de vue urbanistique qu'architectural.

i) raisons pour lesquelles le bien est considéré comme répondant à l'un ou à plusieurs critères pour le patrimoine culturel, avec le cas échéant, une évaluation comparative du bien par rapport à d'autres biens du même type

critère a (ii) et (iv)

Béguinages : développement urbain et aspects architecturaux et culturels

L'implantation des béguinages dans les villes flamandes et leur type d'organisation spatiale sont liés aux conceptions urbanistiques médiévales répandues au niveau international, le *type ville* adoptant, selon les possibilités de la topographie locale, le plan en échiquier propre aux "villes neuves" ou un aménagement plus organique; le *type préau* se rattache plutôt au monde rural présentant au centre du village un pré banal ou place autour desquels s'alignent édifices publics religieux et civils et constructions privées.

Murs de clôture, douves éventuelles et portes soulignent pour les deux types, la volonté de délimiter ces petites villes dans la ville et de matérialiser les frontières entre deux mondes.

Les **fonctions religieuse, socio-économique et culturelle** des béguinages et leur évolution se traduisent dans l'implantation générale et particulière des édifices, leur expression architecturale se rattachant à l'architecture vernaculaire de la région, utilisant ses matériaux, proportions et formes de manière appropriées.

Leur **conception d'ensemble "social" délimité**, pourvoyant aux besoins spirituels et matériels, prévu pour une communauté définie, a été mise en rapport avec la "*Fuggerei*", d'*Augsbourg*, construite en 1516-25 par Jakob Fugger, célèbre banquier sous Charles Quint, au lieu-dit "Jakobervorstadt" dans l'agglomération de la ville médiévale allemande. L'ensemble enserré par un mur à trois portes adopte un plan type ville à structure géométrique, avec implantation d'une église, infirmerie, école, "centre administratif" et 52 maisons pour 106 logements destinés artisans, journaliers, pauvres... écartés ainsi de la ville; cette fondation, interprétée également comme "ghetto pour nécessiteux créée par un mécène bien intentionné" est souvent considérée à son tour comme précurseur des cités ouvrières du XIX^{ème} siècle

A l'écart de la commercialisation et de la banalisation grandissantes des centres de villes historiques, les béguinages ont maintenu l'**habitat comme fonction essentielle** et ont dès lors conservé, malgré certaines adaptations en général peu profondes, leur aménagement caractéristique et leur architecture simple et fonctionnelle qui leur confèrent cette atmosphère particulière associée à l'utopie de d'un cadre de vie dans lequel s'équilibrent le sens de la communauté et le respect de l'individualité.

Telles qualités ne sont pas passées inaperçues dans l'histoire récente, à des

moments cruciaux de l'évolution de l'architecture et de l'urbanisme.

Face au modernisme international naissant, la redécouverte de l'architecture vernaculaire au début XXème siècle y trouve une alternative incitant à l'interprétation créative qui devrait engendrer une d'architecture nouvelle enracinée dans la tradition du terroir qui se manifestera dans le régionalisme de l'entre-deux-guerres. L'aménagement même des béguinages, avec toutes les variations sur le type préau, ville et leur combinaison ainsi que leur manière inventive d'intégrer les espaces verts, jardins et plantations "naturelles" est perçu, à l'époque, comme "modèle" et source d'inspiration pour les cités-jardins qui verront surtout le jour dans l'entre-deux guerres...

L'utopie des béguinages a présenté, à nouveau, à l'époque envahissante des "golden sixties", un cadre de référence et une base de réflexion non seulement pour la rénovation urbaine mais également pour la création de la ville nouvelle, organique, variée et piétonnière que devait être *Louvain-la-Neuve*, destinée à recevoir une nouvelle communauté d'universitaires et de vrais citoyens.

Dans ce contexte il n'est pas sans intérêt de signaler que le Professeur R.M. a dirigé en même temps la restauration du Grand Béguinage de Leuven et le projet d'ensemble de Louvain-la-Neuve.

Les travaux de conservation/ restauration exécutés dans les béguinages depuis l'intervention innovatrice de 1963-64 à Leuven, s'inscrivent dans l'évolution de la doctrine et pratique en la matière et présentent différents modes d'approche et de gestion qui ont leurs répercussions au niveau régional et international.

critères a (vi) :

Béguinages : lieux de spiritualité, solidarité, féminité, actualité

Dans l'évolution de la société, les béguinages illustrent la présence, dès le moyen âge, de générations de "femmes religieuses", -mulieres religiosae-, veuves ou célibataires, voulant mener une vie personnelle, beaucoup plus indépendante que celle réservée aux femmes souvent mariées contre leur gré, et ceci au sein d'une communauté imposant certaines règles mais respectant davantage l'individualité de ses membres en évoluant en marge des ordres religieux traditionnels et de leurs vœux de perpétuité et de pauvreté. Le statut de béguines conféraient à ces dames respectées un rôle culturel et social qu'elles ont assumé au sein de leur communauté, intégrant autogestion et une certaine forme de démocratie : les béguines éalisaient la responsable principale, ou Grande Dame, entourée d'un conseil chargé des affaires générales, comprenant les "directrices" de couvents et de l'infirmerie qui gérait elle-même son organisation et économie.

A tous moments on retrouve le désir d'harmoniser vie quotidienne, spiritualité parfois extrême et solidarité, cette dernière s'étendant au-delà de leur "cité de paix" dans leurs "bonnes oeuvres" et comportement de "vraies citoyennes" aux moments difficiles de l'histoire de la ville dont faisait somme toute partie leur béguinage. Cette ambivalence n'a pas fini d'intriguer profanes, féministes et spécialistes comme e.a. Julia Kristeva, tentant de comprendre, de cerner et de mettre en rapport leur attitude et "désir de bonheur" avec l'essence même de la féminité.

Au niveau religieux le mouvement béguinal montre une certaine évolution à partir

des tendances mystiques du moyen âge vers une vie spirituelle, qui tout en restant individuelle, se trouva plus organisée - services religieux communautaires à heures fixes, règlements- et contrôlée par l'Eglise après la contre-réforme. Les béguinages eux-mêmes, dans leur forme XVIIème-XVIIIème siècles, peuvent témoigner à cet égard d'une certaine tendance à l' "embourgeoisement" .

Le regroupement après la révolution française et le nouvel élan dans le contexte du "Réveil catholique" de la seconde moitié du XIXème siècle y ont ajouté un certain amalgame de dévotion populaire et de bondieuserie propres à cette époque, qui a commencé à associer parfois béguines et bigottes.

Si les béguines elles-mêmes n'ont pas produit, outre une certaine poésie pénétrée de mysticisme parfois naïf et e.a. des créations typiques ou " gesloten hofjes" - sorte de petites vitrines-reliquaire encloses - réunissant des figurines de saints, objets pieux, fleurs et broderies-, touchants par leur spontanéité et goût bon enfant, elles n'en ont pas moins stimulé la production artistique de leur époque comme commanditaires "averties" d'oeuvres d'art et d'orgues remarquables destinées à leurs églises. Leurs choix témoignent en ce sens d' une culture générale à l'écoute des mouvements et évènements de leur époque.

De nos jours, le mouvement est quasiment éteint mais la plupart des béguinages demeurent des lieux calmes et cadre de vie recherchés, appropriés pour un mélange de vie sociale à caractère communautaire et privé.

Le *Béguinage de Bruges* est le seul qui maintienne sa vocation religieuse puisqu'il est géré, depuis 1927, par des Soeurs Bénédictines portant l'habit de béguines et poursuivant en partie, au sein d' un ordre reconnu et donc plus stricte, les idéaux de leurs prédécesseurs alliant spiritualité, charité et hospitalité (payante)... Comme autrefois, la porte s'y ferme encore tous les jours à des heures bien précises, ce qui est d' ailleurs également le cas au *Béguinage de Mont-Saint-Amand*.

Etat de conservation et biens comparables

Comme indiqué, la Révolution française et la sécularisation ont apporté une césure dans l'évolution des béguinages en Flandre; vingt-six cependant se sont rouverts en période post-révolutionnaire, chiffre maintenu de nos jours: le *Béguinage* XIXème de *Mont-Saint-Amand* s'y est ajouté, le *Béguinage d' Ypres* a disparu durant la première guerre mondiale, le *Béguinage de Dixmude* endommagé à la même occasion a été partiellement reconstruit . Sauf rares exceptions déjà indiquées, les béguinages flamands ont conservé les composants d'un béguinage complet, ils sont tous protégés également, en tout ou en partie.

La Région Wallonne présente seulement trois témoins de béguinages disparus. A *Liège*, l'église *Saint-Christophe* en style ogival mosan de la première moitié XIIIème siècle, classée depuis 1936, appartenait au Béguinage, fondé en 1179 et supprimé en 1796.

A *Mons*, la chapelle du *Béguinage*, construite de 1549 à 1551 et classée en 1959, est le seul vestige du Béguinage de Cantimpré, fondé en 1248.

Enghien conserve une série de maisons de l'ancien Béguinage, R. du béguinage N° 10 à 18 et 26 à 40, classée en 1976 (façades et toitures).

La région Bruxelles-Capitale conserve le *Petit Béguinage d'Anderlecht* avec une huitaine de maisons XVII^{ème}, classées depuis 1938.

Du *Grand Béguinage*, dans le centre historique, il ne subsiste pratiquement que l'imposante église baroque de 1657-76, classée en 1936, le reste de l'ensemble ayant fait place à une nouvelle urbanisation centrée sur le "Grand Hospice" à partir de 1824

Aux Pays-Bas, deux exemples "traditionnels", d'échelle assez réduite, l'un à *Amsterdam* fondé en 1346 et l'autre à *Breda*, de 1534, ont résisté au Calvinisme.

En France c'est à *Cambrai (Nord-Pas de Calais)*, que l'on retrouve la dernière cour de béguines françaises, celle du Béguinage de Saint-Vaast, fondé en 1354 et transféré ici, en version minimale avec quelques maisons alignées dans une cour accessible par un petit porche cintré côté rue.

Critères d'authenticité

(i) Les Béguinages flamands présentent chacun à leur manière une authenticité résultant de la combinaison séquentielle d'une conception originelle et d'interventions ultérieures témoignant de l'évolution historique et architecturale de l'ensemble ou d'un édifice au sein de celui-ci

Les implantations bien délimitées, au sein du centre historique, ou à ses abords, en bordure d'une enceinte ou de douves forment un élément essentiel toujours présent dans des béguinages tels que:

e.a. *Courtrai, Hoogstraten*, au centre ville ,
et ceux d' e.a. *Anvers, Bruges, Diest, Lierre, Termonde et Turnhout, le Petit Béguinage de Gand et le Grand Béguinage de Louvain*, en bordure des remparts, le plus souvent devenus boulevards de ceinture entretemps.

Le cas de *Tongres*, avec démantèlement partiel côté ville et mur de clôture correspondant partiellement avec une partie de l'enceinte, forme un cas particulier.

Le cas du *Grand Béguinage de Malines*, partiellement démantelé lui aussi montre l'évolution d'un béguinage après la séquestration et sa récupération fragmentaire à partir de la Révolution industrielle.

Les types d'aménagement à préau ou selon le modèle ville ont été maintenus, au travers de l'évolution et diverses périodes de construction et reconstruction, reflétant les heurs et malheurs de chaque béguinage. Lors d'extensions, le type initial a été maintenu, reproduit ou combiné avec l'autre type, créant ainsi un troisième type "mixte". Un second préau s'ajoute ainsi au *Béguinage d'Hoogstraten*; le *Petit Béguinage* à préau de *Gand* aligne ses maisons nouvelles en ruelles, le *Grand Béguinage de Louvain* réorganise son verger en préau bordé de maisonnettes et d'une ruelle .

Dans l'ensemble bâti, les *églises / chapelles* témoignent de leur propre histoire et de celle de la localité, de la région et au-delà, dans laquelle interviennent incendies, pillages, sécularisation et réaffectation temporaire... elles montrent également l'évolution de la liturgie après la contre-réforme et après Vatican II.

En termes d'architecture telle évolutions se traduisent en adaptations, surtout intérieures, des édifices anciens comme e.a. à *Louvain* avec son église gothique

baroquisée intérieurement, ou en reconstruction à neuf, adaptant le style de l'époque, comme à *Lierre* notamment.

Les *infirmes, maisons communautaires ou "couvents" et maisons de béguines*, conservent des formes remontant le plus souvent aux XVII-XVIIIème siècles, tout en reprenant parfois des structures plus anciennes dans leurs extérieurs et intérieurs comme à *Louvain* et *Saint-Trond* par exemple.

Les béguinages présentent des exemples du passage à la construction "en dur", imposée par les ordonnances locales à partir de la fin du XVIème siècle.

A *Tongres*, où le béguinage fut épargné lors d'un grand incendie de la ville en 1677, le béguinage comporte en fait les maisons les plus anciennes de la ville. Ces maisons XVIIème-XVIIIème ont été par la suite parfois adaptée extérieurement et/ou intérieurement de façon intéressante selon les changements de style et mode de vie, ce qui impose une évaluation attentive et une conservation et intégration inventive de tels éléments lors d'aménagements actuels.

Les travaux de conservation et de restauration, entamés dès 1963-64, dans le contexte de la Charte de Venise, ont mis en valeur ces différents témoins de l'évolution historique et artistique et introduit en lieux voulus des éléments contemporains nécessaires à l'affectation à la fois adéquate et respectueuse. Telles interventions, pour laquelle une qualité de base s'impose, sont à considérer de la sorte comme une nouvelle phase authentique s'ajoutant à la série existante.

(ii) Les biens proposés pour l'inscription jouissent tous, en totalité ou partie, d'une protection légale au niveau régional imposant le maintien et entretien et introduisant des restrictions servitudes spéciales mentionnées dans l'arrêté de protection.

Leur *gestion* est assurée par des propriétaires publics et privés.

La Région exerce un *pouvoir de contrôle* au travers du Ministère de la Communauté flamande et spécialement la Division des Monuments et Sites auprès de l'Administration de l'Aménagement du Territoire, du Logement et Monuments et Sites.

Le *financement* sous forme de primes d'entretien, de primes de restauration et d'exonération d'impôts doit garantir l'avenir de ces biens (cf. infra). Le plan de priorité pour les béguinages doit pourvoir aux sommes nécessaires.

Le contrôle exercé sur les plans et exécution des travaux doit assurer la qualité de l'intervention.

L'avenir des béguinages et de leur "zone tampon" est assuré puisqu'ils sont repris dans le *plan régional*, dans les zones CHE - *zone d'habitat de valeur culturelle, historique et/ou esthétique*- où prédomine le souci de la conservation intégrée

L'*accessibilité* des béguinages au niveau des espaces extérieurs, réglementée dans le cas de *Bruges* et *Mont-Saint-Amand* et imposée, pour les piétons, dans l'arrêté pour le *Grand Béguinage de Louvain*, est généralisée et ne pose pas de problèmes particuliers. La Région, désireuses de stimuler le tourisme culturel respectueux et de haut niveau, accorde d'ailleurs des taux de prime de restauration plus élevés aux propriétaires de monuments accessibles au publics.

Parallèlement se développent également des systèmes d'accueil et d'information.

**BEGUINAGES FLAMNDS : PROTECTIONS LEGALES
PROVINCE ANTWERPEN (ANTWERPEN)**

Identification	nature du classement	date de l'arrêté
Antwerpen (Antwerpen) Béguinage	Monument et Site	24.02.1975
Herentals (à adapter) Eglise Sainte-Catherine, Portes, ancien presbytère et Infirmerie Maison n° 27 " de la Fondation" Ancien presbytère de Béguinage Béguinage entier et alentours	Monuments Monument Monument Site urbain	13.08.1953 11.09.1979 11.09.1979 11.09.1979
Hoogstraten Eglise Saint-Jean Béguinage et alentours	Monument Monument et Site	13.04.1953 27.05.1971
Lier (Lierre) . Eglise Sainte-Marguerite . Ensemble du Béguinage	Monument Monument et Site	20.02.1939 16.09.1966
Mechelen (Malines) <i>1. Grand Béguinage</i> . Eglise Saints-Alexis- et -Catherine . Reste du mur d'enceinte dit "Centjesmuur" et 3 maisons... . Béguinage (en partie) . 1 maison et 2 anciennes "maisons communautaires" . Porte d'accès . Béguinage entier <i>2. Petit Béguinage</i> Ancienne Chapelle Sainte-Marie-Madeleine	Monument Monument Monument Monuments Monument Site urbain Monument	25.03.1938 22.12.1976 22.12.76 13.12.1977 02.05.1985 02.05.1985 02.05.1985
Turnhout (Antwerpen) . Béguinage . Béguinage entier . Porche et église . 2 maisons	Monument Site Monument Monuments	30.05.1936 05.12.1962 05.12.1962 14.10.1975

**BEGUINAGES FLAMANDS : PROTECTIONS LEGALES
PROVINCE LIMBURG (LIMBOURG)**

Identification	nature du classement	date de l'arrêté
Borgloon Chapelle de l'ancien béguinage, de l'hôpital actuel	Monument	26.10.1936
Hasselt Béguinage	Monument	20.02.1939
Sint-Truiden (Saint-Trond) . Eglise Sainte-Agnes . Béguinage avec son ancien presbytère	Monument Monument et Site	30.12.1933 12.04.1974
Tongeren (Tongres) . Eglise Sainte-Catherine . 1 maison d'angle à l'Ouest de l'église . 47 maisons, partie du mur d'enceinte et Chapelle Sainte-Ursule et Infirmerie . Béguinage entier	Monument Monument Monuments Site urbain	30.12.1933 01.03.1978 29.01.1981 29.01.1981

**BEGUINAGES : PROTECTIONS LEGALES
PROVINCE OOST-VLAANDEREN (FLANDRE ORIENTALE)**

Identification	nature du classement	date de l'arrêté
<p>Aalst (Alost)</p> <ul style="list-style-type: none"> . Eglise Sainte-Catherine de l'ancien béguinage - Parties restantes du béguinage Ancien Régime et XIXème 	<p>Monument</p> <p>Monuments</p>	<p>04.05.1973</p> <p>procédure en cours (1996)</p>
<p>Dendermonde (Termonde)</p> <ul style="list-style-type: none"> . Béguinage . Chapelle et certaines maisons du Béguinage . Cour intérieure, deux pompes de pierre et voie d'accès 	<p>Site</p> <p>Monument</p> <p>Monument</p>	<p>30.11.1942</p> <p>08.09.1971</p> <p>30.09.1991</p>
<p>Gent (Gand)</p> <p>1. <i>Grand Béguinage</i></p> <ul style="list-style-type: none"> . Eglise Sainte Elisabeth . Béguinage entier . 13 anciennes maisons communautaires ou "couvents" <p>2. <i>Petit Béguinage</i></p> <p>3. <i>Béguinage de Sint-Amandsberg (Mont-Saint-Amand</i></p>	<p>Monument</p> <p>Site</p> <p>Monuments</p> <p>Monument et Site</p> <p>Monument et site urbain</p>	<p>29.11.1943</p> <p>28.03.1956</p> <p>13.03.1996</p> <p>30.10.1963</p> <p>21.04.1994</p>
<p>Oudenaarde (Audenarde)</p> <ul style="list-style-type: none"> . Porche d'entrée incorporé dans les maisons Achterburg n°1-3 . Béguinage et chapelle 	<p>Monument</p> <p>Monument</p>	<p>28.05.1962</p> <p>05.05.1981</p>

**BEGUINAGES FLAMANDS : PROTECTIONS LEGALES
PROVINCE VLAAMS-BRABANT (BRABANT FLAMAND)**

Identification	nature du classement	date de l'arrêté
Aarschot (Aerschot) "Ancien Béguinage"	Monument	31.07.1936
Diest . Eglise Sainte-Catherine, Porte monumentale et tous les édifices et maisons . Béguinage entier	Monument Site	25.03.1938 20.02.1939
Leuven (Louvain) 1. <i>Grand Béguinage</i> . Eglise Saint Jean Baptiste . Ensemble y compris la structure spatiale, con- structions, maisons, ponts et bords de la Dyle (rivière), et murs d'enceinte + portes 2. <i>Petit Béguinage</i>	Monument Monument Monument	19.04.1937 23.03.1987 22.05.1974
Overijse . Ancienne chapelle du Béguinage . Ensemble et alentours	Monument Site	15.03.1951 15.03.1951
Tienen (Tirlemont) Ancienne église du Béguinage et par- tie de l'ancienne maison communau- taire (Couvent des Dominicains)	Monument	20.07.1946

**BEGUINAGES FLAMANDS : PROTECTIONS LEGALES
 PROVINCE WEST-VLAANDEREN (FLANDRE OCCIDENTALE)**

Identification	nature du classement	date de l'arrêté
Brugge (Bruges) Béguinage "Ten Wijngaerde" . Chapelle et constructions . Ensemble . Béguinage (entier) . Périmètre délimité des environs avec monuments	Monument Site Monument Site urbain	20.02.1939 20.02.1939 04.07.1996 04.07.1996
Diksmuide (Dixmude) Béguinage	Site	10.07.1973
Kortrijk (Courtrai) Béguinage	Monument	19.04.1937

CAS REPRESENTATIFS

Province Antwerpen (Anvers)

Béguinage de Hoogstraten (Hoogstraeten)
Béguinage de Lier (Lierre)
Grand Béguinage de Mechelen (Malines)
Béguinage de Turnhout

Province Limburg (Limbourg)

Béguinage de Sint-Truiden (Saint-Trond)
Béguinage de Tongeren (Tongres)

Province Oost-Vlaanderen (Flandre orientale)

Béguinage de Dendermonde (Termonde)
Petit Béguinage de Gent (Gand)
Béguinage de Sint-Amandsberg/ Gent (Mont Saint-Amand-lez-Gand)

Province Vlaams-Brabant (Brabant Flamand)

Grand Béguinage de Leuven (Louvain)
Béguinage de Diest

Province West-Vlaanderen (Flandre occidentale)

Béguinage de Brugge (Bruges)
Béguinage de Kortrijk (Courtrai)

Hoogstraten

lambert X = 177480.73

lambert Y = 232708.58



Bron en kartografie: AROHM, Zandstraat 3, 1000 Brussel



BEGUINAGE DE HOOGSTRATEN vu du N. avec implantation greffée sur l'axe principal, côté O., premier préau allongé et second côté S., résultant de l'extension XVIIème s. Mur de clôture - et de jardins- bien visible côté N., le long de la rue incurvée, marquant bien la délimitation. Eglise baroque orientée, se détachant de l'ensemble bâti par ces matériaux et son volume. Maisons, souvent en rez-de-chaussée dans le premier et à deux niveau dans le second préau (LIN/ 227636)

1. Propriété : depuis 1988 : Stad Hoogstraten, Vrijheid 149, 2320 Hoogstraten
Bail emphytéotique de 99 ans accordé à l' A.S.B.L., V.Z.W. Het Convent.

2. Authenticité du Site avec extension XVIIIème siècle, greffé sur l'axe principal planté de tilleuls, à proximité de la collégiale et l'Hôtel de Ville, gothique tardif, monuments protégés depuis 1936 et 1938 Authenticité "évolutive" du milieu bâti maintenant sa fonction d'habitat. L'ensemble conserve sa délimitation bien définie le long de l'axe principal, "Vrijheid" avec alignement de tilleuls protégé comme Site, aux termes de l' arrêté du 19.04.1955.

3. Accessibilité au public aux préaux et au Musée Alfred Ost abritant les tableaux et dessins de l'artiste (1884-1945) et les collections de la Société d' Archéologie locale (Tourisme culturel)

4. Protection de l' église Saint-Jean comme Monument aux termes de l'arrêté du 13.04.53 en raison de sa valeurs historique et archéologique.

Protection légale du Béguinage et alentours comme Monument et Site datant du 27.05.71 en raison de ses valeurs historique et artistique.

Les prescriptions spéciales concernent l'interdiction:

- . de détruire des édifices, de les transformer ou de les destiner à d'autres fonctions pouvant altérer l'aspect général de l' ensemble
- . d' ériger des constructions neuves
- . de changer la nature des clôtures construites "en dur" ou formées de haies ...
- . d'abattre ou d'endommager les arbres et abrisseaux
- . d'aposer des panneaux publicitaires

Reconnu comme zone officielle de révalorisation urbaine en 1984 et propriété reportée à la commune en 1988; fondation de l'A.S.B.L. "Het Convent" en 1992 Proximité des deux monuments protégés susmentionnés depuis 1936 et 1938, renforçant le contrôle sur l'ensemble.

5. L'A.S.B.L. compte trente quatre membres, chacun prenant à charge la restauration d'une des trente quatre maisons, avec l'aide de primes officielles, l' A.S.B.L. opérant comme coördonnateur.

Interventions sous la direction d'un architecte assisté d' historiens et historiens de l'art pour les travaux de recherches historiques et les analyses archéologiques comportant également un inventaire des éléments intéressants des intérieurs. Constitution de la sorte d'une bonne documentation de base

Fin des travaux de conservation/ restauration en 1997

Restauration prévue pour l'église et proposition pour le traitement simultané des des orgues cf. politique générale de la Division Monuments et Sites.

Intervention également prévue pour la voirie et les espaces libres et verts.

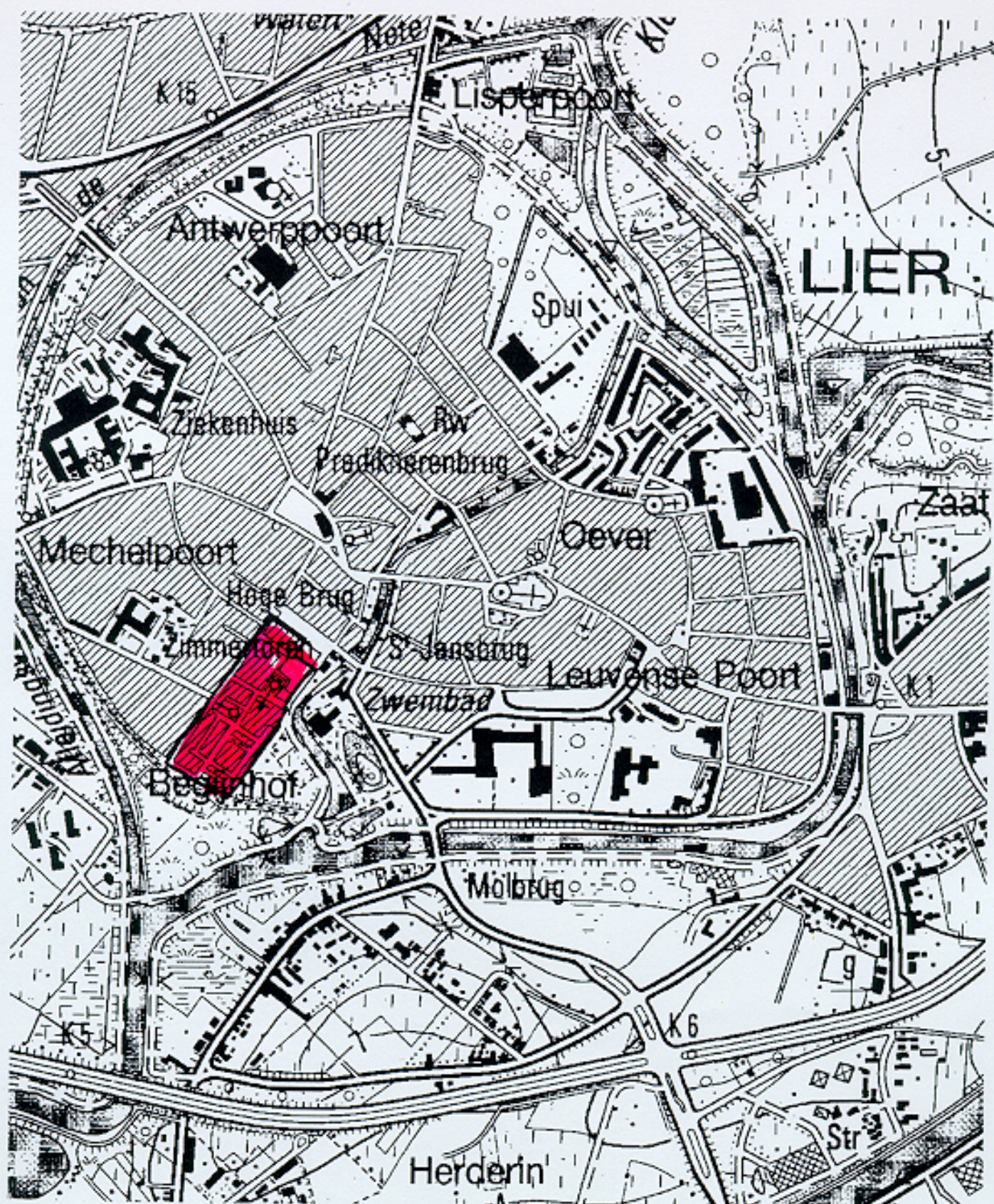
6. Le béguinage et la ville entière sont explicitement repris dans le plan régional, comme zone d' habitat et d' intérêt culturel, historique et esthétique.

Détails chronologiques et typologiques : voir tableau comparatif

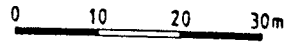
Lier

lambert X = 163967.17

lambert Y = 202065.83



Bron en kartografie: AROHM, Zandstraat 3, 1000 Brussel



**Cas représentatif : Béguinage de Lier (Lierre)
Province d' Antwerpen (Anvers).**

1. Propriété mixte : O.C.M.W, Mechelsestraat 14, 2500 Lier;
Stad Lier, Grote Markt 57, 2500;

Fabriques des Eglises Sainte-Marguerite (du Béguinage) et Saint-Gommaire, paroisse principale; deux parcelles en propriété privée.

Maintien de la fonction d' habitat - en location- individuel et collectif, ce dernier se manifestant surtout dans le logement social localisé dans l'ancienne infirmerie . Assistance des Services Techniques de la ville pour travaux courants

2. Authenticité du Site, original et extensions et de l'ensemble bâti , en bordure de ville et perceptible comme "enclos" à partir de la promenade sur les remparts.

3. Accessibilité au public, le béguinage étant repris dans les visites guidées pour touristes avertis (Office du Tourisme)

4. Degré de protection ancien remontant pour l'église Sainte-Marguerite au 20.02.1939 et pour l'ensemble du béguinage "classé" comme Monument et Site au 16.09.1966, pour des raisons d'ordre artistique et esthétique, conformément à la loi du 7 août 193 aux termes de laquelle il y est interdit, sauf autorisation des autorités responsables :

- . d'y introduire des constructions nouvelles ou de changer l'aspect des édifices existants;
- . d' abattre des arbres;
- . d'apporter des modifications au revêtement des places et ruelles;
- . d' y introduire des poteaux ou des lignes aériennes;
- . d' y apposer toute forme de publicité.;

5.L'enclos du Béguinage présente une identité bien définie, reconnaissable dans le tissu urbain du centre ville repris comme zone d'intérêt culturel, historique et/ou esthétique dans le plan régional..

6. Bonne politique de gestion et de rénovation ponctuelle se manifestant dans des travaux d'entretien encouragés par la prime officielle.

"Rénovation à petits pas" au fur et à mesure des opportunités présentées par un changement de locataires... les maisons du béguinages étant fort prisées, les loyers contribuent à assurer la maintenance nécessaire.

Seule l'îlot "Grachtkant" à été restauré de manière systématique et en deux phases.

Restauration de l'église prévue à court terme et préparation du dossier pour la restauration simultanée des orgues de Forceville, début XIXème, et adaptées. Nombre de demandes pour la prime d'entretien introduites en ce moment.

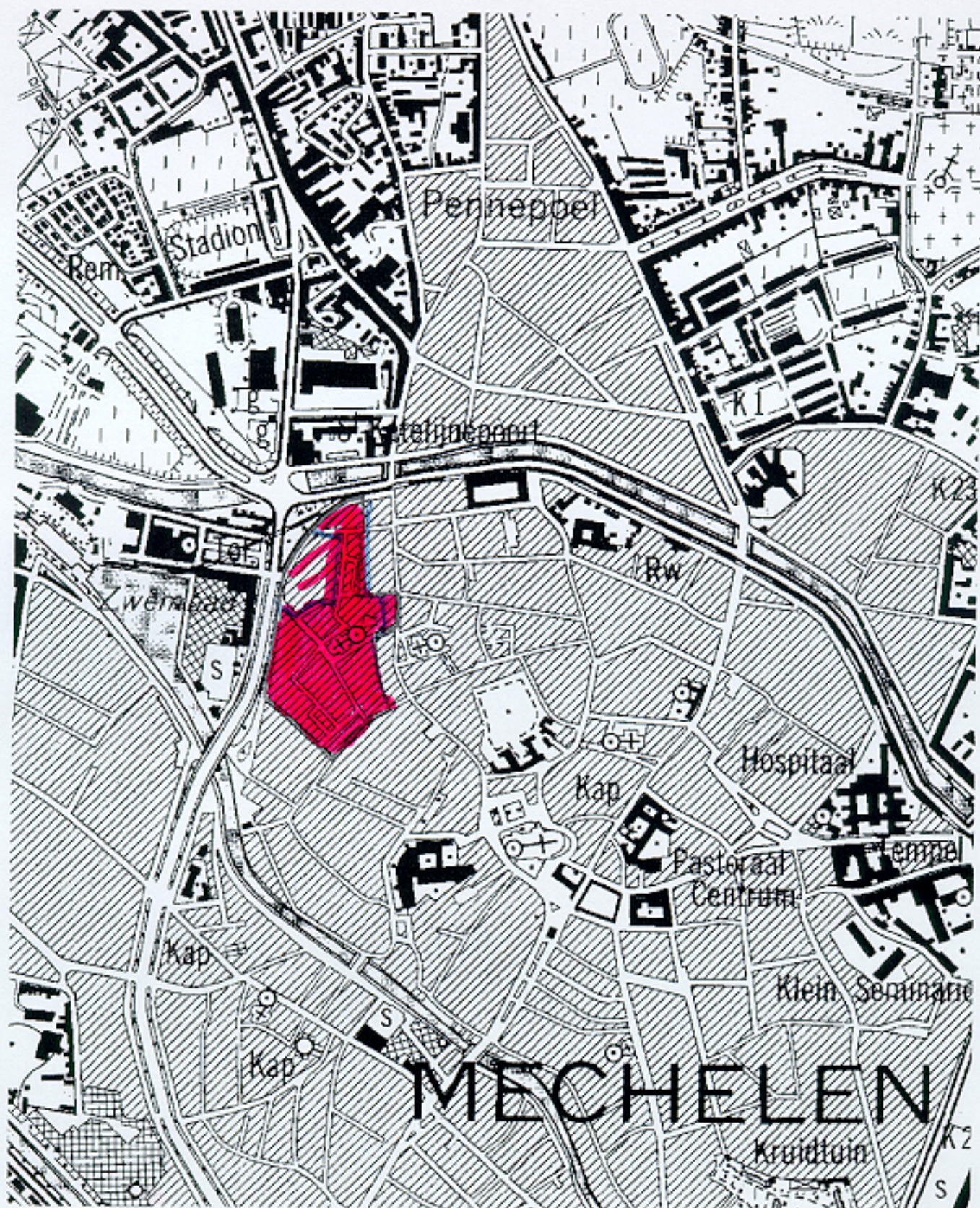
Le **programme prioritaire** pour la maintenance/ conservation et restauration des béguinages soutiendra les activités en cours.

Détails chronologiques et typologiques : voir tableau comparatif

Mechelen Groot-Begijnhof

lambert X = 157403.09

lambert Y = 191351.67





GRAND BEGUINAGE DE MECHELEN (MALINES), vu du S.E.

Béguinage type ville, implanté au XVIème s., au sein d'un îlot délimité par des rues et alignements existants, faisant en quelque sorte fonction de murs de clôture, au S., S.E., N.E. le côté N.O. et N. coïncidant avec les remparts, devenus boulevards de ceintures. L'église baroque du béguinage, en cours de restauration, marque l'axe central, la petite église gothique de pierres blanches s'affirme comme église paroissiale du quartier, avant l'insertion du béguinage (LIN/ 227643)

**Cas représentatif : Grand Béguinage de Mechelen (Malines)
Province Antwerpen (Anvers)**

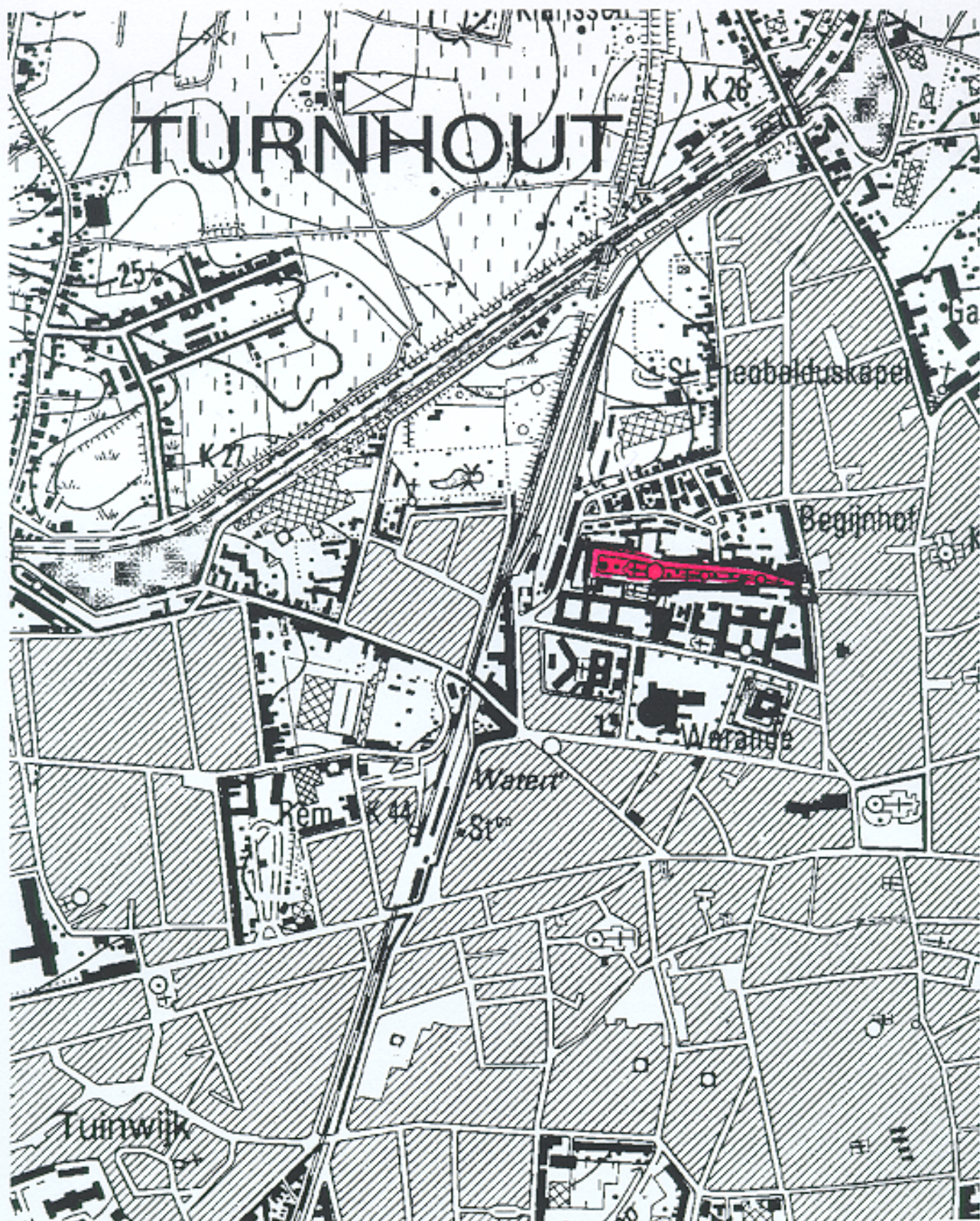
1. Propriété partagée entre secteur public et le secteur privé
O.C.M.W., Bruul 52 ; ville : Stad Mechelen, Grote Markt 21, 2800 Mechelen.
et Fabrique d'église.
2. Authenticité du Site conservant son plan terrier XVI, inséré dans le tissu urbain, dans lequel s'inscrivent les composants typiques dominés par l'église baroque monumentale. Maintien du caractère spécifique du milieu bâti malgré la suppression des portes et l'intégration de l'infirmerie dans un complexe de Brasserie avec parties intéressantes du XIX.
3. Accessibilité au public, rues faisant partie de la voirie publique
4. Protection en diverses phases :
 - . Eglise Saints-Alexis et Catherine, "classée" en raison de sa valeur artistique, archéologique et historique, le 25.03.1938.
 - . Composants avec e.a. restes du mur d'enceinte, 4 maisons, 2 "couvents" et un ancien couvent intégré au Béguinage, protégés comme monuments, 13.12.1977, en raison de leur valeur artistique et historique
 - * référant à la Loi sur l'aménagement du territoire et urbanisme, 29.03.1962, quant aux travaux à exécuter et les demandes à introduire pour ce faire;
 - * imposant le maintien de l'ordonnance et de l'aspect des biens protégés.
 - . Restes de la porte d'accès, Vrouw van Mechelenstraat, et l'Infirmerie, protégés comme monument, 02.05.1985, en raison de leur valeur historique
 - . Béguinage entier protégé comme ensemble urbain, à partir du 02.05.1985, en raison de sa valeur historique, avec références aux
 - * plans de région en ce qui concerne les prescriptions générales et la destination
 - * à la loi sur l'aménagement du territoire et de l'urbanisme
 - * à l'arrêté royal du 6.12.1976 réglant la maintenance et l'entretien des monuments et ensembles urbains et ruraux
 - . 14 maisons protégées comme monument, en raison de leur valeur historique et artistique, le 13.10.1986 avec références aux mêmes textes juridiques
5. Travaux d'entretien et de "petites rénovations ponctuelles", une restauration de maison "globale" en cours. L'ensemble des maisons garde, malgré certaines transformations de façades, un haut degré d'authenticité au niveau des structures et parachevement intérieur qui méritent d'être valorisés avec l'attention nécessaire et avec l'aide conjuguée du Service des Monuments de Malines et la Division Monuments et Sites.
6. Le Grand Béguinage et le centre historique sont repris dans le plan régional comme zone d'habitat et d'intérêt culturel, historique et artistique

Détails chronologiques et typologiques : voir Tableau comparatif

Turnhout

lambert X = 190149.81

lambert Y = 224228.19



Bron en kartografie: AROHM, Zandstraat 3, 1000 Brussel



BEGUINAGE DE TURNHOUT, vu de l' O. Préau étroit et allongé divisé par l'implantation de l' église baroque. Enclos bien démarqué par le mur de clôture côté jardins. Porte intégrée dans la porterie côté E. et alignement serré de maisons de briques à bâtières de tuiles du pays. Ensemble défini dans un quartier de maisons le plus souvent unifamiliales sauf au S. où apparaît un grand complexe scolaire. (LIN 227633).

Cas représentatif : Béguinage de Turnhout Province d'Antwerpen (Anvers)

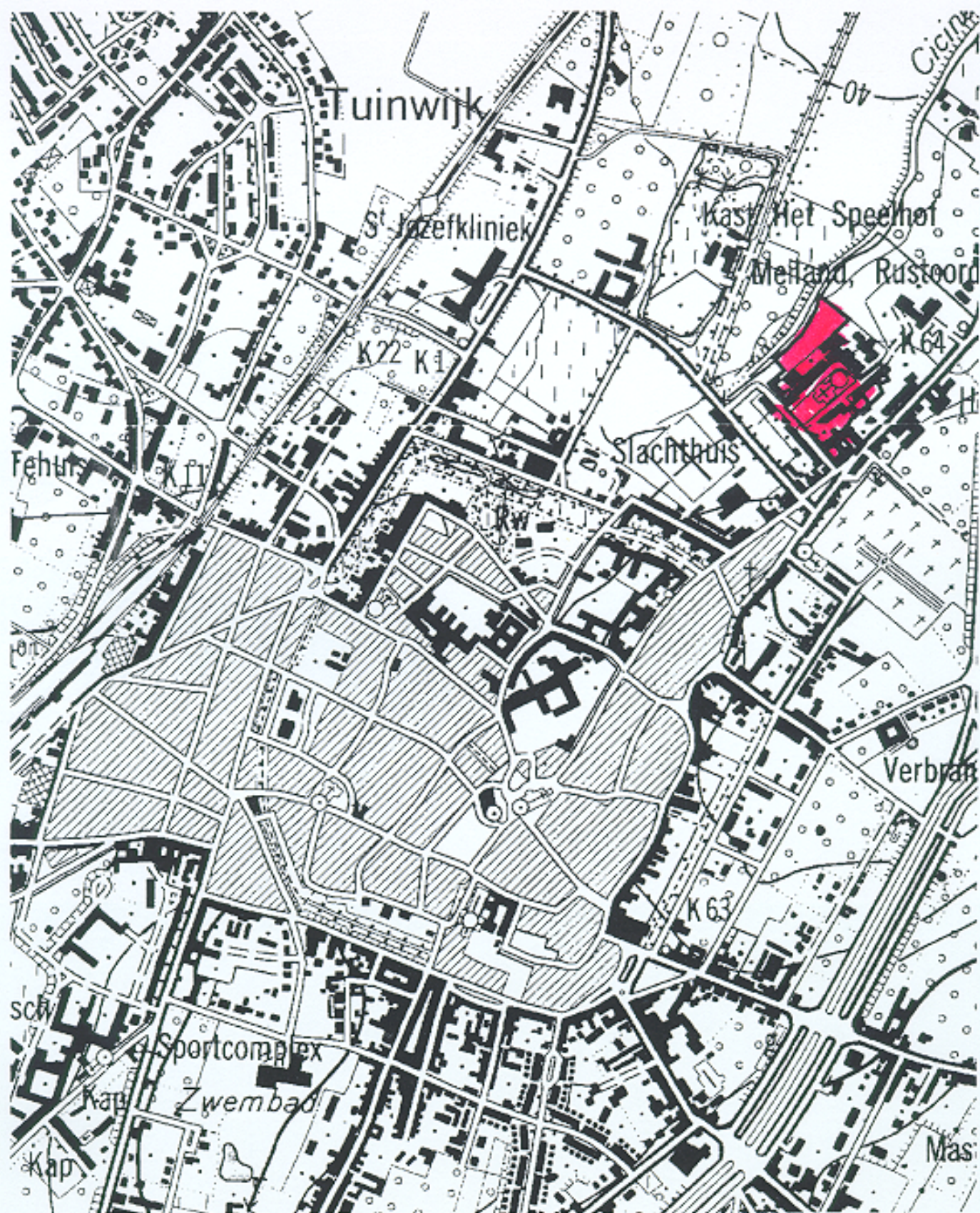
1. Propriété : O.C.M.W. , Albert van Dyckstraat 20, 2300 Turnhout.
Assistance des Services Techniques de la Ville pour les travaux courants.
Maintien de la fonction habitat; Musée local dans trois maisons en cours de restauration
2. Authenticité du Site implanté sur les terrains du château toujours existant, concrétisant de la sorte le rapport entre béguinage et noblesse locale.
Authenticité évolutive du milieu bâti conservant largement sa fonction d'habitat, avec témoins des XVIIème au XIXème siècle.
3. Accessibilité du préau et Musée établi dans un ancien "Couvent" (restauration en cours), (Tourisme Culturel)
4. Protection légale, en phases diverses :
 - . Eglise Sainte-Croix , "classée" dès le 30.05.1936 en raison de ses valeurs artistiques et archéologiques.
 - . Classement de l'ensemble aux termes de l'arrêté royal du 5.12. 1962, comme Site et comme Monument en raison de sa valeur artistique et esthétique.Restrictions apportées aux droits du propriétaires dictées par l'intérêt national :
 - * interdiction d'abattre les arbres;
 - * de placer des panneaux-réclames ou quelque publicité que ce soit
 - * de déverser des immondices
 - * d'ériger de nouvelles constructions-Classement de deux maisons comme Monument au terme de l'arrêté du 14.10.1975.
5. La restauration de l'église remonte à 1978, celle du Musée est en cours.
Pour le reste, travaux d'entretien, "conservatoires" et ponctuels, pour les maisons à façades côtés préau, mais moins minutieux pour les façades arrière et les intérieurs, exécutés par les Services techniques de la Ville.
Sorte de projet-pilote en cours, mené par la Division Monuments et Sites, tendant à sensibiliser et à informer dûment les Services Techniques en leur fournissant un inventaire complet des éléments d' aménagement intérieur à conserver, tout en leur indiquant les possibilités de le faire au niveau pratique.
Le **programme prioritaire** Béguinage s'attachera au suivi de cette question et à la solution des problèmes nouveaux dûs au changement de catégorie sociale des locataires et les conséquences au niveau de l' aménagement des intérieurs et espaces "communautaires" et des questions de garage.

Détails chronologiques et typologiques : voir Tableau comparatif

Sint-Truiden

lambert X = 208121.80

lambert Y = 168260.64



Bron en kartografie: AROHM, Zandstraat 3, 1000 Brussel



BEGUINAGE DE SINT-TRUIDEN (SAINT-TROND) vu du S.E.

Type préau, encore que l'espace au S.O. de l'église, une des plus anciennes des béguinages, ait été autrefois construit. Situation à présent quelque peu isolée, mais historique en fait, le béguinage implanté extra muros n'ayant jamais été intégré dans la ville historique. Trame lisible avec ancienne porterie et ferme-infirmerie le long de la route S.E.; près et ancienne herberie le long de Cicindria côté N.O. Maison à tourelle récemment restaurée à l'O. (LIN 227627)

1. Propriété : Province Limburg (église et quelques maisons)
et secteur privé (majorité des maisons)

2. Authenticité du Site réunissant encore des composants essentiels tels que l'église avec ses peintures murales exceptionnelles, l'infirmierie et la ferme avec grange monumentale, la Maison Dieu et la dite Maison de la Grande Dame, formant un ensemble bâti historique de qualité dans lequel se sont introduites des constructions et transformations banalisantes mais non agressives ou irréparables. Maintien de la fonction d'habitat

3. Accessible au public, l'église abritant le Musée provincial d'Art Religieux.
(Tourisme culturel, visites guidées)

4. Protection de l'église appartenant à l'une des plus anciennes séries de classement, 1933, aux termes de la Loi du 7 août 1931
Protection de l'ensemble comme Monument et Site (une quarantaine d'édifices) aux termes de l'arrêté du 12.04.1974 interdisant, sauf approbation des autorités responsables,

- . de construire des édifices nouveaux
- . de démolir ou de transformer des constructions existantes ou d'en changer l'aspect ou l'ordonnance
- . de s'attaquer aux plantations et buissons et d'y apporter des changements, de les tailler les arbres outre mesure ou de les abattre
- . d'aposer de la publicité de toute nature
- . d'y introduire des lignes aériennes ou souterraines
- . d'assécher les étangs ou fossés
- . de changer la voirie et son revêtement
- . de changer la configuration du terrain par toute espèce de travaux, activité, et interventions.

5. L'église a été restaurée de 1934 à 1945, et de 1974 à 1977.

La restauration de la dite Maison de la Grande Dame s'est terminée en 1996 et devrait stimuler d'autres initiatives

Quelques dossiers de rénovation sont actuellement déposés et à l'étude.

6. Le béguinage est compris dans la zone d'habitat de valeur culturelle, historique et artistique.

Un plan de gestion, cadrant dans la préparation d'un Plan Particulier d'Aménagement, a été élaboré en 1975 mais sans applications concrètes.

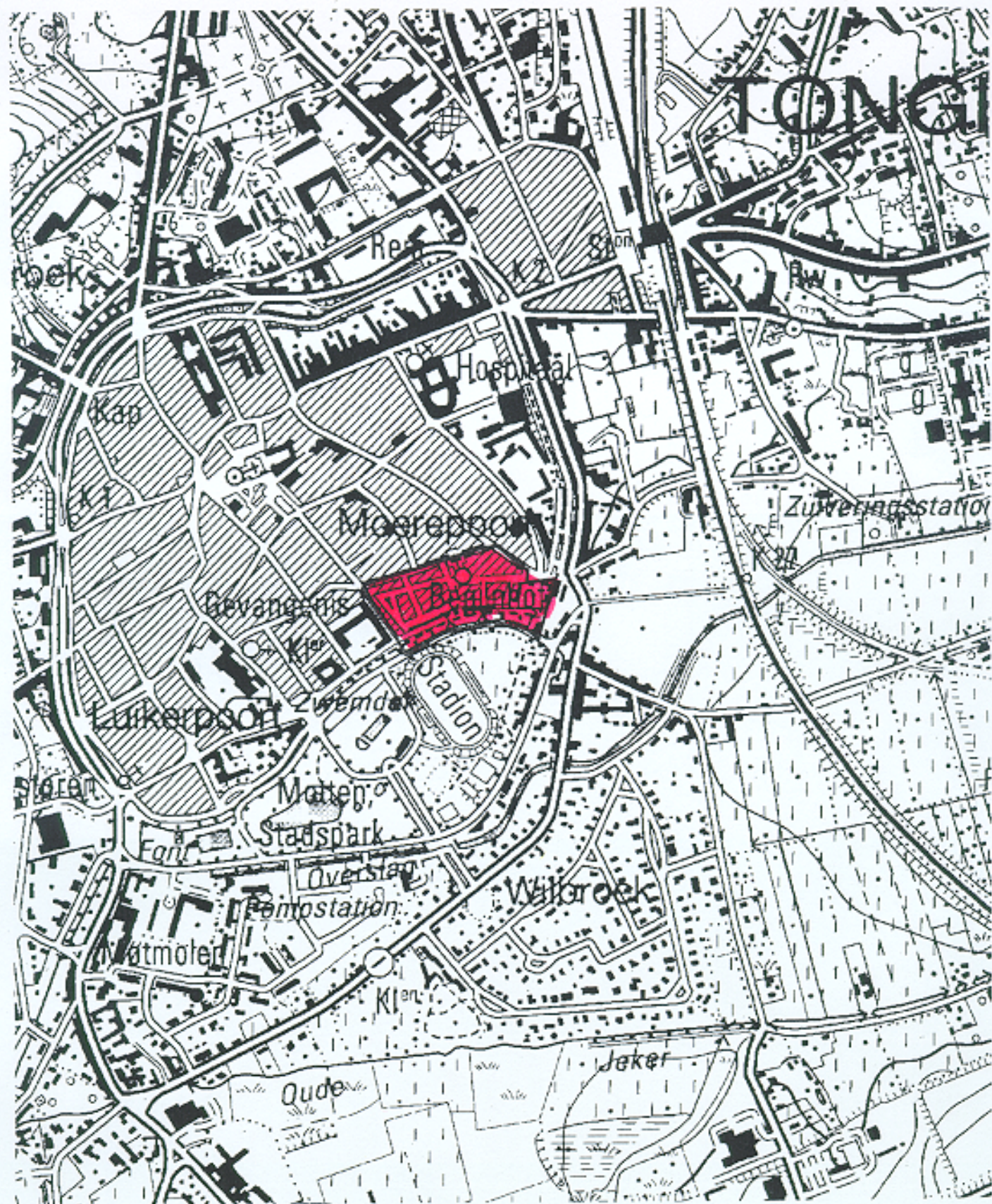
Les études historiques et architecturales préparatoires sont reprises dans le cadre du **plan de priorité** de la Section des Monuments et Sites afin de stimuler l'opération globale et de sensibiliser la population et les autorités locales.

Détails chronologiques et typologiques : voir tableau comparatif.

Tongeren

lambert X = 227612.65

lambert Y = 163742.51





BEGUINAGE DE TONGEREN (SAINT-TROND) vu du S.E.

Implantation le long des remparts marqués par les plantations d'arbres et le filet d'asphalte évoquant le cours d'eau Jeker voûté.

Type ville avec ruelles d' E. en O. et placette au N. de l' église. Tissus serré démarqué dans l'ensemble urbain dont il constitue, suite à l'incendie de 1677, le milieu bâti le plus ancien (LIN 227630).

1. Propriété : O.C.M.W. (église) transmise en 1997 à la ville, qui possède déjà l'infirmierie et la chapelle Sainte-Ursule: Stad Tongeren, de Schiervelstraat 8, 3700 Tongeren; Maisons : propriétés privées
Fonction d'habitat, église ouverte au culte, chapelle Sainte-Ursule, pour le moment sans fonction.

2. Site urbain de qualité qui conserve son tissu et des composants essentiels tels que son église, infirmierie avec chapelle et nombre de maisons avec structures anciennes; situation intéressante en bordure de l'enceinte et à proximité de la seule porte de la ville médiévale encore conservée : Moerenpoort,(1379) monument protégé depuis 1949.

3. Accessible au public (Tourisme culturel)

4. Protections :

Eglise Sainte-Catherine, un des monuments parmi les premiers classés en 1933, selon Loi du 7 août 1931: valeur historique, archéologique et artistique. Protection de 47 maisons comme Monument, aux termes de l'arrêté du 29.01.81, en raison des valeurs au niveau de l'histoire et de l'histoire de l'architecture.

Protection de l'ensemble comme site urbain, aux termes du même arrêté, invoquant la valeur historique et référant

. à l'application du décret du 6 décembre 1976 concernant le maintien et l'entretien des monuments et sites urbains et ruraux protégés

. l'interdiction d'y exécuter, sans approbation des Services concernés, des travaux cités dans l'article 44 de la loi du 29.03.1962 sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme

. interdiction de modifier, sans approbation cf. supra, l'aspect des parcelles et des biens immeubles qui s'y trouvent.

5. Une huitaine de maisons restaurées récemment; dossiers de restauration/ rénovation en cours pour une dizaine d'autres.

Réfection récente des toitures de la Chapelle Sainte-Ursule, garantissant son maintien.

6. Dans le plan régional, le béguinage est repris comme zone d'habitat de valeur culturelle, historique et esthétique.

Plan Particulier "Béguinage" du 25.04.1952, modifié en 1990 et soumis à révision en 1997. Propositions de la Division des Monuments et Sites en vue de la modification de 1990, actualisées pour la révision en cours.avec plaidoyer pour une approche globale et commune dans laquelle la ville assume pleinement ses responsabilités.

1. Verbaliser les nombreuses infractions aux prescriptions

2. Planifier la circulation à réduire au minimum nécessaire et examen d'alternatives pour le garage avec parking à l'extérieur du béguinage.

3. Intervention active de la ville : acquisition d'un nombre d'édifices à gérer de manière exemplaire et regroupement de certaines habitations dans des maisons divisées en propriétés diverses.

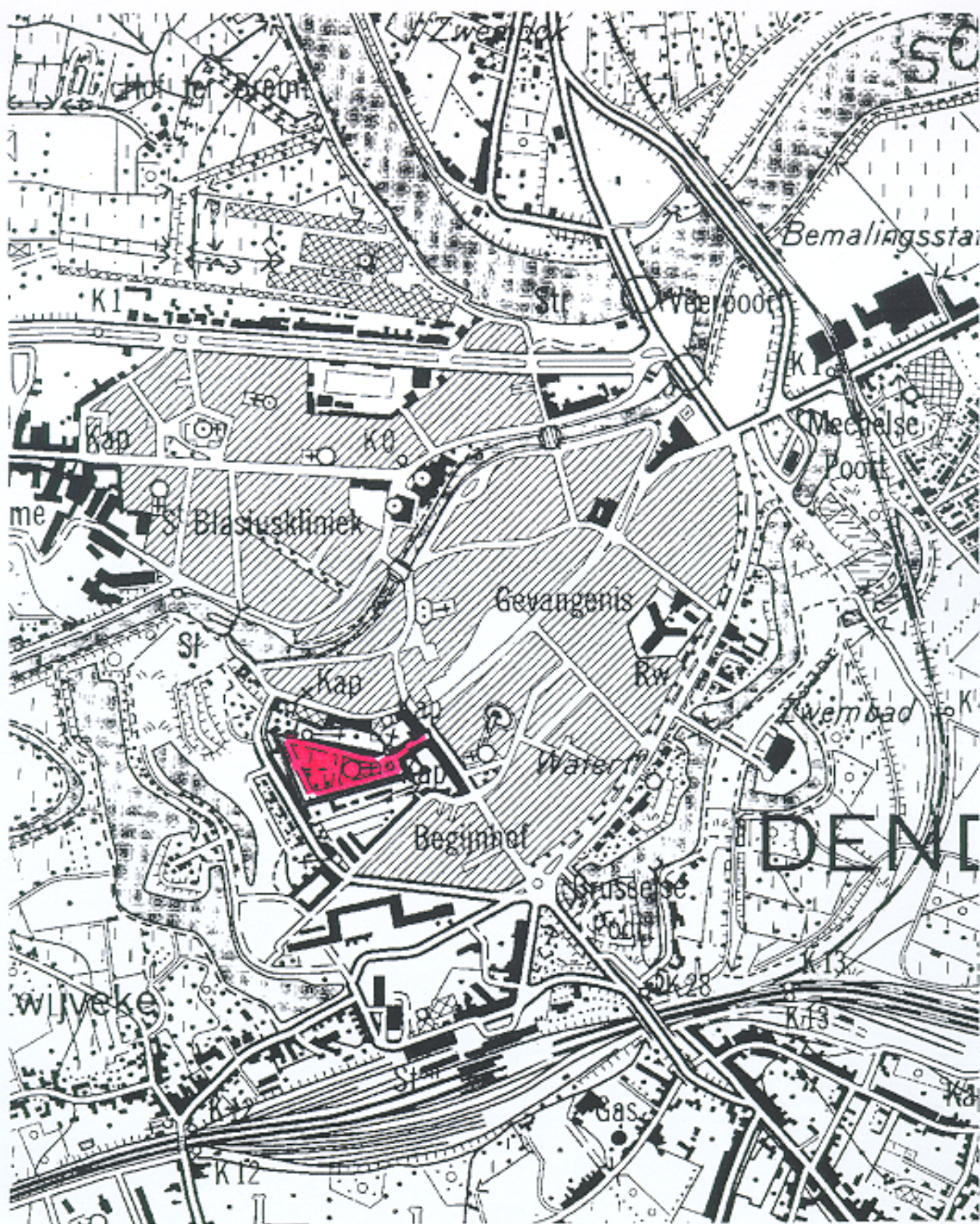
4. Eloignement de l'Abattoir de 1845 qui n'est pas compatible de nos jours avec la fonction habitat.

Détails chronologiques et typologiques : voir Tableau comparatif

Dendermonde

lambert X = 130980.21

lambert Y = 190835.31



Bron en kartografie: AROHM, Zandstraat 3, 1000 Brussel



BEGUINAGE DE DENDERMONDE (TERMONDE), vu du N.O.
Alignements des anciennes maisons de béguines et couvents, souvent dotés de dépendances et d'appentis. Façades de briques et pierres blanches au S.
Attenant au béguinage, côté S., nouveau lotissement de maisons unifamiliales autour d'un nouveau préau. (LIN/227682)

1. Propriété : V.Z.W. Sint Alexiusbegijnhof , Begijnhof 1, 9200 Dendermonde
Fonction : logement (en location) : majorité, 3ème âge, célibataires....
Privatisation, depuis 1927, des maisons côté O. (Begijnhoflaan).

2. Authenticité du Site et ensemble bâti, avec implantation typique du préau en bordure de ville à proximité d'un cours d'eau. Continuité dans l'occupation et la conception la petite chapelle néo-gothique perpétuant la tradition après la première Guerre mondiale. Présence de la zone tampon nécessaire.

3. Préau accessible au public.

4. Protections en diverses étapes :

. Protection du comme Site des "constructions et jardins constituant l'ensemble de l'ancien béguinage, aux termes de l'arrêté du 30.11.1942, avec restrictions habituelles concernant l' introduction de constructions neuves et installations électriques e.a., maintien des plantations...

. Protection comme monument de la chapelle, maisons du préau et celles côté O., aux termes de l'arrêté du 8 septembre 1971.

. Protection comme monument en raison de la valeur historique, du préau avec ses deux pompes et de la ruelle d'accès vers la rue de Bruxelles à l'E., aux termes de l'arrêté du 30.09.1991, référant aux restrictions usuelles et spécifiant que toute nouvelle plantation dans le préau devra être de type régional de manière à remplacer progressivement les conifères peu indiqués en cet endroit.

5. Travaux de restauration et d' entretien e.a. des toitures à partir de années 1978 et par groupe de quelques maisons, 1989-90.

Toiture de la chapelle, 1995.

Façades et intérieurs de 3 maisons en 1995-96 et certaine évolution vers ce type d' intervention plus profonde avec assistance de la Division Monuments et Sites pour les recherches préliminaires: primes de restauration accordées pour travaux de ce genre à exécuter dans 3 maisons en 1997.

Programme de même teneur pour les années suivantes:

1999 : 2 maisons (toitures) et 3 maisons (intervention plus globale)

2001 et 2003, 3 maisons, 2003

2005 une vingtaine de façades restantes...

2007 : égouts et voiries....

Le programme de **priorité** pour les béguinages de la Section des Monuments et Sites réserve des primes de pour l'optimalisation de la mise en valeur globale.

Problème subsistant pour les maisons privatisées côté Begijnhoflaan (à l' O).

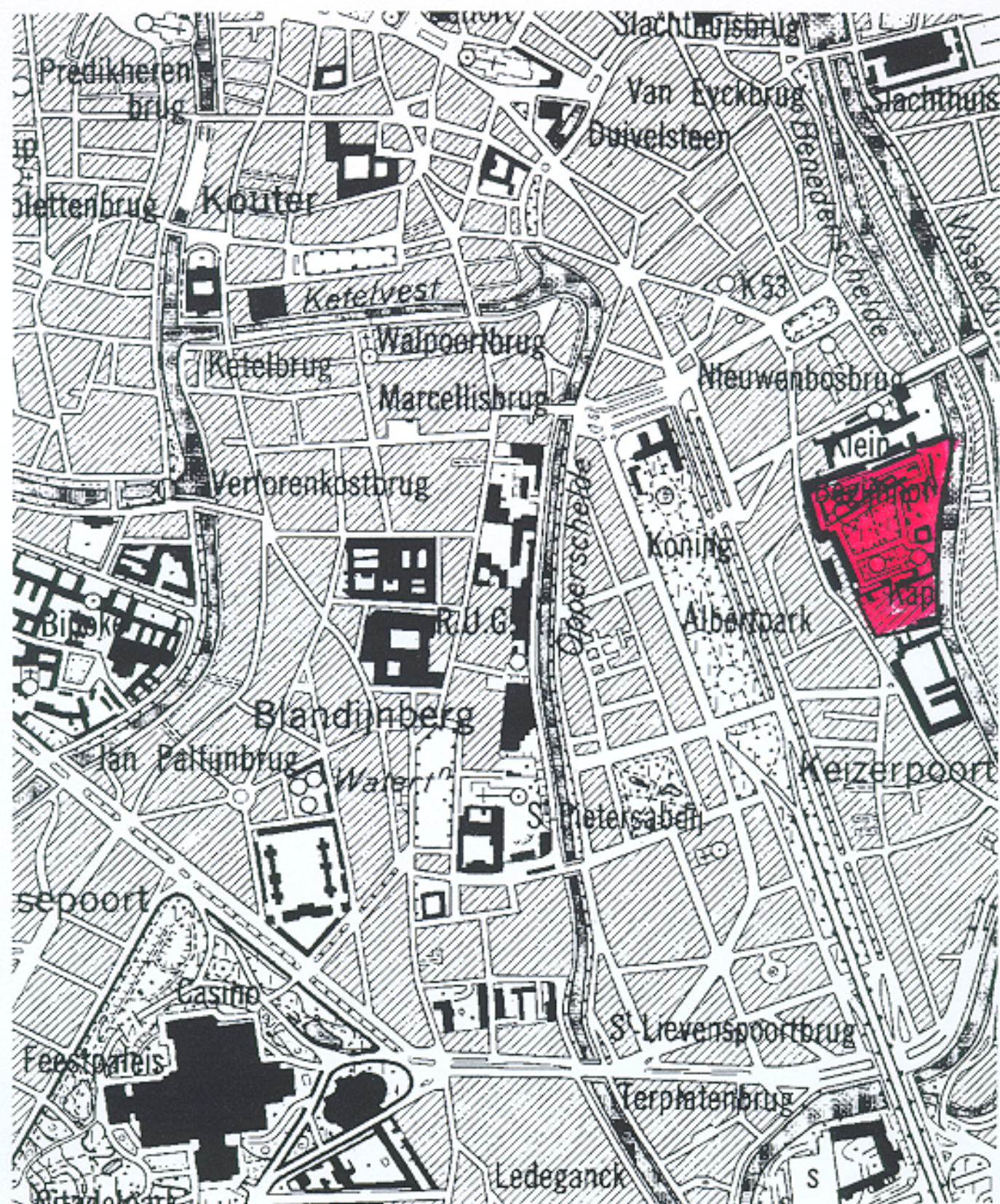
6. Le Béguinage est repris dans le plan régional comme zone d'habitat d'intérêt culturel, historique et esthétique.

Details chronologiques et typologiques : voir Tableau comparatif

Gent Klein-Begijnhof

lambert X = 105625.77

lambert Y = 193102.22





PETIT BEGUINAGE DE GENT (GAND), vu du S.O. Implantation entre le Bas -
Escaut à l' E. la rue à l' O. menant au centre Ville, situé au N.
Type mixte avec grand préau bordé d'arbres et ruelle dans l'extension côté N.
(en cours de restauration). Eglise baroque à façade de pierre et petite tourelle au
chevet. Alignement de maisons à bâtière . Maison de la Grande Dame, infirmerie...
côté E. avec jardins en bordure du cours d'eau. Caractère d'enclos bien conservé
comme petite ville dans un quartier (LIN/ 227622).

1. Propriété : V.Z.W. Begijnhof Onze-Lieve-Vrouw ten Hoyen,
Lange Violettenstraat, 9000 Gent

Fonction : logement, en cours de restauration; bail emphytéotique pour habitants intéressés dès la fin des travaux.

2. Authenticité du Site en bordure du Bas-Escaut et du mur d'enceinte dont il reste une partie et une tour côtés S. et S.E. Préau et ruelle côtés N, E. et O. Périmètre protégé comprenant les zones vertes le long de l' Escaut et du mur d'enceinte; côté O., maisons en bordure de rue avec façades côté préau et porte insérée dans cet alignement. Authenticité du patrimoine bâti dominé par la grande église baroque.

3. Accessible au public

4. Protection aux termes de l'arrêté du 30.10.1963, comme Monument "en raison de sa valeur artistique, conformément aux dispositions de l'article 1er de la loi du 7 août 1931", et comme Site "en raison de sa valeur esthétique conformément aux dispositions de l'article 6 de la même loi".

Les restrictions portent sur l'interdiction, "sauf autorisation accordées :

- . d'ériger de nouvelles constructions,
- . d'exécuter des travaux de transformation ou de modifications aux constructions existantes,
- . d'ériger des installations destinées au transport de l'énergie électrique ou autre,
- . de faire de la publicité,
- . de modifier les plantations

5. Intervention globale commanditée par l'A.S.B.L. voulant garantir une approche et réalisation globale, différenciée selon les cas, si nécessaire.

Travaux de conservation/ restauration prévus en deux phases à partir de 1990-91; seconde phase en cours et fin prévue 1997-98. Etudes archéologiques, e.a. mur et tour d'enceinte, et inventaire détaillé des extérieurs et intérieurs de chaque maison comme base de travail; une attention spéciale étant portée à la conservation d'éléments originaux tels que huisserie, cheminées et couleurs; collaboration du Service des Monuments de la ville de Gand et supervision de la Division des Monuments et Sites.

6. Le Petit Béguinage est repris dans le plan régional comme zone d'habitat d'intérêt culturel, historique et esthétique.

Dans le Plan Particulier d'Aménagement, Centre Ville S., arrêté du 7.02.1991, le Petit Béguinage fait partie de cette même zone d'habitat d'intérêt culturel, historique et esthétique avec attention spéciale pour les espaces verts et la voirie intérieure et le côté rue indiquées comme parties essentielles du "paysage urbain" .

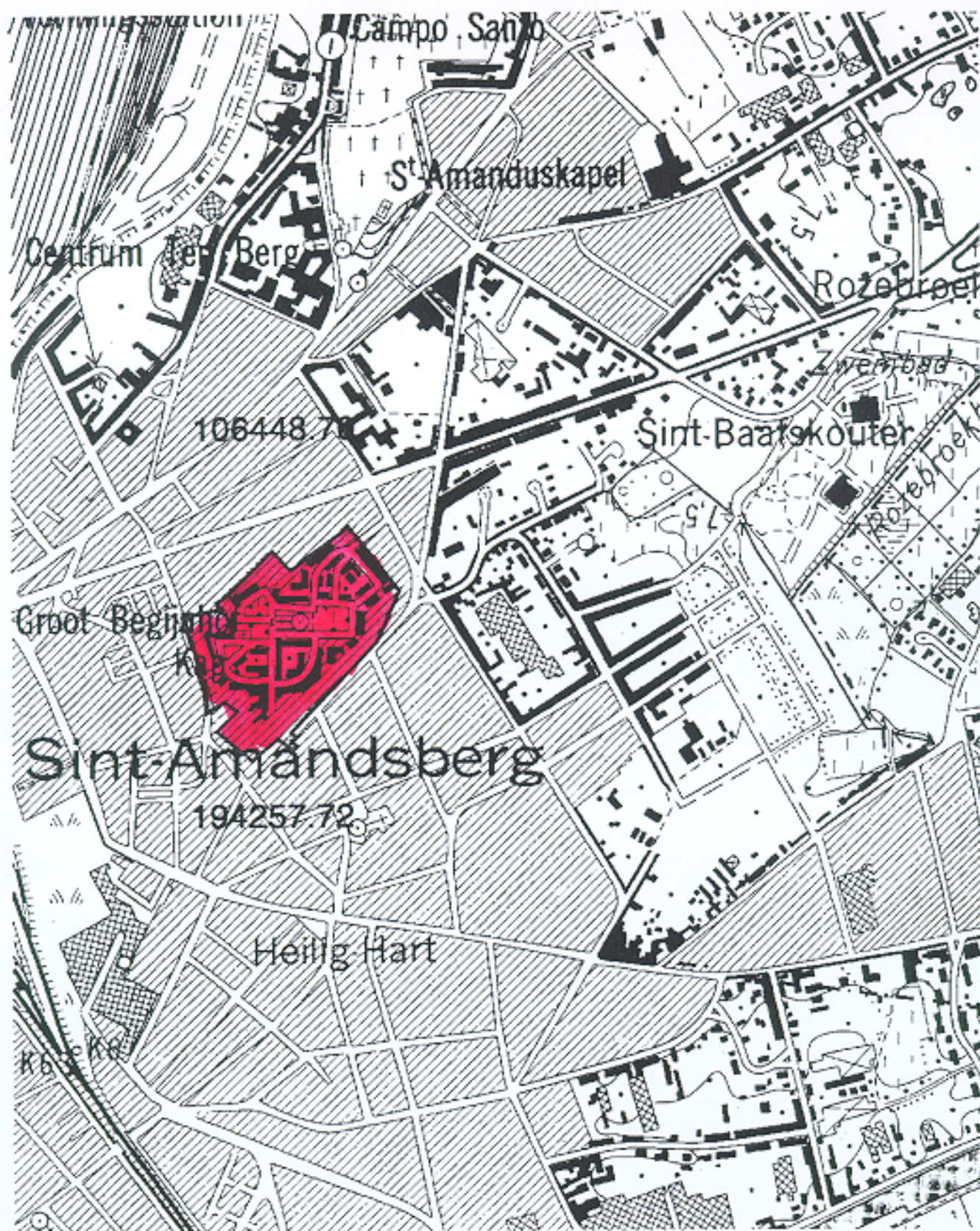
Les environs sont destinés à l'habitat, le côté opposé de la rue ayant une destination multifonctionnelle à surfaces et hauteurs limitées.

Détails chronologiques et typologiques : voir Tableau comparatif

Gent Sint-Amandsberg

lambert X = 106448.70

lambert Y = 194257.72



Bron en kartografie: AROHM, Zandstraat 3, 1000 Brussel



BEGUINAGE DE SINT-AMANDSBERG (MONT-SAINT-AMAND), vu du N.E.,
Implantation bien marquée avec alternance d'espaces verts et îlots bâtis au N. et
au S, Délimitation de monument et site urbain protégé marquée par l'alignement
de maisons mitoyennes le long des rues environnantes. Entité de toute manière
bien identifiable comme projet-total dans un environnement suburbain moins plani-
fié. (LIN 227626)

**Cas représentatif : Béguinage de Sint-Amandsberg/ Gent
(Mont- Saint-Amand-lez-Gand)
Province Oost-Vlaanderen (Flandre orientale**

1. Propriété : V.Z.W. Begijnhof Sint-Elisabeth,

Groot Begijnhof 67, 9040 Gent (Sint-Amandsberg).

Fonction : logement (en location) et services sociaux, institutions scolaires, para-médicales, occupant généralement les anciens "couvents" témoignant d'une évolution récente du lieu réservé autrefois aux dernières béguines et dames (âgées), veuves ou célibataires.

2. Authenticité d'un site unique en son genre, créé selon un concept global unissant les principes du béguinage à ceux des cités jardins. Authenticité du patrimoine bâti de qualité s'inscrivant dans l'ensemble avec ses jardins et préaux formant une entité bien définie et un cadre de vie "protégé" dans la banlieue gantoise.

3. Accessibilité règlementée.

4. Protection comme monument et site urbain en raison des valeurs historiques, artistiques et documentaire, aux termes de l'arrêté du 21.04.1994, référant à l'arrêté du 6 décembre 1976 concernant le maintien et l'entretien des monuments et sites urbains et ruraux.

Le périmètre du site urbain protégé reprend le tracé de l'îlot trapézoïdal délimité par des voies publiques, créant de ce fait une zone tampon.

5. L'ensemble, qui a maintenu son caractère de quartier avec atmosphère individualisée et communautaire, mérite à ce stade de son évolution, une attention spéciale au niveau de la conservation des détails architecturaux et urbanistiques, exigeant des interventions mineures et "à petit pas", encouragées par les primes d'entretien et de restauration.

Les problèmes croissants de voirie, circulation, garage etc...exigent une approche et solution globale. Le programme de **priorité** de la Division Monuments et Sites stimulent des initiatives de ce genre.

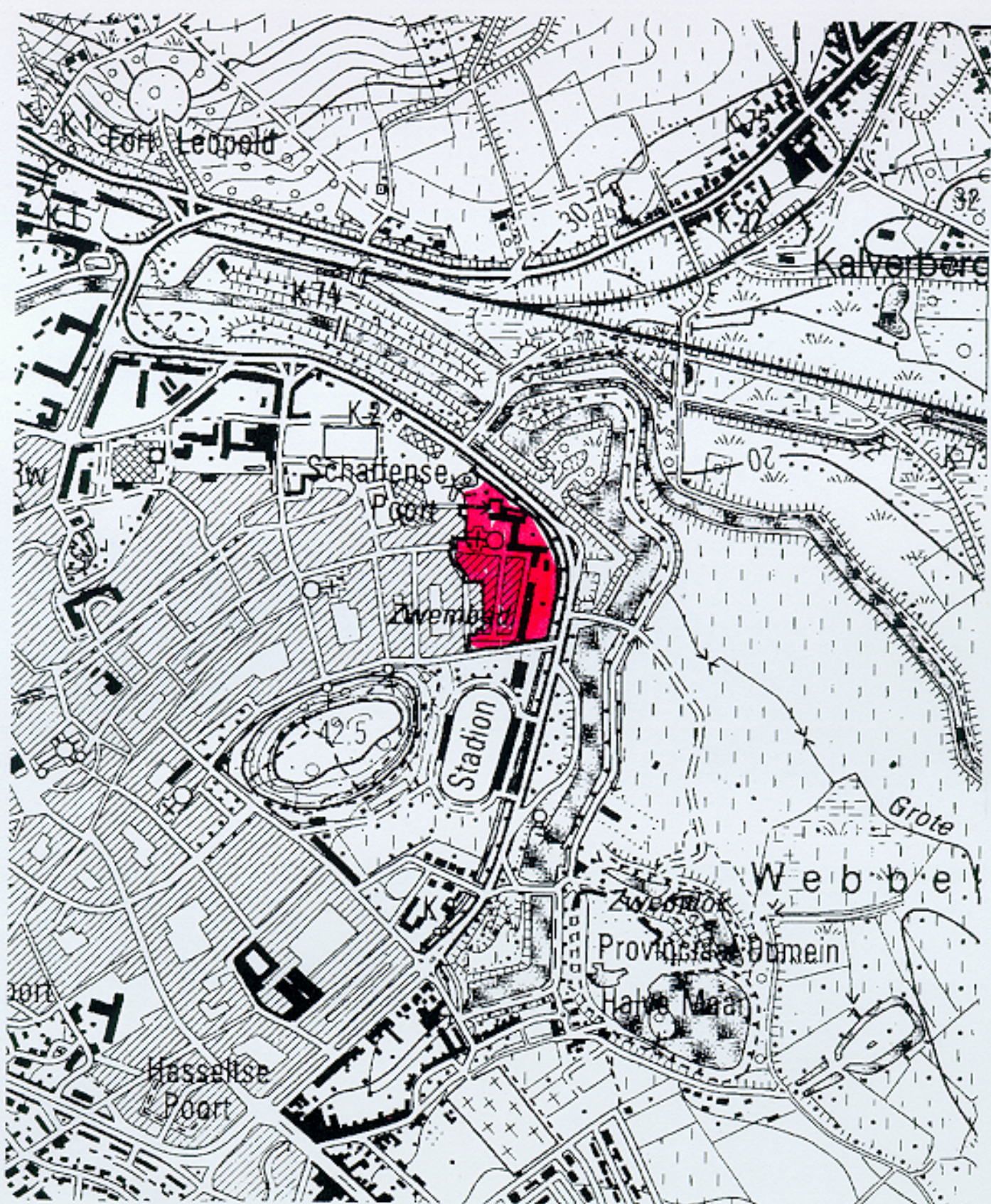
6. Le béguinage est repris, dans le plan régional comme zone d'habitat d'intérêt culturel, historique et esthétique.

Details chronologiques et typologiques : voir Tableau comparatif

Diest

lambert X = 198620.45

lambert Y = 186602.95





BEGUINAGE DE DIEST, vu du N., avec complexe de l'infirmerie devenu centre Culturel à l'avant plan. Structure spatiale bien délimitée côté remparts et côté ville S.O., par le jeu des toitures des maisons servant de murs de clôture. Motte verdoyante de l'ancien château-fort médiéval au S. Tissus urbain serré dans le plan géométrique laissant suffisamment d'espaces pour des jardins et annexes (LIN 227673).

1. Propriété : O.C.M.W. , Hasseltsestraat 30, 3290 Diest

2. Authenticité du site et ensemble bâti de qualité, maintien également du caractère d'enclos, malgré rupture en 1967 d'un pan de mur (Pesthuizenstraat)

3. Accessible au public

4. Protection ancienne aux termes de l'arrêté royal du 25.03.1938 avec "classement" comme monument en raison de leur valeur artistique, archéologique et historique, de l'église Sainte-catherine, la porte monumentale et tous les édifices et maisons faisant partie du Béguinage.

L'arrêté du 20.02.1939 classe comme site l'ensemble bâti, en raison de sa valeur artistique, archéologique, historique et esthétique.

Référant à la loi du 7 août 1931 l'arrêté formule l'interdiction :

. de construire des édifices neufs ou de restaurer les existants sans autorisation préalable

. d'installer des poteaux e.a. ou d'attacher aux constructions des lignes, e.a. aériennes pour l'installation électrique

. d'entreprendre aucune forme de travaux - e.a. de voiries - qui pourraient altérer l'aspect du site

. d'aposer des panneaux publicitaires

5. Pour les maisons, louées, les travaux se résument à des travaux d'entretien ponctuels et réguliers, parfois concentrés durant certaines périodes déterminées, e.a. l'après guerre, et à partir des années 1990 jusqu'à nos jours : toitures, façades... Maintien de l'habitat, sauf un salon de thé depuis 1969.

Restauration en 1972, de la Porte Sainte-Catherine.

Infirmierie et couvent attenant réaffecté comme Centre Culturel, 1974- fin des années 1980.

Restauration prévue de l'église Sainte-Catherine dans le cadre du programme de **priorité**, la Section des Monuments et Sites insistant sur l'importance des orgues bébut XVIII à traiter durant cette intervention, cf. politique générale.

6. Dans le Plan de Région, le béguinage est repris dans la zone Habitat de valeur culturelle, historique et esthétique du Plan régional

Le Béguinage est inclu dans le Plan Particulier d'Aménagement, (19.03.1995).

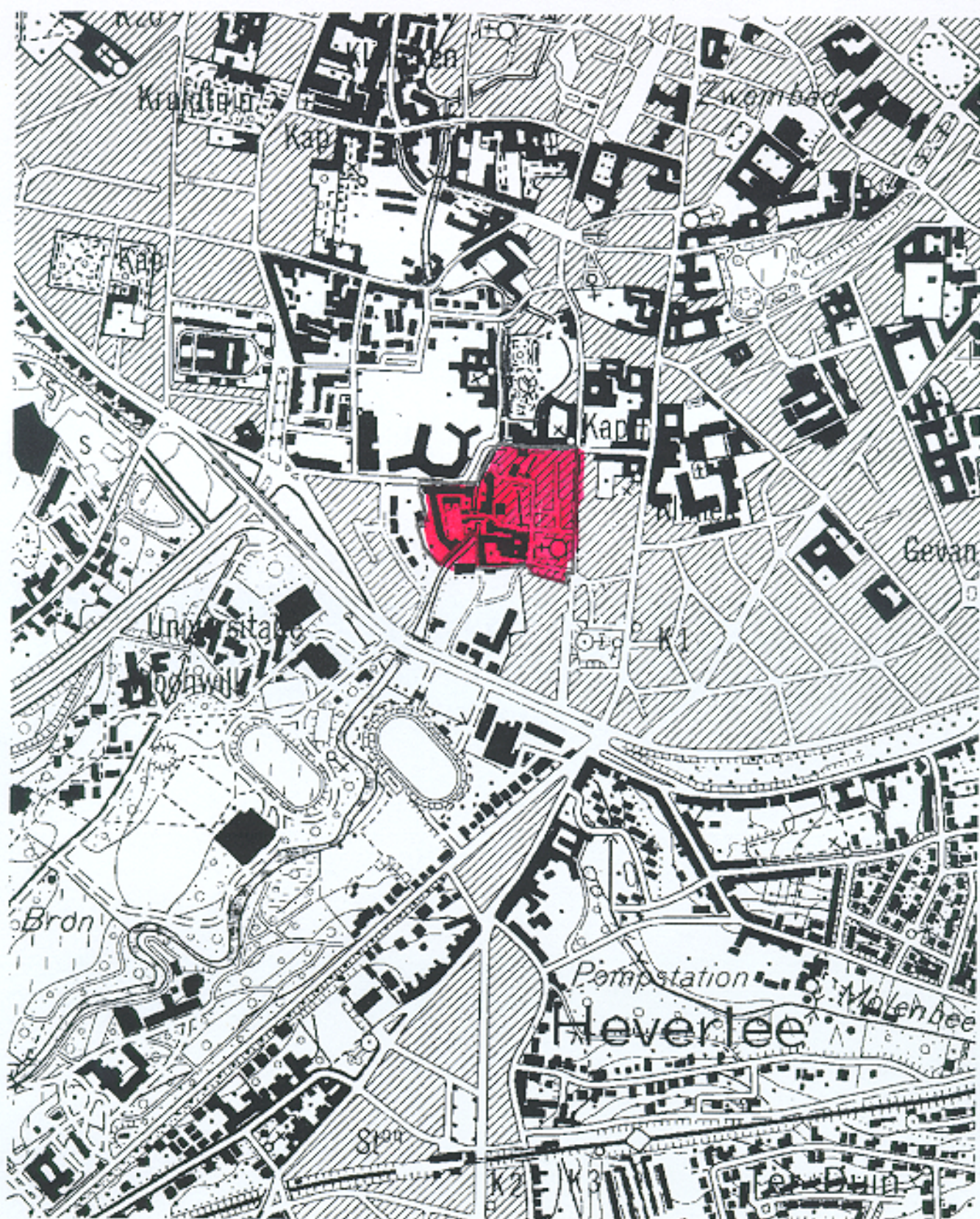
Les prescriptions de la Zone B (Béguinage) impose le maintien de l'ensemble, rues, clôtures et édifices dans leur conditions existantes. La fonction essentielle reste l'habitat, le secteur tertiaire, activités artisanales, équipement d'utilité publique ou des fonctions culturelles n'étant pas exclus mais soumis à autorisation spéciale. L'ensemble sera maintenu en bonne condition par l'entretien régulier, conformément aux dispositions légales en la matière.

Prescriptions spéciales pour les environs, ou zone tampon : Au N. et à l' E. le béguinage est limité par une zone de parc, le Demer- cours d'eau et une voie publique. Au S. il jouxte également à une voie publique. A l' O. se présentent des petits secteurs de jardins, dépendances, habitat, non aedificandi pour lesquels des prescriptions spéciales prévoient des gabarits etc., respectueux de l'ensemble.

Leuven Groot-Begijnhof

lambert X = 173054.59

lambert Y = 173567.62





GRAND BEGUINAGE DE LEUVEN (LOUVAIN) vu du S.O. montrant l'implantation générale et le rôle de la Dyle se scindant à hauteur de l'infirmerie avec ferme située à l' O. de l'église, partie relevant du type ville. Parking au S.O. sur les anciennes terres de la ferme. Nouveaux édifices au S. O. et N.O. Extension XVIIIème au-delà de la Dyle, côté O, associée au type préau. Ensemble bien délimité mais dont l'architecture se prolonge dans le couvent classé des Soeurs Noires au N.E. et la rue E. avec maisons à noyau ancien (LIN 22766)

1. Propriété privée : KU Leuven, (Université), Krakenstraat 3, 3000 Leuven

2. Authenticité du Site, exemple unique traversé par les deux bras de la rivière, les autres béguinages étant implantés en bordure d'un cours d'eau. Authenticité du milieu bâti, "en évolution" regroupant tous les composants des béguinages: e.a. l'infirmerie présentant le seul exemple de salle de malades à charpente apparente avec intégration de parois à pans de bois plus anciens. Authenticité des matériaux de diverses époques, respectés et mis en valeur durant la restauration et réaffectation à partir de 1963 svt.

3. Accessible au public : zone piétonnière (Tourisme culturel, visites guidées).

4. Classement de l'église Saint-Jean-Baptiste, comme Monument, en raison de sa valeur historique, archéologique et artistique, 19.04.1937.

Protection comme monument, du complexe en son entièreté, aux termes de l'arrêté du 23.03.1987 en raison de l'intérêt général des valeurs historiques et architecturales de la structure historique et son développement organique comprenant les maisons, ruelles et placettes et l'église et conservant jusqu'à présent son caractère d'enclos. L'arrêté de protection stipule explicitement le mur de clôture, les portes, les rives de la Dyle, les rues, maisons et leurs dépendances.

L'arrêté réfère :

. au plan régional

. à la loi sur l'aménagement du territoire et de l'urbanisme

. à l'arrêté du 6 décembre 1976 sur les prescriptions générales concernant la maintenance et l'entretien des monuments et des sites urbains et ruraux.

5. Restauration et réaffectation des maisons et bâtiments communautaires logement (en location) pour étudiants, étudiants, assistants mariés et professeurs : 1963-73, 1985-90; restauration de l'église, mobilier et orgues y compris (1978-85). Système d'autofinancement pour l'entretien courant, assuré par les Services Techniques de l'Université et le personnel de la Direction Béguinage

6. Grand Béguinage et centre historique repris dans le plan régional comme zone d'habitat de valeur culturelle, historique et/ ou esthétique.

Dans le Plan Particulier d'Aménagement, 17.01.1989 l'ensemble est repris comme Monument protégé avec référence à l'arrêté du 23.03.1987 imposant la conservation et à maintenir en bon état moyennant entretien courant.

Les travaux de ce type qui n'altéreront aucunement l'aspect des biens pourront se faire sans autorisation spéciale de l'autorité responsable.

Des interventions plus profondes, telles que transformations, restaurations, adjonctions neuves limitées ne seront pas exclues mais soumises à l'approbation du Ministre ou Secrétaire d'Etat responsable.

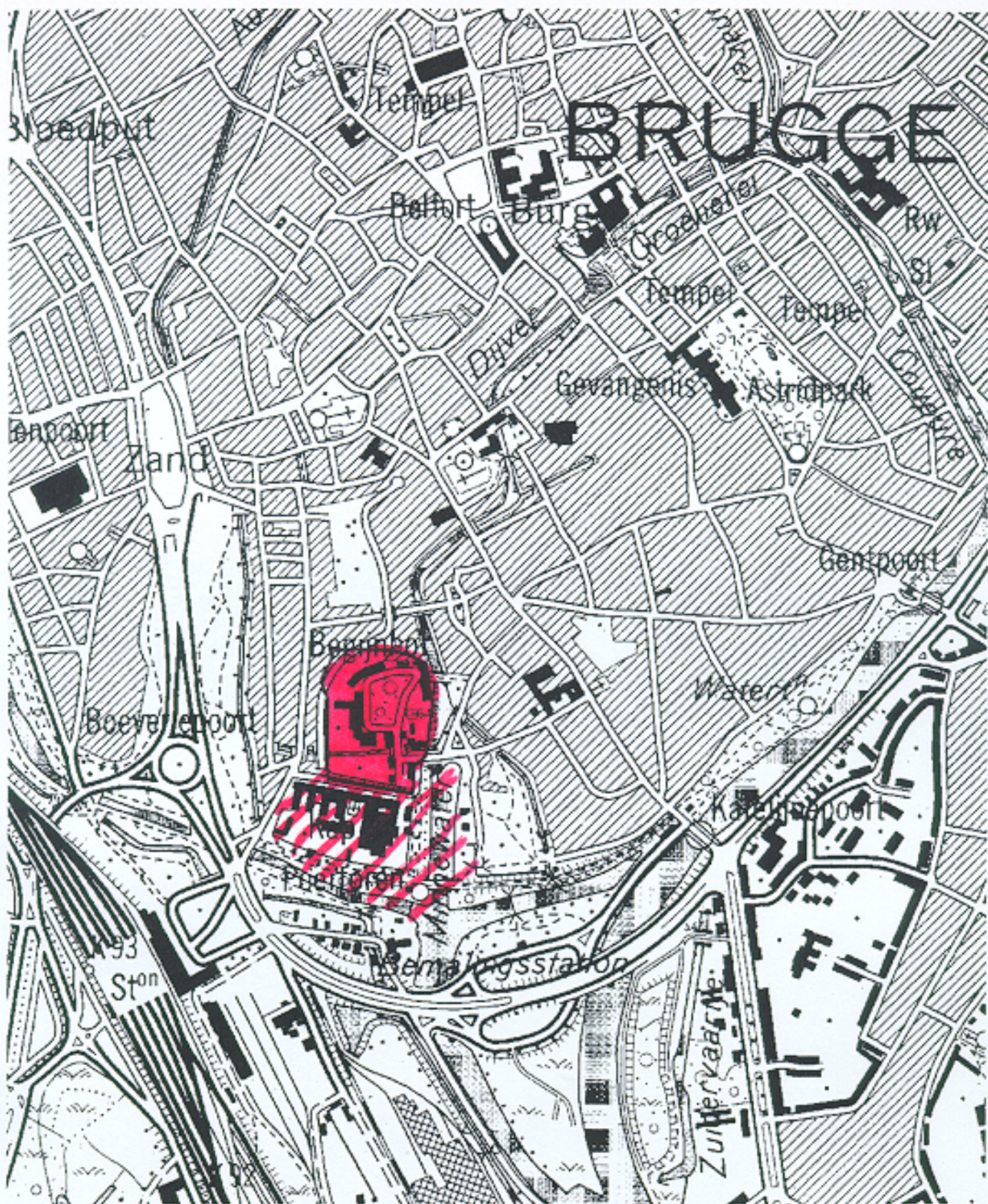
Le même Plan Particulier d'Aménagement définit les destinations pour les secteurs environnants, un non aedificandi avec espaces verts et jardins et habitat et jardins à l'O., où le béguinage est partiellement délimité par une voie publique, comme à l'E. et au N. ; au S, zone d'habitat et commerce
Proximité de Monuments protégés : Eglise Saint-Quentin au S.E. (depuis 1937), Couvent des Soeurs Noires (depuis 1986)

Détails chronologiques et typologiques : voir Tableau comparatif

Brugge

lambert X = 69890.54

lambert Y = 210747.55



Bron en kartografie: AROHM, Zandstraat 3, 1000 Brussel



BEGUINAGE DE BRUGGE (BRUGES), vu de l' E.. Situation bien définie entre Reie et remparts à l'O. avec écluses et étang côté S. Béguinage te type préau avec petite ruelle au S., protégé comme monument au sein d'un site urbain également protégé, comptant cinq monuments dont l'écluse au S. E. de l'église et le complexe hospitalier néo-gothique au S.O. Porte monumentale du Béguinage précédée d' un petit pont et église orientée à chevet plat côté E. (LIN 227649)

1. Propriété : Stad Brugge, Burg 12, 8000 Brugge
Gestion : Monastère "Ten Wijngaerde", Begijnhof, Brugge

2. Authenticité du Site dans un quartier intéressant d'une ville historique remarquable. Béguinage conservant ses composants essentiels et une fonction analogue à l'originale, étant de plus le seul à garder une fonction en partie religieuse par la présence du Monastère et des Soeurs Bénédictines qui portent d'ailleurs l'habit des béguines. Logement en location pour dames veuves et célibataires; possibilité de séjour (payant et sélectif) pour hôtes.

3. Accessible au public, horaire règlementé pour l'accès au préau (8 h à 20.30h) , l'église étant fermée pour visiteurs durant les offices.

Tourisme culturel : petit Musée documentaire près de la grande porte

4. Protections

. Classement, aux termes des arrêtés du 20.02.1939, comme Monument, de la Chapelle et de l'ensemble bâti en raison des valeurs artistique, archéologique et historique et comme Site en raison des valeurs historique et esthétique avec restrictions et interdiction sauf approbation des autorités responsables

* d'ériger des constructions nouvelles,

* d'installer des équipements pour l'introduction d'électricité ou autre énergie,

* d'exécuter toute forme de travaux e.a. dans le préau et ses plantations pouvant altérer l'aspect général du Béguinage;

. Protection aux termes de l'arrêté du 4.07.1996, comme site urbain, du large périmètre autour du béguinage, en raison des valeurs historique, archéologique industriel et socio-culturel; le béguinage même est dorénavant entièrement protégé comme monument en raison de ses valeurs historique et socio-culturelle de même que cinq autres édifices/complexes de valeur historique (1), historique et socio-culturelle (2) et archéologique industrielle (2) , ces derniers étant l'écluse Reie/ Minnewater et la maison de l'éclusier.

5. Restauration

Travaux de conservation dans l'église de 1990-91 (structure et matériaux) avec attention spéciale pour l'intérieur et la valorisation d'effets trompe-l'oeil au chevet du bas-côtés S. La Division des Monuments en Sites insiste pour que soient également traitées les orgues de Berger du XVIIIe siècle.

Travaux de conservation/ aménagement menés de manière ponctuelle pour les maisons, au fur et à mesure des possibilités et opportunités par les Services Techniques de la Ville, évitant ainsi les grands chantiers néfastes pour les habitants et touristes et assurant la continuité de l'occupation des lieux ; collaboration avec le Service des Monuments de Bruges et la Division des Monuments et Sites. Travaux minutieux, respectant les matériaux et éléments originaux d'époques diverses.

6. Le Béguinage fait partie, dans le plan régional, de la zone d'habitat d'intérêt culturel, historique et esthétique.

Même conception dans le Plan de Structure de la Ville, particulièrement attentif à l'environnement et à la zone verte non aedificandi des bords de remparts, comme partie vitale de la zone tampon.

Détails chronologiques et typologiques : voit Tableau comparatif.

Kortrijk

lambert X = 72458.67

lambert Y = 169247.55



Bron en kartografie: AROHM, Zandstraat 3, 1000 Brussel



BEGUINAGE DE KORTRIJK (COURTRAI) vu de l'E.
Implantation impressionnante entre l'église Saint-Martin au S. et l'église Notre-Dame au N. , tournée vers la Lys, le cours d'eau en haut de la photo.
Grand'Place avec Hôtel de ville à l'O.
Petite ville dans la ville de type de préau avec petites ruelles et chapelle située à l' O. (LIN 227645)

**Cas représentatif : Béguinage de Kortrijk (Courtrai)
Province West-Vlaanderen (Flandre occidentale)**

1. Propriété: O.C.M.W., Condédreef 16 A, 8500 Kortrijk
gérant l'ensemble avec maisons données en location à certaines conditions
(e.a. âge ramené à 45 +)

2. Authenticité du site, comme béguinage intra muros et actuellement dans le centre ville, à l'ombre des tours de l'église paroissiale Saint-Martin et de la collegiale Notre-Dame; authenticité du milieu bâti, les travaux en cours tentant de récupérer au maximum les éléments et matériaux originaux de diverses époques.

3. Espaces verts, chapelle et musée du béguinage (dans la Maison de la Grande Dame), accessibles au public, le béguinage étant repris dans le parcours touristique (Office du tourisme)

4. Degré de protection ancien, l'arrêté de classement comme Monument en raison des valeurs artistique, historique et archéologique remontant au 9.04.1937.

5. Restauration des maisons, en cours, commanditée par le propriétaire unique, et découpée en phases selon îlots bâtis:

. Phase 1 : (6 habitations) : fin 1987 à fin janvier 1994

. Phase 2 : (9 habitations et petite chapelle Notre-Dame des Neiges):
dossier à l'examen, travaux de septembre 1997 à septembre 1999

. Phase 3 : (2 habitations et grande Chapelle Saint-Matthieu)
dossier en élaboration, travaux de mars 1999 à novembre 2000

. Phase 4 : Maison de la Grande Dame 4a; Grande Salle et habitation (4 b)
dossier 1998; travaux de septembre 1999 à avril 2000

- Phase 5 et 6, comprenant respectivement 11 et 7 habitations avec travaux de mars 2001 à mars 2003 et novembre 2002 à mai 2004.

Soin particulier attaché à la récupération des éléments et matériaux originaux des différentes époques.

En quelque sorte, fonction de laboratoire et projet pilote au centre ville, tendant à populariser le logement - en location- dans un ensemble historique.

Conservation comme unité des "meilleures" maisons dans le bloc déjà restauré, sauf pour une grande, divisée en deux appartements.

Succès relatif de l'opération en ce moment.

Le programme même mérite tout appui et promotion puisqu'il s'inscrit dans la politique de valorisation de l'habitat en milieu urbain promue par le gouvernement flamand et qu'il appartient de plus au **plan de priorité** des Monuments et Sites en matière de conservation et valorisation des béguinages, ce qui devrait activer et optimiser l'opération tout en sensibilisant la population pour la qualité de cet environnement et son habitat exceptionnel

6. Zone protégée bien délimitée et reconnaissable dans le tissu urbain, faisant tout comme le noyau historique de la zone d' Habitat d'intérêt culturel, historique et esthétique.

Proximité de Monuments protégés depuis 1937 : Eglises Notre-Dame et Saint-Martin.

Détails chronologiques et typologiques : voir tableau comparatif

TABLEAU COMPARATIF : BEGUINAGES

Province Antwerpen (Anvers)

Anvers (Antwerpen)

Herentals

Hoogstraten

Lier (Lierre)

Mechelen (Malines)

. Grand Béguinage

. Petit Béguinage

Turnhout

BEGUINAGES FLAMANDS ; TABLEAU COMPARATIF

VILLE	IMPLANTATION	TYPE	APERCU HISTORIQUE	EDIFICES/ ELEMENTS CONSERVES		FONCTION ACTUELLE	PROPRIETE
				Eglise / chapelle	Autres		
Province ANTWERPEN/ ANVERS							
(*) ANTWERPEN (ANVERS)							
Rodestraat 39-41	Extra muros (XIII) Intra muros (XVI) : nouveau lotissement en bordure de la nouvelle enceinte	mixte : préau / ville Préau principal : espacetrapezoidal + ruelle au S.O. Préau arrière triangulaire supprimé en 1819 Chapelle implantée côté N., scindant à l'origine les deux espaces	Premier enclos fondé v. 1240, saccagé en 1542 et transfert en 1547 Construction de la chapelle, cure et maisons XVI-XVII Sécularisation : Révolution française Rachat par les béguines en 1812 Infirmerie et chapelle démolies en 1819 Réouverture du béguinage en 1822 dernière béguine décédée en 1986 Classement (Site) : 23.04.1974 Restaurations : 1906; 1974-1977, arch. J. Stylen-G. Derks 1982-1984 et en cours	<u>Sainte-Catherine</u> , choeur gothique tardif, XVII (non démolé en 1798 comme reste de l'édifice) intégré à la reconstruction de 1827-1830. Moblier néo-gothique, 1875-1891 Orgues fin XIX	<u>Porte de pierre monumentale</u> (1711), transition baroque/ classicisme, côté rue, seule ouverture dans façades arrière de brique servant de mur de clôture. <u>Quarantaine de maisons remontant</u> à la seconde moitié XVII avec jardin clôturé du côté du préau gazonné bordé de sentiers pavés. Adaptations XIX "dérestaurées" côté O. mais conservées ailleurs. Ruelle mieux conservée. Quelques maisons XIX et XX	habitat, surtout 3ème âge, e.a. religieux	A.S.B.L. V.Z.W. "Vrienden van het Begijnhof" Schoenmarkt 2, Antwerpen Restaurations : 10 maisons : 1974-77; 13 maisons : 1982-85 ; 5 maisons en cours, côté Rodestraat et Ossermarkt.
(*)HERENTALS							
Burchtstraat / Begijnstraat	Intra muros (XV)	Préau triangulaire avec jardins et haies Maisons alignées au S.E. Portes côtés O. et E. Eglise à l'E.	transféré à l'endroit actuel en 1597 après incendie en 1578 du premier enclos, fondé v.1260 (Nieuwland)	<u>(*) Sainte-Catherine</u> , datée 1614, en façade; petit édifice gothique tardif cruciforme, 3 nefs sous ' bâtière d'ardoises avec clocheton; briques striées de bandeaux ce pierre; portail O. 1655 Moblier : XVII-XVIII quelques statues e.a Calvaire XVI	<u>(*) Porte E. + statue Ste Beque</u> (1622), côté Begijnstraat (*) Porte O., (1640), côté Burchtstraat (*) Maison n° 12, début XVIII (*) Maison n° 13, (1715), ancienne infirmerie (*) Maison n° 27, anciennement "de la Fondation" (1647) Autres maisons, une vingtaine, adaptées au XIX, avec traces de l'état original Dans l'ancien verger, côté Burchtstraat implantation de pavillons pour 3ème âge, et rupture de l'enclos. (*) en dehors de l'enclos, au N., ancien presbytère, XVIII (Burchtstraat)	secrétariat O.C.M.W. "Begijnhofmuseum" (Musée) Logement (en location) Habitat récent : zone compris dans un ensemble scolaire avec alignement à effet "clôturant"	Ensemble : O.C.M.W (Centre Public d'Assistance Sociale) Nederrij 133 A. 2200 Herentals ARGO (Fonds scolaire, Bruxelles)
(*)HOOGSTRATEN							
Vrijheid	implantation au centre, à l'E de l'artère principale bordée de sites (*): regroupant l'église paroissiale et l'Hôtel de Ville, gothique tardif (XVI); reconstruits après le dynamitage de 1944, à partir de 1956 svt	Type à double préau avec trois rangées de maisons; pièce allongée avec église à l'O., et maisons basses; second préau bordé au S de maisons à 2 niveaux Entrée côté O.	Fondation : 1280; Première église : 1387 svt, épargnée avec 2 maisons lors de l'incendie de 1506 Reconstruction et extension : mur côté S. Création second préau borde de 5 maisons en 1657 nouvelle infirmerie : 1676 nouvelle église : 1680 svt et continuation préau S. 170 béguines en 1700; 71 en 1801, occupant 60 maisons Béguinage repris par la Commission des hospices durant la Révolution française : location des maisons, cure vendue en 1870 Démolition de 14 maisons en 1899; reconstruction d'une partie du mur d'enceinte (1922) Dommages de guerre : 1944 Dernière béguine décédée en 1972	<u>(*) Saint-Jean-Baptiste</u> , baroque, 1680-87; plan simple; 6 travées sans tour derrière le choeur mais aux entablements et encadrements, rampants chartronnés; briques et pierres réservées aux entablements et encadrements, dont celui de la porte de goût baroque prononcé Moblier : XVII-XVIII; statues XV-XIX	<u>Maisons</u> : étude des archives et relevés in situ durant la restauration établissant une chronologie détaillée des matériaux, typologie etc. majorité XVII, avec possibles adap- tations postérieures <u>"Conventuels" et deux maisons</u> (restauration en cours)	Habitat Musée Alfred Oct tableaux et dessins de l'artiste et collection de la Société d'Archéologie locale	Propriété mixte : O.C.M.W. Heilig Bloedlaan 250, 2320 Hoogstraten et Fabrique d'Eglise ensemble bâti bail emphytéotique de 99 ans; ASBL : V.Z.W. "Het Convent" prenant en charge la restauration et maintenance remise en état prévue des préaux, voiries et plantations

VILLE	IMPLANTATION	TYPE	APERÇU HISTORIQUE	EDIFICES/ ELEMENTS CONSERVÉS		FONCTION ACTUELLE	PROPRIETE
				Eglises / chapelle	Autres		
Province ANTWERPEN/ ANVERS (suite)							
(*) LIER (LIÈRE)							
Beginhofstraat	<p>Extra muros (XIII): Intra muros à partir 1389-1430 (seconde enceinte) Proximité de la Nete cours d'eau traversant la ville, avec fossé dérivé Fossé de dérivation au S.E., creusé au XV pour faciliter le travail du textile et comblé au XVII pour l'extension du du béguinage "Gracht"</p>	<p>Type ville : plan rectangulaire, 2 ha. avec mur de clôture et 2 portes Plan en échiquier 11 rues, 162 maisons 3 axes principaux Eglise et ancien cimetière greffé sur l'axe central, le plus ancien. Configuration actuelle résultant d'extensions successives aux XIV, XV, et XVII-XVIII : la plus récente au S.E., après comblement du fossé</p>	<p>v. 1200 : donation première 1258 : fondation du béguinage 1259 : paroisse indépendante 1281-87 : première église incendies : XV, XVI v. 1580 : église pillée par les Gueux durant troubles religieux 1664-65 : nouvelle église, même lieu que l'ancienne mais façade côté E., 1767 Sequestration et vente durant la Révolution française; 1801 : infirmerie et maisons reprises par Hospices Civils 1814 : béguines officiellement reconnues Eglise devenue paroisse auxiliaire</p>	<p>Sainte-Marquettie, baroque, 1664-65 façade inachevée 1667, terminée ainsi que le clocheton en 1767; nef à 6 travées et chœur arrondi, essentiellement briques et pierres Façade E. à volutes, revêtue de pierres; ordonnée et décorée de manière plastique et monumentale millésimes 1664 et 1777; terminaison : clocheton de bois au dessus de l'horloge (1675) Intérieur baroque de qualité, marqué par le maître autel (1711) et le mobilier d'époque. Buffet et Orgues importants, début XVII, instrument transformé sujet à restauration future.</p>	<p>A.I.G. mur de clôture percé d'une porte de grande avec niche à statue de Sainte- Bégue, de style baroque assez opulent, v. 1690; petite porte "d'entree", allongée Porterie, v. 1690, avec pignon aveugle côté rue pompe XVII Infirmerie, fondation XII, incendiée en 1542; édifice actuel avec chapelle, milieu XVIII Maisons : la plupart remontant aux XVII-XVIII, architecture traditionnelle de type brabançon; parfois certaines adaptations XVIII et XIX, murs de jardins. Portes cintrées, fenêtres à croisillons bien conservées dans l'extension du début XVIII "Grachtstraat". Anciennes maisons communautaires, dites "Convent", e.a. lune transformée v. 1930 Certains jardins remplacent des maisons démolies durant le XIX Calvaire, v. 1890-1920, peint sur bois, restauré en 1949 et 1966-67 Ancienne cure, en dehors de l'enclos Beginhofstraat n° 25, origine XVII et façade v. 1800</p>	<p>Fonction maintenue après la Révolution jusqu'en 1955; ensuite Orphelinat jusqu'à Incendie de 1970 Renovation récente : logement social (en location) logement (en location) logement (en location) Galerie d'art disséminé dans le béguinage</p>	<p>Propriété mûre O.C.M.W. : Mechelsestraat 14 Stad Lier: Grote Markt, 2500 Lier Fabriques d'église Sint-Gunmaruskerk, Sint-Margarethakerk propriété privée : 2 parcelles</p>
MECHELEN (MALINES)							
(*) Grand Béguinage							
	<p>Extra muros (XIII)</p> <p>Intra muros (XVI): lot dans un quartier urbanisé près de l'enceinte, bordé des constructions existantes de 2 rues et et la muraille</p>	<p>Type ville : plan asymétrique selon possibilités du terrain; tracé des rues maintenus; trois axes principaux avec église côté E</p>	<p>1209: première mention de béguines occupent une maison du centre; 1259 : établissement du béguinage en dehors de la seconde enceinte, en bor- dure de Dyle 1279 : construction de l'église 1286 : paroisse officiellement reconnue 1550 : 95 maisons communautaires 1573 : béguinage entièrement saccagé 1593 : transfert intra muros, aménagement et construction de maisons et église provisoires; 1623-1647 : érection de l'église baroque. Début du déclin au XVIII 1798 : suppression du béguinage, démolition des portes et vente de l'église 1814 : retour des béguines 1925 : suppression de la paroisse</p>	<p>Saints-Alexis et Catherine, 1629 - 1638, 1647, importante église baroque, par architectes renommés, J. Franquart et P. Huyssens, contribuant à introduire le style nouveau et son ornementation et conception spatiale Nef de 6 travées, chœur polygonal et tour inachevée accolée à celui-ci Façade impressionnante, modèle du genre superposition des trois ordres classiques, volutes latérales et portique sous fronton comme terminaison. Plasticité retenue et proportions élancées; Intérieur de goût italianisant avec travées à portique, pilastres composites et entablements à denticules, voûtes d'ogives traditionnelles décorées de motifs baroques. Mobilier baroque XVII et collection de tableaux de la même époque. Orgues anciennes, transformées.</p>	<p>Ancienne porte, restes de l'une d'elles, 1598, démolie en 1796 (Vrouw van Mechelenstraat) Ancienne infirmerie, édifice d'origine XV-XVI, repris par les béguines et adapté, aujourd'hui en partie démolé et transformé pour son intégration dans une brasserie au début XX Partie maintenue : Nonnenstraat, XVI-XVII, XVIII et transformations XIX et XX. Nombreuses maisons communautaires réparties dans les rues, datant comme les Maisons, des XVII-XVIII, style traditionnel brabançon, briques et pierres blanches, avec possibles transformations XIX-XX. Jardins enclos avec petites portes dans cer- taines ruelles Quelques exemples plus marqués, e.a. "Maison Saint-Alexis, 126 à pignon baroque tardif (1726); quelques portes de goût classique (2ème moitié-fin XVIII)</p>	<p>Hospice de femmes XIX; société à vapeur, fin XIX partie de la Brasserie, début XX Habitat privé Habitat privé propriétaires et locataires</p>	<p>propriété mûre publique : O.C.M.W. : Bruil 52, 2800 Mechelen Stad Mechelen, Grote Markt 21 Fabrique d' Eglise propriétés privées</p>

BEGUINAGES FLAMANDS : TABLEAU COMPARATIF

VILLE	IMPLANTATION	TYPE	APERÇU HISTORIQUE	EDIFICES/ ELEMENTS CONSERVES		FONCTION ACTUELLE	PROPRIETE
				Eglise / chapelle	Autres		
Province ANTWERPEN/ ANVERS							
Petit Béguinage							
(dénomination à partir de la seconde moitié XVI)	Extra muros (XIII) Intra muros à partir de XIV	Type ville , avec placette / Bogaard Entrée monumentale dans le mur de clôture : porche baroque avec petite pietonnière, démolie en 1798. tout comme la seconde, côté E. Conservation partielle du caractère fermé malgré intégration partielle dans le quartier	1259 : regroupement de béguines vieilles et malades aux alentours de l'infirmerie pour prêtres âgés, à l'époque où le Grand Béguinage quitte la ville; 1295 : institution indépendante, nommée "Hospice de Sainte-Madeleine" 1300 : destruction de la chapelle et reconstruction en 1305 1580 : nouvelle destruction de la chapelle et réédification en 1580 Séquestration durant la Révolution française, 1798-99. Chapelle vendue et intégrée dans un ensemble scolaire à partir de 1823-36 Petit Béguinage inclu depuis 1982 dans une zone officielle de révalorisation urbaine imposant maintien et amélioration de l'habitat et du cadre de vie	(*) <u>Sainte-Marie-Madeleine</u> , chapelle XVI-XVII, tradition gothique, briques et pierres blanches, sous bâtière d'ardoises, pourvue d'un clocheton jusqu'en 1823; Intérieur redécouvert de stuc de goût rocaille, daté 1769 Adaptations ultérieures dues à la fonction nouvelle	Deux petites portes d'accès, conservées côté Klein Begijnhof/ Bogaard <u>Maisons</u> : généralement d'origine XVI-XVII, style traditionnel simplifié; façades adaptées au courant du XIX, et restaurées dans certaines rues.	Logement social habitat privé rénovation et restauration avec introduction exceptionnelle d'une architecture contemporaine, e.a. dans l'aménagement intérieur, comme Bogaard n° 6, archit. B. Van Reeth, 1969-70	Propriété mixte : Ville : Stad Mechelen, Grote Markt 21 O.C.M.W., Bruul 52. 2800 Mechelen Secteur privé
(*) TURNHOUT							
	En bordure de la ville, au N.O. de la Grand'Place sur terrains du château subsistant au S. du béguinage, délimité côtés N. et O. par le Meerloop, cour d'eau à présent voûté	Type préau : long et étroit de forme trapézoïdale, orientation d'O. en E. avec église côté O. Espace central regroupant l'ancienne herberie, verger et prairie; haies et arbres séculaires, e.a. bouleaux, tilleuls, hêtres... Trois pompes... et chapelles diverses Entrée côté E.	Fondation remontant probablement au XIIème s. 1ère mention 1340, droits octroyés en 1372 et 1399 e.a. par les ducs de Brabant. Infirmerie mentionnée en 1399 Première église : origine XIII ou XIV, consécration du maître-autel en 1415 18 maisons notées en 1480, 28 en 1526 1562 : incendie, église pillée par les iconoclastes en 1566 Reconstruction et extension : milieu XVII Construction de la nouvelle église : 1686 svt Environ 300 béguines fin XVII, 123 en 1794 Fermeture en 1797; église utilisée comme Temple de la Raison. Propriété déléguée à la Commission des Hospices Civils 1814 : réadmission officielle des béguines. Nouvel élan religieux au XIXème : lieu de pèlerinage, construction de chapelles... 1944 : lieu de combats, fin de la seconde guerre mondiale Une béguine toujours présente en 1995	Première église, E135 par la suite et agrandie en 1624. Projets pour une construction nouvelle à des années 1660 et démolition de l'ancienne par la suite; partie des fondations retrouvées en 1978 cf. tracé de pierre bleue (*) <u>Sainte-Croix</u> , 1662-1667, tradition gothique mêlée au baroque Type basilical, 5 travées, chœur à chevet polygonal. Construction de briques. Bâtière d'ardoises surmontée d'un clocheton Façade à rampants chantournés bordés de pierres; contreforts striés de pierres; fenêtres à meneaux en Y, gothique tardif mais petit portail de goût baroque. Intérieur : voûtes d'arêtes à arc doubleaux posant sur piliers cruciformes avec arcades en plein cintre Mobilier XVII et XVIII Restauration, 1978, archit. E. Wauters <u>Calvaire</u> fin XV, adossé au chœur, avec polychromie originale, restauration récente. (*) <u>Calvaire du préau</u> , 1788, avec statues plus anciennes, dont crucifix de 1726, copie de l'original conservé au Musée <u>Oratoire de la Sainte Face</u> , 1885-87, archit. P. J. Tasmans, commanditée par une béguine "maîtresse" <u>Grotte No+E135</u> re-Dame de Lourdes, 1876	(*) <u>Porte E.</u> , ordonnance classique, 1700 avec portenas atténuées. <u>Infirmerie</u> , face S. du Préau, 1614, façade XVIII, jardin clôturé autrefois potager et herbes médicinales. <u>Maison communautaire Saint-Jean</u> , fondée pour 8 béguines des environs; origine XVII mais façade plus récente; cour intérieure et dépendances. Partie salle de la Grande Dame, XVII et plafonds de stuc XVIII, Cuisine XVII. ? Restauration en cours (*) <u>24 Maisons</u> vernaculaire urbain à caractéristiques régionales : briques et tuisserte "à l'hollandaise" origine XVII et transformations éventuelles du XVIII et XIX Série de maisons XIX et début XX (1911) <u>Presbytère</u> , milieu XVII	Service de vêtements de 1181 P.O.C.M.W. Musée du Béguinage depuis 1963, restituant la vie quotidienne dans l'enclos Logement (en location)	O.C.M.W. Albert Van Dyckstraat 20 2300 Turnhout

TABLEAU COMPARATIF :BEGUINAGES

Province Limburg (Limbourg)

Borgloon

Sint-Truiden (Saint-Trond)

Tongeren (Tongres)

VILLE	IMPLANTATION	TYPE	APERÇU HISTORIQUE	EDIFICES/ ELEMENTS CONSERVES		FONCTION ACTUELLE	PROPRIETE
				Eglise / chapelle	Autres		
Province LIMBURG (LIMBOURG)							
BORGLOON							
(*)Ancienne Chapelle des Béguines	Extra muros (XII) à proximité de la Porte de Graethem		1259 : chapelle des Chevaliers de Malte reprise par un groupe de béguines qui ne fonderont pas de béguinage proprement dit	(*)Chapelle dite de Graethem, romano-gothique : noyau début XII extensions v. 1200 et XIV; bas-côtés détruits v. 1606 restauration : 1995-96	pas d'établissement d'un béguinage proprement dit. XIX : implantation d'un hôpital avec chapelle , archit. P. Langerock	Espace destiné aux expositions et autres manifestations culturelles	O.C.M.W. Graethempoort 3 A, 3840 Borgloon
(*)HASSELT							
Zuivelmarkt	Extra muros (XIII) : terrain marécageux sur la rive droite de la Hebeek Intra muros (XVI) : terrain arrosé par le Nouveau Demer	Type préau clôturé par des murs et façades arrière Grande porte et porteries attenantes Alignement des maisons en forme de L côté N.E. donnant sur le jardin conservant les ruines de l'église	1245 : mention du premier béguinage 1567 : destruction durant guerres de religion 1571 : transfert en ville; établissement du "Vieux Béguinage" sur la rive dr. du de Nouveau Demer, canal de dérivation du cours d'eau du même nom; Rive gauche occupée par quelques maisons de rapport mais construction, à partir de 1707 du "Nouveau Béguinage", relié plus tard à l'ancien par un pont. Deux ensembles vendus lors de la Révolution française mais récupérés par deux béguines peu après. Eglise à nouveau fermée sous le régime hollandais; béguinage octroyé à la Ville ; Propriété du Bureau de Bienfaisance à partir de 1880. Propriété de la province à partir de 1938. Restauration de 1946 et aménagement de la bibliothèque et musée provinciaux, archit. Draye. Hal d'exposition nouveau, 1958, archit. Dariëts	Sainte-Catherine, 1753-54, de tendance classique, intégré dans la porterie lors des bombardements de 1944. Ruines témoignant de son implantation et typologie	Porte S.O. (Zuivelmarkt) , 1780, style classique, intégré dans la porterie Maisons précédées de jardinettes avec murs et portes cintrées. Aile N. construite de 1707 à 1711; aile E. de 1717 à 1723; 1717 et 1762. Bel exemple d'architecture mosane -transfrontalière- de brique et pierre bleue , d'aspect solide et sévère. Fenêtres à croisée et portes typiques Intérieurs décorés de stucs rococo, XVIII. Travaux d'entretien récents: 1993-94 : renouvellement des toitures 1995-96 : ravalement des façades, y compris les murs de jardins; 1996-97 : traitement de l'humidité	actuellement : Services provinciaux de la Culture. Réaffectation prévue : Centre Arts et Culture; projet: archit. Scarpa	Propriété Province Limburg depuis 1938
(*) SINT-TRUIDEN (SAINT-TROND)							
Schurhoven	Extra muros : hameau Schurhoven, au N.E. du centre et au S.E. de la Cincindra, incluse dans le béguinage de forme rectangulaire; herberie le long du cours d'eau Chaussée vers Hasselt, au S.	Type mixte : préau devant l'église étant autrefois un lot construit au S.E.; ruelle de liaison avec la chaussée où se situait la porterie et porterie incorporée à la ferme. De l'ancien mur de clôture subsistent les sections N.E. et N.O.	1265 : fondation sur terrains accordés par l'abbaye de Sint-Truiden. Expropriation et vente en 1798 et départ des béguines peu après. Création de l'ASBL "Vrienden van het Begijnhof" +D248en 1934 à l'initiative d'un chanoine. Transformations et insertions surtout sur face N.E. et partie face N.O. du préau pourvues entre 1957 et 1971 de maisons banales. Nouveau plan de gestion après classement de 1974 tendant à promouvoir la qualité de l'habitat et du cadre de vie dans le contexte historique.	(*) Sainte-Agnes, construction entamée peu après la fondation; trois phases distinctes : deuxième moitié XII, roman tardif et gothique primaire dans la façade O. et 4 travées attenantes, milieu XIV : chœur gothique XV : 4 travées de la nef, côté E., exhaussement de la toiture et voûte de bois. Différents matériaux locaux, tels que quartzite, tuffeau et Gobeherge, selon les époques. Intérieur rehaussé de peintures murales exceptionnelles des XIII-XIV, 1490-1510 et 1587 début XVII. Orgues importantes, 1843. Première restauration : 1934-45 Restauration : 1974-77	(*) Ancienne porterie, à l'entrée côté chaussée, origine seconde moitié XVI avec adaptations XIX (*) Ferme, du type heabignon, milieu XVIII implantée au S.O. de l'église, en bordure de la chaussée; a.e. porche -colonnière et énorme grange sous toiture d'ardoises (*) Infirmerie, en forme de L, autrefois rattachée à la ferme, côté N.; v. 1730 et 1754, architecture mosane passant du vernaculaire traditionnel aux influences classiques de la seconde moitié XVIII Maison Dieu, face N., dans ruelle disparue menant à l'herberie le long de la Cincindra, XVII et seconde moitié XVIII (*) Maisons communales, au S. de l'église, 1780, inspiration classique, maisons à double corps, brique et pierre aux proportions assez trapues (*) Torchtulle, Maison de la Grande Dame (9), marquée par sa tour de l'escalier et ancrages 1619; récemment restaurée. (*) Maisons : série remontant au XVII, dans lesquelles s'observe parfois le passage des hourds de bois et prisé à la construction de briques et pierres bleues; exemples de type mosan, e.a. daté 1723, et formes simplifiées début XVIII; quelques façades seconde moitié- fin XVIII; adaptations et transformations ponctuelles : XIX et XX Cure, en dehors du béguinage, face à l'entrée, grande maison avec jardin clôturé et porche, 1705	habitat habitat et petite entreprise habitat Bureaux des Services du Patrimoine Culturel de la Province Limburg, de ... à logement privé habitat	Propriété mixte Province Limburg Eglise : Musée d'Art Religieux et le N° 5 "Torchtulle"; 10 maisons classées en sa position vendues récemment Commune de Sint-Truiden Secteur privé; majeure partie, habitants étant le plus souvent les propriétaires introduisant des dossiers de rénovation Récemment privatisées cf. supra

BEGUINAGES FLAMANDS : TABLEAU COMPARATIF

VILLE	IMPLANTATION	TYPE	APERÇU HISTORIQUE	EDIFICES/ ELEMENTS CONSERVES		FONCTION ACTUELLE	PROPRIETE
				Eglise / chapelle	Autres		
Province LIMBURG (IMBOURG)							
(*) TONGEREN (TONGRES)							
	<p>Extra muros, à proximité de l'hôpital St-Jacques intra muros à partir de 1257, à l'E de la ville, bordé au S par l'enceinte et le cours d'eau Jeker, à présent voûté.</p>	<p>Type ville structuré entièrement maintenu : forme allongée et gr.m. plan en échiquier avec église dans la partie N.E. ; extension côté O, milieu XVII, "Onder de Linde" sur terrains de l'ancien verger. Promenade "Kastanjeval", le long de l'enceinte, sur le cours d'eau voûté. Caractère général fixé au s^de déterminé en bordure de ville et ainsi conservé malgré la rupture du mur de clôture.</p>	<p>Fondation avant 1243, les béguines obtenant l'autorisation d'assister aux services en la chapelle l'hôpital, route St-Trond 1257 : transfert intra muros : terrain près du Jeker et Moerenpoort, porte côté E. Murs de clôture, s'appuyant côté S., à l'enceinte et sa tour de défense, côté cours d'eau. 1282 : fondation de l'infirmerie fin XIII ; achèvement de l'église 1322 : mention de 51 maisons 1627-1716 : nouvelle période de construction, réaménagement et extension 1677 : béguinage demeuré quasi intact lors du grand incendie de la ville Au cours de XVIII : certain déclin, réduction du nombre de béguines et maisons Confiscation durant la Révolution française : propriété de la Commission des Hospices Civils à partir de 1800 1814 : démolition de la porterie et mur du cimetière lui-même abol, racheté par la ville et aménagé comme place publique 1818 : destruction de la porte d'accès 1845 : construction de l'abattoir, près de l'enceinte, côté S. 1899 : maison n° 31 servant de couvent des dominicains qui desservent l'église depuis.</p>	<p>(*) Sainte-Catherine, origine fin XIII, gothique primaire, transept milieu XV et adaptations XV, 1706 - 1719 : introduction de la voûte baroque et ajout du lanterneau cavalier à bulbe. Edifice de pierre : silex, tuffeau... rythmé par de lourds contreforts. Aspect général assez sobre et trapu. Intérieur relativement simple, voûte décorée de stuc dans la nef et couverture de bois dans les bas-côtés autrefois enrichis de peintures murales Mobilier, XVII - XVIII, collection de tableaux des mêmes époques et statues, XV-XVII. Pierres tombales XIV svt, e.a. deux béguines. 1904 : restauration, archit. M. Christiaens Elaboration du dossier de restauration en cours</p>	<p>(*) Infirmerie : citée en 1246, complexe actuel remontant au XVII. Bâtiment principal 1659, petite aile entre salle des malades et chapelle, 1671. (*) Chapelle Sainte-Ursule, 1701, édifice baroque à l'emplacement de l'ancien trop vétuste, démolit en 1687. (*) Brasserie, construction à pignon, dont la partie arrière s'appuie sur l'enceinte médiévale au pied du cours d'eau maintenant voûté, cartouches 1644 et 1919 en façade (construction et restauration) (*) Ancien Hospice, fondé au XVI, reconstruit en 1711 en forme de L, style mosan tardif. Maisons, dont 47 (*), XVI-XVII, milieu et seconde moitié XVII, représentant les exemples les plus anciens de l'architecture urbaine locale, marquée par des éléments de gothique tardif, style mosan et apports baroques. Datations par ancrages, inscriptions dans cartouches, linteaux etc. : a.s. 1602, 1619, 1648, 1652, 1655, 1713... certaines habitations dotées d'un jardinnet clôturé avec petite porte côté rue. Adaptations superficielles des XIX et XX mais conservation de la structure constructions annexes plus ou moins récentes.</p>	<p>Orphelinat municipal depuis 1808</p> <p>sans fonction, toiture récemment renouvelée</p> <p>habitation</p> <p>Habitations privées dont une huitaine récemment restaurées. Examen en cours pour une dizaine de dossiers de restauration et rénovation.</p>	<p>Propriétés mbds : La propriété de l'église, détenue par l'O.C.M.W. passera, en 1997, à la Ville qui possède déjà l'infirmerie et sa chapelle Sted Tongeren de Scherpeveerstraat 6, 3700 Tongeren-</p> <p>Propriétés privées</p>

TABLEAU COMPARATIF: BEGUINAGES

Province Oost-Vlaanderen (Flandre Orientale)

Aalst (Alost)

Dendermonde (Termonde)

Gent (Gand)

. Grand Béguinage

. Petit Béguinage

. Sint-Amandsberg (Mont-Saint Amand)

Oudenaarde

VILLE	IMPLANTATION	TYPE	APERCU HISTORIQUE	EDIFICES/ ELEMENTS CONSERVES	FONCTION ACTUELLE	PROPRIETE	
Province OOST-VLAANDEREN / FLANDRE ORIENTALE				Eglise / chapelle	Autres		
GENT (GAND)							
(*)Grand Béguinage							
Beginhofdries/ St.-Elizabethplein	Extra muros, terrain marécageux à l'O du centre Repris intra muros au XIV, comme site entouré de fossés jouxtant à l'enceinte côté O.	Type ville, avec "place" à l'E et N. de l'église. Plan Plan dominé par trois axes N.-S. entre lesquels s'inscrivent différents îlots rectangulaires. Plan plus organique que au S., suivant le tracé de l'ancien fossé comblé en v. 1860. Ancienne porte au S.E. Partie du rempart, dit des Béguines, comblé de 1862 à 1872, et urbanisé : actuelle avenue "Beginhoflaan" Démantèlement et reprise dans le quartier	Fondation v. 1234, dépendante de la paroisse Saint-Martin Ekdgergem 1242 : construction d'une chapelle Protection des comtes de Flandre et leurs successeurs XIII - XVII. Apogée après les troubles religieux à partir de fin XVI - fin XVIII. Les quelque 100 maisons et 18 "couvents" remontent à cette époque en faisant l'un des plus grands béguinages de Flandre 1796 : sécularisation et propriété de la Commission des Hospices Civils v. 1860 : vente des terrains et herberies, comblement des fossés Elargissement des rues dans la partie N., en éliminant les jardinets et leurs murs, sans modifier le tracé initial. Parti original conservé côté S. 1874 : départ des dernières béguines vers le Béguinage de Sint-Amandsberg 1879 : démontage de la porte monumentale de 1667, remontée en 1926 à l'entrée du Musée Bijloke. Béguinage ainsi démantelé et repris dans l'urbanisation du quartier	<u>Sainte-Elisabeth</u> , ancien édifice de type basilical agrandi au XVII : 1636-41 : transformation en église-halle avec portail baroque 1682-84 : exhaussement de la nef introduction de voûtes baroques et nouveau lanternneau cavalier. Intérieur réunissant le gothique tardif des arcades et colonnes et ajouts baroques. Moblier relativement sobre, sauf la tribune d'orgue plus ouvragée, fin XVII ; orgues M. Van Peteghem, 1850-60 Eglise paroissiale depuis 1874, atmosphère originale néanmoins maintenue. Restauration, 1952, archit. R. Van Driessche <u>Chapelle</u> , style classique, 1793, reportée contre le chœur de l'église en 1883	Ensemble rattachant au style traditionnel <u>Infirmierie et Maison de la Grande Dame</u> au N.E. de l'église, construites après l'incendie de 1674. Complexe en forme de U, architecture traditionnelle mais façades transformées après réaffectation de 1877. Portail baroque conservé (Beginhofdries n° 20). Eléments baroques conservés dans les intérieurs, surtout dans la Maison de la Grande Dame <u>Chapelle de l'Infirmierie</u> , petit édifice de 2 travées, briques et pierres, sous bâtière d'ardoises, terminé en 1683. <u>"Couvents"</u> : maisons communautaires dont il en reste 13, dont une huitaine déjà restaurées (1994) <u>Maisons</u> , dont il en reste une soixantaine, restaurées à l'initiative privée, à 5 maisons près, se rattachant au type brabançon Maisons XIX dans certaines rues élargies	Ecole municipale, puis Institut Decroly actuellement Ecole primaire Salle de gymnastique de l'Ecole Centre O.C.M.W. services 3ème âge, crèche etc. Logement individuel et familial	O.C.M.W. ensuite rachat par la Ville Stad Gent, Botemarkt &, 9000 Gent O.C.M.W. et secteur privé Réaffectations grâce aux interventions et initiatives des "Vrienden van het Oud Beginhof" A.S.B.L. fondée en 1959 ventes publiques "espacées" à partir de la fin des années 1960
Petit Béguinage (*)							
Lange Violettenstraat	Extra muros sur "pré à foin" en bordure Bas-Escaut, d'où dénomination "Onze-Lieve-Vrouw ter Hoven" (Notre-Dame-au-Pré) Intra muros par la suite suite, la long de l'enceinte, dont une partie de muraille et une sont encore conservées in situ. Herberie le long de l'Escaut maintenue jusqu'à ce jour.	Type préau / mixte espace central de forme irrégulière gazonnée, autour duquel se resserment les maisons avec jardinets enclos. Eglise implantée au S.E. Moitié N., marquée par une rue distincte, "Achterstraat" partant de l'entrée et se poursuivant après un angle de 90° vers l'Escaut. Chapelle, Maison de la Grande Dame et Infirmierie au S.E. Cure et Chapelle au côté rue Porte d'entrée et mur de clôture, une partie appartenant à l'enceinte médiévale, entièrement conservés.	Fondation v. 1234 par le même comtesse de Flandre 1262 : chapelle et l'habitat ecclésiastiques, dépendante à l'origine de la paroisse Saint-Jean, mais complètement émancipée fin XIV 1281 : béguinage déjà complètement clôturé à l'E. Bas-Escaut comme frontière naturelle, au S., muraille, tours et fossés de la 3ème fossés de la 3ème enceinte, et mur avec à l'O., mur avec entrée, Lange Violettenstraat. Même évolution et protections que pour le Grand Béguinage. Période de prospérité aux XVII-XVIII, dont témoignent l'extension O., la plupart des maisons conservées et l'église, reconstruite durant la 2ème moitié XVII et complétée au 1er quart XVIII. Problèmes usuels durant la Révolution française : difficultés avec la Commission des Hospices Civils, devenue propriétaire ; jardin de la cure vendu pour la nouvelle caserne de cavalerie. Paroisse "officielle" depuis 1801 1862 : ensemble du béguinage racheté par le Duc E. d'Arénberg en faveur de la communauté de béguines regroupées, droits sur l'Escaut. Récupération des droits sur l'église en 1892. 1860 à 1880 : ajouts et reconstruction de maisons et "couvents" 1866 : restauration des murs de clôture aux frais du duc E. d'Arénberg fin des années 1970 : 17 béguines occupant encore toujours le béguinage en compagnie de dames célibataires ou âgées centres de services sociaux dans certaines maisons communautaires 1983 : encore présence de 6 béguines	<u>(*)Notre-Dame</u> , 1654-58 illustrant le passage au style baroque. Belle façade baroque datée 1720 ; Nef de 8 travées, travée du chœur avec chevet à 3 pans contre lequel s'appuie une tour polygonale. Briques et pierres pour l'ensemble et revêtement de pierres blanches pour la façade monumentale ordonnée en deux registres : pilastres composites, entablements, e.a., surmontés de socles et amortissement cantonnant les voûtes du second registre, adicule sous fronton demi-ciré couronnant la travée principale. Intérieur harmonieux de qualité, décoration de stuc et couleur claire ; arcades sur colonnes d'ordre toscan ; voûtes à nervures et larges arcs doubleaux. Moblier assez sobre XVII et XVIII ; remarquable buffet d'orgue, 1er quart XVIII <u>Calvaire</u> (face S.) et stations de Notre-Dame des Sept Douleurs, témoins de la dévotion populaire. <u>Chapelle Sainte-Godelive</u> , lieu de pèlerinage remontant à 1638-39 ; guérison de maux de gorge et yeux ; façade N., style Louis XIV, 1723 ; intérieur redécouvert ; voûte enrichie de stuc, datée 1750 <u>Chapelle du Saint-Sépulchre</u> : petite chapelle baroque à rampants charnourés, datée 1662, située à l'angle N.O. du préau. <u>Petite chapelle</u> , située entre les jardins arrière et l'Escaut, de goût néoclassique, seconde moitié XIX	<u>Porte d'entrée O.</u> , Lange Violettenstraat, 1819, remplaçant celle de 1629 Infirmierie et dépendances ainsi que la Maison de la Grande Dame ou "Groothuis" regroupées à l'angle N.E. Infirmierie reconstruite en 1635 et partiellement adaptée en 1655, probablement entièrement rebâtie en 1781-82 Maison à deux niveaux s'appuyant en partie à la façade S. de la Chapelle Sainte-Godelive ; façade assez sévère marquée par une porte à encadrement de pierre bleue, style Louis XIV. Maison de la Grande Dame ou "Groothuis", en forme de L, terminée en 1661 avec site principale de 1733 bien ordonnée, apparentée au style Louis XIV, intérieur conservant un escalier baroque et une bonne collection d'œuvres d'art et meubles dans les pièces principales Jardin conservé le long de l'Escaut <u>7 maisons communautaires</u> de 1630, 1638, 1642, 1660, 1663... <u>90 maisons "particulaires"</u> , à exceptions près, précédées d'un jardinet clôturé avec porte à "vestibule" architecture vernaculaire urbaine de l'époque, liée au type brabançon ; brique et insertion de pierre ou imitation chaulée ; lucarnes à pas de moineaux fenêtres à meneaux souvent adaptées aux XVII et XIX <u>Ancien presbytère et dépendances</u> , côté rue, 1653 avec extension 1853	Institution scolaire spécialisée Rozengracht Centres religieux et sociaux Logement individuel et familial	Propriété du Duc d'Arénberg, séquestrée après 1914-18 Rachat, en 1925, par la nouvelle A.S.B.L. V.Z.W. Beginhof Onze-Lieve-Vrouw-Hoven Restauration à partir de 1990-91 ; fin prévue décembre 1997 maître d'œuvre : F.A.S.B.L. donnant les maisons rénovées à bail emphytéotique à des particuliers intéressés. Etudes archéologiques et inventaires détaillés de chaque maison en collaboration avec le Service des Monuments de Gand

BEGUINAGES FLAMANDS ; TABLEAU COMPARATIF

VILLE	IMPLANTATION	TYPE	APERÇU HISTORIQUE	EDIFICES/ ELEMENTS CONSERVES		FONCTION ACTUELLE	PROPRIETE
				Eglise / chapelle	Autres		
Province OOST-VLAANDEREN / FLANDRE ORIENTALE							
(*) SINT AMANDBERG (MONT-SAINT-AMAND)							
Jan Roomsstraat/ E. van Arenberg- straat.	Terrain de 3 ha situé derrière l'ancien cimetière municipal de ce faubourg à l'E. de Gand	Type ville conception intégrale maintenue telle quelle comme petite ville avec remparts et 2 portes (O. et N.E.) Variante du plan en échiquier médiéval flots bâtis disposés en quinconce par rapport à l'enceinte et aérés d'espaces verts aux abords de l'église située au centre, face à l'infirmerie avec chapelle Saint-Antoine (N.O.) Placette triangulaire près l'entrée O. Anciens prés bordés d'arbres et de bornes à balustrades de fer originales	1872 : acquisition du terrain, à l'instigation de l'évêque de Gand, H. Bracq, par le duc E. d' Arenberg afin d' y fonder un nouveau béguinage les béguines obligées de quitter le Grand Béguinage (Sainte-Elisabeth) de Gand. Projet confié à l'architecte J. Bethune, fondateur des écoles Saint-Luc et promoteur du "néo-gothique catholique" qui élaborera le plan de l'église. Ensemble des 80 maisons, 14 "couvents" Maison de la Grande Dame et dépendances confié à son élève A. Verhaegen. Début des travaux en 1873, inauguration 1874 et installation des premières 400 béguines. suivies plus tard de 300 autres. inauguration de l'église en 1875 1990 : encore 9 béguines présentes, y compris la Grande Dame.	<u>Sainte-Elisabeth</u> , 1873-1875, type basilical à 9 travées et chœur à chevet plat construction en brique, sobre et élancée de style néo-gothique, introduisant uniquement la pierre pour le portail, les ressauts des contreforts et les réseaux des fenêtres ogivales. Exemple de "projet total" architecture et décoration intérieure y compris le mobilier et les vitraux, conçus par J. Bethune et réalisés par des artisans gantois spécialisés. Remarquable maître-autel avec retable, chaire, banc de communion exécutés par L. et L. Blanchaert Luminaires de cuivre intéressants Orgues contemporaines de Stevens, faisant partie de l'ensemble. <u>Chapelle Sainte-Antoine</u> , accolée à l'infirmerie. Petit édifice de 3 travées sous bâtière. Pignon E. percé d'une verrière; portail dans la façade S. Vitreaux : selon projet de J. Bethune, restaurés	<u>Porte principale</u> (O.), à créneaux, por- au-dessus de l'entrée principale, les armoiries de la famille d'Arenberg et date de la fondation : 1873, petite porte piétonnière à gauche. <u>Porte amère</u> (N.E.), incluse dans la porterie à pignon flanquée d'une tou- relle. <u>Infirmerie</u> , située en face de l'église avec Chapelle et Maison de la Grande Dame attenantes. Son architecture s'inscrit dans la conception globale. <u>La ferme</u> , autre composante traditionnelle implantée ici entre l'infirmerie et le Musée <u>Maisons et "couvents"</u> , repris dans une scénographie équilibrée et variée, combinant des éléments traditionnels de l'architecture de brique "flamande" tels que pignons à pas de moineaux, lucarnes, murs de refends individualisant les constructions communautaires, travées brugeoises, fenêtres à croisillons de pierre, portes cintrées. Chaque maison est dotée d'un jardin à l'arrière et d'un jardinnet enclos côté préau murs à chevron en dos d'âne, pourvus de portes de formes variées et d'une niche pour le/la Sainte/ patron(ne) de la maison cf. la tradition	Eglise, lieu de culte réservé aux habitants, accessible au public le samedi soir. logement du portier chargé de l'ouverture et fermeture des portes (6 h et 23h) occupée par les 9 béguines restantes (1990) <u>"Couvents"</u> , aménagements intérieurs réorganisés fonctions nouvelles e.a. enseignement, centres de formation, de rééducation, crèches, homes du 3ème âge, centres culturels, de rencontre, de prière... <u>Maisons</u> : principalement loge- ment : jusque v. 1985 seulement mises à disposition de dames célibataires, veuves etc. Entretemps admission de familles, célibataires des deux sexes... autres fonctions : services socio-médicaux.	A.S.B.L. : V.Z.W. Begijnhof Sint-Elisabeth depuis rachat du bien séquestré après la 1ère guerre mondiale et menacé de lotissement à l'époque depuis : Fonctions diverses s'inscrivant dans la destination historique.
UDENAARDE (AUDENARDE)							
Achterburg	au S. de la Grand' Place et d'un bras de l'Escaut, voûté en 1963-70.	Maison "de Cluys" Type préau: cour centrale rectan- gulaire, pavée, jardins et cours intérieures Porche côté rue, mur de clôture	1367 : fondation et établissement dans une maison située aux abords du cimetière et de l'église Sainte-Walburge, cédée en 1477 à l'Hôpital Notre Dame Transfert à l'endroit actuel, sur la rive gauche de l'Escaut Importante campagne de construction au XVII 1796 : sécularisation sous le Régime français 1836 : rachat par les béguines 1867 : acquisition par l'évêque de Gand, H. Bracq Extensions aux XIX et XX 1926 : fondation de l'A.S.B.L. "V.Z.W. Begijnhof Oudenaarde" Dernière béguine décédée en 1960	<u>Chapelle</u> , dans le préau, au N. de l'entrée. Petit édifice monofon sous bâtière avec clocheton de 1516, avec réminiscences de gothique et réfections XIX Mobilier XVII et XVIII; vitraux néo-gothiques dans le chœur <u>Petite chapelle N.Dame des Sept- Douleurs</u> , accolée au mur de clôture le long de l'ancien bras de l'Escaut, néo-gothique, 2ème moitié XIX, remplaçant un même type d'édifice plus ancien	<u>Porte d'entrée</u> : insérée dans la façade flanquée de pignons des maisons côté rue, dont celle de fauconnier, cédée aux béguines en 1572. Porte cochère à encadrement de pierre surmontée d'une niche à ornements pleinement baroque avec statue de Saint-Roch; restaurée en 1969-70 en même temps que les maisons attenantes tes. <u>Maison de la Grande Dame</u> , n° 9, sans décoration particulière et ressortant donc peu de l'ensemble <u>Maisons</u> : une trentaine aux façades chauflées, remontant au et exceptionnellement au XIX	Logement pour dames âgées avec assistance des Soeurs Bernardines	A.S.B.L. : V.Z.W. Begijnhof Oudenaarde avec le doyen de l'église Sainte-Walburge comme recteur.

TABLEAU COMPARATIF: BEGUINAGES

Province Vlaams-Brabant (Brabant flamand)

Aarschot (Aerschot)

Diest

Leuven (Louvain)

. Grand Béguinage

. Petit Béguinage

Overijse

Tienen (Tirlemont)

BEGUINAGES FLAMANDS ; TABLEAU COMPARATIF

Ville	Implantation	Type	Aperçu historique	Edifices/ éléments conservés		Fonctions actuelles	Propriété
				Eglise / chapelle	Autres		
Province VLAAMS-BRABANT (BRABANT FLAMAND)							
OVERIJSE							
		chapelle à présent isolée au milieu d'un terrain dont le côté S. serait l'ancien jardin du béguinage	mention en 1267 et peu de données pour la suite Chapelle, remontant peut-être à cette époque Dernières maisons XVII disparues en 1966, selon certaines sources	(*) <u>Chapelle</u> , unique élément subsistant, construite et transformée par étape : dernière phase v. 1745, avec aménagement intérieur portant la même date Endommagée durant la seconde guerre mondiale et restaurée dans les années 1950-60, avec nouveau mobilier de 1964. 1951 : classement réparation de toitures en 1983		actuellement entrepôt communal, après utilisation comme salle de cinéma (1964 sv) parking aux abords, probablement en fonction du Centre Culturel construit en 1983	O.C.M.W Dr J.P. Dieudonnéstraat 3, 3090 Overijse-J62
TIENEN (TIRLEMONT)							
Bostsestraat	Extra muros (XII) au S. du centre, et du bras S. de la Gethe Intra muros à partir du début XIV	Type ville, sur plan carré en échiquier, avec murs de clôture Entrée dans le mur O. bordant la place avec église orientée; Maisons sur la face N. avec jardins le long du cours d'eau Ilots bâtis de maisons côtés S. et E.; Infirmierie et "couvent" formant des blocs séparés à l'E. Presbytère et ferme non compris dans l'enclos	Fondation au XIII Fermeture en 1798 et reprise en charge par les Hospices Civils Disparition de la porte, chapelle, presbytère Couvent et infirmierie rachetés par les Dominicains en 1844 et probablement réunis par la suite; restauration en 1854 Eglise utilisée pour leurs offices Départ de la dernière béguine en 1857 Classement des propriétés conventuelles en 1946 Maisons privatisées dont quelques unes déjà restaurées dans les années 1950	<u>Eglise</u> , construite en deux campagnes à partir de l'O., XIII et choeur XIV; trois nefs et choeur à 7 pans; Edifice gothique primaire en quartzite et Gobertange locaux. Toitures d'ardoises et clocheton à l'E. Ajouts du XVII et XVIII, e.a. à l'entrée Incendie de l'église en 1976 Discussions concernant la conservation, finalement résolues : stabilisation des ruines et aménagement des alentours, terminés début 1997.	<u>Couvent et infirmierie</u> , pignon S. daté 1571, probablement réunis après 1844 et aménagement comme couvent des Dominicains avec restauration en 1854 et adjonction d'un cloître de goût "médiéval", côté O. Edifice de brique strié de bandeaux de quartzite local; baies à traverses appartenant au style traditionnel et autres plus récentes Aménagement en centre pour handicapés mentaux dans le cloître couvent privatisé en 1992. <u>Maison du Saint-Esprit</u> , XVII-XVIII <u>Cinquantaine de maisons</u> , remontant aux XVI-XVII et XVIII avec transformations ultérieures; style traditionnel de type brabançon; reconnaissable volumes, lucarnes, toitures et petites portes de goût baroque.	Habitat Habitat	Après le départ des Dominicains pour Leuven, 1976, bail emphytéotique donné à une A.S.B.L. "De Potterij" pour le cloître propriété privée propriété privée propriétés privées

Ville	Implantation	Type	Aperçu historique	Edifices / éléments conservés		Fonctions actuelles	Propriété
				Eglise / chapelle	Autres		
PROVINCE VLAAMS-BRABANT (BRABANT FLAMAND)							
LEUVEN (LOUVAIN)							
(*)Grand Béguinage Schapenstraat							
	Extra muros (XII), au S. du centre, et à l'E. de la Dyle qui s'y ramifie en deux bras et petit canal de dérivation Intra muros à partir de XIV, avec terrasses de la ferme jouxtant aux remparts, actuel boulevard de ceinture	Mide type ville pour partie la plus ancienne à l'E. avec portes, église orientée et infirmerie + ferme à l'O. Plan en échiquier plan jusqu'au premier bras de la Dyle. Extension selon un plan moins rigoureux jusqu'au second bras du cours d'eau, avec placette au rillau. Type proche du préau pour l'extension O. dite "Quartier des soldats" 1836, sur les terres de l'ancien verger, avec portes et ruelle côté N. Murs de clôture et délimitation naturelle par la Dyle à l'O.	Fondation en 1232 dans le domaine "Ten Hove" avec approbation du duc de Brabant. Dépendance de la paroisse Saint-Quentin (au S.) suspendue dès 1250 au profit de la chapelle récemment construite, remplacée par l'église église actuelle, XIV-début XV. A l'O., infirmerie mentionnée dès 1263, avec services le long du premier bras de la Dyle, dit "Petite Dyle". Table du Saint-Esprit au N. "Kerkkamer" ou "centre administratif", au N.E., accolé à la porterie, 1698. Une dizaine de "couvents" et environ 85 maisons XVI et surtout XVII. Apogée v. 1700 : 300 béguines déclin à partir de 1750, bien que construction de quelques nouvelles maisons et redécouvertes intérieures, XVIII. Propriété des Hospices Civils de 1797 à 1925 puis de l'Assistance publique, précurseur de l'O.C.M.W. 1802 : 124 béguines demandant la réouverture de la Dyle. 1853 à 1886 : création d'un jardin d'enfants. 1900 : destruction de la Porte S.E. 1939 : classement de l'église. 1944 : dommages de guerre au N.O. de l'église et reconstruction datant seulement de 1994-95 v. 1980 : menacé de destruction vu l'état des maisons. 1960-62 : rachat par l'Université Catholique de Louvain désirant restaurer l'ensemble. 1963-73 : restauration sous la direction du Prof. Dr. R.M. Lemaire. 1973-85 : restauration de l'église, sous la direction de l'arch. ir. R.J. Vandendaele. 1985-1990 : restauration des maisons restantes au S. de l'église, sous la direction de l'arch. ir. P. Van Aerschot. 1987 : protection légale de l'ensemble comme Monument. Dernière béguine décédée en 1988.	Saint-Jean-Baptiste, construction entamée en 1305, côté E., terminée 1421-68. Edifice à trois nefs sous bâtière d'ardoises avec clocheton. Parement de pierre, strié de grès ferrugineux dans la partie O. des façades latérales. Grande verrière à E. avec remplage en Y, portail et fenêtre haute côté O. avec tourelle d'escalier. "Baroquisation" de l'intérieur avec intégration des colonnes et arcades gothiques; voûtes baroques datées 1654; statues et mobilier de la même époque. Orgues très importantes, Goffruss, 1692. Peintures murales intéressantes des XIV au XVII, découvertes lors des travaux de restauration. Pierres tombales, e.a. deux figuratives, XV. Cimetière reporté côté N. au XVII, avec mur de clôture de pierre bleue, à décoration rocaille, 1763, archit. J.A. Hustin. Calvaire v. 1500. Eglise de la Paroisse universitaire.	Porte N.E. cantonnée de la porte de style classique tardif, reconstruite en 1805. Kerkkamer, au N.E., 1698, accolée à la grande porte, marquée côté O. par une arcade de pierre baroque. Infirmerie, reconstruite au XVI avec intégration de parois à pans de bois et prisé de la construction antérieure. Espace de la grande salle des malades "retrouvé" ainsi que ceux des dépendances e.a. cuisine et brasserie le long du bras de la Dyle, adjonction de pièces nécessaires pour la fonction nouvelle au S. Architecture traditionnelle de brique et pierre; pignon à gradins XVI, à l'O. et ailes plus tardives délimitant le cour. Intérieure de l'ancienne ferme. Intérieur conservant poutrages et charpentes originales de même que quelques cheminées gothique tardif et XVII. Table du Saint-Esprit, petites XVI, XVII et XVIII; entrée XIX en face de l'église "Couvents", une dizaine, XVII, avec architecture apparentée à celle des maisons. Couvent de Chèvres, 1563, grand volume sous toiture d'ardoises à clocheton bubé, fondé pour 13 béguines pauvres. Maisons, généralement XVII, souvent datées par ancrages, dans des cartouches ches; quelques-unes avec noyau XVI, apparaissant dans les pans de bois avec prisé ou briques repris en sous-œuvre. Architecture traditionnelle, type brabant, restaurée dans l'esprit de la Charte de de Verise. Intérieurs conservant poutrages, charpentes et cheminées d'époque, souvent dégagés avec soin lors des travaux. Quelques maisons, façades et intérieurs rieurs XVIII, e.a. le n° 20, 1747. Ancien Presbytère, en dehors du Béguinage, Schapenstraat n° 101, 1658 et maisons de deux aumôniers, n° 85, de 1732, et n° 103, 1755, même rue.	Logement (en location). Centre international de Conservation R.M. Lemaire. "Faculty Club" avec restaurant, salles de réunions, conférence, réception etc. pour professeurs leurs hôtes et location sur demande, salles d'expositions temporaires. Salle de réunions, fêtes etc. chambres d'étudiants. Maisons communautaires pour étudiants, appartements. Orphelinat depuis XIX, puis couvent des Aumôniers du Travail et actuellement lieu de réunions, séminaires etc. chambres d'étudiants et studios, appartements pour étudiants, assistants mariés et professeurs vivants. Quelques maisons unifamiliales pour professeurs. Secrétariat et maison du Directeur. Habitats privés.	K.U. Leuven (Université). Oude Markt, 3000 Louvain, sauf église appartenant à l'O.C.M.W., mais cédée à l'université en bail emphyteutique de 99 ans.
(*)Petit Béguinage							
	Extra muros (XII), au N. du centre et au N. de l'Abbaye Sainte-Gertrude, à proximité de la Dyle. Intra muros à partir de XIV.	Ville avec ruelle principale, partant du côté N. de l'église Sainte-Gertrude et débouchant sur une rue perpendiculaire.	Fondation avant 1295, infirmerie mentionnée dès 1275; dépendance de l'abbaye Sainte-Gertrude jusqu'en 1631. 1369 : premier oratoire gothique, remplacé par une chapelle en 1636-1640; 35 béguines lors de la Fermeture en 1797; Vente du mobilier religieux en 1798. Maisons reprises par les Hospices Civils. 1806 : réouverture. 4 béguines en 1830. Dernière béguine décédée en 1855. Démolition de la chapelle en 1862 et de la porte en 1882. Infirmerie détruite en 1954 pour l'extension de la Brasserie contiguë. 1974 : classement des maisons restantes. Restauration à partir des années 1980.		27 maisons. Style traditionnel, généralement XVII avec quelques exceptions XVIII; briques et pierres blanches; avec adaptations XIX et XX. Restauration en 5 phases, archit. ir. D. Depoorter; chaque phase comprenant 5 maisons, la dernière de 1989 à nos jours : 12 maisons.	Logement individuel et familial (en location).	O.C.M.W. A. Vesaliusstraat 47, 3000 Louvain, loyers destinés à couvrir les frais de restauration. 2 Maisons d'angle : propriété privée.

BEGUINAGES FLAMANDS : TABLEAU COMPARATIF

Ville	Implantation	Type	Aperçu historique	Edifices/ éléments conservés		Fonctions actuelles	Propriété
				Eglise / chapelle	Autres		
Province VLAAMS-BRABANT (BRABANT FLAMAND)							
OVERIJSE							
		chapelle à présent isolée au milieu d'un terrain dont le côté S. serait l'ancien jardin du béguinage	mention en 1267 et peu de données pour la suite Chapelle, remontant peut-être à cette époque Dernières maisons XVII disparues en 1966, selon certaines sources	(*) Chapelle, unique élément subsistant, construite et transformée par étapes : dernière phase v. 1745, avec aménagement intérieur portant la même date Endommagée durant la seconde guerre mondiale et restaurée dans les années 1950-60, avec nouveau mobilier de 1964. 1951 : classement réparation de toitures en 1983		actuellement entrepôt communal, après utilisation comme salle de cinéma (1964 sv) parking aux abords, probablement en fonction du Centre Culturel construit en 1983	O.C.M.W Dr J.P. Dieudonnéstraat 3, 3090 Overijse-J65
TIENEN (TIRLEMONT)							
Bostsestraat	Extra muros (XII) au S. du centre, et du bras S. de la Gethse Intra muros à partir du début XIV	Type ville, sur plan carré en échiquier, avec murs de clôture Entrée dans le mur O. bordant la place avec église orientée; Maisons sur la face N. avec jardins le long du cours d'eau. Blocs bâtis de maisons côtés S. et E.; Infirmierie et "couvent" formant des blocs séparés à l'E. Presbytère et ferme non compris dans l'enclos	Fondation au XIII Fermeture en 1798 et reprise en charge par les Hospices Civils Disparition de la porte, chapelle, presbytère Couvent et infirmierie rachetés par les Dominicains en 1844 et probablement réunis par la suite; restauration en 1854 Eglise utilisée pour leurs offices Départ de la dernière béguine en 1857 Classement des propriétés conventuelles en 1946 Maisons privatisées dont quelques unes déjà restaurées dans les années 1950	Eglise, construite en deux campagnes à partir de l'O., XIII et choeur XIV; trois nefs et choeur à 7 pans; Edifice gothique primaire en quartzite et Gobertange locaux. Toitures d'ardoises et clocheton à l'E. Ajouts du XVII et XVIII, e.a. à l'entrée Incendie de l'église en 1976 Discussions concernant la conservation, finalement résolues : stabilisation des ruines et aménagement des alentours, terminés début 1997.	Couvent et infirmierie, pignon S. daté 1571, probablement réunis après 1844 et aménagement comme couvent des Dominicains avec restauration en 1854 et adjonction d'un cloître de goût "médiéval", côté O. Edifice de brique strié de bandeaux de quartzite local; baies à traverses appartenant au style traditionnel et autres plus récentes Aménagement en centre pour handicapés mentaux dans le cloître couvent privatisé en 1992. Maison du Saint-Esprit, XVII-XVIII Cinquantaine de maisons, remontant aux XVI-XVII et XVIII avec transformations ultérieures; style traditionnel de type brabançon; reconnaissable volumes, lucarnes, toitures et petites portes de goût baroque	Habitat Habitat	Après le départ des Dominicains pour Leuven, 1976, bail emphytéotique donné à une A.S.B.L. "De Potterij" pour le cloître propriété privée propriété privée propriétés privées

TABLEAU COMPARATIF : BEGUINAGES

Province West-Vlaanderen (Flandre Occidentale)

Brugge (Bruges)

Diksmuide (Dixmude)

Courtrai (Kortrijk)

BEGUINAGES FLAMANDS - TABLEAU COMPARATIF

Ville	Implantation	Type	Aperçu historique	Edifices/ éléments restants Eglise / chapelle	Autres	Fonctions actuelles	propriété
Province WEST-VLAANDEREN (FLANDRE OCCIDENTALE)							
(*) BRUGGE, (BRUGES)							
	Extra muros établissement au "Vingaerde", i.e. vigne près du cours d'eau "Raie" Intra muros à partir de XIV au S. du du centre et en bordure de l'enceinte à l'E., l'écuse, et le lac "Minnewater" ou "eau commune", faussement dénommé "Lac d'Amour", "Poeloren" tour de l'enceinte, 1296, au S.	Type préau, avec espace avec espace central de forme carrée, entouré de douves et bordée à l'E. par le Rele. Port et Porterie au N.E. Extension avec ruelle au S., mur de clôture incorporant l'herbier et jardin, et percé d'une porte à l'E. Eglise au milieu du de la face E., le long du cours d'eau. Une vingtaine de maisons sur le pourtour de l'espace central gazonné et ombragé par de hauts arbres feuillus. Une dizaine d'autres maisons dans la ruelle S.	Début XIII, regroupement de quelques béguines 1242: première mention 1245: paroisse indépendante et construction de l'église à l'initiative de la comtesse de Flandre 1299: béguinage placé sous autorité immédiate du comté. Domages de guerre durant les troubles religieux du XVI. Probablement 40 béguines en 1682 et 1786 Après la séquestration durant la Révolution française et le Concordat. 26 béguines en 1811 et 17 en 1876. Béguinage repris par des Soeurs Bénédictines à partir de 1927. Construction de leur monastère, à l'O. de l'église, 1938 avt.	(*) Sainte-Elisabeth, édifice de briques, gothique primitif, 1245svt fortement endommagé durant l'incendie de 1584, réparé et partiellement reconstruit sur le plan ancien de 1604 à 1609: gothique tardif avec récupération de parties anciennes e.a. le petit portail N., de tradition romane Eglise à trois nefs, sans transept, bâtière d'ardoises et clocheton Pignon E. percé d'une haute fenêtre en tiers-point, XIII, bouchée; Fenêtre haute ogivale au-dessus du portail côté O., fenêtres à arcs surbaissés XVIII dans les bas-côtés surhaussés Intérieur voûté, XVII-XVIII et mobilier d'époque Orgues Berger, XVIII, méritant restauration Restauration: 1990-1991.	Port, 1692 et Porte principale, datée 1776 à élévation classique assez sobre enrichie d'une niche à statue de Sainte-Elisabeth Maison de la Grande Dame, angle S.O. XVII, marquée par une porte de pierre et une niche avec statue de la Vierge Chapelle attenante à l'E., d'origine XIII Maison-Dieu, 5 maisons basses à l'E. de la chapelle, perpendiculaires au préau; petite porte à arc tudor donnant accès à la cour Maisons, remontant aux XV-XVI, XVI-XVIII et exceptionnellement XVIII et XIX certaines à pignon et travées brugeoises caractéristiques pour la région côtière s'étendant à la Flandre française. Architecture de briques, profilées pour encadrements de portes et fenêtres, enduits de chaux conférant une certaine homogénéité. Autres façades à corniche, XVII et XVIII, relevées parfois d'ornements d'époque, tels que porte Louis XV e.a. Maison néo-gothique, datée 1855, probablement l'exemple le plus ancien du genre à Bruges Monastère actuel, v. 1938-39, pastiche adoptant le "style" de l'ensemble	Monastère de religieuses bénédictines, issu d'une part certaines maisons à des dames seules, accueillant d'autre part certains hôtes temporaires séculiers, obligés de suivre les règles de la maison e.a. silence et repas en commun. Porte ouverte de 8 h à 20.30 h. Préau et église accessible au public selon cat horaire, sauf église durant les services religieux Une maison hébergeant une petite librairie littérature religieuse etc. Musée, dans la maison près de la porte avec reconstruction d'un intérieur XVII et documentation sur le vie au béguinage Depuis une quinzaine d'années, restaurations et rénovations ponctuelles et "à petits pas" sous la direction des Services Techniques de Bruges, évitant les grands chantiers néfastes pour le tourisme.	Stad Brugge Burg 12, 8000 Brugge Gestion assurée par les Soeurs bénédictines
(*) DIKSMUIDE, (DIXMUDE)							
Beginhofstraat	Extra muros Intra muros à partir de XIII-XIV au N. du centre, à proximité du canal de Handzame et au bord de l'enceinte	type préau, de forme triangulaire, entrée au S.E., église orientée au N. Maisons alignées sur les faces E. et O. partie centrale gazonnée.	Fondation XII (?) Première mention, 1273, avec référence à l'infirmerie. Construction et reconstruction au XVII 10 béguines en 1846, 6 en 1906 Destruction en 1914 et départ des béguines Reconstruction selon implantation et architecture XVII-XVIII avec interprétation régionaliste, perpétuant caractéristiques et atmosphère générales, à partir de 1923 Classement en 1973	Eglise, remontant au XV, reconstruite sur plan apparemment simplifié, sans rupture d'axe, à partir de 1923 archit. Viérin et Acke. Volumes originaux présentant une différence entre la partie basse désaxée avec portail O. et la partie E. avec pignon dépassant, bâtière et clocheton. Chemin de croix en terra cotta et autres statues de Gause.	Maisons XVII- XVIII avec jardinets enclos côté préau, se rattachant par leurs volumes, façades chaulées et huisseries à l'architecture vernaculaire de la région transfrontalière Reconstruction à partir de 1923, archit. Viérin et Acke accentuant l'aspect pittoresque	Centre pour moins-valides après Centre d'étude et Maison de repos pour femmes, au moment du classement	gestion: "De Lovie" " Huis Sint-Godelieve", Diksmuide
(*) KORTRIJK, (COURTRAI)							
Beginhofstraat	Intra muros (XIII) au N.E. de la Grand Place, entre les églises Notre-Dame et Saint-Martin; en bordure d'enceinte	type mixte avec chapelle au centre de l'espace plus ou moins carré, gazonné. Maisons sur le pourtour avec jardins closés et dans ruelles	1241 donation de la comtesse de Flandre Jeanne de Constantinople cf. statue élevée dans le préau en 1891 Fondation v. 1283 Classement en 1937	Chapelle Saint-Mathieu, XV remodelée au XVIII, avec récupération de la voûte en bardoux, 1504, remplaçant l'ancienne charpente apparente, restaurée en 1764. Mobilier XVII et XVIII. Orgues XVII avec buffet, transformées et amplifiées au XVII Petite chapelle néo-baroque accolée à la façade en 1888 Petite chapelle Notre-Dame-des-Neiges, tradition et dévotion populaire.	Infirmerie de 1682 Maison de la Grande Dame marquée par son double pignon à gradins Courantaine de maisons XVII restauration en cours phase 2: en adjudication et encore au moins 2 autres prévues et une phase spéciale pour la chapelle archit. F. Vaneste, restauration des orgues également prévue.	Musée du Béguinage en partie abandonnées Logement dans partie rénovée de la phase 1, concernant les "plus belles" maisons dont l'entité fut conservée sauf pour une grande maison divisée en deux appartements.	O.C.M.V. Concédreaf 16 A, 8500 Kortrijk

**BEGUINAGES FLAMANDS
UN PASSE BIEN PRESENT**

LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL

**PROPOSITION D' INSCRIPTION
Informations complémentaires**

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP
DEPARTEMENT LEEFMILIEU EN INFRASTRUCTUUR (LIN)
Administratie voor Ruimtelijke Ordening, Huisvesting
en Monumenten en Landschappen (AROHM)
Afdeling Monumenten en Landschappen (AML)
Division des Monuments et Sites
sous la direction de Edgard Goedleven
Directeur du projet Patrimoine Mondial : Basile Eeckhout
Auteur du dossier : Suzanne Van Aerschot - Van Haeverbeeck
coördinatrice inventaires.

Table des matières

Mise au point concernant l' inscription	1
1. LOCALISATION PRECISE	2
2. DONNEES JURIDIQUES	3
a) Propriétaires	3-4
b) Statut juridique : protection	5-9
Résumé	9
3. IDENTIFICATION ... (cf. texte in extenso du Dossier Général)	
4. ETAT DE PRESERVATION OU DE CONSERVATION	
c) Moyens de préservation	10-11
<u>2. Plan de gestion : conservation du site</u>	
d) Protection et Aménagement du Territoire	12-13
<u>1. Contexte juridique</u>	
<u>2. Application concrète au niveau des béguinages</u>	
<u>3. Politique actuelle et future</u>	

ANNEXES (in fine)

1. Textes relatifs aux statuts des propriétaires cf. Données juridiques p.3-4.
 - 1.1. O.C.M.W. (Centres Publics d' Aide Sociale, C.P.A.S.)
 - 1.2. Fabriques d' Eglise
 - 1.3. V.Z.W. (Association Sans But Lucratif, A.S.B.L.)
2. Textes relatifs à la Protection et Aménagement du Territoire.

ANNEXES (fournies séparément)

1. Brochure *Lois, décrets et règlements, Bruxelles, 1997*
Publication de la Section des Monuments et Sites auprès du Ministère de la Communauté flamande.
2. Brochure *De Restauratiepremie*
Idem.
3. Publication de GOEDLEVEN E., *Le fisc et le patrimoine culturel*, Liège, 1988

**Mise au point générale,
concernant en particulier le point
5. JUSTIFICATION DE L' INSCRIPTION SUR
LISTE DU PA
TRIMOINE MONDIAL COMME BIEN CULTUREL
(p. 37 du Dossier général)**

La proposition d'inscription s'applique à la globalité du phénomène historique des béguinages conservés et protégés en Flandre, dont la présence, le nombre et la densité sur un territoire limité et bien déterminé représente une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique et socio-culturel

Leur état actuel, déterminé e.a. par les aléas de l'histoire (facteur temps) et de l'évolution de leur environnement urbain (facteur espace) présente néanmoins certaines différences qui ont mené , comme indiqué en page p. 37-38 du dossier, à la sélection de cas représentatifs, traités cas par cas de manière plus exhaustive, en fin du DOSSIER GENERAL, sur des fiches examinant tour à tour:

1. La propriété et gestion
2. L'authenticité, souvent "évolutive" de l'ensemble
3. L'accessibilité au public
4. La protection légale et ses conséquences
5. La conservation et le cas échéant, travaux d'entretien, restauration... en cours ou prévus
6. Le contexte urbanistique et la zone "tampon".

La fiche complémentaire du DOSSIER CAS REPRESENTATIFS comporte, cas par cas :

1. La justification de la sélection, tenant compte des critères mentionnés :
 - implantation,
 - type et son degré de conservation
 - évolution historique et architecturale
 - maintien et qualité des composants
 - situation/ destination actuelle
2. Les informations concernant le contexte urbanistique avec, en annexe, un extrait du plan de secteur, montrant la situation du Béguinage protégé en question au sein de sa ville avec zoning déterminé (cf. infra **4. d**) et, le cas échéant certains plans délivrés par les villes concernées, illustrant les plans ou projets globaux et particuliers ayant trait au Béguinage local.
3. Un choix de photos illustrant la particularité du Béguinage en question.

En guise de conclusion :

il s'agit bien d' une demande d' inscription globale

reprenant en particulier et nommément les cas représentatifs

présentés en italiques à la p. 3 du dossier, reproduite in extenso ci-après .

1.LOCALISATION PRECISE (p. 3)

a) Pays : BELGIË / BELGIQUE

b) Etat, province ou région

Région : VLAANDEREN / FLANDRE

Provinces concernées : Antwerpen (Anvers), Limburg (Limbourg), Oost-Vlaanderen (Flandre orientale), Vlaams-Brabant (Brabant Flamand) et West-Vlaanderen (Flandre occidentale)

c) **Nom du bien :** BEGUINAGES FLAMANDS, répandus dans toutes les provinces flamandes :

Province Antwerpen (Anvers) :

Antwerpen (Anvers), Herentals, *Hoogstraten*, *Lier (Lierre)*, *Mechelen (Malines)* : *Grand Béguinage* et *Petit Béguinage*, et *Turnhout (*)*

Limburg (Limbourg)

Borgloon, *Sint-Truiden (Saint-Trond)*, *Tongeren (Tongres)* et *Hasselt (**)*

Oost-Vlaanderen (Flandre orientale)

Aalst (Alost), *Dendermonde (Termonde)*, *Gent (Gand)* : *Grand Béguinage*, *Petit Béguinage*, et *Béguinage de Sint-Amandsberg (Mont-Saint-Amand)* et *Oudenaarde (Audenarde)*

Vlaams Brabant (Brabant flamand)

Aarschot (Aerschot), *Diest*, *Leuven (Louvain)* : *Grand Béguinage* et *Petit Béguinage*, *Overijse* et *Tienen (Tirlemont)*

West-Vlaanderen (Flandre occidentale)

Brugge (Bruges), *Diksmuide (Dixmude)* et *Kortrijk (Courtrai)*

* les italiques renvoient aux cas représentatifs, cf. infra

** malencontreusement omis en p. 3 du Dossier général, mais non dans les cartes et dans l'approche de synthèse et présenté en fait comme cas particulier, dans le Dossier Cas représentatifs, p. 2.

DONNEES JURIDIQUES (p. 5-6)

a) Propriétaires

Précisions concernant :

1. O.C.M.W., i.e., Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn avec pendant dit C.P.A.S. ou Centre Public d' Aide Sociale pour la Communauté française.

Les dénominations actuelles furent fixées aux termes de la loi du 8 juillet 1976. Elles remplacent les C.O.O., Commissie Openbare Onderstand ou C.A.P., Commission d'Assistance Publique, succédant elles-mêmes, depuis la loi du 10 mars 1925 aux diverses Commissions souvent dites "des Hospices Civils", établies durant la Révolution Française pour remplacer depuis leur abolition, les institutions religieuses assurant l' aide aux malades et démunis.

Ces Commissions devinrent systématiquement propriétaires de tous les biens meubles et immeubles appartenant aux institutions séquestrées.

Les béguinages avec leur Table du Saint-Esprit et infirmerie furent considérés comme institution caritative; leurs biens - en tout ou en partie - furent dans la plupart des cas repris par ces Commissions des Hospices Civils. Les infirmeries furent utilisées, selon le cas, comme hospices de vieillards, orphelinat... les maisons louées et sous-louées aux nécessiteux en y admettant toutefois nombre de béguines qui regagnèrent leur béguinage après le concordat (1802 et svt.). Ce type de propriété a permis de maintenir dans la plupart des béguinages la l' habitat et divers services sociaux et de conserver une partie des biens meubles parfois exposés maintenant dans des petits musées locaux.

Les O.C.M.W. sont placés sous la tutelle administrative du Conseil échevinal de la commune ((Art. 108) et de la Députation Permanente de la Province.

Les membres sont nommés par le Conseil communal, le bourgmestre étant membre de plein droit.

Les O.C.M.W. tirent leurs revenus de leurs propriétés diverses, de dons... et de subsides attribués par la Commune, obtenant une allocation du Fonds des Commune, divisé par régions (Art. 105).

Si l' O.C.M.W. ne dispose pas de moyens suffisants pour subvenir à ses obligations diverses, c' est la commune qui est couvrira ces frais (cf. Art. 106).

(Voir texte en néerlandais en annexe in fine)

2. Fabrique d'église : s'applique à l' institution publique avec personnalité juridique qui assure la gestion des biens et revenus destinés au culte et qui est chargée de l' entretien de l'église; elle est soumise tant aux autorités religieuses que publiques. La gestion se fait par le truchement du Conseil d'église et du bureau des marguilliers dont le statut fut défini aux termes du décret impérial du 30 décembre 1809, modifié par la loi du 4 mars 1870. Les revenus proviennent de leurs biens, de dons... la commune étant obligée de combler les déficits.

Certaines églises de béguinages devinrent église paroissiale après le Concordat, les édifices et biens propres passèrent dès lors à la fabrique d'église, créée à cet effet.

(Voir texte en néerlandais en annexe in fine)

3. V.Z.W. - Vereniging zonder winstgevend doel - i.e. A.S.B.L. - Association sans but lucratif : forme réglée en Belgique aux termes de la loi du 27 juin 1921, permettant de décerner, sous des conditions définies, une personnalité juridique à certaines associations et institutions d'utilité publique.

Certains béguinages, tels que celui de Termonde et le Petit Béguinage de Gand devinrent propriété de telles associations dès les années 1920; dans d'autres cas, comme celui de Hoogstraten, la création de l'A.S.B.L./ V.Z.W. "Het Convent" est récente; le bail emphytéotique introduit dans ce dernier cas - cf. emphytéose : sorte de bail de longue durée (ici 99 ans) - confère au preneur un droit réel susceptible d'hypothèque.

(Voir texte en néerlandais en annexe in fine)

Les associations sont mentionnées explicitement dans la Section II. de l'*Arrêté du Gouvernement flamand du 5 avril 1995 fixant une prime pour les travaux de restauration de aux monuments protégés, modifié par l'Arrêté du Gouvernement flamand du 15 octobre 1995,*

CHAPITRE III. - Secteur privé, Section II -- Associations,

voir p. 38 - 41 de la Brochure *Lois, décrets et règlements* , Bruxelles, 1997, publiée par la Section des Monuments et Sites auprès du Ministère de la Communauté flamande, fournie en annexe.

Outre la dérogation aux pourcentages des primes, cf. **Art. 13 § 1er**, p.38, il est intéressant de retenir l'attention spéciale et décisive de l'ouverture au public cf. **Art. 13 § 2.** et **§ 4.** cf. p 39 et 41, pouvant parfaitement être mis en relation avec les valeurs culturelles que représentent les béguinages en général

b) statut juridique

- Protection

Le tableau des protections légales (dans le Dossier général, annexe)

reprend *tous les béguinages* et mentionne la nature du classement et la date de l'arrêté.

Comme indiqué dans ce Dossier général p. 32, ce tableau montre l'évolution de la législation en la matière, reflétant en fait les tendances générales concernant la protection des monuments et l'attention grandissante portée aux ensembles et leur environnement.

Il convient de souligner une fois de plus que, cf. p. 31 du dossier, le fait de "classer", aux lendemains de la première loi du 7 août 1931, comme "monument" et "site" certains Béguinages tels que Courtrai (1937), Diest (1938) et Bruges (1939) montre la reconnaissance évidente de la valeur d'ensemble.

Pour d'autres béguinages il faudra attendre les années 1970 et suivantes pour que la protection, d'abord limitée le plus souvent à l'église, s'étende à l'entièreté du béguinage.

Cette évolution, perceptible au niveau international, a dicté la mise à jour de la législation, au niveau de la région linguistique néerlandaise, devenue Région flamande depuis la révision de la constitution cf. Note et p. 4 de la la Brochure *Lois, décrets et règlements*" Bruxelles, 1997, publiée par la Section des Monuments et Sites auprès du Ministère de la Communauté flamande, fournie en annexe

Comme mentionné en p. 5 du Dossier général sous la rubrique **données juridiques**, avec reprise, in extenso, de l'article 2. définissant les termes "Monument" et "Site urbain ou rural", le *décret du 3 mars 1976, réglant la protection des monuments et des sites ruraux et urbains, modifié par le décret du 22 février 1995*, reflète la doctrine générale de l'époque qu'il a d'ailleurs propagé de manière explicite et amplifié dans son application concrète.

Le texte in extenso figure aux p. 8 - 16 de la Brochure susmentionnée.

A la page 15, l' **Art. 16.- § 2.** stipule explicitement : " *Les arrêtés de classement pris en application de la loi du 7 août 1931, modifiée par le décret du 7 juillet 1972, gardent force de loi jusqu'à ce qu'ils soient modifiés ou abrogés conformément au présent décret. Ces arrêtés de classement ont tous les effets que le présent décret confise(sic) aux arrêtés royaux de protection*"

Les autres aspects importants, repris en p. 6 du même Dossier, réfèrent au texte officiel :

- pour la procédure de protection :
voir CHAPITRE IV. *La protection des monuments, des sites urbains et des sites ruraux*, p. 9 - 12
- pour le lien direct avec la législation concernant l' Aménagement du Territoire/ Urbanisme, conçu en fonction d' une politique de conservation intégrée :
voir même Chapitre IV et Section IV, **Article 11 § 2.** et §3., p. 13.
- pour les devoirs et droits des propriétaires et usufruitiers:
voir le même CHAPITRE IV. Section IV. Monuments et sites urbains et ruraux

protégés , p. 13 - 15.

voir également le CHAPITRE II. Prescriptions générales relatives aux bâtiments figurant dans l' *Arrêté du Gouvernement Flamand du 17 novembre 1993 fixant des prescriptions générales en matière de conservation et d'entretien des monuments et sites ruraux*, aux pages 16 à 18 de la brochure sus-mentionnée.

Il convient de mentionner de même, le *décret du 16 avril 1996 portant sur la protection des sites (paysages)*, publié dans la Brochure susmentionnée p. 44 - 53 et, plus spécialement le § 2 de l'article 22 , p. 53, spécifiant que :

" Les arrêtés de protection pris en application de la loi du 7 août 1931, modifiée par les décrets du 13 juillet 1972 et du 14 juillet 1993 conservent force de droit jusqu'a ce qu'ils soient modifiés ou abrogés conformément au présent décret. Toutes les conséquences liées par le présent décret aux arrêtés de protection, valent à l'égard de ces derniers, à l'exception de créer un plan de gestion dans les deux ans ".

les "*Prescriptions de protection*" figurant au *Chapitre III* , (p. 49 de la brochure), rejoignent la conception fondamentale en la matière (cf. p. 6 du dossier) :
i.e. "*maintenir en bon état, par des travaux de maintien et d'entretien nécessaires, ... ne pas pas déparer, endommager ou détruire* " (Art. 14, § 1).

La protection officielle implique (cf. Dossier général p. 6) :

1. des obligations de la part des propriétaires
2. en contre-partie un système de primes attribuées par la Région flamande, la Province et la commune,
3. des possibilités d' exonération fiscale.

1. Prescriptions générales en matière de *conservation et d'entretien des monuments et des sites urbains et ruraux*, aux termes de l' *arrêté du gouvernement flamand du 17 novembre 1993*, dont le texte intégral est repris dans la Brochure susmentionnée p. 16 - 26.

2. Système de primes

2.1. *Prime d'entretien destinée aux monuments protégés* aux termes de l' *arrêté du gouvernement flamand du 29 novembre 1994*, dont le texte intégral figure dans la Brochure susmentionnée p. 27 - 32.

L' **Art. 3. § 1er.** (p. 28) énumère en 16 points les travaux et activités qui peuvent être considérés comme travaux d'entretien,

L' **Art. 6.** mentionne les montants de la prime (p. 30), repris au dossier en p. 35 :

- 40 % des dépenses pour les travaux d'entretien qui ne dépasse pas 600.000 FB
- 25 % pour la partie des dépenses au-dessus de 600.000 FB, pour autant qu' elle ne dépasse pas 1.200.000 FB

2.2. *Régime de prime pour les travaux de restauration aux monuments protégés* aux termes de l' *arrêté du gouvernement flamand du 5 avril 1995*, modifié par l' *arrêt du gouvernement flamand du 15 octobre 1996*, dont le texte intégral se trouve dans la Brochure susmentionnée p. 33 - 43.

Au **Chapitre III. - Secteur privé.**, Section première. Généralités (p. 38)

l' art. 9. précise les montants de la prime de restauration pour le preneur de prime étant une personne physique ou une personne morale de droit privé :

- 25 % accordés par la Région flamande
- 7,5 % accordés par la province et 7,5 % par la commune

Au même **Chapitre III.** Section II. Associations, (p. 38)

l' Art. 13 § 1er indique la dérogation aux pourcentages fixés à l'article 9 du même arrêté, lorsque le preneur de prime est une association répondant aux 10 critères énumérés p. 39

et **§ 2.** à condition que le monument soit ouvert au public (cf. **§ 4.** ,p. 40, qui détermine ce qui est considéré comme ouvert au public).

La dérogation prévue en **§ 1er** est la suivante :

- 50 % accordés par la Région flamande
- 15% accordés par la Province et 15 % par la commune

Au Chapitre IV. Pouvoirs locaux et privés (p. 41 - 42) règle au

§ 2. l'attribution de primes attribuées aux pouvoirs régionaux et locaux, en particulier au

2° pour les monuments protégés destinés aux cultes reconnus, séminaires ou presbytères dont le montant s'élève à 90 % avec répartition entre la Région flamande, la province, la commune et autres selon le cas (voir p. 41 2° a) et b)

A l'attention des propriétaires, preneurs de prime potentiels, la Section des Monuments et des Sites a édité une brochure ci-jointe: *DE RESTAURATIE* *premie. Restauratie, Redding voor Monumenten in Nood*, (Prime de restauration : sauvetage de monuments en péril, jointe à la documentation annexe), comportant :

1. Une introduction situant le problème même de la restauration, son sens, sa nature et sa nécessité éventuelle (p. 4-5)
2. Des précisions quant au contenu du dossier de restauration (p. 5-7)
3. Des renseignements pratiques et explications concernant les textes officiels, (p. 8 - 13) avec le texte intégral du décret dans l'encart.
4. Le cheminement du dossier : de son introduction au versement de la prime (p. 14 - 19)

En annexe : les documents du contrat destinés aux preneurs de prime :

1. Secteur privé
2. V.Z.W. (A.S.B.L.) et double prime
3. Ouverture du monument.

3. Exonération fiscale

La publication de GOEDLEVEN E., *Le fisc et le patrimoine culturel*, Liège, 1988, expliquent les possibilités d'exploiter au maximum les déductions fiscales comme remplacement partiel des subsides directs à l'attention des intéressés tels que

1. propriétaires de monuments protégés ou d'immeubles protégés ou classés dans les sites urbains ou ruraux, ou dans les sites protégés;
2. associations qui s'occupent de la sauvegarde des monuments et sites;
3. services publics;
4. sponsors, plus particulièrement les entreprises désirant de faire du sponsoring culturel.

Cette brochure est également fournie en annexe.

2. DONNEES JURIDIQUES (cf. Dossier p. 5) et

4. ETAT DE PRESERVATION

c) Moyens de préservation

1. Financement (cf. Dossier p.35)

En résumé, il convient de rappeler ici :

1. que tous les béguinages sont officiellement protégés, en tout ou en partie
2. que les béguinages appartiennent ,en tout ou en partie, soit à
 - 2.1.une commune, son O.C.M.W ou une fabrique d'église
 - 2.2.des Associations répondant aux critères fixés dans *l' arrêté du gouvernement flamand du 5 avril 1995, modifié par l' arrêt du gouvernement flamand du 15 octobre 1996,*
 - 2.3. des propriétaires privés (maisons...)
2. qu' en tant que tels des primes officielles sont prévues en ce qui concerne l' entretien et les restaurations
 - 2.1 les églises des béguinages, considérées comme édifice de culte, jouissent des barèmes fixés si-dessus
 - 2.2 l' arrêté privilègue les associations au niveau des primes, cf. l' arrêté susmentionné, Chapitre III, art. 13 § 1er et 2
 - 2.3. les monuments protégés "individuellement" et privatisés dans certains béguinages sont couverts par le système de primes défini pour le secteur privé.

La Région flamande assume de la sorte la protection, l' entretien, la conservation et la restauration de tous les Béguinages.

Il a introduit de plus, à partir de 1997, au sein de la Section des Monuments et Sites, un plan de priorité en matière de conservation et mise en valeur des béguinages qui prévoit également la mise en place d' un réseau réunissant les propriétaires et responsables de tous les Béguinages

province	commune	monument	genre de travaux	intervention de la Région	date de l'attribution de la prime	
DOSSIERS DE PROPRIETAIRES / SECTEUR PUBLIC (communes, OCMW)						
W	Brugge	Begijnhof 12	parcelle travaux de construction	4.726.562	27-08-93	
W	Brugge	Begijnhof nrs. 1-3		4.072.920	20-11-95	
W	Brugge	Begijnhof 24,26,28	toitures	1.300.292	20-11-95	
W	Brugge	Begijnhof 24,26,28	charpenterie et huisserie	2.145.022	18-12-95	
W	Brugge	Begijnhof 24,26,28	cheminées et toits du monastère	5.290.610	18-12-95	
W	Kortrijk	het Begijnhof	phase 2: maisons 17/23 et 32/36	44.877.659	15-10-96	
L	Hasselt	het Provinciaal Begijnhof	façades	6.899.716	10-12-93	
L	Hasselt	Begijnhof	Porterie	7.768.200	-	
L	Hasselt	het Provinciaal Begijnhof	traitement humidité capillaire	1.639.898	20-11-95	
L	St. Truiden	provinciale Begijnhofkerk	toitures	4.613.957	6-04-93	
L	St. Truiden	provinciaal begijnhof	Torenhuis	6.157.824	22-12-93	
L	St. Truiden	de provinciale Begijnhofkerk	prévention vol	291.227	17-05-95	
L	Tongeren	de Begijnhofkerk	Phase 1 - extérieur	46.609.200	-	
L	Tongeren	de Sint Ursulakapel Begijnhof	toitures	6.149.893	10-11-95	
A	Hoogstraten	het Begijnhof	voierie et infrastructure	10.581.581	23-11-97	
A	Lier	Begijnhof	fase 3 - lot 2	7.738.316	12-08-93	
A	Lier	de St Margarethakerk Begijnhof		23.023.332	19-03-96	
A	Lier	de St Margarethakerk Begijnhof	prévention vol (1-2a-2c-4-)	3.114.492	6-10-97	
A	Turnhout	het Begijnhof	Musée(maisons n° 55 en 56	5.413.861	5-12-95	
B	Leuven	klein begijnhof				
DOSSIERS PROPRIETAIRES PRIVES / (VZW, particuliers)						
EREN EIGENAAR ZIJN						
A	Antwerpen	Begijnhof woning 31		2.655.074	-	
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 1: St. Aloysius van Gonzaga	1.165.715	18-10-93	
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 2: Heilige Maria	686.949	18-10-93	
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 3: St. Carolus Borromeus	1.109.804	20-06-94	
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 4: Heilige Engel Gabriël	538.366	18-10-93	
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 5: St. Augustinus	615.686	18-10-93	

A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 6: Sinte Theresia	483.557	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 7: IX Koning der Engelen	267.269	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 8: Sinte Lucia	259.356	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 9-10-11: Convent	7.687.535	9-11-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 12: Sint Jozef	669.516	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 13: Sint Jan Evangelist	611.760	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 14: Sint Rochus	555.660	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 15: Sinte Veronique	464.566	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 16: O.L.Vrouw vh H.Hart	650.302	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 17: Sint Jozef	763.218	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 18: Sinte Elisabeth	795.996	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 19: Sinte Cecilia	682.259	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 20: Sint Donatius	401.285	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 21: Sinte Rosalia	452.049	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 22: Sint Cornelius	595.474	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 23: Sinte Gertrudis	815.367	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 24: Sint Johannes Baptist	1.066.927	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 25: Sinte Philomenia	544.518	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 26: Sint Franciscus	1.021.649	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 27: Sint Joannes Berchmans	1.127.040	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 28: Sint Cornelis	694.041	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 29: Sint Johannes	662.892	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 30: Sint Alfonsius	950.005	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 31: Sint Bernardus	741.508	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 32: Sinte Joanna	237.803	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 33: Sint Leonardus	911.864	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 34: infirmerie	1.602.885	9-11-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 35: Sint Joachim	914.560	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 36: O.L.Vrouw Onbevlekt	1.338.989	9-11-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 38: Schuur	721.237	18-10-93
A	Hoogstraten	het Begijnhof	Mur de clôture, pompe et chapelle	6.703.542	9-11-94
A	Hoogstraten	het Begijnhof	nr. 9-10-11: "Convent" - dépendance	1.966.306	- -
B	Aarschot	Begijnhof 15-16	toiture et réparation de lucarne	474.035	23-10-97

B	Aarschot	Begijnhof 17-18	idem	449.894	23-10-97		
O	Dendermonde	Begijnhof	maisons 14, 15, 16	5.683.795	4-05-93		
O	Dendermonde	het Begijnhof	église	1.674.523	27-03-95		
O	Dendermonde	het Begijnhof	phase 2 - 2ème partie	6.376.192	6-12-96		
O	Gent	Begijnhof OLV ter Hoyen / Petit Beg.	phase 1	34.942.345	29-11-93		
O	Gent	Begijnhof OLV ter Hoyen/ idem	phase 2 - Achterstraat	81.743.537	1-05-95		

4. ETAT DE PRESERVATION OU DE CONSERVATION

c) Moyens de préservation

2. Plan de gestion : conservation du site et zone tampon (cf. Dossier général p. 36)

2.1. Conservation du monument et site urbain

Le décret du 3 mars 1976, réglant la protection des monuments et des sites ruraux et urbains, modifié par le décret du 22 février 1995 décrit au

Chapitre IV. Protection des monuments et des sites urbains et ruraux, p. 9 - 14, la procédure de protection passant des projets de liste aux arrêtés de protection, avec une phase de concertation comme indiqué dans le dossier.

L' **Article 5. § 1er** (p. 10) signale que les servitudes imposées en vue de la protection sont mentionnées dans les projets de liste qui seront soumises à l' entité administrative chargée de l' Aménagement du Territoire et de l' Urbanisme et à (aux commune(s) et à la (aux) provinces (**§ 2.** p.10)

L' **Article 7.** (p. 11) indique que le Gouvernement fixe l' arrêté de protection définitive des monuments et des sites urbains et ruraux figurant au projet de liste... Cet arrêté mentionne les prescriptions générales et éventuellement spécifiques en matière de maintien et d' entretien.

Comme indiqué, en p. 36 du dossier, ces prescriptions ont été reprises au point 4. des fiches concernant les cas représentatifs.

L' **Article 8.** (p. 12) établit que l' arrêté de classement comme monument, site urbain ou rural comprend un plan en annexe avec délimitation précise de la zone protégée et mentionne les limitations particulières auxquelles le droit de propriété doit répondre en vue de la conservation des caractéristiques intrinsèques du monument ou du site urbain ou rural.

Pour les cas représentatifs ces délimitations sont reportées sur les plans contenus dans les documents annexes

L' **Article 11.** (p. 13) définit au **§ 1.** l'obligation des propriétaires ou usufruitiers d' un monument protégé ou d' un bien immobilier situé dans un site urbain ou rural, de le maintenir en bon état par les travaux de conservation ou d'entretien nécessaires et de ne pas le défigurer, l'endommager ou le détruire.

Les **§ 2. et 3.** montrent la relation entre l' Aménagement du Territoire et le Ministre ou son délégué (les Monuments et Sites) en ce qui concerne les demandes de permis introduites pour les biens protégés pour lesquels l'avis de Ministre, ou son délégué est impératif.

2.2. Zone tampon

Le terme même ne figure pas dans les textes juridiques concernant la protection des monuments, sites urbains et ruraux ou ceux concernant l'aménagement du territoire.

2.2.1. La définition du site urbain et rural figurant à l' **Art. 2. 3.** du *décret du 3 mars 1976, réglant la protection des monuments et des sites ruraux et urbains, modifié par le décret du 22 février 1995* (cf.p. 8 de la brochure et p. 5 du dossier) montre que tel site tient en fait lieu de zone tampon, puisqu' il représente :

- un groupement d' un ou plusieurs monuments et/ ou de biens culturels, avec leurs éléments environnants ...
 - et/ou les environs visuels directs... qui par leur caractère typique mettent en évidence la valeur intrinsèque du monument et/ou peuvent garantir la conservation et l'entretien du monument du fait de leurs qualités physiques.
- Le contrôle des abords au-delà de ce site délimité s' exerce comme décrit en **d)**

2.2.2. Champ visuel.

L'Arrêté royal du 6 février 1971 concernant les permis de construire soumis à une enquête publique, mentionne à l' Article 3 3° que tous les travaux à effectuer "*dans le champ visuel*" d' un monument ou site protégé, situé dans une zone pour laquelle il n'existe pas de Plan Particulier ou permis de lotissement, doivent être soumis à une enquête publique, ce qui permet à la Division des monuments et Sites de donner son avis.

Dans une réponse à une question parlementaire à ce sujet, le Ministre responsable a précisé la définition du " champ visuel" comme *espace déterminé qu' on peut percevoir d' une seule vue*", tout en faisant remarquer que le monument ou site protégé doit en faire partie intégrale.

(Voir texte en néerlandais en annexe)

4. ETAT DE PRESERVATION OU DE CONSERVATION

d) Protection et Aménagement du Territoire (Dossier général p.36)

Les Béguinages en tant que monument, site ou site urbain protégés, sont parfois, comme indiqué dans de Dossier général p. 36 , repris dans des Plans d'Aménagement, dressés au niveau des communes, conformément à la Loi sur l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme du 29 mars 1962, modifiée par les lois du 22 avril 1970 et 22.12. 1970

(Chapitre IV.)

Ces Plans d'Aménagement qui sont, soit des Plans généraux couvrant l'entièreté de la commune (A.P.A.), soit des Plans Particuliers limités à une zone déterminée (P.P.A. / B.P.A.) , s'inscrivent dans les plans de secteur imposés par la même loi (Chap. III. art. 10, 11); ils en précisent les destinations et options au niveau local (cf. Chapitre IV. art. 14).

Cette politique de conservation intégrée, prônée dans le monde de la conservation depuis les années 1970-80, est concrétisée au sein du Ministère de la Communauté Flamande par l'insertion au sein de de l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement de la Division des Monuments et Sites avec cellules ad hoc dans chaque province qui sont donc à pied d' oeuvre pour les travaux de consultation, accompagnement, contrôle etc...

1.Contexte juridique

Comme mentionné en p. 36 du dossier, tous les Béguinages sont repris dans les plans de secteur, au sein des zones d' habitat, comme zones et sites d' intérêt culturel, historique et/ ou esthétique (ou zone C.H.E.), ce qui leur procure une zone tampon souvent très étendue (cf. infra).

L 'Article 6. 1.2.3. de l'Arrêté royal du 28.12.1972 (cf. texte traduit en annexe) stipule que :

"Dans ces zones, la modification de la situation existante est subordonnée à des conditions particulières résultant de l' intérêt de la conservation".

Il est donc clair que dans ces zones, l'objectif majeur est le maintien du patrimoine culturel et sa mise en valeur.

Conformément à la circulaire ad hoc, la Division de Monuments et Sites sera obligatoirement consultée par le fonctionnaire délégué de la commune en question, pour toute demande concernant les lieux non compris dans les Plans Particuliers d' Aménagement (B.P.A./P.P.A.) et les lotissements. La Division des Monuments et Sites est de ce fait à même d'émettre, outre son avis impératif pour les biens protégés, son avis bien fondé pour les zones C.H.E. non protégées.

Ces avis ne sont pas impératifs, mais les fonctionnaires délégués les prennent en considération pour rédiger, à la demande de la commune, leurs propres avis en matière d'urbanisation et de planologie. En cas de non suivi ou de déviation notoi-res, la Division des Monuments et Sites peut faire appel.

Pour les biens/ sites compris dans les Plans Particuliers d' Aménagement, la commune qui délivre elle-même les permis de construire ou de lotir, doit forcément tenir compte de l'importance culturelle, historique et esthétique du site, faute de quoi le fonctionnaire délégué peut suspendre le permis accordé.

En pratique, ce système des zones C.H.E. mène donc à un respect efficace du patrimoine culturel.

2.2. Application concrète au niveau des Béguinages

(voir cartes et informations plus détaillées jointes à la fiche complémentaire pour les cas représentatifs).

2.1. Un nombre de béguinages est compris, de toute part, dans une zone C.H.E. fort étendue,

2.1.1. couvrant l' entièreté de la ville historique (intra muros) comme à *Brugge* (Bruges), *Gent* (Gand), *Mechelen* (Malines) et *Tongeren* (Tongres)

2.1.2. limitée au centre ville, comme à *Kortrijk* (Courtrai)

2.1.3. jouxtant de plus au Sud-Ouest à une zone de parc à conserver, comme à *Lier* (Lierre)

2.2. D' autres béguinages sont repris dans une zone C.H.E. importante, qui ne les entoure pas pour autant,

2.2.1. zone C.H.E. continue côté Nord et Sud comme à *Leuven* (Louvain) :

2.2.2 zone C.H.E. se prolongeant à l' Ouest, vers le centre ville comme à *Diest*, mais zones de parc côté Sud-Ouest et côté Nord au Sud :

1.2.2.3. zone C.H.E. aux Nord-Ouest, Ouest et Sud du Béguinage de *Hoogstraten*

2.3. Quelques béguinages constituent eux-mêmes la zone C.H.E. , comme à *Dendermonde* (Termonde), *Sint-Amandsberg/ Gent* (Mont-Saint-Amand-lez-Gand), *Sint-Truiden* (Saint-Trond) et *Turnhout*.

3. Politique actuelle et future

3.1.Plans de secteur

Ces plans, sont actuellement en révision, ce qui permet de réexaminer les zones C.H.E. et de les adapter et étendre si nécessaire; tous les béguinages obtiendront de cette manière, à court terme, une zone de protection - ou zone tampon- étendue et efficace.

3.2.Plans au niveau des communes.

Ces plans qui doivent forcément s'inscrire dans les plans de secteur s'aligneront sur ceux-ci en y incluant, si nécessaire, les précisions voulues.

Nombre de communes préparent en ce moment des révisions de leurs Plans Particuliers d' Aménagement et/ou étudient l'élaboration d'un Plan de Structure plus général et plus dynamique consacrant l'attention nécessaire à leur Béguinage qui représente de toute manière une entité historique et socio-culturelle requérant une attention adéquate .

3.3.L' application concrète des dispositions de la circulaire du 8 juillet 1997 relative à la mise en oeuvre des projets de plans et plans de secteur, (cf. texte en annexe) montre l' interaction entre la Division des Monuments et Sites et l' Aménagement du Territoire en ce qui concerne les zones d'habitat (art. 6/ 6.1.2.3.) et les zones et sites d' intérêt culturel, historique et/ ou esthétique - reprises ici comme zones C.H.E. -(1.2.3.) de manière à assurer au maximum dans ces zones l' intérêt de la conservation intégrée. Ces mesures montrent que les zones C.H.E. servent en fait de zones tampons le plus souvent fort étendues, ce qui suppose une approche globale préférable aux délimitations ponctuelles.

(cf. documentation jointe à la fiche complémentaire CAS REPRESENTATIFS).

Textes relatifs aux

O.C.M.W.

(CENTRE PUBLIC D' AIDE SOCIALE)

**OPENBAAR CENTRUM VOOR
MAATSCHAPPELIJK WELZIJN**



Het verzekert niet alleen lenigende of curatieve doch ook preventieve hulp.

Deze dienstverlening kan van materiële, sociale, geneeskundige, sociaal-geneeskundige of psychologische aard zijn.

§ 2. In afwijking van § 1, verleent het centrum slechts de strikt noodzakelijke dienstverlening om het verlaten van het grondgebied mogelijk te maken :

1° aan de vreemdeling die zich vluchteling heeft verklaard en heeft gevraagd als dusdanig te worden erkend doch die niet de toelating heeft om in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven en aan wie een definitief bevel is betekend om het grondgebied te verlaten;

2° aan elke andere vreemdeling die onwettig in het Koninkrijk verblijft en aan wie een definitief bevel is betekend om het grondgebied te verlaten.

Het centrum verwittigt zonder verwijl de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, evenals de betrokken gemeente, van de beslissing van betrokkene om de in het vorige lid bedoelde dienstverlening te aanvaarden dan wel te weigeren.

Aan de maatschappelijke dienstverlening wordt een einde gemaakt vanaf de datum van de uitvoering van het bevel om het grondgebied te verlaten, en ten laatste, vanaf de datum van het verstrijken van de termijn van het definitieve bevel om het grondgebied te verlaten.

Van het bepaalde in het voorgaande lid wordt afgeweken, gedurende de strikt noodzakelijke termijn, om de betrokkene in staat te stellen het grondgebied effectief te verlaten; die termijn mag in geen geval een maand overschrijden.

Er wordt eveneens afgeweken in geval van dringende medische hulp.

§ 3. Het centrum oefent de voogdij uit over of verzekert althans de bewaring, het onderhoud en de opvoeding van de minderjarige kinderen die door de wet, de ouders of overheidsorganen aan het centrum zijn toevertrouwd.

§ 4. Het centrum voert de taken uit die hem door de wet, de Koning of de gemeenteverhoed zijn toevertrouwd.]

(W. 30.XII.1992, art. 151)

HOOFDSTUK IV

TAKEN VAN HET OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN

Afdeling 1

Algemene taken en uitvoering

Art. 57. [§ 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 57ter, heeft het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn tot taak aan personen en gezinnen de dienstverlening te verzekeren waartoe de gemeenschap gehouden is.

[Art. 57bis. De maatschappelijke dienstverlening, die aan een dakloze persoon wordt verstrekt, valt ten laste van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente, waar betrokkene zijn hoofdverblijfplaats heeft; indien betrokkene geen hoofdverblijfplaats heeft, valt bedoelde maatschappelijke dienstverlening ten laste van het centrum van de gemeente, waar de dakloze blijk geeft van zijn intentie om er te verblijven.]

(W. 12.I.1993, art. 5)

[Art. 57ter. De maatschappelijke dienstverlening is niet door het centrum maar door de Staat verschuldigd wanneer de asielvrager of de vreemdeling die niet als vluchteling werd erkend, vrijwillig of krachtens een administratieve beslissing, verblijft in een onthaalcentrum dat door de Staat is belast met het verlenen van de noodzakelijke dienstverlening om een menswaardig leven te kunnen leiden.]

(W. 30.XII.1992, art. 152)

Art. 58. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn verleent hulp aan iedere persoon die zich op het grondgebied bevindt van de door hem bediende gemeente [...], buiten de openbare weg of een openbare plaats, en die, ingevolge ongeval of ziekte, onmiddellijk geneeskundige verzorging nodig heeft; het zorgt ervoor dat die persoon, indien nodig, naar de geschikte verplegingsinrichting wordt overgebracht en erin wordt opgenomen.

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 34)

Art. 59. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn vervult zijn opdracht volgens de meest aangepaste methoden van het maatschappelijk werk en met eerbiediging van de ideologische, filosofische of godsdienstige overtuiging van de betrokkenen:

Art. 60. § 1. De tussenkomst van het centrum is, zo nodig, voorafgegaan van een sociaal onderzoek dat besluit met een nauwkeurige diagnose nopens het bestaan en de omvang van de behoefte aan dienstverlening en de meest passende middelen voorstelt om daarin te voorzien.

De betrokkene is ertoe gehouden elke nuttige inlichting nopens zijn toestand te geven, alsmede het centrum op de hoogte te

brenge van elk nieuw gegeven dat een weerslag kan hebben op de hulp die hem wordt verleend.

[Het verslag van het sociaal onderzoek opgesteld door een maatschappelijk werker bedoeld in artikel 44 geldt tot bewijs van het tegendeel wat betreft de feitelijke vaststellingen die daarin op tegensprekelijke wijze zijn opgetekend.]

(W. 12.I.1993, art. 6)

§ 2. Het centrum verstrekt alle nuttige raadgevingen en inlichtingen en doet de stappen om aan de betrokkenen alle rechten en voordelen te verlenen waarop zij krachtens de Belgische of de buitenlandse wetten aanspraak kunnen maken.

§ 3. Het verstrekt materiële hulp in de meest passende vorm.

[De financiële hulpverlening kan bij beslissing van het centrum worden onderworpen aan de voorwaarden vermeld in artikel 6 van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum.

Indien deze voorwaarden niet worden nageleefd kan het recht op financiële hulp, op voorstel van de maatschappelijk werker belast met het dossier, worden geweigerd of geheel of gedeeltelijk worden geschorst voor een periode van ten hoogste een maand.

In geval van herhaling binnen een termijn van ten hoogste een jaar kan het recht op financiële hulp voor een periode van ten hoogste drie maanden worden geschorst.]

(W. 12.I.1993, art. 6)

§ 4. Het verzekert, met eerbiediging van de vrije keus van de betrokkene, de psychosociale, morele of opvoedende begeleiding die de geholpen persoon nodig heeft om geleidelijk zelf zijn moeilijkheden te boven te komen.

Het houdt rekening met de reeds verstrekte begeleiding en met de mogelijkheid tot voortzetting ervan door het andere centrum of dienst waarin de betrokkene zijn vertrouwen reeds heeft uitgedrukt.

§ 5. [Indien de persoon aan wie hulp wordt geboden niet verzekerd is tegen ziekte en invaliditeit, maakt het de betrokkene lid van een verzekeringsinstelling naar zijn keuze, en bij gebrek aan een dergelijke keuze, van de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzeke-

ring. In de mate van het mogelijke wordt er een persoonlijke bijdrage geëist van de betrokkene.]

(W. 5.VIII.1992, art. 35)

§ 6. [Waar de noodzakelijkheid zich voordoet, richt het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, desgevallend in het kader van een bestaande planning, inrichtingen of diensten op met sociaal, curatief of preventief karakter, breidt deze uit en beheert deze.

De noodzaak tot het oprichten of het uitbreiden van een inrichting of van een dienst moet blijken uit het dossier dat een onderzoek bevat naar de behoeften van de gemeente en/of de streek en naar de gelijkaardige inrichtingen of diensten die reeds in functie zijn, een beschrijving van de wijze van functioneren, een nauwkeurige raming van de kostprijs en van de uitgaven die moeten gedaan worden, alsook, indien mogelijk, inlichtingen die een vergelijking met gelijkaardige instellingen en diensten mogelijk maken.

De oprichting of de uitbreiding van inrichtingen of diensten, die in aanmerking kunnen komen voor het genieten van toelagen op het vlak van hetzij de investeringen, hetzij van de werking, kan alleen beslist worden op basis van een dossier waaruit blijkt dat de door de organieke wetgeving of reglementering voor het toekennen van deze toelagen voorziene voorwaarden, nageleefd zullen worden.

Onverminderd de machtigingen te verkrijgen vanwege andere overheidsorganen, wordt het besluit om een inrichting of een dienst op te richten of uit te breiden voor goedkeuring voorgelegd aan de gemeenteraad [...], zodra het besluit van die aard is dat het een tegemoetkoming uit de gemeentebegroting zal meebrengen of deze zal verhogen].

(K.B. nr. 244, 31.XII.1983, art. 3 - Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 35)

§ 7. Wanneer een persoon het bewijs moet leveren van een periode van tewerkstelling om het volledig voordeel van bepaalde sociale uitkeringen te bekomen, neemt het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn alle maatregelen om hem een betrekking te bezorgen. In voorkomend geval verschaft het deze vorm van dienstverlening door zelf voor de bedoelde periode als werkgever op te treden.

[In afwijking van de bepalingen van artikel 31 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, kunnen de werknemers verbonden krachtens een arbeidsovereenkomst met de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in toepassing van deze paragraaf, door deze centra ter beschikking worden gesteld van de gemeenten of verenigingen zonder winst oogmerk met sociaal of cultureel doel of een andere openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, [een vereniging waarvan sprake in Hoofdstuk XII van deze wet of een openbaar ziekenhuis dat van rechtswege aangesloten is bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten,] voor zover de voorwaarden en de duur van dit ter beschikking stellen worden vastgelegd in een geschrift ondertekend door de werkgever, de gebruiker en de werknemer en opgesteld vóór het begin van het ter beschikking stellen en ter kennis gebracht van de Raad voor Maatschappelijk welzijn.]

(W. 22.XII.1995, art. 34) (1) (2)

(W. 29.IV.1996, art. 168)

(1) Wet 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor werkgelegenheid, B.S. 30.XII.1995, derde uitgave.

Art. 33. § 1. De Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn die in toepassing van artikel 60, § 7 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bijkomende tewerkstelling realiseren, genieten een volledige vrijstelling van de werkgeversbijdragen [van Sociale Zekerheid, [...] gebonden zijn door een arbeidsovereenkomst met het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

(W. 29.IV.1996, art. 165)

§ 2. De Koning bepaalt de modaliteiten en de voorwaarden van de vrijstelling en definieert wat moet verstaan worden onder bijkomende tewerkstelling.

§ 3. De Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn die de voordelen van de bepalingen van dit artikel genieten, kunnen voor dezelfde werknemer niet gelijktijdig het voordeel genieten van:

1. de bepalingen van hoofdstuk II van titel III van de programmawet van 30 december 1988;

2. de bepalingen van hoofdstuk II van titel IV van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen;

3. de bepalingen van titel VII van het koninklijk van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van

.../...

[§ 8. De raad voor maatschappelijk welzijn organiseert, bij huishoudelijk reglement, het in bewaring geven, de bewaring en de teruggave van waarden hetzij op vrijwillige of noodzakelijke basis, die hem ingevolge de artikelen 1915 tot 1954^{quater} van het Burgerlijk Wetboek, kunnen worden toevertrouwd door personen opgenomen in een van zijn instellingen.

De ontvanger is met de inbewaarneming belast of duidt in overleg met de secretaris eventueel de personen aan die, onder zijn verantwoordelijkheid, gelast zijn deze deposito's te ontvangen, te bewaren en terug te geven.]

(W. 5.VIII.1992, art. 35)

[**Art. 60bis.** Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn neemt alle initiatieven met het oog op de bekendmaking van de verschillende door het centrum verstrekte vormen van dienstverlening, en rapporteert hierover jaarlijks in de beleidsnota.]

(W. 5.VIII.1992, art. 36)

Art. 61. Het centrum kan een beroep doen op de medewerking van personen, van inrichtingen of diensten, die, opgericht hetzij door openbare besturen, hetzij op privé-initiatief, in staat zijn de middelen aan te wenden tot verwezenlijking van de verschillende oplossingen die zich opdringen, met eerbiediging van de vrije keuze van de betrokkene.

Het centrum kan de eventuele kosten van deze samenwerking dragen wanneer deze niet in uitvoering van een andere wet, een re-

.../...

6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, bekrachtigd door de wet van 30 maart 1994.

§ 4. De voordelen van dit artikel zijn niet van toepassing op de werknemers tewerkgesteld in een programma voor wedertewerkstelling, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2^o van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot hervorming van de instellingen.

[§ 5. Voor de in § 1 bedoelde werknemers gelden dezelfde bepalingen inzake jaarlijkse vakantie als voor de in het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, bedoelde gesubsidieerde contractuelen.]

(W. 29.IV.1996, art. 165)

(2) Inwerkingtreding W. 22.XII.1995, art. 33 en 34: 1 januari 1996 (zie W. 29.IV.1996, art. 165 § 2 en 166, B.S. 30.IV.1996).

glement, een overeenkomst of een rechterlijke beslissing worden gedekt.

Met hetzelfde doel kan het centrum overeenkomsten sluiten hetzij met een ander openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een ander openbaar bestuur of een instelling van openbaar nut, hetzij met een privé-persoon of een privé-instelling.

Art. 62. [Het centrum kan de instellingen en diensten die binnen het ambtsgebied van het centrum een sociale activiteit of specifieke activiteiten uitoefenen, voorstellen om gezamenlijk een of meer comités in te stellen waarin het centrum en die instellingen en diensten hun werkzaamheden kunnen coördineren en overleg plegen over de individuele of collectieve behoeften en de middelen om daarin te voorzien.]

(W. 12.I.1993, art. 7)

Art. 62bis. [De beslissing inzake individuele hulpverlening genomen door de raad voor maatschappelijk welzijn of door één van de organen aan wie de raad bevoegdheden heeft overgedragen, wordt aan de persoon die de hulp heeft aangevraagd schriftelijk en aangetekend of tegen ontvangstbewijs meegegeeld, op de wijze die door de Koning kan worden bepaald.

De beslissing is met redenen omkleed en vermeldt de mogelijkheid tot het instellen van beroep, de beroepstermijn, de vorm van het verzoekschrift, het adres van de bevoegde beroepsinstantie en de dienst of persoon, die binnen het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan gecontacteerd worden voor het geven van toelichting.]

(W. 5.VIII.1992, art. 38)

Afdeling 2

Voogdij over de kinderen

Art. 63. Iedere minderjarige over wie niemand het ouderlijk gezag, de voogdij of de materiële bewaring heeft, wordt toevertrouwd aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeente waar hij zich bevindt.

Art. 64. De jeugdrechtbank of het comité voor de jeugdbescherming kunnen aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de kinderen toevertrouwen over wie het

centrum reeds de materiële bewaring heeft en van wie de ouders geheel of gedeeltelijk uit het ouderlijk gezag zijn ontzet.

Art. 65. In de gevallen bedoeld in de twee voorgaande artikelen, vervult de raad voor maatschappelijk welzijn de taak die het Burgerlijk Wetboek opdraagt aan de familieraad en wijst hij onder zijn leden een persoon aan die de taak van voogd zal vervullen.

Art. 66. Indien die kinderen goederen bezitten, oefent de ontvanger ten aanzien van die goederen dezelfde functies uit als ten aanzien van de goederen van het centrum. Als waarborg voor de voogdij geldt de zekerheid gesteld door de ontvanger.

Art. 67. De kapitalen die aan die kinderen toebehoren of ten deel vallen, worden belegd bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas of gebruikt voor de aankoop van obligaties of kasbons uitgegeven door de openbare besturen en instellingen opgesomd in artikel 78, § 1, tweede lid.

Art. 68. De voogdij van een lid van de raad voor maatschappelijk welzijn neemt een einde:

1° zodra is voorzien in een voogdij met toepassing van de regels van het Burgerlijk Wetboek;

2° in geval van adoptie, pleegvoogdij, erkenning, wettiging of herstel van de ouders die uit het ouderlijk gezag waren ontzet, in de rechten die hun waren ontnomen.

[Afdeling 3

Voorschotten op en invordering van onderhoudsgelden]

(W. 8.V.1989, art. 1)

[**Art. 68bis.** § 1. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is belast met het toekennen van voorschotten [op een of verscheidene welbepaalde en opeenvolgende termijnen] van onderhoudsgelden en met de invordering van deze onderhoudsgelden.

(W. 29.XII.1990, art. 200)

§ 2. Het recht op de termijnvoorschotten wordt toegekend wanneer de volgende voorwaarden zijn vervuld:

1° [het onderhoudsgerechtigd kind] moet zijn verblijfplaats hebben in België en de burgerlijke meerderjarigheid niet hebben bereikt of, na die leeftijd en tot de leeftijd van vijftienvijf jaar, rechtgevend zijn op kinderbijslag;

(W. 29.XII.1990, art. 200)

2° [de onderhoudsplichtige vader of moeder of de krachtens artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek onderhoudsplichtige persoon] moet zich gedurende twee al dan niet opeenvolgende termijnen in de loop van de twaalf maanden die de aanvraag voorafgaan, onttrokken hebben aan de verplichting tot betaling van een onderhoudsgeld dat hem of haar ten laste is gelegd hetzij bij een uitvoerbare rechterlijke beslissing, hetzij bij de overeenkomst bedoeld bij artikel 1288, 3°, van het Gerechtelijk Wetboek, na overschrijving van de echtscheiding of scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming;

(W. 29.XII.1990, art. 200)

3° [de jaarlijkse bestaansmiddelen van de vader of de moeder die niet de onderhoudsplichtige is, samen met die van het kind, of de jaarlijkse bestaansmiddelen van het kind indien dit meerderjarig is en niet samenwoont met de voornoemde ouder, mogen niet hoger zijn dan 360.000 frank.

Dit bedrag is gekoppeld aan de spilindex 140,77 (rang 57) (basis 100 = gemiddelde van 1981) van de consumptieprijzen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. Het wordt opnieuw berekend op 1 januari van ieder jaar door er de coëfficiënt 1,02 n op toe te passen, waarbij n het verschil in rang weergeeft tussen de op die datum bereikte spilindex en die welke hiervoor is vermeld.]

(W. 29.XII.1990, art. 200)

De Koning kan nochtans, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het in het eerste lid van 3°, bedoelde bedrag verhogen.

§ 3. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit en onder de voorwaarden die Hij bepaalt, het genot van deze [afdeling] uitbreiden tot de echtgenoot of gewezen echtgenoot.

(W. 29.XII.1990, art. 200)

§ 4. Het bedrag van elk van de termijnvoorschotten is gelijk aan het onderhoudsgeld bedoeld in § 2, 2°, de Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het maximumbedrag van het termijnvoorschot.

In geval van gedeeltelijke betaling van een termijn van het onderhoudsgeld ten belope van een bedrag dat lager is dan het door de Koning bepaalde bedrag, is het termijnvoorschot gelijk aan het verschil tussen het bedrag van het onderhoudsgeld bedoeld in § 2, 2°, evenwel beperkt tot het bedrag bedoeld in het vorig lid, en het bedrag van het effectief ontvangen onderhoudsgeld. Geen termijnvoorschot wordt toegekend wanneer het la-

ger is dan het bedrag bepaald door de Koning.

§ 5. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn doet een onderzoek naar de bestaansmiddelen van de personen bedoeld in § 2, 3°, overeenkomstig het bepaalde in artikel 5 van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum.

De bevoegdheid van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt bepaald in hoofde van de vader of de moeder die samenwoont met het kind of desgevallend van het kind zelf indien het alleen woont of samenwoont met andere personen dan de vader of de moeder, overeenkomstig de artikelen 1, 1° en 2 van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de commissies van openbare onderstand.]

(W. 8.V.1989, art. 2)

[Art. 68ter. § 1. [De voorschotten worden toegekend, hetzij op aanvraag van de betrokkene, hetzij ambtshalve, door het bevoegde openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.]

(W. 29.XII.1990, art. 201)

De aanvraag om voorschotten wordt ingediend bij het bevoegde openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, dat binnen de 30 dagen na ontvangst, een met redenen omklede beslissing neemt; deze beslissing heeft uitwerking vanaf de eerste dag van de termijn tijdens dewelke de aanvraag op geldige wijze werd ingediend.

De onderhoudsgerechtigde aan wie voorschotten zijn toegekend, doet onverwijld aangifte van elk nieuw gegeven dat een weerslag kan hebben op het hem toegekend bedrag.

De Koning bepaalt de modaliteiten betreffende de indiening van de aanvraag, de betekening van de voormelde beslissing en de betaling van de voorschotten. Hij bepaalt de te volgen procedure in geval van onbevoegdheid van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat de aanvraag ontvangt.

§ 2. Binnen vijf werkdagen na zijn beslissing tot toekenning van voorschotten stelt het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de onderhoudsplichtige bij aangetekende

brief in gebreke met betrekking tot het voldoen van zijn verplichtingen. Vanaf deze ingebrekestelling zijn enkel de betalingen verricht aan dit centrum bevrijdend voor de onderhoudsplichtige. De voormelde aangetekende brief geldt als ingebrekestelling van de onderhoudsplichtige in de zin van artikel 1139 van het Burgerlijk Wetboek.

De Koning bepaalt de te volgen procedure in geval van bevoegdheidswijziging tussen openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

§ 3. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gaat over tot de invordering van de integrale termijnen van het onderhoudsgeld die aanleiding geven tot de betaling van voorschotten. Te dien einde oefent het alle burgerlijke rechten en vorderingen van de onderhoudsgerechtigde betreffende het onderhoudsgeld uit. Het is bovendien gesubrogeerd in de rechten van de onderhoudsgerechtigde ten belope van de toegekende voorschotten.

Geen enkele invordering mag nochtans geschieden zolang de onderhoudsplichtige het bestaansminimum geniet of indien hij slechts beschikt over bestaansmiddelen die lager liggen of gelijk zijn aan het bedrag van het bestaansminimum waarop hij aanspraak zou kunnen maken.

Bovendien mag deze terugvordering niet tot resultaat hebben dat de onderhoudsplichtige slechts zou beschikken over bestaansmiddelen die lager liggen dan het bedrag van het bestaansminimum waarop hij aanspraak zou kunnen maken.

§ 4. Wanneer de onderhoudsgerechtigde gerechtigd is om, met uitsluiting van de onderhoudsplichtige, diens inkomsten, alsook alle andere hem door derden verschuldigde geldsommen te ontvangen, kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn het vonnis of de overeenkomst bedoeld in artikel 68bis, § 2, 2°, na kennisgeving bij aangetekende brief, tegenwerpen aan alle derden-schuldenaars.

§ 5. Behoudens andersluidende rechterlijke beslissing, kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, ter vergoeding van de administratiekosten, de in te vorderen bedragen verhogen met een percentage op de hoofdschuld dat de 10 percent niet mag overschrijden.

De onderhoudsplichtige die zich niet kwijt van zijn verplichtingen op de vervaldag bepaald in de rechterlijke beslissing of in de overeenkomst bedoeld in artikel 68bis, § 2, 2° is vanaf de ingebrekestelling bedoeld in § 2, een nalatigheidsintrest verschuldigd berekend tegen de wettelijke rentevoet. De intresten blijven door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn verworven.

§ 6. Met het oog op de invordering van de aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn verschuldigde bedragen, moeten de openbare besturen of de instellingen belast met een taak van openbaar nut, op eigen kosten, alle nuttige inlichtingen verstrekken betreffende de inkomsten en de verblijfplaats van de onderhoudsplichtige. De Koning stelt de toepassingsmodaliteiten van deze bepaling vast.

Onverminderd de reglementering met betrekking tot het beroepsgeheim, kan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bij verzoekschrift aan de vrederechter van de woonplaats van de onderhoudsplichtige vragen dat aan de private personen die hij aanwijst, wordt bevolen alle gegevens en stukken mee te delen over het bedrag van de inkomsten of andere goederen van de onderhoudsplichtige.

§ 7. [...].

(Opgeh. W. 29.XII.1990, art. 201)

§ 8. Ten vroegste één maand na de ingebrekestelling bedoeld in § 2, gaat de Administratie van de Belasting over de Toegevoegde Waarde, der Registratie en Domeinen, op aanvraag van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, over tot de invordering van de verschuldigde bedragen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

§ 9. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn stort aan de onderhoudsgerechtigde volgens de modaliteiten bepaald door de Koning, het voorschot op onderhoudsgeld en ieder ingevorderd saldo van het onderhoudsgeld.

§ 10. De onderhoudsgerechtigde kan, volgens de modaliteiten bepaald door de Koning, op elk ogenblik verzaken aan de tussenkomst van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

lijk welzijn. Deze afstand heeft uitwerking vanaf de termijn die volgt op deze verzaking.

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn maakt een einde aan zijn tussenkomst van zodra de in artikel 68bis, § 2, bedoelde voorwaarden niet meer vervuld zijn of de onderhoudsplichtige zich bij het centrum gedurende vier opeenvolgende termijnen gekwetten heeft van zijn verplichtingen. Het zet nochtans de invordering van de onderhoudsgelden voort waarvoor het is tussengekomen.

Wanneer het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zijn tussenkomst beëindigt, stelt het per aangetekende brief de onderhoudsgerechtigde, de onderhoudsplichtige en desgevallend de derden-schuldenaars hiervan in kennis.]

(W. 8.V.1989, art. 3)

[Art. 68quater. Negentig percent van het bedrag van de niet-terugvorderbare voorschotten bedoeld in artikel 68bis komen ten laste van de Staat.

De Koning bepaalt welke voorwaarden als niet terugvorderbaar worden beschouwd en stelt de regels vast volgens welke de Staat zich van voormelde verplichting kwijt.

Voorschotten in mindering op het bedrag dat ten laste komt van de Staat, kunnen worden toegestaan binnen de voorwaarden en volgens de modaliteiten door de Koning bepaald.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, maatschappelijk werkers ter beschikking stellen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en hen belasten met de in de onderhavige [afdeling] bedoelde opdrachten.]

(W. 8.V.1989, art. 4 en W. 29.XII.1990, art. 202)

HOOFDSTUK V

BEROEP

Art. 69. [...]

(Opgeh. W.12.I.1993, art. 8)

Art. 70. [...]

(Opgeh. W.12.I.1993, art. 8)

Art. 71. [Eenieder kan bij de arbeidsrechtbank in beroep gaan] tegen een beslissing inzake individuele dienstverlening te zijnen opzichte genomen door de raad van

het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of door één van de organen aan wie de raad bevoegdheden heeft overgedragen.

(W.12.I.1993, art. 9)

Hetzelfde geldt wanneer één der organen van het centrum één maand, te rekenen van de ontvangst van het verzoek, heeft laten verstrijken zonder een beslissing te nemen.

[Het beroep moet worden ingesteld binnen de maand te rekenen vanaf hetzij de datum van afgifte ter post van de aangetekende brief waarmee de beslissing wordt meedege- deeld, hetzij vanaf de datum van het ontvangstbewijs van de beslissing, hetzij vanaf de datum van het verstrijken van de termijn bepaald in het volgende lid.]

(W.12.I.1993, art. 9)

Het beroep werkt niet schorsend.

[Wanneer het beroep aanhangig is gemaakt door een dakloze persoon, wijst de arbeidsrechtbank, zo nodig, het bevoegde openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn aan, na dit centrum in de zaak te hebben geroepen en onder voorbehoud van de uiteindelijke tenlasteneming van de verstrekte dienstverlening door een ander centrum of door de Staat overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.]

(W. 12.I.1993, art. 9)

Art. 72.-74.

(Opgeh. W. 12.I.1993, art. 8)

HOOFDSTUK VI

BEHEER VAN HET OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN

Afdeling 1

Beheer van de goederen

Art. 75. De goederen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden beheerd en bestuurd op de wijze door de wet vastgesteld voor de gemeentegoederen, onder voorbehoud van de volgende bepalingen.

Art. 76. § 1. [...]

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 39)

De vervreemding van onroerende goederen kan door de hogere overheden niet wor-

den opgelegd dan krachtens een wet, behalve in geval van onteigening ten algemene nutte.

§ 2. [...]

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 39)

Art. 77. [...]

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 39)

Art. 78. § 1. [...]

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 39)

§ 2. De Koning kan, na advies van het college van burgemeester en schepenen, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn machtigen om over te gaan tot onteigeningen te algemene nutte.

[Benevens de ambtenaren van de comités tot aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat, is de gouverneur van de provincie, waar de zetel van het centrum gevestigd is, evenals de burgemeester van de gemeente die door het centrum wordt bediend, bevoegd tot het verlijden van de desbetreffende akte.]

(W. 5.VIII.1992, art. 40)

Art. 79. [De raad voor maatschappelijk welzijn is bevoegd om het kapitaal van het centrum aan te wenden voor de bouw of de aankoop van woningen voor bejaarden, mindervaliden of andere personen die niet zelf in hun huisvesting kunnen voorzien, voor de aankoop van bossen en gronden, voor participaties in bouwmaatschappijen tot nut van het algemeen.

De raad kan het kapitaal van het centrum ook aanwenden met het oog op deelneming in maatschappijen die sociale doeleinden nastreven die verband houden met de taken van het centrum voor maatschappelijk welzijn of die de werking van het centrum ten goede komen, voor zover deze maatschappijen de bepalingen van de artikelen 118 tot en met 135 van de wet eerbiedigen of de vorm aannemen van een intercommunale vereniging.]

(W. 5.VIII.1992, art. 41)

Art. 80. De schenkingen en legaten gedaan aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn zijn onderworpen [aan de aanvaarding van de raad voor maatschappelijk welzijn].

(W. 5.VIII.1992, art. 42)

Indien er verzet is geweest, wordt [de beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn] binnen acht dagen na haar dagtekening bij ter post aangetekend schrijven aan de indiener van het bezwaar betekend.

(W. 5.VIII.1992, art. 42)

Elk bezwaar [wordt] ingebracht uiterlijk dertig dagen na die betekening.

(W. 5.VIII.1992, art. 42)

[...]

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 42)

Bij inbrenging van bezwaren beslist altijd de Koning over de aanneming, de verwerping of de vermindering van de schenking of van het legaat.

De giften bij akte onder de levenden worden altijd voorlopig aangenomen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 12 juli 1931.

Notarissen en andere ministeriële ambtenaren alsmede ontvangers van de erfenisrechten zijn verplicht aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn kennis te geven van de beschikkingen die te hunnen voordele zijn opgemaakt en waarvan zij wegens hun ambt kennis hebben.

De openbare centra voor maatschappelijk welzijn mogen, zonder bijzondere machtiging, giften van hand tot hand ontvangen.

Art. 81. Onverminderd de toepassing van de bijzondere wetten en besluiten, worden de goederen toebehorende aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn verhuurd bij openbare aanbesteding of uit de hand.

[...]

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 43)

Art. 82. [...]

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 44)

Art. 83. [...]

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 44)

Art. 84. § 1. De raad voor maatschappelijk welzijn kiest de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten worden toegewezen en stelt de voorwaarden ervan vast.

[Hij kan die bevoegdheden voor de opdrachten die betrekking hebben op het dagelijks beheer van het centrum overdragen aan het vast bureau, binnen de perken van de daartoe op de gewone begroting ingeschreven kredieten.

In gevallen van dringende spoed die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kan het vast bureau op eigen initiatief de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden uitoefenen. Zijn besluit wordt meegedeeld aan de raad voor maatschappelijk welzijn die er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt.]

(W. 5.VIII.1992, art. 45)

§ 2. De raad voor maatschappelijk welzijn zet de procedure in en wijst de opdracht toe.

[...]

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 45)

De toewijzing van opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten die door de Staat of voor rekening van de Staat worden gesubsidieerd, wordt echter onderworpen aan de goedkeuring van de minister die de toelage verleent.

[...]

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 45)

Art. 85. [...]

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 46)

Afdeling 2

Budgettair en financieel beheer

Art. 86. Het financiële dienstjaar van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn begint op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

De verrichtingen betreffende de invordering van de middelen en de betaling van de uitgaven die op de rekening van het dienstjaar moeten komen, mogen evenwel voortgezet worden tot 31 maart van het volgend jaar.

Als tot een dienstjaar behorend worden alleen aangemerkt de diensten verleend aan en de rechten verkregen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en zijn schuldeisers gedurende het jaar waarnaar het dienstjaar is genoemd.

Art. 87. Onverminderd de toepassing van de bepalingen [van de artikel 91, § 1 en 94] en onder voorbehoud van eventuele door de Koning bepaalde afwijkende regelingen zijn de voorschriften die gelden inzake de gemeentecomptabiliteit, toepasselijk op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

(W. 5.VIII.1992, art. 47)

□ — Voor wat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad betreft, wordt artikel 87 als volgt vervangen bij Ord. 27.IV.1995, art. 2, B.S. 2.IX.1995

«**Art. 87.** Onverminderd de toepassing van de bepalingen van de artikelen 91, § 1 en 94, bepaalt het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de begrotings-, de financiële en boekhoudkundige voorschriften van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

Tenzij het Verenigd College voor één of meer van deze openbare centra voor maatschappelijk welzijn bij wijze van overgangsmaatregel anders bepaalt, blijven van kracht:

1° het besluit van de Regent van 10 februari 1945 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 december 1987;

2° het koninklijk besluit van 27 juni 1983 tot invoering van de functioneel-economische classificering van de ontvangsten en de uitgaven in de begroting en de rekeningen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

3° het ministerieel besluit van 12 juli 1983 tot vaststelling van de genormaliseerde functionele en economische classificering van de ontvangsten en uitgaven voor het opstellen van de begroting en de rekeningen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

4° de ministeriële besluiten van 1 juli 1985, 29 september 1986, 25 januari 1988, 4 november 1988, 31 juli 1989, 31 juli 1990, 28 februari 1992, 27 november 1992 en 15 juli 1993 tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 juli 1983 tot vaststelling van de genormaliseerde functionele en economische classificering van de ontvangsten en uitgaven voor het opstellen van de begroting en de rekeningen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

5° het ministerieel besluit van 29 oktober 1990 tot vaststelling van sommige bepalingen met betrekking tot het opstellen van de koptabel van de begroting van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wat betreft de twijfelachtige verdelingen;

6° het ministerieel besluit van 15 december 1992 houdende uitvoeringsmaatregelen van de bepalingen voorzien in artikel 91, § 1, 3e en 4e lid van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992;

7° het besluit van 25 november 1993 van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke

Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 juli 1983 tot vaststelling van de genormaliseerde functionele en economische classificering van de ontvangsten en uitgaven voor het opstellen van de begroting en de rekeningen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.» □

Art. 88. [§ 1. De raad voor maatschappelijk welzijn stelt ieder jaar, voor het volgende dienstjaar, de begroting van ontvangsten en uitgaven vast van het centrum en van elk ziekenhuis dat onder zijn beheer staat. [Aan deze begrotingen wordt een algemene beleidsnota gehecht evenals het verslag bedoeld in artikel 26bis, § 5.]

(W. 5.VIII.1992, art. 48)

Deze begrotingen worden vóór 15 september van het jaar dat aan het dienstjaar voorafgaat, onderworpen aan de goedkeuring van de gemeenteraad [...].

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 48)

Op de vergaderingen van de gemeenteraad [...] waar de goedkeuring van deze begrotingen op de agenda staat, worden deze toegelicht door de voorzitter van het centrum. Indien de voorzitter geen deel uitmaakt van de gemeenteraad wordt hij hiervan ten minste vijf vrije dagen vóór de dag van de vergadering verwittigd door het college van burgemeester en schepenen.

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 48)

[De beslissing moet aan het centrum worden doorgestuurd binnen een termijn van veertig dagen te rekenen vanaf de dag waarop de begrotingen aan de gemeente werden overgezonden, bij gebreke waarvan de gemeenteraad geacht wordt zijn goedkeuring te hebben verleend.]

(W. 5.VIII.1992, art. 48)

Elke beslissing tot wijziging of tot niet-goedkeuring moet met redenen worden omkleed. Bij niet-goedkeuring door [...] of in geval van wijzigingen aan de begroting wordt het volledig dossier door de zorg van het centrum vóór 15 november van hetzelfde jaar ter goedkeuring overgelegd aan de bestendige deputatie.

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 48)

De gemeenteraad kan op de begroting van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeenten en van de zieken-

huizen die van dit centrum afhangen, ontvangstenramingen en uitgavenposten brengen, deze verminderen, vermeerderen of schrappen en materiële vergissingen rechtzetten.

De bestendige deputatie heeft dezelfde bevoegdheid betreffende de begroting van de [...] openbare centra voor maatschappelijk welzijn en betreffende de begroting van de ziekenhuizen die afhangen van deze centra, van een intercommunale vereniging of een vereniging bedoeld in hoofdstuk XII van deze wet.]

(Opgeh. W. 29.XII.1988, art. 7 en opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 48)

§ 2. Indien na goedkeuring van de begroting kredieten moeten worden uitgetrokken of vermeerderd om het hoofd te bieden aan onvoorziene omstandigheden, gaat de raad voor maatschappelijk welzijn over tot wijziging van de begroting. Die wijziging is onderworpen aan de [goedkeuringen] bepaald in § 1.

(W. 5.VIII.1992, art. 48)

[In de gevallen waar de geringste vertraging onbetwistbaar schade zou berokkenen, kan de raad voor maatschappelijk welzijn met toestemming van het college van burgemeester en schepenen, in de uitgave voorzien onder verplichting om zonder verwijl de nodige kredieten door een begrotingswijziging in te schrijven. In dat geval zal de ontvanger de betaling doen zonder de goedkeuring van de begrotingswijziging af te wachten.]

(W. 5.VIII.1992, art. 48)

§ 3. [Het ontwerp van begroting evenals de bijhorende algemene beleidsnota of het ontwerp van begrotingswijziging en de daarbijhorende verklarende en stavende nota, opgemaakt door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, worden aan ieder lid van de raad voor maatschappelijk welzijn besteld ten minste zeven vrije dagen vóór de dag van de vergadering waarop deze zullen worden besproken.]

(W. 29.XII.1988, art. 7)

§ 4. Blijft de raad voor maatschappelijk welzijn in gebreke de begroting vast te stellen of te voorzien in een begrotingswijziging die nodig blijkt hetzij om het hoofd te bieden aan onvoorziene omstandigheden, hetzij tot betaling van een schuld van het centrum die erkend en opeisbaar is, dan zal worden gehandeld overeenkomstig artikel 113.

[Laat de raad voor maatschappelijk welzijn na om de begroting van het centrum binnen de wettelijk bepaalde termijn vast te stellen, dan kan het college van burgemeester en schepenen het centrum in gebreke stellen. Indien de raad voor maatschappelijk welzijn nalaat om de begroting vast te stellen binnen de twee maanden na de ingebrekestelling, kan de gemeenteraad zich in de plaats stellen van de raad voor maatschappelijk welzijn en de begroting van het centrum vaststellen in de plaats van de raad voor maatschappelijk welzijn. Deze begroting wordt door de gemeenteraad betekend aan de raad voor maatschappelijk welzijn en ter goedkeuring overgelegd aan de bestendige deputatie, die dezelfde bevoegdheid heeft als deze bepaald in § 1, zevende lid.]

(W. 5.VIII.1992, art. 48)

Art. 89. [[De raad voor maatschappelijk welzijn stelt elk jaar de rekening van het voorgaande dienstjaar van het centrum en van elk ziekenhuis dat onder zijn beheer staat vast in een vergadering die plaatsvindt vóór 1 juni.

Tijdens de vergadering waarop de raad deze rekeningen vaststelt brengt de voorzitter verslag uit over de toestand van het centrum en over het gevoerde beheer tijdens het voorgaande dienstjaar, inzake de uitvoering van de begrotingsvooruitzichten [evenals wat betreft de ontvangst en het gebruik van de toelagen toegekend door de Staat in het kader van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum en de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.] Het jaarverslag wordt vooraf samen met de rekening doch met uitsluiting van de verantwoordingsstukken, ten minste zeven vrije dagen vóór de vergadering aan elk raadslid meege-deeld.

(W. 12.I.1993, art. 10)

De door de raad vastgestelde rekeningen worden ten laatste op 1 juni volgend op het sluiten van het dienstjaar onderworpen aan de goedkeuring van de gemeenteraad [...]. Het jaarverslag wordt als toelichting bij de rekeningen aan de gemeenteraad [...] meege-deeld.]

(W. 29.XII.1988, art. 8 en W. 5.VIII.1992, art. 49)

[De beslissing dient aan het centrum door-gestuurd binnen de twee maanden na ont-

vangst van de rekeningen, bij gebreke waar-van de [...] gemeenteraad geacht wordt de goedkeuring te hebben verleend].

(K.B. nr. 244 - 31.XII.1983, art. 5 en opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 49)

[Bij niet-goedkeuring [door de gemeente-raad] worden de rekeningen [samen met de beslissing van de gemeenteraad] door de zorg van het centrum, vóór 1 augustus van het voormelde jaar, ter goedkeuring overgelegd aan de bestendige deputatie, die de rekenin-gen definitief vaststelt.]

(W. 29.XII.1988, art. 8 en W. 5.VIII.1992, art. 49)

Het nazicht van de bewijsstukken door de afgevaardigden van de toezichthoudende overheden gebeurt ter plaatse.

Art. 90. De raad voor maatschappelijk welzijn en de betrokken gemeenteraad [...] kunnen in beroep gaan bij de Koning tegen de onder de artikelen 88 en 89 bedoelde be-sluiten van de bestendige deputatie. Het be-roep moet ingediend worden binnen dertig dagen na de betekening van het betwiste be-sluit.

(W. 5.VIII.1992, art. 50)

De gouverneur kan eveneens bij de Ko-ning in beroep gaan tegen de voormelde be-sluiten van de bestendige deputatie. Zijn be-roep dient evenwel ingediend te worden bin-nen tien dagen na de datum van het besluit dat er het voorwerp van uitmaakt.

Van de beroepen wordt, uiterlijk de dag nadat zij zijn ingediend, door degene die be-zwaar uitbrengt kennis gegeven aan de be-stendige deputatie.

De tenuitvoerlegging van het betwiste be-sluit is geschorst gedurende veertig dagen te rekenen van de dag volgend op die waarop het beroep en de daarbij horende stukken ont-vangen werden. Indien de Koning binnen die termijn geen uitspraak heeft gedaan, wordt het betwiste besluit van de bestendige depu-tatie uitvoerbaar.

Art. 91. § 1. [Geen betaling uit de kas van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn mag geschieden dan op grond van een behoorlijk goedgekeurde op de begroting voorkomende post of bijzonder krediet.

Geen artikel van de uitgaven der begro-ting mag worden overschreden, met uitzon-dering van de ambtshalve opgenomen uitga-ven.

Geen enkele overschrijving mag geschieden dan na een behoorlijk goedgekeurde wijziging van de begroting. In de loop van het ganse begrotingsjaar mag de raad voor maatschappelijk welzijn evenwel interne aanpassingen van de kredieten uitvoeren binnen eenzelfde begrotingsenveloppe zonder het oorspronkelijke totale bedrag van de enveloppe te overschrijden. De lijst van de krachtens deze paragraaf overgeschreven kredieten wordt in bijlage aan de rekening toegevoegd.

Een begrotingsenveloppe omvat de kredieten ingeschreven op de verschillende artikelen die dezelfde economische aard hebben in eenzelfde functionele code: de economische aard wordt vastgesteld aan de hand van de eerste twee cijfers van de economische code.]

(W. 5.VIII.1992, art. 51)

§ 2. Wanneer bij het afsluiten van een dienstjaar sommige posten bezwaard zijn met regelmatig aangegane verbintenissen, wordt het kredietgedeelte dat nodig is om de schuld af te betalen, naar het volgende dienstjaar overgeschreven.

Te dien einde overhandigt de raad voor maatschappelijk welzijn aan de ontvanger vóór 10 april van ieder jaar, in duplo, de per schuldvordering gedetailleerde opgave van de sommen die ten bezware van elke post der afgesloten begroting in de begroting van het volgende dienstjaar moeten worden overgeschreven. Een exemplaar van deze opgave wordt daarna gevoegd bij de rekening van het afgelopen dienstjaar, een ander bij die van het volgend dienstjaar.

Over de aldus overgeschreven kredieten mag beschikt worden zonder een nieuwe beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn en van de toezichthoudende overheden.

Art. 92. Bij weigering van of vertraging in het betaalbaar stellen van het bedrag der uitgaven die de wet aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn oplegt, beveelt de gouverneur de betaling daarvan, na de raad voor maatschappelijk welzijn gehoord te hebben. Zijn beslissing geldt als bevelschrift tot betaling; de ontvanger van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is verplicht, onder zijn persoonlijke verantwoordelijkheid, het bedrag te betalen. Indien hij wei-

gert, kan tegen hem opgetreden worden door middel van een dwangbevel overeenkomstig artikel 46, § 1, laatste lid.

Art. 93. Op het einde van elk trimester moet de raad voor maatschappelijk welzijn, die een of meer van zijn leden daartoe aanstelt, de kas en de boeken van de ontvanger nazien en het proces-verbaal van de vaststellingen opmaken naar een formulier dat is opgelegd door de minister tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort. Dat proces-verbaal wordt aan het college van burgemeester en schepenen gezonden.

Afdeling 3

Afzonderlijk beheer van diensten en inrichtingen

Art. 94. [§ 1. De Koning kan voor sommige diensten en inrichtingen afhangende van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bepaalde regelen treffen in verband met een afzonderlijk beheer, het houden van inventarissen en de boekhouding.

§ 2. De ziekenhuizen die afhangen van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn worden beheerd door een beheerscomité waarvan de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit de samenstelling en de werking bepaalt.

Het beheerscomité dient evenwel dusdanig te worden samengesteld dat de meerderheid van de stemgerechtigde leden tot de raad voor maatschappelijk welzijn behoort; deze worden verkozen overeenkomstig artikel 27, § 3, vierde lid.

Het beheerscomité wordt van rechtswege voorgezeten door de voorzitter van de raad of zijn afgevaardigde.

§ 3. Het beheerscomité van het ziekenhuis is bevoegd om namens de raad voor maatschappelijk welzijn:

a) alle daden van dagelijks beheer te stellen die krachtens de wet niet uitdrukkelijk aan de raad zijn voorbehouden;

b) binnen de goedgekeurde personeelsformatie personeel contractueel aan te werven en te ontslaan;]

(K.B. nr. 244 - 31.XII.1983, art. 6)

[c) zolang de beheersrekening van het ziekenhuis financieel in evenwicht is, besluiten

te nemen inzake de opdrachten voor werken en leveringen van goederen en diensten, tot het maximumbedrag van 5.000.000 frank, met inbegrip van de modaliteiten van financiering van deze opdrachten;]

(W. 30.XII.1988, art. 71)

[d) de kostprijs te bepalen die het ziekenhuis dient te factureren voor de levering van goederen en diensten aan andere diensten en inrichtingen van het centrum of aan derden;

e) met betrekking tot het ziekenhuis de beslissingen te nemen tot toepassing van de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de uitvoering van de programma's ter bevordering van de werkgelegenheid].

(K.B. nr. 430 - 5.VIII.1986, art. 4)

§ 4. [De raad voor maatschappelijk welzijn kan andere bevoegdheden aan het beheerscomité overdragen. Deze overdracht van bevoegdheden kan evenwel steeds geheel of gedeeltelijk worden ingetrokken.]

(K.B. nr. 244 - 31.XII.1983, art. 6)

[§ 4bis. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de bevoegdheden van het Beheerscomité, bedoeld in § 3, onder de door Hem bepaalde voorwaarden, uitbreiden.]

(W. 30.XII.1988, art. 71)

§ 5. [Van iedere beslissing die door het beheerscomité namens de raad voor maatschappelijk welzijn genomen wordt, wordt binnen vijftien dagen een afschrift aan de raad gezonden.

Voor de handelingen van het beheerscomité die namens de raad worden verricht en waarvoor met toepassing van de bepalingen van deze wet, een advies, goedkeuring of machtiging is vereist, dient de beslissing van het beheerscomité rechtstreeks te worden onderworpen aan het oordeel van dezelfde toezichthoudende overheden als dit het geval zou zijn geweest indien de raad daaromtrent zelf een beslissing had genomen.]

(K.B. nr. 244 - 31.XII.1983, art. 71)

§ 6. [De raad voor maatschappelijk welzijn kan geen beslissingen met financiële weerslag voor het ziekenhuis nemen dan nadat het beheerscomité hierover advies heeft uitgebracht. De Koning bepaalt de termijn binnen dewelke het beheerscomité advies dient uit te brengen.

De in het vorige lid vastgestelde procedure geldt eveneens ten aanzien van [de algemene beleidsnota en de verklarende en staveende nota waarvan sprake is in artikel 88, §§ 1 en 3], de benoeming, de bevordering en het in beschikbaarheid stellen van statutaire personeelsleden die voor het ziekenhuis werken, alsmede voor het toepassen van tuchtstraffen op deze personeelsleden.]

(K.B. nr. 244 - 31.XII.1983, art. 6 en W. 29.XII.1988, art. 9)

[Het advies aangaande de beleidsnota's vermeld in het vorige lid kan alleen slaan op het beheer en de uitbating van de instelling die onder de bevoegdheid van het beheerscomité ressorteert.]

(W. 29.XII.1988, art. 9)

[De beslissingen van de raad die afwijken van het advies van het beheerscomité dienen met redenen te worden omkleed.

De in het tweede lid bedoelde bevoegdheden worden evenwel uitsluitend door de raad uitgeoefend ten aanzien van de personeelsleden die in het beheerscomité zitting hebben.

§ 7. De Koning kan voor het beheer van de ziekenhuizen die afhangen van een intercommunale vereniging of van een vereniging opgericht overeenkomstig hoofdstuk XII van deze wet een gelijkaardige regeling uitwerken als voor de ziekenhuizen die afhangen van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn].

(K.B. nr. 244 - 31.XII.1983, art. 6)

§ 8. [Het in paragraaf 2 bedoelde beheerscomité beheert eveneens, overeenkomstig de paragrafen 3 tot en met 6, het gedeelte van een ziekenhuis dat wordt omgeschakeld tot verblijfsdienst voor de opnemings van personen die behoefte hebben aan zorgverlening, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging. In dit geval worden de boekhouding, de thesaurie, de begroting en de rekeningen, alsook het personeelskader van deze verblijfsdienst, gescheiden gehouden van die van het ziekenhuis].

(K.B. nr. 430 - 5.VIII.1986, art. 4)

□ —Voor wat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad betreft, wordt artikel 94, § 8 als volgt aangevuld bij Ord. 22.XII.1995, art. 3, B.S. 7.II.1996.

«Wanneer een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn een ziekenhuis beheert onder de vorm van een vereniging opgericht overeenkomstig hoofdstuk XII van deze wet, wordt het gedeelte van een ziekenhuis dat wordt omgeschakeld tot verblijfdienst voor de opnemings van personen die behoefte hebben aan zorgverlening, zoals bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende andere vormen van verzorging, door het OCMW beheerd.» □

[§ 9. Indien een plan, zoals bedoeld in artikel 113 van de gecoördineerde wet op de ziekenhuizen, niet wordt ingediend, goedgekeurd of uitgevoerd overeenkomstig de regelen uitgevaardigd door de Koning krachtens het voormelde artikel, zal het Beheerscomité van het ziekenhuis worden uitgebreid met deskundigen aangeduid door de Gemeenteraad van de gemeente wier openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn het ziekenhuis beheert.

Onverminderd de verkiezingsmodaliteiten voor de samenstelling van het Beheerscomité van het ziekenhuis, zoals voorzien in artikel 27, § 3, vierde lid, van deze wet, is inzake de leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn lid twee van § 2 van dit artikel niet van toepassing in geval van aanwijzing van de in het vorige lid bedoelde deskundigen.

De Koning bepaalt de regelen voor de toepassing van dit artikel.]

(W. 30.XII.1988, art. 71)

[§ 10. Zolang de beheersrekeningen van het ziekenhuis financieel in evenwicht zijn, kan het Beheerscomité bepaalde van zijn bevoegdheden delegeren aan de directeur van het ziekenhuis. Deze overdracht van bevoegdheden kan evenwel steeds geheel of gedeeltelijk worden ingetrokken.

Voor de handelingen van de directeur die namens het Beheerscomité worden verricht en waarvoor met toepassing van de bepalingen van deze wet, een advies, goedkeuring of machtiging is vereist, dient de beslissing van de directeur rechtstreeks te worden onderworpen aan het oordeel van dezelfde toezichthoudende overheden als dit het geval zou zijn geweest indien het Beheerscomité daaromtrent zelf een beslissing had genomen.]

(W. 30.XII.1988, art. 71)

Art. 95. De openbare centra voor maatschappelijk welzijn kunnen beslissen hun niet-bebouwde onroerende goederen hetzij aan een afzonderlijk eigen beheer te onderwerpen hetzij het beheer ervan toe te vertrouwen aan het bedrijf dat de gronden beheert van de gemeente, zetel van het centrum.

Art. 96. [Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan een bijzondere ontvanger benoemen voor diensten en inrichtingen met afzonderlijk beheer. De bepalingen van artikel 46 zijn op hem van toepassing.]

(W. 5.VIII.1992, art. 52)

HOOFDSTUK VII

TERUGBETALING DOOR PARTICULIEREN VAN DE KOSTEN VAN MAATSCHAPPELIJKE DIENSTVERLENING

Art. 97. [Voor de toepassing van de bepalingen van Hoofdstuk VII dient onder „kosten van de maatschappelijke dienstverlening” te worden verstaan:

1. de betalingen in specien;
2. de kosten van de in natura verleende hulp;
3. de kosten van hospitalisatie;
4. de kosten van huisvesting met inbegrip van die welke gemaakt zijn in de inrichtingen van het centrum;
5. de kosten berekend volgens vooraf vastgestelde algemene tarieven].

(K.B. nr. 244 - 31.XII.1983, art. 7)

Zijn uitgesloten de administratie- en onderzoekskosten, alsmede de kosten van de prestaties van het centrum bedoeld door artikel 60, § 1, 2 en 4.

Art. 98. [§ 1. Onverminderd de toepassing van andere wettelijke en reglementaire bepalingen, bepaalt het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, rekening houdend met de inkomsten van de betrokkene, de bijdrage van de begunstigde in de kosten van de maatschappelijke dienstverlening.

[Deze laatste heeft in ieder geval het recht op een zakgeld, waarvan het bedrag door het centrum wordt vastgesteld.]

(W. 5.VIII.1992, art. 53)

In geval van vrijwillig onjuiste of onvolledige aangifte vanwege de begunstigde, vor-

dert het centrum het geheel van die kosten terug, ongeacht de financiële toestand van de betrokkene.

§ 2. De kosten van de maatschappelijke dienstverlening worden eveneens krachtens een eigen recht door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn verhaald:

— op de onderhoudsplichtigen van de begunstigde tot beloop van het bedrag waartoe zij gehouden zijn voor de verstrekte hulp;

— op degenen die aansprakelijk zijn voor de verwonding of ziekte die het verstrekken van de hulpverlening noodzakelijk heeft gemaakt.

Wanneer de verwonding of ziekte het gevolg is van een misdrijf, kan de vordering terzelfder tijd en voor dezelfde rechtens als de publieke vordering worden ingesteld].

(K.B. nr. 244 - 31.XII.1983, art. 8)

Art. 99. [§ 1. Wanneer een persoon de beschikking krijgt over inkomsten krachtens rechten die hij bezat tijdens de periode waarvoor hem hulp werd verleend door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, vordert dit laatste de kosten van de hulpverlening van hem terug tot beloop van het bedrag van de bovenbedoelde inkomsten, rekening houdend met de vrijgestelde minima].

(K.B. nr. 244 - 31.XII.1983, art. 9)

§ 2. Met afwijking van artikel 1410 van het Gerechtelijk Wetboek, treedt het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, dat een voorschot toekent op een pensioen, of op enige andere sociale uitkering, van rechtswege en tot het bedrag van dat voorschot, in de rechten op de achterstallende die de gerechtigde kan doen gelden.

Art. 100. [§ 1.] [Elke materiële individuele dienstverlening ten voordele van een begunstigde die roerende of onroerende goederen nalaat, geeft aanleiding tot een vordering tot verhaal op zijn erfgenamen of legatarissen, van de daaraan verbonden kosten door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gemaakt gedurende de laatste vijf jaren vóór zijn overlijden, of een gedeelte ervan, maar slechts ten belope van het actief van de nalatenschap].

(K.B. nr. 244 - 31.XII.1983, art. 10 en W. 5.VIII.1992, art. 54)

[§ 2. De roerende goederen, zoals onder meer contant geld, juwelen en andere voorwerpen, meegebracht door de zieken en door de kostgangers overleden in de instellingen van het centrum en die er geheel of gedeeltelijk ten laste van het centrum verzorgd of gehuisvest waren, worden door het centrum bewaard gedurende drie jaar te rekenen vanaf het overlijden.

§ 3. De erfgenamen en legatarissen van de zieken en kostgangers waarvan de verzorgings- en onderhoudskosten werden vereffend, kunnen hun rechten laten gelden op alle zaken bedoeld in § 2.

§ 4. Bij gebreke van erfgerechtigden, of indien de zaken bedoeld in § 2, meegebracht naar het centrum, niet werden teruggevraagd binnen de termijn van drie jaar na het overlijden, behoren deze goederen van rechtswege het centrum toe.

Dezelfde roerende goederen nagelaten door een overleden persoon voor wiens rekening het centrum opdracht heeft gekregen van de vrederechter om de gehuurde plaatsen te ontruimen die deze bewoonde voor zijn overlijden, behoren, nadat voornoemde termijn verstreken is, het centrum toe.]

(W. 5.VIII.1992, art. 54)

[**Art. 100bis.** § 1. De Koning kan regels en voorwaarden vaststellen betreffende:

a) de berekening van de kosten van de maatschappelijke dienstverlening bedoeld onder 2°, 4° en 5°, van artikel 97;

b) het bepalen van de bijdrage van de begunstigde zoals bedoeld in artikel 98, § 1;

c) het verhaal op de begunstigde, de onderhoudsplichtigen of op zijn debiteurs zoals bepaald in artikel 98, § 2, en artikel 99, § 1.

§ 2. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan slechts afzien van het bepalen van de bijdrage van de begunstigde, van de terugvordering of het verhaal bedoeld in de artikelen 98, 99 en 100, bij een individuele beslissing en om redenen van billijkheid die in de beslissing worden vermeld.

Het openbaar centrum moet niet optreden wanneer de kosten of inspanningen hieraan verbonden niet opwegen tegen het verwachte resultaat].

(K.B. nr. 244 - 31.XII.1983, art. 11)

Art. 101. De terugbetaling van de kosten van maatschappelijke dienstverlening kan gewaarborgd worden door een wettelijke hypotheek op al de voor hypotheek vatbare goederen die aan de begunstigde van de dienstverlening toebehoren of van zijn nalatenschap afhangen.

Deze hypotheek heeft slechts gevolg vanaf de dag van haar inschrijving.

Ten opzichte van de erfgenamen of legatarissen van de begunstigde, die tot betaling van de schuldvordering gehouden zijn, kan deze hypotheek te allen tijde geldig ingeschreven worden. Onverminderd de bepalingen van artikel 112 van de hypothecaire wet van 16 december 1851, wordt de inschrijving, wanneer ze binnen drie maanden na het overlijden gevorderd wordt, onder de naam van de overledene genomen, zonder dat de erfgenamen of legatarissen nader moeten bepaald worden in de borderellen die aan de hypotheekbewaarder dienen te worden overgelegd. In dit geval wordt de overledene door zijn naam, voornamen en door de data en plaatsen van zijn geboorte en overlijden aangeduid.

[Behalve wanneer de raad voor maatschappelijk welzijn beslist dat geen inschrijving van de wettelijke hypotheek dient te geschieden, wordt die inschrijving door de ontvanger van het centrum gevorderd voor het door hem te bepalen bedrag; de onroerende goederen waarop de inschrijving wordt gevorderd, worden in de borderellen individueel aangewezen door de vermelding van hun aard, het arrondissement, de gemeente en de plaats waar ze gelegen zijn, alsmede van hun kadastrale aanduiding.

De inschrijving wordt doorgehaald of verminderd en de rang wordt afgestaan krachtens de toestemming van de hierboven bedoelde ontvanger. De vordering, te dien einde opgesteld door deze laatste en neergelegd op het kantoor van de hypotheekbewaarder, vormt de authentieke akte bedoeld door de artikelen 92 en 93 van de hypotheekwet van 16 december 1851.

De kosten betreffende de inschrijving, de doorhaling, de vermindering en de rangafstand komen ten laste van het betrokken openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.]

(W. 5.VIII.1992, art. 55)

Art. 102. De vordering tot terugbetaling bedoeld in de artikelen 98 en 99 verjaart

overeenkomstig artikel 2277 van het Burgerlijk Wetboek.

De vordering bedoeld in artikel 98, § 2, laatste lid, verjaart overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV van de wet van 17 april 1878 houdende voorafgaandelijke titel van het Wetboek van Strafvordering.

[De vordering bedoeld in artikel 100, § 1, verjaart drie jaar na het overlijden van de betrokkene.]

(W. 5.VIII.1992, art. 56)

[Deze verjaringen kunnen gestuit worden door een aanmaning gedaan hetzij bij een ter post aangetekende brief, hetzij tegen ontvangstbewijs.]

(W. 5.VIII.1992, art. 56)

Art. 103. De inkomsten van de goederen en van de kapitalen die toebehoren aan de kinderen, die toevertrouwd zijn aan een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of onder zijn voogdij staan, kunnen tot het vertrek van die kinderen ten bate van dit centrum geïnd worden tot beloop van de gemaakte kosten.

Art. 104. § 1. Indien het kind dat aan een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is toevertrouwd of onder zijn voogdij staat, overlijdt en geen enkele erfgenaam zich aanmeldt, behoren zijn goederen toe aan dit centrum dat daarvan in bezit kan gesteld worden op verzoek van de ontvanger en op de conclusies van het openbaar ministerie.

Erfgenamen die zich later zouden aanmelden, kunnen slechts de opbrengsten vanaf de dag van hun aanvraag terugvorderen. Deze moet, op straffe van verjaring, ingediend worden binnen [drie] jaar na het overlijden van het kind.

(W. 5.VIII.1992, art. 57)

§ 2. De erfgenamen die de nalatenschap zouden verkrijgen, moeten het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn vergoeden, ten belope van het actief van die nalatenschap, voor de uitgaven waartoe het overleden kind aanleiding heeft gegeven gedurende de laatste [vijf] jaren vóór zijn overlijden, onder voorbehoud van aftrekking van de door het centrum gedurende diezelfde periode ontvangen inkomsten.

De vordering van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn verjaart [drie]

jaar na de datum van het overlijden van het kind.

(W. 5.VIII.1992, art. 57)

HOOFDSTUK VIII

FINANCIERING

Art. 105. Na verdeling van het Gemeentefonds onder de gewesten, wordt een deel van het aan elk gewest toegekend fonds, onder de benaming „Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn” omgeslagen over de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het gewest.

[Elke Gewestexecutieve stelt, voor haar Gewest, het percentage vast dat aan het Bijzonder Fonds wordt toegekend. Bovendien, stelt de Executieve van het Waalse Gewest het percentage vast dat respectievelijk aan het Bijzonder Fonds voor de Franse Gemeenschap en het Bijzonder Fonds van de Duitstalige Gemeenschap wordt toegekend; evenwel zal het aan de Duitstalige Gemeenschap toegewezen bedrag nooit geringer zijn dan datgene dat in 1980 werd toegewezen, aangepast aan de procentuele verandering van de gemiddelde index van de consumptieprijzen.

De objectieve normen voor de verdeling van deze percentages worden vastgesteld door:

1° de Vlaamse Executieve, voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Vlaamse Gewest;

2° de Executieve van de Franse Gemeenschap, voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest.

Wanneer deze gelegen zijn in één van de gemeenten van het Duitse taalgebied, zoals omschreven in artikel 5 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, worden de objectieve normen voor de verdeling vastgesteld door de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap;

3° de bevoegde overheid voor het tweetalig gebied van Brussel-Hoofdstad, voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in dat gebied gevestigd].

(W. 31.XII.1983, art. 80)

□ — Art. 105 is, wat het Vlaamse Gewest betreft, opgeheven m.i.v. 14 mei 1996 bij art. 21, § 1, 5° van het Decr. 14 mei 1996 tot vaststelling van de regelen inzake de werking en de verdeling van het Sociaal Impulsfonds, B.S. 1.VI.1996. □

Art. 106. § 1. Wanneer het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn niet over voldoende middelen beschikt om de uitgaven te dekken die voortkomen uit de vervulling van zijn opdracht, wordt het verschil gedragen door de gemeente [...].

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 58)

§ 2. Het verschil bedoeld in voorgaande paragraaf wordt geraamd in de begroting van het centrum.

Een dotatie voor dit centrum gelijk aan het bedrag van bovenbedoeld verschil wordt in de uitgaven van de gemeentebegroting ingeschreven.

[...]

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 58)

De dotatie wordt aan het centrum in maandelijks schijven uitbetaald.

§ 3. [...].

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 58)

Art. 107. In afwijking van de bepalingen van artikel 46, § 1, eerste lid, mogen de sommen die aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toekomen uit het Bijzonder Fonds en in het algemeen alle sommen die de Staat, de provincies en de gemeenten om niet verlenen aan deze centra rechtstreeks gestort worden aan de naamloze vennootschap „Gemeentekrediet van België” voor

boekings op de onderscheiden rekeningen van de gerechtigde openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Dezelfde vennootschap is gemachtigd het bedrag van de schulden, door openbare centra voor maatschappelijk welzijn tegenover haar aangegaan ambtshalve in mindering te brengen van het tegoed van de rekeningen die zij ten behoeve van die centra heeft geopend.

HOOFDSTUK IX

HET ADMINISTRATIEF TOEZICHT

Art. 108. De Minister, tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort, beschikt over een inspectiedienst, die belast is met het toezicht op en de controle van de werking van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en van de verschillende diensten en inrichtingen die ervan afhangen.

Te dien einde hebben de inspecteurs onder meer het recht deze diensten en inrichtingen te bezoeken en, in het algemeen, alle inlichtingen in te winnen die zij nodig hebben om hun taak te vervullen.

Zij verstrekken de centra advies inzake alle vraagstukken die betrekking hebben op het uitvoeren van hun opdracht.

Art. 109. Het College van burgemeester en schepenen heeft eveneens de opdracht, toezicht en controle uit te oefenen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Dit toezicht brengt het recht mede, voor het lid door dit college afgevaardigd, alle inrichtingen te bezoeken, kennis te nemen, ter plaatse zelf, van alle stukken en bescheiden [met uitzondering van de dossiers van individuele hulpverlening en verhaal] en erover te waken dat de centra de wet naleven en niet afwijken van de wilsbeschikking van de schenkers en erflaters betreffende de wettelijk gevestigde lasten.

(W. 5.VIII.1992, art. 59)

[Het lid door het college afgevaardigd is tot geheimhouding verplicht.]

(W. 5.VIII.1992, art. 59)

Art. 110. De overheid die met betrekking tot een beslissing van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn genomen in toepassing van deze wet een ongunstig advies verleent of haar machtiging of goedkeu-

ring onthoudt, dient haar beslissing te motiveren. Wanneer binnen de bij de wet bepaalde termijn van geen advies of beslissing kennis wordt gegeven, wordt de toezichthoudende overheid geacht een gunstig advies of de vereiste machtiging of goedkeuring te hebben verleend.

Wanneer de termijn niet is bepaald, [bedraagt die veertig dagen] vanaf de dag waarop de akte aan de bevoegde overheid werd toegezonden; deze laatste kan echter de eerste termijn [met veertig dagen verlengen], indien zij, vóór het verstrijken van die eerste termijn, ter kennis brengt dat zij slechts binnen de verlengde termijn uitspraak kan doen.

(W. 5.VIII.1992, art. 60)

[...]

(Opgch. W. 5.VIII.1992, art. 60)

Art. 111. {§ 1. Van iedere beslissing van [het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn,] met uitzondering van de beslissingen tot individuele dienstverlening en verhaal, en van elke beslissing van het beheerscomité van het ziekenhuis met toepassing van artikel 94, § 4, wordt binnen vijftien dagen een afschrift gezonden aan het college van burgemeester en schepenen en aan de provinciegouverneur.

(W. 5.VIII.1992, art. 61)

□ — Zie Besluit van de Waalse Regering van 4 mei 1995 tot uitvoering van artikel 111, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. (B.S. 19.VII.1995). □

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen kan, bij een met redenen omkleed besluit, de uitvoering schorsen van elke beslissing bedoeld in § 1, [die het gemeentelijk belang en, inzonderheid, de financiële belangen van de gemeente schaadt.]

(W. 5.VIII.1992, art. 61)

De schorsingsbevoegdheid van het college kan evenwel niet uitgeoefend worden in geval van beslissingen die met toepassing van deze wet onderworpen zijn aan de goedkeuring of de machtiging van de toezichthoudende overheid.

In deze gevallen kan het college van burgemeester en schepenen zijn advies uitbrengen op de zitting van de gemeenteraad of binnen de dertig dagen bij de toezichthoudende overheid.

Het schorsingsbesluit moet worden genomen binnen dertig dagen nadat het besluit op

het gemeentebestuur is ingekomen; van het schorsingsbesluit wordt dadelijk kennis gegeven aan het centrum, aan de bestendige deputatie en aan de gouverneur. Het regelmatig geschorste besluit kan eveneens worden ingetrokken.

Indien de raad voor maatschappelijk welzijn zijn beslissing handhaaft, wordt deze medegedeeld aan het college van burgemeester en schepenen, aan de gouverneur en aan de bestendige deputatie, welke deze beslissing binnen de veertig dagen kan vernietigen bij een met redenen omkleed besluit.

Na het verstrijken van deze termijn is de schorsing van het college van burgemeester en schepenen opgeheven, onverminderd de toepassing van de bepalingen van § 3 van dit artikel.]

(K.B. nr. 244 van 31.XII.1983, art. 12)

[§ 2bis. De bepalingen van paragraaf 2 zijn niet van toepassing op de ziekenhuizen die afhangen van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zolang de met toepassing van artikel 89 goedgekeurde rekeningen aantonen dat de exploitatie ervan in evenwicht is.

Paragraaf 2 houdt op van toepassing te zijn of wordt opnieuw van toepassing, al naar het geval, vanaf het ogenblik dat de rekeningen goedgekeurd of definitief vastgesteld zijn met toepassing van artikel 89].

(K.B. nr. 430 van 5.VIII.1986, art. 5)

§ 3. De gouverneur kan bij een met redenen omkleed besluit, de uitvoering schorsen van het besluit waarbij een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

Het schorsingsbesluit moet worden genomen binnen veertig dagen nadat het besluit op het provinciaal gouvernement is ingekomen; van het schorsingsbesluit wordt dadelijk kennis gegeven aan het centrum; de raad neemt er onverwijld kennis van en kan het geschorste besluit rechtvaardigen. Het regelmatig geschorste besluit kan eveneens worden ingetrokken.

Na verstrijken van de in artikel 112, tweede lid, gestelde termijn, is de schorsing opgeheven.

De termijn van veertig dagen begint slechts te lopen nadat de bestendige deputatie heeft medegedeeld dat het geschorste besluit niet werd vernietigd overeenkomstig § 2, vierde lid, van dit artikel].

(K.B. nr. 244 van 31.XII.1983, art. 12)

Art. 112. De Koning en, voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wier gebiedsomschrijving volgens de jongste tienjaarlijkse volkstelling minder dan twintigduizend inwoners telt, de provinciegouverneur, kunnen bij een met redenen omkleed besluit, de beslissing vernietigen waarbij een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

Het vernietigingsbesluit moet worden genomen binnen veertig dagen nadat het besluit op het provinciaal gouvernement is ingekomen of, in voorkomend geval, binnen veertig dagen nadat het door de gouverneur of door de bestendige deputatie is goedgekeurd of nadat het besluit waarbij de raad voor maatschappelijk welzijn kennis heeft genomen van de schorsing, op het provinciaal gouvernement is toegekomen.

Het door de gouverneur genomen vernietigingsbesluit wordt bij uittreksel bekendgemaakt in het Bestuursmemoriaal van de provincie en aan de betrokkenen wordt er kennis van gegeven. Het kan, onverminderd de onmiddellijke toepassing ervan, door de Koning vernietigd worden binnen de termijn van één maand, te rekenen van de dag waarop een uitgifte ter kennisgeving bij ter post aangetekende zending aan het centrum is doorgestuurd.

Na het verstrijken van de in het tweede lid bepaalde termijn kunnen de besluiten van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, behoudens beroep bij de Raad van State, alleen door de wetgevende macht worden vernietigd.

Art. 113. Na twee achtereenvolgende, uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen, kan de gouverneur een of meer commissarissen gelasten zich ter plaatse te begeven, op de persoonlijke kosten van de raadsleden of van de personeelsleden van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn die verzuimd hebben aan de waarschuwingen gevolg te geven, teneinde de gevraagde inlichtingen of opmerkingen in te zamelen of de maatregelen ten uitvoer te brengen die zijn voorgeschreven bij de wetten en algemene verordeningen.

[Als een in het vorige lid bedoelde maatregel het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeenten Komen-Waasten of Voeren betreft, neemt de gouverneur zijn beslissing op eensluidend advies van het in artikel 131bis van de provinciewet bedoelde college van provinciegouverneurs.]

(W. 9.VIII.1988, art. 18)

De invordering van de bovenbedoelde kosten geschiedt, zoals inzake directe belastingen, door de Rijksontvanger nadat de provinciegouverneur het bevelschrift uitvoerbaar heeft verklaard.

In alle gevallen staat beroep open bij de Koning.

HOOFDSTUK X

BETWISTE ZAKEN EN RECHTSGEDINGEN

Art. 114. De beslissingen van de gouverneur genomen met toepassing [van de artikelen 40 en 42] worden door zijn zorgen ter kennis gebracht aan het betrokken openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en aan het betrokken college van burgemeester en schepenen.

(W. 5.VIII.1992, art. 62)

Indien bij gebrek aan een beslissing van de gouverneur, het besluit van het centrum met toepassing van artikel 110 geacht wordt een stilzwijgende machtiging of goedkeuring te hebben verkregen, wordt hiervan door dit centrum kennis gegeven aan het betrokken college van burgemeester en schepenen.

Tegen de beslissingen van de gouverneur en tegen de bedoelde stilzwijgende machtiging of goedkeuring staat voor het centrum en het college van burgemeester en schepenen een beroep open bij de Minister die het maatschappelijk welzijn in zijn bevoegdheid heeft. Dit beroep moet op straffe van nietigheid worden ingediend binnen vijftien dagen na de dag waarop de bij de eerste twee leden van dit artikel bedoelde kennisgeving ontvangen werd.

[...]

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 62)

De Minister dient te beslissen binnen veertig dagen na de dag dat het beroep hem werd betekend. Die termijn kan worden verlengd met één maand bij een met redenen omklede beslissing genomen voor hij verstrijkt.

Bij gebrek aan een ministerieel besluit tussengekomen binnen de voorgeschreven termijnen, is de beslissing van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn uitvoerbaar.

Art. 115. § 1. [...].

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 63)

§ 2. In afwijking van artikel 28, vierde lid, worden de rechtsgedingen als eiser inzake de verrichtingen waarvan sprake in artikel 46, § 1, alsmede die inzake het beheer van de goederen en de terugvordering van de kosten voor verleende hulp, overeenkomstig de beslissing van de raad voor maatschappelijk welzijn, in naam van het centrum gevoerd op vervolging en benaerstiging van de ontvanger of, in voorkomend geval, van de bijzondere ontvanger bedoeld door artikel 96.

In geval van verhindering of afwezigheid van een van die ambtenaren, worden de in het vorige lid bedoelde handelingen verricht door de ambtenaar die de voornoemde ontvanger onder zijn aansprakelijkheid heeft aangeduid of door de waarnemende ontvanger; bij gebreke hiervan wordt daartoe een ambtenaar afgevaardigd door de raad voor maatschappelijk welzijn.

HOOFDSTUK XI

HOGE RAAD VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN EN STUDIEDIENST

Art. 116. [Bij de Minister tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort wordt een hoge raad voor maatschappelijk welzijn ingesteld belast met het geven van advies aan de Minister over alle hem aanbelangende aangelegenheden in verband met het beleid inzake maatschappelijk welzijn.

De instelling en de bevoegdheden van die raad worden door de Koning geregeld.]

(W. 22.VI.1987, enig artikel)

Art. 117. In het Ministerie tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort is er een studiedienst, die onder meer belast is met het systematisch volgen van de bedrijvigheid der openbare centra voor maatschappelijk welzijn, teneinde daaruit de objectieve criteria af te leiden met het oog op de toepassing van deze wet.

Deze dienst is er eveneens mede belast de evolutie van de sociale noden te bestuderen, een repertorium op te maken van de instellingen en werken van maatschappelijke dienstverlening en hierover een documentatie bij te houden ten dienste van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en van eenieder die erom verzoekt.

HOOFDSTUK XII

VERENIGINGEN

Art. 118. Een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kan, om een van de opdrachten uit te voeren die door deze wet aan de centra zijn toevertrouwd, een vereniging tot stand brengen met een of meer andere openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met andere openbare besturen en/of met rechtspersonen andere dan die welke winstoogmerken hebben.

Art. 119. [Het met redenen omkleed besluit van de raad of de raden voor maatschappelijk welzijn tot oprichting van de in het vorig artikel bedoelde vereniging en de statuten van de vereniging zijn onderworpen aan de goedkeuring van de betrokken gemeenteraad of gemeenteraden en aan de goedkeuring van de bevoegde bestendige deputatie(s).

Tegen de beslissing van de bestendige deputatie kan in beroep worden gegaan overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 90.

Het besluit tot toetreding tot een bestaande vereniging is enkel onderworpen aan de goedkeuring van de betrokken gemeenteraad.]

(W. 5.VIII.1992, art. 64)

Art. 120. De statuten van de vereniging [vermelden]:

(W. 5.VIII.1992)

1. de benaming, de zetel en de duur van de vereniging;

2. het doel of de doeleinden waarvoor zij is opgericht;

3. de nauwkeurige aanduiding van de deelgenoten, van hun inbrengsten, verbintenissen en bijdragen;

4. de voorwaarden tot het toetreden en het uittreden van de deelgenoten;

5. de bevoegdheid van de algemene vergadering en de wijze waarop deze wordt bijeengeroepen alsmede de wijze waarop haar besluiten ter kennis van de leden en van derden worden gebracht;

6. de betrekkingen van de vereniging met haar leden inzake de mededeling van de documenten die aan de algemene vergadering worden voorgelegd;

7. de bevoegdheden van de raad van beheer; de wijze van benoeming en van afzetting van zijn leden, alsmede de aansprakelijkheid van de beheerders;

8. de financiële en boekhoudkundige regels, voor zover zij niet door de wet zijn bepaald;

9. de na te komen regelen tot het wijzigen van de statuten;

10. de bestemming van het vermogen van de vereniging ingeval ze zou ontbonden worden.

De statuten worden in een authentieke akte vastgesteld.

Art. 121. De vereniging bezit rechtspersoonlijkheid. Zij kan onder meer, onder dezelfde voorwaarden als de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, subsidies van de openbare besturen en schenkingen en legaten ontvangen alsmede leningen aangaan.

[**Art. 121bis.** Al de akten, facturen, aankondigingen, publicaties en andere stukken uitgaande van de vereniging vermelden de benaming van de vereniging met, onmiddellijk daarvoor of daarna de leesbaar en voluit geschreven woorden: „Vereniging onderworpen aan de wet van 8 juli 1976”.]

(W. 5.VIII.1992, art. 66)

Art. 122. De bepalingen van de artikelen 119, 120 en 134 zijn van toepassing op de wijzigingen van de statuten.

Elke wijziging die voor de deelgenoten een verzwaring van hun verplichtingen of een vermindering van hun rechten in de vereniging meebrengt, moet vooraf hun instemming bekomen.

Art. 123. In geval van wijziging van de doeleinden waarvoor de vereniging werd opgericht, kan elke deelgenoot zich uit de vereniging terugtrekken door zijn ontslag in te dienen bij de raad van beheer.

Hij zal de tegenwaarde ontvangen van zijn eventuele inbreng in de vereniging, geraamd volgens de boekhoudkundige waarde op het ogenblik van het ontslag. Hij kan evenwel de teruggave niet eisen van de betaalde bijdragen.

Art. 124. De openbare centra voor maatschappelijk welzijn zijn in de organen van de vereniging vertegenwoordigd door leden van hun raad voor maatschappelijk welzijn.

Deze leden worden door de raad aange-
duid volgens de regels bepaald bij artikel 27,
§ 3, voor de verkiezing van de leden van het
vast bureau.

Art. 125. Ongeacht de verhouding van de
inbreng van de verschillende deelgenoten,
beschikken de openbare rechtspersonen
steeds over de meerderheid van de stemmen
in de verschillende bestuurs- en beheersorga-
nen van de vereniging.

[Wanneer een vereniging wordt opgericht
met het oog op het exploiteren van een zie-
kenhuis of van een gedeelte van een zieken-
huis, beschikken de openbare rechtspersonen
over ten minste de helft van de stemmen in de
verschillende bestuurs- en beheersorganen
van de vereniging.

Indien de andere deelgenoten dan de
openbare rechtspersonen over de helft van de
stemmen beschikken in de verschillende be-
stuurs- en beheersorganen van de vereniging,
dan kan maximaal 50 procent van het vastge-
stelde tekort in de beheersrekeningen van het
ziekenhuis worden gedekt overeenkomstig
de regelen voorzien in artikel 13, § 2bis, van
de wet van 23 december 1963 op de zieken-
huizen].

(K.B. nr. 430 - 5.VIII.1986, art. 6)

□ — Thans art. 109 van de wet op de ziekenhuizen,
zoals gecoördineerd op 7 augustus 1987 (*B.S.*
van 7 oktober 1987) □

Art. 126. § 1. Onverminderd de toepas-
sing van andersluidende bijzondere statutaire
voorschriften, worden de in dit hoofdstuk be-
doelde verenigingen beheerd volgens dezelf-
de regelen als de openbare centra voor maat-
schappelijk welzijn en zijn zij onderworpen
aan dezelfde controle en hetzelfde admini-
stratief toezicht.

[Voor de ziekenhuizen die afhangen van
een vereniging wordt het administratief toe-
zicht evenwel beperkt tot de toepassing van
de artikelen 111, § 1 en 3, 112 en 113, zolang
de rekeningen aantonen dat de exploitatie in
evenwicht is].

(K.B. nr. 430 - 5.VIII.1986, art. 7)

§ 2. Wanneer een vereniging gevormd is
door openbare centra voor maatschappelijk
welzijn of andere openbare besturen van ver-
schillende provincies, wordt het aan de pro-
vinciale overheden opgedragen toezicht uitge-

oefend door de overheden van de provincie
waarvan de gemeente waar de zetel van die
vereniging gevestigd is, deel uitmaakt.

§ 3. Het ambt van provinciegouverneur is
onverenigbaar met de hoedanigheid van lid
van een raad van beheer van die vereniging.

Art. 127. § 1. De beslissingen van de bo-
venbedoelde verenigingen zijn vatbaar voor
beroep om dezelfde beweegredenen, onder
dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde
procedure als bepaald bij hoofdstuk V van
deze wet.

§ 2. De bepalingen van hoofdstuk VII be-
treffende de terugbetaling door particulieren
van de kosten van maatschappelijke dienst-
verlening zijn van toepassing op de door dit
hoofdstuk bedoelde verenigingen.

Art. 128. § 1. Onverminderd de toepas-
sing van de bepalingen der hiernavolgende
§§ 2 en 3, zijn de personeelsleden van een
vereniging onderworpen aan hetzelfde admi-
nistratief statuut, geldelijk statuut en pen-
sioenstelsel en aan dezelfde bepalingen van
deze wet als die welke van toepassing zijn op
de personeelsleden van het centrum dat de
gemeente bedient waar de zetel van de vere-
niging gevestigd is.

§ 2. Personeelsleden van een openbaar
centrum voor maatschappelijk welzijn dat
deelgenoot is van een in dit hoofdstuk be-
doelde vereniging kunnen door deze worden
overgenomen.

Ongeacht de regelen toepasselijk bij be-
vorderingen worden deze leden met hun
graad of met een gelijkwaardige graad en in
hun hoedanigheid overgeplaatst; zij behou-
den de bezoldiging en de geldelijke anciënni-
teit die zij hadden of zouden bekomen heb-
ben indien zij in hun dienst van herkomst het
ambt dat zij bij hun overplaatsing bekleed-
den, verder hadden uitgeoefend.

De Koning bepaalt de algemene regelen
tot vaststelling van de administratieve an-
ciënniteit van deze personeelsleden. Hij be-
paalt eveneens de voorwaarden waaronder
deze personeelsleden terug in hun centrum
van herkomst kunnen worden opgenomen.
De wetten of besluiten die een prioriteit ver-
lenen voor de toegang tot de openbare be-
trekkingen zijn niet van toepassing op de

overplaatsingen die op grond van deze paragraaf geschieden.

Op verzoek van het centrum, van de vereniging of het betrokken personeelslid, doet de bij artikel 126, § 2, bedoelde provinciegouverneur uitspraak over elke betwisting betreffende de toepassing van de bovenstaande bepalingen.

§ 3. Bij de overname van personeel dat in dienst is van een deelgenoot van de privé-sector kan bedongen worden dat dit personeel in dezelfde toestand behouden blijft wat betreft bezoldiging, anciënniteit, sociale zekerheid en verworven rechten.

De voorwaarden en modaliteiten van een eventuele regularisatie in vast verband worden door de Koning bepaald.

Art. 129. Voor het beheer van de vereniging en van haar inrichtingen en diensten worden de regelen toegepast van het dubbel boekhouden.

Het financieel dienstjaar stemt overeen met het kalenderjaar.

De rekening van de vereniging omvat de balans, de exploitatierekening en de winst- en verliesrekening, afgesloten op 31 december van elk jaar.

De andere regelen eigen aan het financieel beheer van de verenigingen worden door de Koning bepaald.

Art. 130. De vereniging is aansprakelijk voor de fouten die kunnen toegeschreven worden hetzij aan haar aangestelden, hetzij aan de organen, waardoor haar wil wordt uitgevoerd.

Door de beheerders wordt geen persoonlijke verplichting aangegaan betreffende de verbintenissen van de vereniging. Hun aansprakelijkheid is beperkt tot de vervulling van de hun gegeven opdracht en tot de in hun beheer bedreven fouten.

Art. 131. De duur van de vereniging mag niet meer bedragen dan dertig jaar.

De vereniging is van rechtswege ontbonden bij het verstrijken van de door de statuten vastgestelde duur indien de verlenging niet vooraf beslist en gemachtigd werd.

Een eventuele beslissing tot verlenging is onderworpen aan dezelfde regelen als bepaald bij artikel 119.

Art. 132. Tot de vrijwillige ontbinding van de vereniging vóór het verstrijken van de termijn door de statuten bepaald, kan alleen

worden beslist met de instemming van al de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die er lid van zijn.

Die beslissing is onderworpen aan dezelfde regelen als bepaald bij artikel 119.

Art. 133. De Koning kan de ontbinding uitspreken van elke vereniging die haar maatschappelijke opdracht te buiten gaat of niet verwezenlijkt. Hij kan dit ook doen zo deze haar wettelijke en statutaire verplichtingen niet naleeft.

De Koning kan tevens de ontbinding uitspreken van elke vereniging, welke zich op 31 december 1978 niet heeft aangepast aan de nieuwe wettelijke, reglementaire en statutaire beschikkingen, welke door de huidige wet of door de Koning werden opgelegd.

Art. 134. [De definitief geworden goedkeuringsbesluiten] betreffende de in dit hoofdstuk bedoelde verenigingen, alsmede de beslissing waarbij akte genomen wordt van het ontslag bedoeld door artikel 123, worden bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

(W. 5.VIII.1992, art. 67)

De statuten en de eventuele wijzigingen hiervan worden, [...], in extenso bekendgemaakt in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad op kosten van de vereniging.

(Opgeh. W. 5.VIII.1992, art. 67)

Art. 135. Bij de ontbinding van de vereniging kan elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn door de minister tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort, gemachtigd worden om de goederen die op zijn grondgebied zijn gelegen terug te kopen volgens de bepalingen voorzien in de statuten of bij gebreke hiervan volgens schatting van deskundigen.

Bij gebreke aan aanbidding van terugneming of aan machtiging worden die goederen openbaar verkocht, tenzij een andere deelgenoot van de vereniging beslist ze tegen de prijzen der schatting aan te kopen.

□ — Voor wat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad betreft, wordt in de organieke OCMW-wet een hoofdstuk XIIbis ingevoegd bij Ord. 22.XII.1995, art. 2, B.S. 7.II.1996, luidend als volgt:

«HOOFDSTUK XIIbis

**ZIEKENHUISVERENIGINGEN OP HET
GRONDGEBIED VAN HET TWEETALIG
GEBIED BRUSSEL-HOOFDSTAD**

Art. 135bis. § 1. Voor deze ordonnantie wordt verstaan onder:

1° koepelvereniging: de vereniging die overeenkomstig hoofdstuk XII van deze wet wordt opgericht en die tot doel heeft te zorgen voor de coördinatie van de controle op de ziekenhuisactiviteit uitgeoefend door andere verenigingen, hierna plaatselijke verenigingen genoemd;

2° plaatselijke vereniging: een vereniging die overeenkomstig de regels van hoofdstuk XII van deze wet wordt opgericht en die tot doel heeft één of meerdere ziekenhuizen te exploiteren en te beheren en waarvan de ziekenhuisactiviteit door de koepelvereniging gecoördineerd en gecontroleerd wordt;

3° ziekenhuis: een ziekenhuis zoals bedoeld in artikel 2 van de gecoördineerde wet van 7 augustus 1987 op de ziekenhuizen, met uitsluiting van de inrichtingen bedoeld in artikel 5 van diezelfde wet en van de rust- en verzorgingstehuizen.

§ 2. Dit hoofdstuk is enkel van toepassing op de koepelvereniging en op de plaatselijke verenigingen zoals bedoeld in § 1 van dit artikel, alsook op de in artikel 135undecies bedoelde verenigingen.

Het is niet van toepassing op de andere verenigingen die overeenkomstig de regels van hoofdstuk XII van deze wet worden opgericht.

Dit artikel is onder meer van toepassing in geval van ontbinding van de koepelvereniging.

Het is ook niet meer van toepassing op de plaatselijke verenigingen die worden ontbonden of waarvan de activiteit niet langer door de koepelvereniging wordt gecoördineerd en gecontroleerd.

Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de activiteiten van de andere plaatselijke verenigingen dan die bedoeld in paragraaf 1, 2°, van dit artikel.

Art. 135ter. Er kan een koepelvereniging opgericht worden die in afwijking van artikel 118 van deze wet tot doel heeft te zorgen voor de coördinatie van en de controle op de ziekenhuisactiviteit uitgeoefend door de plaatselijke verenigingen.

Er mag slechts één koepelvereniging worden opgericht.

De koepelvereniging is samengesteld uit de geassocieerde leden van de plaatselijke verenigingen. Behalve de overheid kunnen deze leden ech-

ter door een afzonderlijke rechtspersoon vertegenwoordigd worden in de koepelvereniging.

Andere publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen kunnen overeenkomstig artikel 118 van deze wet eveneens lid zijn van de koepelvereniging.

Art. 135quater. In afwijking van artikel 126 van deze wet zijn de plaatselijke verenigingen uitsluitend onderworpen aan de regels inzake controle en administratief toezicht die in de artikelen 135quinquies tot 135nonies zijn vastgesteld.

Art. 135quinquies. § 1. De koepelvereniging stelt een driejarig strategisch plan van de ziekenhuisactiviteit vast.

Op basis van dat plan stellen de plaatselijke verenigingen, binnen een termijn van zes maanden na de goedkeuring van het strategisch plan, een driejarig ziekenhuisplan en een financieel plan met betrekking tot diezelfde periode vast.

Elk jaar, uiterlijk op vijftien september, worden het ziekenhuisplan en het financieel plan door de plaatselijke verenigingen herzien, onder meer rekening houdend met de beslissingen die door de koepelvereniging met toepassing van het strategisch plan worden genomen, en met de aanpassingen die erin gebracht werden. Voor diezelfde datum zorgen zij voor de nodige verbeteringen en bijwerkingen alsook voor het opstellen van de ontvangsten- en de uitgavenbegroting van de vereniging voor het daaropvolgende begrotingsjaar.

§ 2. Het ziekenhuisplan en het financieel plan van de plaatselijke verenigingen, de daarin aangebrachte verbeteringen en bijwerkingen en de begroting van de vereniging worden, binnen vijftien dagen na de goedkeuring ervan, bij ter post aangezekende brief ter goedkeuring naar de koepelvereniging gestuurd. Ze worden tegelijkertijd overgemaakt aan de commissarissen zoals bedoeld in artikel 135decies.

Binnen dertig dagen te rekenen vanaf de dag van verzending van de plannen, verbeteringen en/of begrotingen dient de koepelvereniging haar beslissing mede te delen aan de plaatselijke vereniging. Bij uitblijven hiervan, wordt deze beslissing gunstig geacht.

§ 3. De in artikel 135decies bedoelde commissarissen beschikken over een termijn van zeven dagen om een met redenen omkleed beroep tegen de beslissing van de koepelvereniging bij ter post aangetekende brief in te dienen bij het Verenigd College. In geval van stilzwijgende goedkeuring

begint de beroepstermijn te lopen vanaf de dag die volgt op de vervaldatum van de termijn waarbinnen de koepelvereniging zich moest uitspreken.

De betrokken plaatselijke vereniging kan eveneens een met redenen omkleed beroep instellen bij het Verenigd College tegen de beslissing van de koepelvereniging in dezelfde vorm en binnen dezelfde termijn als die bedoeld in het vorige lid. De beroepstermijn begint evenwel te lopen vanaf de ontvangst van de beslissing van de koepelvereniging.

§ 4. De in § 3 van dit artikel bedoelde beroepen schorten automatisch de tenuitvoerlegging van de beslissing op zonder dat de beslissing van de plaatselijke vereniging hierdoor als goedgekeurd mag worden geacht.

Het College beschikt over een termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het beroep om de beslissing van de koepelvereniging te vernietigen. Dezelfde termijn geldt voor de kennisgeving van zijn beslissing aan de koepelvereniging en aan de plaatselijke vereniging. Indien het College zijn beslissing binnen de in het vorige lid bedoelde termijn niet ter kennis brengt, wordt de schorsing opgeheven en kan de beslissing van de koepelvereniging niet meer worden vernietigd door het College.

Indien het College de beslissing van de koepelvereniging vernietigt, keurt het de plannen, verbeteringen en/of begrotingen van de betrokken plaatselijke vereniging goed of niet goed en deelt het zijn beslissing binnen dezelfde termijn van twintig dagen mede aan de betrokken plaatselijke vereniging en aan de koepelvereniging bij ter post aangezekende brief. Bij gebreke hiervan worden de plannen, verbeteringen en/of begrotingen goedgekeurd geacht.

§ 5. Indien de plannen, verbeteringen en/of begrotingen van de plaatselijke vereniging na afloop van de in de vorige paragrafen bepaalde goedkeuringsprocedure niet goedgekeurd worden, legt de plaatselijke vereniging aan de koepelvereniging nieuwe plannen, verbeteringen en/of begrotingen voor, die overeenstemmen met de beslissing tot niet-goedkeuring.

De nieuwe plannen, verbeteringen en/of begrotingen worden aan de koepelvereniging en aan de in artikel 135decies bedoelde commissarissen medegedeeld binnen een termijn van twintig dagen te rekenen hetzij vanaf de beslissing van de koepelvereniging als daar geen beroep tegen werd ingesteld zoals bedoeld in paragraaf 3 van dit artikel,

hetzij vanaf de beslissing van het Verenigd College in geval van hoger beroep.

De nieuwe plannen, verbeteringen en/of begrotingen worden goedgekeurd volgens de goedkeuringsprocedure zoals bepaald in de paragrafen 2 t.e.m. 5 van dit artikel.

Art. 135sexies. De volgende beslissingen van de plaatselijke verenigingen worden eveneens aan de koepelvereniging bij ter post aangetekende brief ter goedkeuring voorgelegd:

1° de beslissing met betrekking tot de samenstelling van de organen van de vereniging;

2° de benoeming van de leidend ambtenaar van de vereniging;

3° de aankoop, de bouw, de verbouwing of de inrichting van roerende en onroerende, lichamelijke en onlichamelijke goederen evenals de beslissingen die leiden tot een overdracht van zakelijke onroerende rechten van zodra de verrichting slaat op een bedrag gelijk aan of hoger dan 10 000 000 BEF exclusief BTW;

4° de beslissingen houdende vaststelling of wijziging van de personeelsformatie en van de rechtspositie van het personeel;

5° de beslissingen met betrekking tot de overeenkomsten met de zorgverstrekkers.

Een kopie van deze beslissingen wordt naar de in artikel 135decies bedoelde commissarissen gestuurd op dezelfde datum als die waarop ze voorgelegd worden met het oog op de in dit artikel bedoelde goedkeuring.

De paragrafen 2 t.e.m. 5 van dit artikel 135quinquies zijn van toepassing op de in dit artikel bedoelde goedkeuringsprocedure.

Art. 135septies. Bij ter post aangetekende brief maken de plaatselijke verenigingen aan het Verenigd College een kopie over van de agenda en van de notulen van de zittingen van hun algemene vergadering en van de vergaderingen van hun raad van bestuur en dit binnen vijftien dagen na deze zittingen of vergaderingen. Bovendien sturen zij bij ter post aangetekende brief een maandelijks overzicht naar het Verenigd College van de beslissingen van de leidend ambtenaar van de vereniging, met een korte beschrijving van het onderwerp ervan.

Binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de ontvangst van de in het vorige lid bedoelde documenten kan het Verenigd College de betrokken plaatselijke vereniging verzoeken om alle stukken voor te leggen die het nuttig acht voor de uitoefening van zijn toezicht op de beslissingen die in de voorgelegde stukken vastgesteld worden.

De plaatselijke vereniging legt deze stukken voor binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag.

Indien de in het eerste lid bedoelde beslissingen strijdig zijn met de wet of het algemeen belang schaden, kunnen ze door het Verenigd College vernietigd worden binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de gevraagde stukken.

Dit artikel is niet van toepassing op de beslissingen en akten die onderworpen zijn aan de goedkeuringsprocedure bedoeld in de artikelen 135quinquies en 135sexies.

Art. 135octies. Naast de in de artikelen 135quinquies en 135sexies bedoelde controles, worden de plaatselijke verenigingen elk kwartaal door de koepelvereniging gecontroleerd.

Deze controle wordt uitgeoefend via een verslag dat door elke plaatselijke vereniging aan de koepelvereniging medegedeeld wordt tijdens de maand die volgt op het einde van elk kwartaal en dat tevens ter informatie naar de in artikel 135decies bedoelde commissarissen wordt gestuurd.

Dit verslag wordt opgesteld volgens een model vastgesteld door de koepelvereniging en bevat een synthese van de activiteiten, van de evolutie van het personeelsbestand en van de tenuitvoerlegging van de begroting in het afgelopen kwartaal.

Daarbij gaat de koepelvereniging na of de genomen beslissingen overeenstemmen met:

1° het strategisch plan van de ziekenhuisactiviteit en de beslissingen die ter uitvoering hiervan genomen werden;

2° het ziekenhuisplan en het financieel plan die door de plaatselijke vereniging werden vastgesteld, alsook de verbeteringen en bijwerkingen die erin aangebracht werden;

3° de jaarlijkse begroting die door de plaatselijke vereniging werd vastgesteld.

In geval van niet-overeenstemming kan de koepelvereniging alle nuttig geachte instructies richten aan de plaatselijke vereniging om deze niet-overeenstemming te verhelpen.

Wanneer de koepelvereniging vaststelt dat de voorschriften niet nageleefd worden, zal zij aan de plaatselijke vereniging een bij post aangetekend rechterlijk bevel richten om aan de voorschriften te voldoen.

Als binnen een termijn van 20 dagen dit rechterlijk bevel niet wordt opgevolgd, dan kan de koepelvereniging de in de artikel 135nonies bedoelde commissaris in de plaats stellen van de in gebreke zijnde plaatselijke vereniging.

De plaatselijke vereniging kan een met redenen omkleed beroep indienen tegen de beslissing van

de koepelvereniging binnen dezelfde termijn als deze bedoeld in lid 2 van § 3 van artikel 135quinquies en in § 4 van hetzelfde artikel.

Art. 135nonies. De koepelvereniging wijst een commissaris aan bij elke plaatselijke vereniging. Eenzelfde commissaris kan bij verschillende plaatselijke verenigingen worden aangewezen.

De commissaris neemt met raadgevende stem deel aan de zittingen van de algemene vergadering en van de raad van bestuur van de plaatselijke vereniging.

Hij heeft als taak ervoor te zorgen dat de beslissingen van de koepelvereniging door de plaatselijke vereniging uitgevoerd worden.

Art. 135decies. In afwijking van artikel 126 van deze wet is de koepelvereniging uitsluitend onderworpen aan de in dit artikel bedoelde toezichtscontrole.

Deze controle wordt door het Verenigd College uitgeoefend.

Daartoe wijst het Verenigd College twee commissarissen aan die elk tot een verschillende taakrol behoren.

Deze zetelen met raadgevende stem in de vergaderingen van de organen van de koepelvereniging.

Bovendien krijgen zij een kopie toegestuurd van de beslissingen van de afgevaardigd bestuurder van de koepelvereniging binnen vijftien dagen na de goedkeuring ervan.

De commissarissen beschikken over een termijn van zeven dagen te rekenen, naar gelang van het geval, vanaf de vergadering van het orgaan van de koepelvereniging of vanaf de ontvangst van de beslissing van de afgevaardigd bestuurder, om bij ter post aangetekende brief een beroep in te stellen bij het Verenigd College tegen elke beslissing die zij strijdig achten met de wet of met het algemeen belang.

Dit beroep schort automatisch de tenuitvoerlegging van de beslissing op.

Het Verenigd College kan de beslissing van de koepelvereniging vernietigen binnen een termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het beroep ingesteld door de commissarissen. Binnen diezelfde termijn brengt het zijn beslissing ter kennis van de koepelvereniging.

Indien het College zijn beslissing niet ter kennis brengt binnen de in het vorig lid bedoelde termijn, wordt de schorsing opgeheven en kan de beslissing niet meer door het College worden vernietigd.

Art. 135undecies. § 1. De koepelvereniging kan, in het kader van haar maatschappelijk doel, één of meerdere instellingen oprichten die rechts-persoonlijkheid bezitten. Zulks kan ze met andere overheden en/of privaatrechtelijke rechtspersonen doen. In afwijking van artikel 118 kunnen deze rechtspersonen een winstgevend doel nastreven.

Aan de in het vorige lid bedoelde instellingen kunnen slechts beheerstaken worden toevertrouwd om de uitvoering van de opdracht van de plaatselijke verenigingen te vergemakkelijken. Zij mogen de aan de koepelvereniging toevertrouwde coördinatie- en controletaken betreffende de ziekenhuisactiviteit niet uitvoeren.

§ 2. Wat het administratief toezicht betreft, gelden voor de instellingen die met toepassing van dit artikel worden opgericht, dezelfde regels van dit hoofdstuk als voor de koepelvereniging.

Onverminderd het vorige lid worden de met toepassing van dit artikel opgerichte instellingen overeenkomstig hoofdstuk XII van deze wet opgericht. In afwijking van artikel 119 van deze wet zijn de beslissing van de koepelvereniging om een instelling op te richten overeenkomstig § 1 en de statuten van deze instelling niet onderworpen aan de goedkeuring van de gemeenteraden.» □

HOOFDSTUK XIII

OVERGANGS-, WIJZIGINGS- EN OPHEFFINGSBEPALINGEN

Art. 136. De overgang van het patrimonium van de commissies van openbare onderstand naar de openbare centra voor maatschappelijk welzijn mag geen afbreuk doen aan de verworven rechten en de wettelijk gevestigde bestemmingen van goederen, noch aan de rechten die vóór de bekendmaking van deze wet inzake stichtingen voorbehouden waren op grond van de artikelen 84 tot 87 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand.

Art. 137. De provinciale onderstandsfondsen bedoeld door de artikelen 89 tot 91 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand worden ontbonden.

Hun gebeurlijk tegoed wordt door de zorgen van de bestendige deputatie vereffend in de vorm van tegemoetkomingen ten gunste van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die in de betrokken provincie gelegen

zijn en waarvan de inkomsten ontoereikend zijn.

Art. 138. De identificatiediensten ingesteld met toepassing van artikel 98 van de wet van 10 maart 1925 worden opgeheven. Hun activa en passiva, evenals hun personeel worden overgenomen door het ministerie dat het maatschappelijk welzijn onder zijn bevoegdheid heeft. De Koning regelt de modaliteiten van deze overname.

Art. 139. De regelen betreffende de overgave van de goederen en van het archief van de commissies van openbare onderstand aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alsmede die betreffende het opmaken van de eindrekeningen van de ontvangers van de commissies van openbare onderstand, worden bepaald bij koninklijk besluit.

Art. 140. Voor de eerste verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn is de voorrang waarvan sprake in artikel 15, 1° en 2°, eveneens van toepassing voor de kandidaten die op de dag van de verkiezing een mandaat in een commissie van openbare onderstand bekleden of dit mandaat vroeger hebben uitgeoefend.

Art. 141. § 1. In de nieuwe gemeenten tot stand gekomen ingevolge samenvoeging of aanhechting krachtens de wet van 30 december 1975 zijn de bepalingen die getroffen werden ten opzichte van de commissies van openbare onderstand van de samengevoegde gemeenten en de bij een aanhechting betrokken gemeenten, alsmede ten opzichte van hun personeelsleden, van toepassing op de centra voor maatschappelijk welzijn die deze commissies vervangen.

In de andere gemeenten wordt het personeel van de commissie van openbare onderstand zonder nieuwe benoeming of andere formaliteit overgenomen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat die commissie vervangt. Elk personeelslid behoudt zijn graad, anciënniteit, administratief en geldelijk statuut en geniet alle voordelen die het had kunnen verkrijgen.

§ 2. Voor de personeelsleden alsmede de gewestelijke ontvangers die ingevolge de toepassing van deze wet in hun ambt niet kunnen gehandhaafd blijven, bepaalt de Ko-

ning de regelen welke van toepassing zijn om hun rechten te vrijwaren.

Daartoe kan Hij:

a) afwijken:

1. van de wetten die prioriteit verlenen voor de toegang tot de openbare betrekkingen;

2. van artikel 42 van onderhavige wet, wat de personeelsformatie alsmede de aanwervings- en bevorderingsvoorwaarden betreft;

3. van artikel 115 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, wat de leeftijd voor het rustpensioen betreft;

4. van de wet van 25 april 1933 op het pensioen van het gemeentepersoneel;

b) de openbare centra voor maatschappelijk welzijn toestaan te beslissen dat sommige personeelsleden de eretitel van hun vroeger ambt mogen dragen.

Art. 142. § 1. De Koning bepaalt de regelen welke in acht moeten worden genomen ter vrijwaring van de rechten van de personen die, met toepassing van artikel 24 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand, een pensioen genoten of er aanspraak op kunnen maken op het ogenblik van de inwerkingtreding van onderhavige wet.

§ 2. De anciënniteit verworven door de gewezen voorzitters van de commissies van openbare onderstand wordt in aanmerking genomen bij de vaststelling van hun rechten op pensioen indien zij als voorzitter van een raad voor maatschappelijk welzijn worden aangeduid.

Art. 143. Zijn niet van toepassing op het personeel van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn de artikelen 1 tot 6 en 8 tot 15 van de wet van 21 december 1927 betreffende de beroepsklerken, technische bedienden, politieagenten en in 't algemeen al de aangestelden der gemeenten en der daarvan afhingende besturen, gewijzigd bij de wetten van 18 december 1930 en 10 juni 1937 en bij de besluitwet van 10 januari 1947.

Art. 144. Artikel 16, 4°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, wordt vervangen door de volgende bepaling:

„4° de beroepen als bedoeld bij de artikelen 18, 21 en 22 van de organieke wet betref-

fende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn”.

Art. 145. In het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 132², in het Wetboek ingevoegd bij de wet van 14 augustus 1947, wordt het 2° van het tweede lid vervangen door de volgende tekst:

„2° wanneer het, op het ogenblik van de aanneming, onder de voogdij was van de openbare onderstand of van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, of wees van een voor België gestorven vader of moeder.”;

2° Artikel 161, 4°, wordt vervangen door de volgende tekst:

„4° akten die, bij toepassing van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de overgave vaststellen van goederen aan of de inbreng in plaatselijke of intercommunale openbare centra voor maatschappelijk welzijn ofwel de overgave van goederen aan of de inbreng in op grond van voornoemde wet opgerichte verenigingen, evenals akten houdende verdeling, na ontbinding of splitsing van een intercommunaal openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van een bovenbedoeld de vereniging.”

Art. 146. In het koninklijk besluit nr. 308 van 31 maart 1936 houdende het Wetboek der successierechten, bekrachtigd bij de wet van 14 augustus 1947, het 2° van het tweede lid vervangen door de volgende tekst:

„2° wanneer het, op het ogenblik van de aanneming, onder de voogdij was van de openbare onderstand of van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, of wees van een voor België gestorven vader of moeder.”.

Art. 147. In het besluit van de Regent van 26 juni 1947, houdende het Wetboek der zegelrechten, bekrachtigd bij de wet van 14 juli 1951, wordt artikel 59¹, 12°, vervangen door de volgende tekst:

„12° akten die, bij toepassing van de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de overgave

vaststellen van goederen aan of de inbreng in plaatselijke of intercommunale openbare centra voor maatschappelijk welzijn ofwel de overgave van goederen aan of de inbreng in op grond van voornoemde wet opgerichte verenigingen, evenals akten houdende verdeling, na ontbinding of splitsing van een intercommunaal openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van een bovenbedoelde vereniging; hun uitgiften, afschriften of uittreksels”.

Art. 148. De Koning kan, bij in Ministeraad overlegde besluiten:

1° de tekst van de wetten die door deze wet stilzwijgend gewijzigd worden in overeenstemming brengen met deze wet;

2° de tekst van de wetten in overeenstemming brengen met de terminologie van deze wet;

3° de codificatie vaststellen van de bepalingen van deze wet en van de bepalingen van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de commissies van openbare onderstand, gewijzigd door de wet van 9 juli 1971.

Te dien einde kan Hij:

1° de volgorde, de nummering en, in het algemeen, de inkleding van de te codificeren bepalingen wijzigen;

2° de verwijzingen die in de te codificeren bepalingen mochten voorkomen wijzigen, teneinde ze, onder meer, in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3° zonder afbreuk te doen aan de beginzelen die vervat zijn in de te coördineren bepalingen, een andere dan de oorspronkelijke redactie aanwenden met het oog op de overeen-

stemming der bepalingen en de eenheid in de terminologie.

[In de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de commissies van openbare onderstand, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1971, worden de woorden “commissie van openbare onderstand” en “commissie” telkens vervangen door de woorden “openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn”].

(W. 12.I.1993, art. 11)

Art. 149. Van de dag waarop de bepalingen van deze wet en/of de besluiten in uitvoering ervan genomen, in werking treden, zullen de wetten en besluiten, die vroeger van kracht waren, niet meer bindend zijn in zaken die door deze wet en haar uitvoeringsbesluiten zijn geregeld.

Art. 150. De beslissingen door de commissies van openbare onderstand getroffen vóór de inwerkingtreding van deze wet blijven inzake de door de toezichthoudende overheid te verlenen adviezen, machtigingen en goedkeuringen, alsook inzake de tegen die beslissingen openstaande beroepen, onderworpen aan de vóór de inwerkingtreding van deze wet ter zake geldende wetsbepalingen.

Art. 151. De artikelen 5 tot 23 treden in werking op 1 januari 1977.

De overige bepalingen van deze wet hebben uitwerking op de dag van de installatie van de raad voor maatschappelijk welzijn volgend op de gemeenteraadsverkiezingen van 10 oktober 1976.

Textes relatifs aux
FABRIQUES D' EGLISES

KERKBESTUREN

KERKBESTUREN



LOI
du 18 GERMINAL AN X
(8 avril 1802)
relative à l'organisation des cultes

La convention passée à Paris, le 26 messidor an IX, entre le Pape et le Gouvernement français, et dont les ratifications ont été échangées à Paris, le 23 fructidor an IX, ensemble les articles organiques de ladite convention; les articles organiques des cultes protestants dont la teneur suit, seront promulgués et exécutés comme des lois de la République.

Articles organiques de la Convention du
26 messidor an IX-
(extrait)

TITRE Ier

DU REGIME DE L'EGLISE
CATHOLIQUE DANS SES RAPPORTS
GENERAUX AVEC LES DROITS ET
LA POLICE DE L'ETAT

Art. 5. Toutes les fonctions ecclésiastiques seront gratuites, sauf les oblations qui seraient autorisées et fixées par les règlements.

...

TITRE II

DES MINISTRES

Section Ier

Dispositions générales

Art. 9. Le culte catholique sera exercé sous la direction des archevêques et évêques dans leurs diocèses, et sous celle des curés dans leurs paroisses.

...

Art. 11. Les archevêques et évêques pourront, avec l'autorisation du gouvernement, établir dans leurs diocèses des chapitres cathédraux et des séminaires. Tous autres établissements ecclésiastiques sont supprimés.

...

Section 3

Des évêques, des vicaires généraux et des séminaires

...

Art. 23. Les évêques seront chargés de l'organisation de leurs séminaires, et les règlements de cette organisation seront soumis à l'approbation du premier consul.

...

Section 5

Des chapitres cathédraux, et du
gouvernement des diocèses pendant la
vacance du siège

Art. 35. Les archevêques et évêques qui voudront user de la faculté qui leur est donnée d'établir des chapitres ne pourront le faire sans avoir rapporté l'autorisation du gouvernement, tant pour l'établissement lui-même que pour le nombre et le choix des ecclésiastiques destinés à les former.

...

TITRE III

DU CULTE

...

Art. 46. Le même temple ne pourra être consacré qu'à un même culte.

Art. 47. Il y aura, dans les cathédrales et paroisses, une place distinguée pour les individus catholiques qui remplissent les autorités civiles et militaires.

Art. 48. L'évêque se concertera avec le préfet [la députation permanente] pour régler la manière d'appeler les fidèles au service divin par le son des cloches: on ne pourra les sonner pour toute autre cause sans la permission de la police locale.

...

Art. 54. Ils (les curés) ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil.

Art. 55. Les registres tenus par les ministres du culte, n'étant et ne pouvant être relatifs qu'à l'administration des sacrements, ne pourront, dans aucun cas, suppléer les registres ordonnés par la loi pour constater l'état civil des Français.

...

TITRE IV

DE LA CIRCONSCRIPTION DES ARCHEVECHES, DES EVECHES ET DES PAROISSES; DES EDIFICES DESTINES AU CULTE DU TRAITEMENT DES MINISTRES

Section 1er

De la circonscription des archevêchés et des évêchés

Art. 58. Il y aura en France dix archevêchés ou métropoles, et cinquante évêchés.

Art. 59. La circonscription des métropoles et des diocèses sera faite conformément au tableau ci-joint.

Section 2

De la circonscription des paroisses

Art. 60. Il y aura au moins une paroisse dans chaque justice de paix.

Il sera en outre établi autant de succursales que le besoin pourra l'exiger.

Art. 61. Chaque évêque, de concert avec le préfet [le gouverneur], réglera le nombre et l'étendue de ces succursales. Les plans arrêtés seront soumis au gouvernement et ne pourront être mis à exécution sans son autorisation.

Art. 62. Aucune partie du territoire français ne pourra être érigée en cure ou en succursale sans l'autorisation expresse du gouvernement.

...

Section 3

Du traitement des ministres

Art. 69. Les évêques rédigeront les projets de règlement relatifs aux oblations que les ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacrements. Les projets de règlement rédigés par les évêques ne pourront être publiés, ni autrement mis à exécution, qu'après avoir été approuvés par le gouvernement.

...

Art. 71. Les conseils généraux de département sont autorisés à procurer aux archevêques et évêques un logement convenable.

Art. 72. Les presbytères et les jardins attenants, non aliénés, seront rendus aux curés et aux desservants des succursales. A défaut de ces presbytères, les conseils généraux des communes sont autorisés à leur procurer un logement et un jardin.

Art. 73. Les fondations qui ont pour objet l'entretien des ministres et l'exercice du culte ne pourront consister qu'en rentes constituées sur l'Etat: elles seront acceptées par l'évêque diocésain, et ne pourront être exécutées qu'avec l'autorisation du gouvernement.

Art. 74. Les immeubles autres que les édifices destinés au logement et les jardins attenants ne pourront être affectés à des titres ecclésiastiques ni possédés par les ministres du culte à raison de leurs fonctions.

Section 4

Des édifices destinés au culte

Art. 75. Les édifices anciennement destinés au culte catholique actuellement dans les mains de la Nation, à raison d'un édifice par cure et par succursale, seront mis à la disposition des évêques par arrêté du préfet du département [le gouverneur]. Une expédition de ces arrêtés sera adressée au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

Art. 76. Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes.

Art. 77. Dans les paroisses où il n'y aura point d'édifice disponible pour le culte, l'évêque se concertera avec le préfet [le gouverneur] pour la désignation d'un édifice convenable.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT
sur le mode de remboursement des rentes
et créances des communes et fabriques,
approuvé le 21 DECEMBRE 1808
(Bull. 221, n° 4034, Pasin., 1806-1809,
p. 335-336)

Le Conseil d'Etat, qui, d'après le renvoi ordonné par sa majesté, a entendu le rapport de la section de l'intérieur sur celui du ministre de ce département, relatif à la question de savoir en vertu de quelle autorisation le remboursement des rentes et créances des communes et fabriques peut avoir lieu,

Est d'avis,

1° que le remboursement des capitaux dus aux hospices, communes et fabriques, et autres établissements dont les propriétés sont

administrées et régies sous la surveillance du Gouvernement, peut toujours avoir lieu quand les débiteurs se présentent pour se libérer.

Mais qu'ils doivent avertir les administrateurs un mois d'avance, pour que ceux-ci avisent, pendant ce temps, aux moyens de placement, et requièrent les autorisations nécessaires de l'autorité supérieure;

2° que l'emploi des capitaux en rentes sur l'Etat n'a pas besoin d'être autorisé, et l'est de droit par la règle générale déjà établie;

3° que l'emploi en biens-fonds, ou de toute autre manière, doit être autorisé par un décret rendu en Conseil d'Etat, sur l'avis du ministre de l'intérieur, pour les communes et hospices, et du même ministre ou de celui des cultes, pour les fabriques.

KEIZERLIJK DECREET
van 30 DECEMBER 1809
op de kerkbesturen
(niet-officiële vertaling)

HOOFDSTUK I

BEHEER VAN DE KERKBESTUREN

Art. 1. De kerkbesturen opgericht bij het artikel 76 van de wet van 18 germinal jaar X, worden belast met het onderhoud en het behoud van de kerken; met het beheer van de aalmoezen en de goederen; van de bij de wetten en de verordeningen toegelaten renten en ontvangsten, de toelage door de gemeenten verschaft, en over het algemeen al de fondsen die aangewend worden voor de uitoefening van de eredienst; zij worden er ten slotte mede belast die uitoefening en het hooghouden van de waardigheid er van te verzekeren in de kerken waaraan zij gehecht zijn hetzij door de er voor nodige uitgaven te kwijten, hetzij door de middelen om er in te voorzien te verzekeren.

Art. 2. Ieder kerkbestuur zal samengesteld zijn uit een raad en uit een bureau van de kerkmeesters.

Afdeling I

De Raad

§ 1. Samenstelling van de raad

Art. 3. In de parochies waar de bevolking vijf duizend en meer zielen zal belopen, zal de raad samengesteld zijn uit negen raadsleden van het kerkbestuur; in al de andere parochies zal hij uit vijf leden bestaan; zij zullen genomen worden onder de vooraanstaande burgers; zij zullen katholiek moeten zijn en de parochie bewonen.

Art. 4. Daarenboven, zijn van rechtswege lid van de raad:

1° de pastoor of de bedienaar, die er de eerste plaats zal innemen, en zich door een van zijn onderpastoors kan laten vervangen;

2° de burgemeester van de gemeente van de hoofdplaats der pastorij of der hulpkerk; hij kan zich laten vervangen door een van de schepenen; is de burgemeester niet katholiek, dan moet hij in zijn plaats een katholiek schepen aanstellen, of, zo er geen is, een

katholiek lid van de gemeenteraad. De burgemeester zit links van de pastoor en rechts van de voorzitter.

Art. 5. In de steden waar meerdere parochies of hulpkerken zijn, is de burgemeester van rechtswege lid van de raad van ieder kerkbestuur; hij kan zich laten vervangen zoals bij het vorig artikel bepaald.

Art. 6. In de parochies of hulpkerken alwaar de kerkbestuursraad bestaat uit negen leden, de leden van rechtswege niet medegesteld, worden de eerste maal, vijf leden door de bisschop en vier door de [gouverneur] benoemd; daar waar hij slechts uit vijf leden bestaat benoemt de bisschop er drie en de [gouverneur] twee.

Art. 7. De kerkbestuursraad wordt bij gedeelten om de drie jaar vernieuwd namelijk, na de eerste drie jaar in de parochies waar hij, ongeacht de leden van rechtswege, uit negen leden bestaat, door het uittreden van vijf leden die, voor de eerste vernieuwing, door het lot zullen aangewezen worden, en van de vier overige na het verstrijken van zes jaar; daar waar hij uit vijf leden samengesteld is, ongeacht de leden van rechtswege, wordt hij vernieuwd door het uittreden van drie door het lot aan te wijzen leden, na de eerste drie jaar, en van de twee overige na het verloop van zes jaar. In het vervolg moeten immer de oudst in dienst zijnde leden uittreden.

□ — Voor de modaliteiten van de gedeeltelijke vernieuwing van de kerkraden, zie K.B. van 12 maart 1849 (B.S. 14 maart 1849). □

Art. 8. De raadsleden, die de uittredende leden moeten vervangen worden door de overige leden verkozen.

Zo de vervanging niet op de gestelde tijd gebeurd is, beveelt de bisschop er binnen een maand toe over te gaan; eens die tijd voorbij, voorziet hij zelf in de vervanging, doch enkel voor dit maal.

De uittredende leden zijn opnieuw verkiesbaar.

□ — In geval van vacature in de loop van de normale termijn, wordt de opvolger verkozen voor de duur van het mandaat van zijn voorganger (art. 6 van het K.B. van 12 maart 1849. B.S. 14 maart 1849). □

Art. 9. De raad verkiest zijn secretaris en zijn voorzitter: zij worden vervangen op de eerste zondag in april van elk jaar, en kunnen opnieuw verkozen worden. Bij staking van stemmen is 's voorzitters stem doorslaand. De raad kan niet beraadslagen dan wanneer meer dan de helft van de leden ter vergadering aanwezig zijn; en al de aanwezige leden zullen de notulen ondertekenen die bij meerderheid van stemmen zullen vastgesteld worden.

§ 2. Zittingen van de raad

Art. 10. De raad vergadert op de eerste zondag in de maand april, juli, oktober en januari, na de hoogmis of na de vespers, in de kerk, in een aan de kerk palende plaats of in de pastorie.

Het houden van ieder van deze zittingen wordt, de zondag te voren, tijdens de hoogmis, op de preekstoel bekend gemaakt.

De raad kan daarenboven buiten deze tijden vergaderen mits de toestemming van de bisschop of van de [gouverneur], als een dringende aangelegenheid of een onvoorziene uitgave het vereist.

§ 3. Opdracht van de raad

Art. 11. Zohaast de raad aangesteld is, verkiest hij, onder zijn leden, degene die, als kerkmeesters, het bureau zullen samenstellen; en, in de toekomst, bij het verstrijken van de termijn door het huidige reglement vastgesteld voor het uitoefenen van het kerkmeestersambt, zal de raad ook dat lid verkiezen dat de uittredende kerkmeester moet vervangen.

Art. 12. Worden onderworpen aan beraadslaging door de raad:

1° de begroting van het kerkbestuur;

2° de jaarrekening van zijn schatbewaarder;

3° het gebruik van de fondsen voortkomende van de giften en schenkingen die overblijven en de belegging van de teruggestorte kapitalen;

4° al de buitengewone uitgaven hoger dan vijftig frank in de parochies met meer dan duizend zielen, en dan honderd frank in de parochies met een groter inwonertal;

5° de gedingen als aanlegger en als verweerder, de erf- of langdurige pachten, de vervreemdingen of de ruilingen, en over het

algemeen de zaken die het gewone beheer van de goederen der minderjarigen te buiten gaan.

Afdeling II

Het bureau der kerkmeesters

§ 1. Samenstelling van het bureau der kerkmeesters

Art. 13. Het bureau der kerkmeesters omvat:

1° de pastoor of de bedienaar van de parochie of van de hulpkerk, die er van rechtswege en voortdurend deel van zal uitmaken;

2° drie leden van de kerkraad.

De pastoor of de bedienaar zal de eerste plaats innemen en kan door een van zijn onderpastoors vervangen worden.

Art. 14. Kunnen niet tegelijkertijd van het bureau deel uitmaken de bloed- of aanverwanten tot en met de graad van oom en neef.

Art. 15. Telken jare, op de eerste zondag in april, zal een van de kerkmeesters uit het bureau treden en moeten vervangen worden.

Art. 16. Onde de drie kerkmeesters, voor de eerste maal door de raad benoemd, zullen er achtereenvolgens twee, door het lot aangeduid, uittreden, bij het verstrijken van het eerste en van het tweede jaar en de derde zal ambtshalve bij het verstrijken van het derde jaar uittreden.

Art. 17. In de toekomst moeten altijd de langst in dienst zijnde kerkmeesters uittreden.

Art. 18. Gebeurt de verkiezing niet op de gestelde tijd, dan zal de bisschop er in voorzien.

Art. 19. Zij benoemen onder hen een voorzitter, een secretaris en een schatbewaarder.

Art. 20. Om te beraadslagen, moeten de leden van het bureau ten minste met drieën zijn.

Bij staking van stemmen, is 's voorzitters stem doorslaand.

Al de notulen moeten door de aanwezige leden ondertekend worden.

Art. 21. In de parochies waar er gewoonlijk erekerkmeesters waren, mogen er twee door de raad verkozen worden onder de voor naamste op de parochie wonende ambtenaren. Deze kerkmeesters en al de andere leden van de raad hebben in de kerk een uitgelezen plaats: de kerkmeestersbank: zoveel mogelijk zal zij vóór de preekstoel geplaatst worden. Op deze bank komt de eerste plaats de pastoor of de bedienaar toe, telkens wanneer hij daar tijdens de preek plaats neemt.

§ 2. Zittingen van het kerkmeestersbureau

Art. 22. Het bureau vergadert elke maand, na de hoogmis, op de voor de zittingen van de raad aangeduide plaats.

Art. 23. In de buitengewone gevallen wordt het bureau bijeengeroepen, hetzij ambtshalve door de voorzitter, hetzij op het verzoek van de pastoor of van de bedienaar.

§ 3. Bevoegdheid van het bureau

Art. 24. Het kerkmeestersbureau stelt de begroting van het kerkbestuur op, en onderzoekt de zaken die voor de raad dienen gebracht; hij is belast met het uitvoeren van de beslissingen van de raad en met het dagelijks bestuur van het tijdelijke der parochie.

Art. 25. De schatbewaarder zorgt voor het innen van al de aan het kerkbestuur verschuldigde bedragen of ze behoren tot het jaarlijks inkomen, dan wel om weldanige andere reden.

Art. 26. De kerkmeesters moeten er voor zorgen dat alle stichtingen trouw vereffend en uitgevoerd worden naar het inzicht van de stichters, zonder dat het geld voor andere lasten moge gebezigd worden.

Een uittreksel uit het register der titels van stichtingen die, in de loop van een trimester, moeten uitgevoerd worden, zal in het begin van ieder kwartaal in de sacristij uitgehangen worden, met de namen van de stichters en van de geestelijke die iedere stichting zal uitvoeren.

Bij het einde van elk kwartaal zal door de pastoor of door de bedienaar, aan het kerkmeestersbureau verantwoording gegeven worden van de tijdens het kwartaal uitgevoerde stichtingen.

Art. 27. De kerkmeesters leveren de olie, het brood, de wijn, de wierook, het was, en over het algemeen alle voor de eredienst nodige gebruiksvoorwerpen; zij dienen ook te zorgen voor het herstel en de aankoop van gewaden, meubelen en benodigdheden voor kerk en sacristij.

Art. 28. Alle kopen worden door het kerkmeestersbureau vastgesteld en door de voorzitter ondertekend; evenzo, de betalingsbevelen.

Art. 29. De pastoor of bedienaar zal zich naar de verordeningen van de bisschop richten in al wat de goddelijke dienst, de gebeden en onderrichtingen en het kwijten van de door de weldoeners opgelegde vrome lasten betreft, behoudens de vermindering ervan die door de bisschop, ingevolge het kerkelijk recht, zou opgelegd worden, als de onevenwichtigheid tussen de schenkingen en de lasten het zou vereisen.

Art. 30. De pastoor of de bedienaar aanvaardt de "habituanten"-priesters en wijst ze hun bediening aan.

In de parochies waar er voorkomen, zal de pastoor de priester-koster, de priester-cantor en de koorknapen aanduiden.

Banken en stoelen mogen in de kerk alleen met de toestemming van de pastoor of van de bedienaar geplaatst worden, behoudens beroep bij de bisschop.

Art. 31. De jaargetijden waarbij de stichters een ereloon hebben gevoegd, en over het algemeen al de jaargetijden die om het even welk ereloon meebrengen, worden bij voorkeur aan de onderpastoors toevertrouwd en mogen slechts bij deze ontstentenis door de habituanten of door andere geestelijken uitgevoerd worden, tenzij de stichters het anders zouden geschikt hebben.

Art. 32. De predikanten worden, bij meerderheid van stemmen en op de voordracht van de pastoor of van de bedienaar, benoemd, en met opdracht voor deze predikanten de vergunning van de bisschop te bekomen.

Art. 33. De benoeming en de afstelling van de orgelist, de klokluiders, de baljuw, de kerkpolitie en de andere kerkbedienden,

komt de kerkmeesters toe, op de voordracht van de pastoor of van de bedienaar.

Art. 34. De schatbewaarder moet, om de drie maanden, bij het kerkmeestersbureau een opgave indienen, door hem ondertekend en voor echt verklaard omtrent de activa en de passiva van de fabriek tijdens de verlopen drie maanden: deze opgave zal ondertekend worden door hen die de vergadering bijgewoond hebben en neergelegd in de kas of in de kast van de fabriek, om bij het indienen van de jaarrekening te worden voortgebracht.

Het bureau, zal tijdens dezelfde zitting, het voor het volgend kwartaal nodige bedrag vaststellen.

Art. 35. Alle uitgaven voor de kerk en de sacristiekosten worden door de schatbewaarder verricht; diens gevolg, wordt niets geleverd door een handelaar of door een ambachtsman dan op een bevel van de schatbewaarder; onderaan dit bevel zal de koster, of ieder ander tot de ontvangst van de levering bevoegd persoon, vermelden dat aan de inhoud van dit bevel werd voldaan.

HOOFDSTUK II

INKOMSTEN EN LASTEN VAN DE BEGROTING VAN HET KERKBESTUUR

Afdeling I

Inkomsten van het kerkbestuur

Art. 36. De inkomsten van elk kerkbestuur bestaan uit:

1° de opbrengst van de aan het kerkbestuur teruggeschonken goederen en renten, de goederen der broederschappen en over het algemeen van al wat door onze verschillende decreten aan fabrieken werd toegekend;

2° de opbrengst van de goederen, renten en stichting waarvan de aanvaarding door ons gemachtigd werd en zal gemachtigd worden;

3° de opbrengst van de aan het domein verheelde goederen en renten waarvan de inbezitneming door ons werd gemachtigd of zal gemachtigd worden;

4° de opbrengst van de gewassen op de als kerkhof gebezigde gronden;

5° de opbrengst van de verhuring der stoelen;

6° de vergunning van de in de kerken geplaatste banken;

7° de omhalingen voor de eredienstkosten;

8° de opbrengst van wat in de tot hetzelfde doel geplaatste offerblokken aangetroffen wordt;

9° de aan het kerkbestuur geschonken giften;

10° de rechten die, ingevolge de door ons goedgekeurde bisschoppelijke verordeningen, de kerkbesturen, heffen en diegene die hun toekomen op de opbrengst van de begrafenis-kosten;

11° de in voorkomend geval door de gemeente bijgelegde som.

□ — Het komt de gemeenteoverheden niet toe zich in de plaats te stellen van de kerkfabriek voor de opdrachten die de kerkfabriek moet vervullen (R.v.St., Gemeente Zelzate, nr. 4.050 van 7 februari 1955). □

Afdeling II

Lasten van het kerkbestuur

§ 1. Algemene lasten

Art. 37. De lasten van het kerkbestuur bestaan uit:

1° het bijdragen tot de voor de eredienst nodige onkosten, namelijk, de paramenten, de gewijde vaten, het linnen, het licht, het brood, de wijn, de wierook, de betaling van de wedde van de onderpastors (1), de koster, zangers, orgelisten, klokluiders, kerkpolitie, baljuw en andere ten dienste van de kerk staande bedienden, al naar gelang de plaats, gepast en noodzakelijk is;

2° het kwijten van het ereloon voor de predikanten tijdens de advent, de vasten en op andere plechtigheden;

3° het versieren en de inwendige verbetering van de kerk;

4° het onderhouden van de kerken, pastorieën (en kerkhoven); en, in geval van onvoldoende inkomsten van het kerkbestuur is deze er mede belast al het nodige te verrich-

(1) De wedde van de onderpastors is thans ten laste van de Staat (W. 9.I.1837)

ten tot het uitvoeren van de herstellingen en de wederopbouw, zoals zulks bij § 3 geregeld wordt.

§ 2. Aanstelling en bezoldiging van de onderpastoors

Art. 38. Het aantal voor iedere kerk bestemde priesters en onderpastoors wordt door de bisschop bepaald, na beraadslaging door de kerkmeesters en advies van de raad van de gemeente.

Art. 39 en 40.

(impl. opgeh. W. 9.I.1837)

§ 3. Herstellingswerken

Art. 41. De kerkmeesters, en de schatbewaarder in het bijzonder, moeten er voor waken dat alle herstellingen deugdelijk en snel uitgevoerd worden. Bij de aanvang van de Lente en van de Herfst onderzoeken zij, samen met vaklieden, de gebouwen.

Zij voeren zonder verwijl en zuinig de gewone herstellingen uit of de andere die het bedrag bepaald bij artikel 12 niet te buiten gaan, ongeminderd nochtans de voor de erediensten geregelde uitgaven.

Art. 42. Overtreffen de uitgaven het bovenvermeld bedrag, dan brengt het bureau daaromtrent verslag uit bij de raad, die alle herstellingen kan gelasten die honderd frank niet te boven gaan in de gemeenten met min dan duizend zielen, en tweehonderd frank in de meer bevolkte.

[...]

(opgeh. W. 14.VII.1976, art. 31)

Art. 43. Als de gewone uitgave, in de begroting voorzien, geen of niet voldoende vrije gelden ter beschikking overlaat voor de herstellingen, brengt het bureau daaromtrent bij de raad verslag uit en zal deze een beslissing treffen om daarin te voorzien op de wijze voorgeschreven bij hoofdstuk IV van deze verordening; deze beraadslaging zal door de voorzitter aan de (gouverneur) overgemaakt worden.

Art. 44. Bij de aanstelling van elke pastoor of bedienaar, zal op de kosten van de gemeente en op de benaerstiging van de burgemeester een staat van beschrijving van de

pastorij en van haar aanhorigheden opgemaakt worden. De pastoor of de bedienaar is enkel verplicht tot de gewone herstellingen en de schade veroorzaakt door zijn schuld. De uittredende pastoor of bedienaar, of zijn erfgenamen of zijn rechthebbenden, zijn gehouden tot gezegde gewone herstellingen en schade.

Afdeling III

De begroting van het kerkbestuur

Art. 45. Er zal, telken jare, door de pastoor of de bedienaar, bij het bureau een overzichtelijke opgave ingediend worden omtrent de uitgaven vereist voor de uitoefening van de eredienst, zowel voor de gebruiksvoorwerpen als voor de herstelling en het onderhoud van de gewaden en kerkmeubelen en -benodigdheden.

Deze staat, na artikelsgewijs door het bureau te zijn goedgekeurd, zal als een enkele post onder de titel uitgaven van inwendige aard in de algemene begroting opgenomen worden; de verdeling van deze uitgaven zal als bijlage bij het ontwerp van begroting gaan.

Art. 46. De begroting zal de ontvangsten en de uitgaven van de kerk omvatten. De uitgaveposten zullen naar de volgende orde worden ingelast:

1° de gewone kosten voor het vieren van de eredienst;

2° de herstellingskosten van de kerkgewaden, -meubelen en -benodigdheden;

3° de lonen van de kerkbedienden;

4° de kosten van de gewone onderhoudsherstellingen.

Wat van de inkomsten overblijft na het kwijten van deze uitgave wordt gebruikt voor de wedde van de wettelijk aangestelde onderpastoor (1), en het overschot, als er een is, zal dienen voor de zware herstellingen van de voor de eredienst bestemde gebouwen.

Art. 47. De begroting zal, ter zitting in de maand april van ieder jaar, aan de kerkbestuursraad voorgelegd worden; zij zal, samen met de opgave van de uitgaven voor het vie-

(1) De wedde van de onderpastoor is thans ten laste van de Staat (W. 9.I.1837)

ren van de erediensten naar de bisschop gezonden worden om in haar geheel goedgekeurd te worden.

(De artikelen 45 en 47 zijn nog toepasselijk op de kerkfabrieken die niet onder de Wet van 4 maart 1870 vallen).

Art. 48.

(impl. opgeh. W. 4.III.1870)

Art. 49. Volstaan de inkomsten niet om de hetzij voor de eredienst onontbeerlijke onkosten, hetzij voor het ophouden van zijn waardigheid nodige uitgaven, hetzij lonen van de kerkbedienden, hetzij herstellingen van de gebouwen, of het verlenen van onderhoudsgeld aan niet door de Staat bezoldigde bedienaars van de eredienst, te dekken, dan moet de begroting een overzicht bevatten van de fondsen die van de parochianen dienen geëist om erin te voorzien, zoals bepaald wordt in hoofdstuk IV.

HOOFDSTUK III

Afdeling I

Beheer van de goederen van het kerkbestuur

Art. 50. Ieder kerkbestuur zal over een kas of over een kist beschikken, met drie sleutels gesloten; een er van berust bij de schatbewaarder, een tweede bij de pastoor of de bedienaar en de derde bij de voorzitter van het bureau.

Art. 51. In deze kas worden alle aan het kerkbestuur behorende penningen neergelegd, evenals de sleutels van de offerblokken in de kerken.

Art. 52. Geen enkel bedrag mag uit de kist weggenomen worden zonder de toelating van het bureau en enkel tegen een ontvangstbewijs dat aldaar neergelegd wordt.

Art. 53. Beschikt de schatbewaarder niet over de door het bureau voor ieder kwartaal, tot het dekken van de lopende uitgave vastgesteld bedrag, dan zal het ontbrekende uit de kas genomen worden; evenzo, zal al wat hij aan overschot mocht bezitten, in deze kas gestort worden.

Art. 54. Worden eveneens in een kas of in een kist bewaard de stukken, titels en bescheiden omtrent de inkomsten en de aangelegenheden van het kerkbestuur en name-lijk de rekeningen met de bewijsstukken, de notulenboeken, buiten het lopende boek, het summier boek der titels en de inventarissen of nazichtopgaven waarover in de twee volgende artikelen gehandeld wordt.

Art. 55. Er zullen, kosteloos, twee boedelbeschrijvingen aangelegd worden: de ene van de gewaden, het linnen, de gewijde vaten, het zilverwerk, de benodigdheden en over het algemeen van gans het kerkmobilier; de andere van de titels, de stukken en de inlichtingen, vermeldend, omtrent elke titel, de opgebrachte inkomsten, de stichting tot het dekken waarvan de goederen aan het kerkbestuur geschonken werden. Een tweede afschrift van de inventaris zal de pastoor of de bedienaar ter hand gesteld worden.

Telken jare zullen deze inventarissen nagezien worden om er de nodige aanvullingen, schrappingen en andere wijzigingen op aan te brengen; deze inventarissen en deze nazichtopgaven worden ondertekend door de pastoor of de bedienaar, en door de voorzitter van het bureau.

Art. 56. De secretaris van het bureau schrijft volgens nummer en datum in een summierboek in:

- 1° de stichtingsakten en, over het algemeen al de eigendomstitels;
- 2° de huur- of pachtcelen.

De inschrijving geschiedt over twee kolommen bestemd, de ene voor de inkomsten, de andere voor de lasten.

Elk stuk wordt ondertekend en voor eensluidend met het oorspronkelijke verklaard door de pastoor of door de bedienaar, en door de voorzitter van het bureau.

Art. 57. Geen enkel titel of stuk mag uit de kas weggenomen worden als er geen ontvangstbewijs voor in de plaats gelegd wordt; dit ontvangstbewijs vermeldt het uitgetrokken stuk, de beslissing van het bureau waarbij het uittreksel werd toegelaten, de aanduiding van hem die daarmee belast werd en het ontvangstbewijs ondertekend heeft; de reden waarom het stuk uitgetrokken werd; en zo het een geding betreft, de rechtbank en de naam van de pleitbezorger.

Dit bewijs, evenals de ontlasting bij de teruggave worden in het summierregister of in het register der titels aangetekend.

Art. 58. De notaris voor wie een akte verleden werd houdende schenking onder levenden of een laatste wilsbeschikking ten voordele van een fabriek, zal daarover de pastoor of de bedienaar berichten.

Art. 59. Iedere akte houdende giften of schenkingen ten voordele van een kerkbestuur wordt de schatbewaarder ter hand gesteld, die daaromtrent op de volgende zitting van het bureau verslag zal uitbrengen. Deze akte zal vervolgens, met de opmerkingen van het bureau, aan de aartsbisschop of aan de bisschop overgemaakt worden, opdat deze zijn advies omtrent het wel dan niet aanvaarden er van zou uitbrengen.

Het geheel zal aan de minister (thans van Justitie) overgemaakt worden, op wiens verslag de fabriek gebeurlijk tot aanvaarding gemachtigd zal worden; de aanvaardingsakte, waarin de machtiging zal vermeld zijn, zal namens het kerkbestuur door de schatbewaarder ondertekend worden.

□ — De beslissingen betreffende schenkingen en legaten zijn, naar gelang van het bedrag van de schenking of het legaat, onderworpen aan de goedkeuring van de bestendige deputatie, van de provinciegouverneur of van de Koning na advies van de bisschop en de gemeenteraad, alsmede in de twee laatste gevallen van de bestendige deputatie (art. 243 N. Gem. W., K.B. van 6 december 1974, B.S. van 28 januari 1975).

Het besluit van de toezichthoudende overheid is een administratieve rechtshandeling die geen invloed heeft op de burgerrechtelijke geldigheid van het contract. De gewone rechtbanken blijven bevoegd om te oordelen over eventuele wilsgebreken van de schenker en andere nietigheidsgronden

(Cass., 9 mei 1946, Pas., I, 182; Cass., 26 oktober 1987, R.W., 1987-1988, p. 1431-1434). □

Art. 60. De aan het kerkbestuur behorende huizen en plattelandsgoederen worden door het kerkmeestersbureau verpacht, beheerd en bestuurd, op de voor de gemeentegoederen geldende wijze.

□ — De bevoegdheid om over de verhuring te beslissen en om de voorwaarden van de verhuring

vast te stellen, behoort aan de kerkraad (R.v. St., Van Den Broeck, nr. 38.014 van 13 november 1991).

De toewijzing van de huur behoort tot de bevoegdheid van het bureau van kerkmeesters (R.v.St., Fourie en Logiste, nr. 22.221 van 30 april 1982).

Voor de verhuring van landeigendommen, zie de pachtwet van 4 november 1969 (B.S. 25 november 1969), zoals gewijzigd bij de wet van 12 juni 1975 (B.S. 19 juli 1975), de wet van 23 november 1978 (B.S. 13 december 1978) en de wet van 7 november 1988 (B.S. 6 december 1988).

Voor de beperking van de pachtprizen, zie de wet van 4 november 1969 (B.S. 25 november 1969), zoals gewijzigd bij de wet van 19 juli 1979 (B.S. 22 augustus 1979), de wet van 10 maart 1983 (B.S. 24 september 1983) en de wet van 7 november 1988 (B.S. 6 december 1988).

De verhuring van jachtrecht wordt als een verpachting "sui generis" beschouwd en volgt dus de regeling die van toepassing is voor de verhuring van landeigendommen (R.v.St., Buvé, nr. 17.806 van 6 oktober 1976). □

Art. 61. Geen enkel lid van het kerkmeestersbureau mag als aanbestedder of als vennoot van de aanbestedder optreden bij verkoop, aanbesteding van herstellings-, bouw- of wederopbouwwerken, of bij verpachting van de goederen van het kerkbestuur.

Art. 62. Onroerende kerkgoederen mogen niet verkocht, vervreemd, geruild of zelfs voor langer dan negen jaar verhuurd worden dan na een besluit van de raad, het advies van de bisschop en met onze machtiging.

□ — Onroerende goederen die onder de toepassing vallen van het Vlaamse Bosdecreet kunnen slechts verkocht worden na machtiging van de Vlaamse Regering (Art. 90 van het Decr. VI. R. van 13 juni 1990, B.S. van 28 sept. 1990). □

Art. 63. Gelden die voortkomen van schenkingen of legaten waarvan de bestemming niet door de stichting is bepaald, terugbetaalde renten, verkoopprijzen of opleg bij ruilingen, inkomsten die de uitgaven voor gewone lasten te boven gaan, worden belegd in de vormen, bepaald in het advies van de Conseil d'Etat dat door Ons op 21 december 1808 is goedgekeurd.

Is het bedrag ontoereikend, dan blijft het in kas, indien wordt voorzien dat beschikbare gelden binnen zes maanden zullen binnenkomen ter aanvulling van het bedrag dat voor dit soort van belegging nodig is; anders beaadt de raad over de belegging en beveelt de gouverneur die welke het voordeligst lijkt.

□ — De beslissingen van de kerkraad betreffende de aankoop van onroerende goederen zijn ongeacht de waarde van de verrichting, onderworpen aan de goedkeuring van de Koning (R.v.St., kerkfabriek Sint-Begga te Andenne, nr. 29180 van 15 januari 1988). Hetzelfde geldt voor de aankoop van openbare fondsen en andere waardepapieren. □

Art. 64. Het stoelgeld wordt, voor de verschillende diensten, bepaald door een beaadt van het bureau; deze beaadt wordt in de kerk uitgehangen.

Art. 65. Het wordt uitdrukkelijk verboden, om het even welke reden, iets te ontvangen voor de toegang tot de kerk, noch, in de kerk iets meer te ontvangen dan het stoelgeld.

Meer nog, er wordt in alle kerken een plaats voorzien van waarop de gelovigen die noch stoelen noch banken huren, gemakkelijk de goddelijke dienst kunnen bijwonen en de onderrichtingen aanhoren.

Art. 66. Het kerkmeestersbureau kan door de raad er toe gemachtigd worden de verhuur van de banken en van de stoelen in eigen beheer te verrichten ofwel ze te verpachten.

Art. 67. Als de verhuur der stoelen verpacht wordt, heeft de aanbesteding plaats na drie aanplakkingen met telkens acht dagen tussenuimte; de aanbiddingen worden op het bureau der fabriek, bij inschrijving, ontvangen en, in het bijzijn van de kerkmeesters wordt de aanbesteding aan de meest biedende toegekend; dit alles wordt in het pachtceel vermeld en de beaadt van het bedrag van het stoelgeld werd vastgesteld, wordt er bij gevoegd.

Art. 68. Geen banken — of plaatsvergunning in de kerk hetzij bij huurceel, mits een jaarlijkse bijdrage, hetzij mits de opbrengst van een kapitaal of van een onroerend goed,

hetzij voor een termijn die de levensduur van hen die ze bekomen hebben, mag verleend worden, buiten de hiernavermelde uitzondering.

Art. 69. De aanvraag om een concessie wordt aan het bureau voorgelegd, dat ze gedurende drie zondagen zal bekendmaken en gedurende een maand op de kerkdeur aanplakken, opdat elkeen in de gelegenheid gesteld weze door een voordeliger aanbod de voorkeur te genieten.

Gaat het om een concessie van een onroerend goed, dan laat het bureau het schatten naar kapitaal en inkomen om deze schatting op te nemen in de plakbrieven en de bekendmakingen.

Art. 70. Eens deze vereisten vervuld, brengt het bureau verslag uit bij de raad.

Gaat het om een concessie van huur tegen een jaarlijkse vergoeding, wanneer de raad het oorbaar acht daarop in te gaan, zal zijn beaadt van daartoe volstaan.

Art. 71. Gaat het om een concessie van een onroerend goed, dan dient op de beaadt van onze machtiging verleend op dezelfde wijze als voor giften en schenkingen. Moest het een roerende waarde gelden, dan is onze machtiging vereist, als het bedrag hetzelfde is als datgene waarvoor de gemeenten en de godshuizen ze moeten bekomen.

Art. 72. Wie volledig een kerk bouwt kan voor zichzelf en voor zijn familie, zolang zij bestaat, het eigendom van een gestoelte of van een kapel weerhouden.

Ieder begiftiger of weldoener van een kerk kan dezelfde concessie bekomen, op het advies van de fabrieksraad, goedgekeurd door de bisschop en door de minister (van Erediensten).

Art. 73. Geen praalgraf, geen opschriften, geen graf- of andere gedenktekenen, eender dewelke, mogen in de kerken aangebracht worden, dan op de voordracht van de bisschop en mits de toelating van onze minister (van Erediensten).

Art. 74. Het bedrag van om het even welke reden voor de rekening van het kerkbestuur ontvangen gelden, wordt naar mate zij inkomen, naar dag en maand ingeschreven in

een gequoteerd en geparafeerd register dat onder de schatbewaarder berust.

Art. 75. Alles wat verband houdt met de omhalingen in de kerken, wordt, op verslag van de kerkmeesters, door de bisschop geregeld, ongeacht de omhalingen ten bate van de behoeftigen die immer in de kerken moeten gebeuren telkens de weldadigheidsburelen het geraden zullen achten.

Art. 76. De schatbewaarder zal bij de ontvangsten in waren de kaarsen rekenen geofferd bij het gewijde brood of geleverd bij de jaargetijden, en diegene, die bij de uitvaarten en lijkdiensten, aan het kerkbestuur behoren.

Art. 77. De kerkmeesters mogen geen enkel geding inspannen, noch als verweerders optreden, zonder de toelating van de (bestendige deputatie), tot wie de beraadslaging, te dien einde door de raad verenigd met het bureau genomen, gericht wordt.

□ — Deze bepaling vindt geen toepassing wanneer de kerkraad de vernietiging vordert van een handeling van de toezichthoudende overheid (R.v.St., Onze-Lieve-Vrouw-Visitatie te Villers-la-Ville, nr. 6.222 van 18 april 1958)

De Raad van State is niet bevoegd om kennis te nemen van het beroep tot nietigverklaring van de beslissing waarbij de bestendige deputatie een kerkfabriek machtigt om een geding voor de rechter in te stellen, vermits de rechter die de ontvankelijkheid van de eis van de kerkfabriek moet onderzoeken, bevoegd is om daarbij na te gaan of de bestreden machtiging regelmatig aan de kerkfabriek werd verleend (R.v.St., Erisson, nr. 19.885 van 30 oktober 1979). □

Art. 78. Nochtans moet de schatbewaarder alle daden van enkel behoud stellen om de rechten van het kerkbestuur te vrijwaren en de nodige benaerstingen vervullen tot het innen van haar inkomsten.

Art. 79. De gedingen worden gevoerd namens het kerkbestuur en de benaerstingen vervuld op het verzoek van de schatbewaarder, die het bureau omtrent deze rechtsplegingen zal berichten.

□ — Het bureau van kerkmeesters kan een advocaat aanduiden om het rechtsgeding in te leiden

of het annulatieberoep in te dienen en de belangen van het kerkbestuur te verdedigen. Wanneer een zaak wordt aanhangig gemaakt door de secretaris stelt de Raad van State van ambtswege de onontvankelijkheid vast, daar alleen de penningmeester hiertoe bevoegd is of een advocaat aangeduid door het bureau van kerkmeesters (R.v.St., Onze-Lieve-Vrouw-Visitatie te Villers-le Ville, nr. 6.222, 18 april 1958; Belgische Staat, nr. 6.284, 13 mei 1958). □

Art. 80. Alle betwisting omtrent het eigendom van de goederen en alle vervolging tot inning der inkomsten worden voor de gewone rechter gebracht.

Art. 81. [...]

(Opgeh. W. 30.VIII.1913, art. 61)

Afdeling II

Rekeningen

Art. 82. De telken jare door de schatbewaarder te verschaffen rekening wordt in twee hoofdstukken gesplitst: het ene voor ontvangst, het andere voor uitgave.

Het hoofdstuk voor ontvangst wordt in drie afdelingen ingedeeld: een eerste voor gewone ontvangst; een tweede voor buitengewone ontvangst en het derde voor dat gedeelte van de gewone of de buitengewone inningen die nog niet geschied zijn.

Het overschot van de ene rekening zal altijd het eerste artikel uitmaken van de volgende rekening. Ook het hoofdstuk der uitgaven wordt ingedeeld in gewone uitgaven, in buitengewone uitgaven en in gewone en buitengewone uitgaven die nog niet gekweten werden.

Art. 83. Bij iedere ontvangstpost, hetzij van renten, van huur of van andere ontvangsten, zal de naam vermeld worden van de schuldenaren, de pachters of huurders, de naam en de ligging van het huis of van het erf, de aard van de grondrente of van de gevestigde rente, de datum van de jongste titel of van de jongste huurceel en naam van de notarissen voor wie zij werden verleden; het geheel van de stichting waarvoor de rente dient, zo deze gekend is.

Art. 84. Wanneer, tengevolge van het overlijden van de schuldenaar of van het ver-

delen van het met een rente belaste huis of erf, deze rente door meerdere schuldenaren verschuldigd is, zal er niettemin slechts een enkele post in de uitgaven vermeld worden, in welke post alle schuldenaren zullen vermeld worden en behoudens de uitoefening van de hoofdelijke vordering zo daartoe grond bestaat.

Art. 85. De schatbewaarder moet ter zitting op de eerste zondag in de maand maart aan het kerkmeestersbureau zijn jaarrekening overleggen.

Tegen een door een onder hen afgeleverd ontvangstbewijs wordt de rekening, samen met de stukken tot staving, hun medegedeeld. Zij zullen ter zitting op de eerste zondag in de maand april, bij de raad verslag omtrent de rekening uitbrengen; tijdens deze zitting wordt ze onderzocht en afgesloten; desnoods wordt deze zitting de volgende zondag voortgezet.

Art. 86. Ontstaat er betwisting omtrent een of meer posten uit de rekening, dan wordt de rekening niettemin afgesloten, mits voorbehoud omtrent de betwiste posten.

Art. 87. De bisschop kan een commissaris aanduiden om, uit zijn naam, bij de jaarrekening aanwezig te zijn; doch als deze commissaris geen grootvicaris is, is hij er niet toe bevoegd iets omtrent de rekening te bevelen, doch kan enkel een proces-verbaal opmaken omtrent de toestand van de fabriek en omtrent de leveringen en de aan de kerk te verrichten herstellingen.

De aartsbisschoppen en bisschoppen, of hun vicarissen-generaal, mogen zich steeds, bij hun bezoeken, rekeningen, registers en inventarissen doen voorleggen en de kas nazien.

Art. 88. Als de rekening afgesloten is, wordt het overschot aan de in dienst zijnde schatbewaarder ter hand gesteld, die het als ontvangst boekt. Terzelfder tijd wordt hem een opgave in de hand gesteld van wat de fabriek wegens huurcelen te ontvangen heeft, een afschrift van de toevallige rechten, een tabel van de geraamde ontvangsten, een voor de te verrichten terugnemingen en een van de niet gekweten lasten en leveringen.

Terzelfde zitting, wordt in het notulenboek melding van deze afgifte van stukken

gemaakt; en, in behoorlijke vorm, wordt aan de uittredende schatbewaarder daarvan een afschrift afgeleverd om hem te dienen tot ontlasting.

Art. 89. De jaarrekening wordt dubbel opgemaakt, waarvan een afschrift in de kas of in de kist met drie sleutels zal neergelegd worden en het andere op het gemeentehuis.

Art. 90.

(impl. opgeh. W. 4.III.1870, art. 12)

Art. 91.

(Niet meer van toepassing)

HOOFDSTUK IV

LASTEN VAN DE GEMEENTEN IN ZAKEN VAN EREDIENST

Art. 92. De lasten van de gemeenten in zaken van eredienst zijn:

1° bijdragen, bij onvoldoende inkomsten van het kerkbestuur, tot de lasten voorzien bij art. 37;

2° de pastoor of de bedienaar een pastorie bezorgen, of, bij gebrek aan een pastorie, een woning, of, bij gebrek én aan een pastorie én aan een woning een vergoeding in geld;

3° bijdragen tot de grove herstellingen van de tot de eredienst bestemde gebouwen.

□ — Inzake betwistingen nopens het recht van de bedienaar op een woning of een woonstvergoeding, zijn alleen de burgerlijke rechtbanken bevoegd (Cass. 23 december 1865, Pas. 1866, I, 7). □

Art. 93.

(impl. opgeh. W. 4.III.1870)

Art. 94. Geldt het herstellingen van gebouwen van om het even welke aard, en laat voor deze herstelling de door de begroting vastgestelde gewone ontvangst geen, of slechts onvoldoende gelden beschikbaar, dan zal het bureau daaromtrent de raad berichten en deze laatste zal bij beraadslaging voorstellen dat de gemeente daarin zou voorzien: deze beraadslaging zal door de schatbewaarder aan de gouverneur overgemaakt worden.

Art. 95. De gouverneur stelt deskundigen aan die, ten overstaan van een lid van de ge-

meenteraad en van een der kerkmeesters, zo vlug mogelijk, een raming van de herstellingen zullen opmaken. De gouverneur legt deze raming de gemeenteraad voor, en op diens advies, beveelt hij, gebeurlijk, deze herstellingen op gemeentekosten uit te voeren en doet dientengevolge de gemeenteraad een aanbesteding door de laagste aanbieder uitschrijven.

Art. 96. Meent de gemeenteraad een vermindering te moeten aanvragen op enige uitgaveposten voor het viëren van de eredienst, en erkent hij de noodwendigheid niet van de aanstelling van een onderpastoor, dan moet zijn beraadslaging daaromtrent de gronden voor aangeven.

Al de stukken worden de bisschop toegesonden die beslist.

Art. 97.

(impl. opgeh. W. 4.III.1870)

Art. 98. Geldt het uitgaven wegens volgens artikel 95 vastgestelde herstellingswerken of wederopbouwwerken, dan beveelt de gouverneur dat deze herstellingen op de gemeente-inkomsten betaald worden, en dienvolgens, dat de gemeente op de gewone wijze tot de aanbesteding bij het laagste aanbod overga.

Art. 99. Indien de inkomsten der gemeente ontoereikend zijn, beslist de raad omtrent de middelen om deze uitgave te dekken, dit volgens de regels door de wet voorgeschreven.

Art. 100. In het geval nochtans dat mocht blijken dat de inwoners van een parochie niet bij machte zijn, zelfs door een buitengewone belastingheffing, tot de herstellingen bij te dragen, dan dient beroep gedaan op onze ministers (van Binnenlandse Zaken en van Erediensten), op wier verslag aan deze parochie een door hen te bepalen toelage zal worden verleend en zal voorafgenomen worden op het bij de wet dd. 25 September 1807 op de Staatsbegroting, voorzien gemeenzaam fonds.

Art. 101. In alle gevallen waarin een kerkbestuur beroep doet op een gemeente, onderzoekt de gouverneur opnieuw de begroting van die gemeente en beslist of en in

welke mate de voor de eredienst aangevraagde uitgave op de inkomsten van deze gemeente kan voorafgenomen worden, behoudens onze goedkeuring wat de gemeenten betreft, waarvan de inkomsten twintigduizend frank te boven gaan.

Art. 102. Zo de gemeenteraad dient bijeengeroepen en zo het grondgebied van de parochie meerdere gemeenten omvat, wordt ieder gemeenteraad samengeroepen en beaardslaagt afzonderlijk.

Art. 103. Een buitengewone belasting voor de kosten van de eredienst kan ingevoerd worden enkel naar het voorafgaandelijk vervullen van de bij de wet voorgeschreven vormen.

HOOFDSTUK V

KATHEDRALE KERKEN, BISSCHOPPELIJKE PALEIZEN EN SEMINARIES

Art. 104. De besturen van de metropolitane en van de kathedrale kerken blijven verder samengesteld en bestuurd volgens de door ons uitgevaardigde bisschoppelijke verordeningen.

Art. 105. Alle beschikkingen omtrent de parochiale kerkbesturen zijn toepasselijk wat hun inwendig beheer aangaat op de kathedrale kerkbesturen.

Art. 106. De in een bisdom opgenomen provinciën zijn tot hetzelfde verplicht als de gemeenten tegenover haar parochiale kerkbesturen.

Art. 107. Wanneer er grove herstellingen dienen uitgevoerd aan de kathedrale kerken, aan de bisschoppelijke paleizen en seminaries, bericht de bisschop zulks aan de gouverneur van de provincie waarin de zetel van het bisdom gelegen is; hij legt terzelfder tijd een beknopte opgave voor van de inkomsten en van de uitgaven van zijn kerkbestuur en vermeldt de inkomsten die na het kwijten van de gewone uitgaven voor het viëren van de eredienst overblijven.

Art. 108. De gouverneur beveelt dat, naar de voor de openbare werken voorgeschre-

ven wijze ten overstaan van iemand daartoe door de bisschop aangesteld, een raming van de uit te voeren werken worde opgemaakt.

Art. 109. Dit rapport wordt de bisschop medegedeeld die het, met zijn opmerkingen, naar de gouverneur verzendt.

Deze stukken worden, samen met zijn advies, door de gouverneur aan onze Minister (van Binnenlandse Zaken) overgemaakt; hij brengt het ter kennis van de Minister (van Erediensten).

Art. 110. Zijn herstellingen zowel noodzakelijk als dringend, dan verordent onze Minister (van Binnenlandse Zaken) ze voorlopig uit te voeren op de eerste fondsen waarover de gouverneurs kunnen beschikken, behoudens de terugbetaling uit de fondsen die door de provinciale raad tot dat doel zullen uitgetrokken worden; deze raad ontvangt mededeling van de begroting der fa-

briek van de kathedraal en kan gebruik maken van het recht dat bij artikel 96 aan de gemeenteraden werd toegekend.

Art. 111. Bestaat het bisdom uit verschillende provincies, dan wordt de omslag naar de gewone verhouding verricht, doch de provincie waar de zetel van het bisdom is gelegen, wordt voor een tiende meer aangeslagen.

Art. 112. In de provincies waar de kathedraal over kerkbesturen beschikken die een inkomen bezitten, waarvan een gedeelte voor herstellingswerken bestemd is, blijft die bestemming bestaan; voor het overschot gebeuren die werken zoals hoger beschikt.

Art. 113. De bisschop aanvaardt de giften of schenkingen aan de kathedrale kerken en aan de seminaries; behoudens onze toestemming op voordracht van onze Minister (van Erediensten) verleend.

KONINKLIJK BESLUIT
van 16 AUGUSTUS 1824
houdende dat de kerkbesturen en
kerkelijke administraties geen
beschikkingen kunnen nemen omtrent
onderwerpen, waarvan de bezorging hen
niet uitdrukkelijk bij de bestaande
wetten, reglementen of verordeningen
is opgedragen
 (J.O. XIX, nr. 45) (1)

Art. 1. Alle kerkbesturen en kerkelijke administraties zullen zich zorgvuldig wachten van enige bestellingen of beschikkingen te maken, omtrent onderwerpen, waarvan de bezorging hun niet uitdrukkelijk bij de bestaande wetten, reglementen, orders of instructies is opgedragen.

Art. 2. Zonder daartoe alvorens Onze toestemming te hebben verkregen, zal het niet geoorloofd zijn, om nieuwe kerken of gebouwen, tot de oefening van de openbare eredienst bestemd, te stichten of op te bouwen, noch om de reeds bestaande te herbouwen of aan dezelfde een veranderende inrichting te geven.

Maar zullen de kerkbesturen zich enkel moeten bepalen tot de werken van noodzakelijk onderhoud, die de instandhouding der gebouwen mocht vorderen.

□ — De Minister van Justitie is bevoegd om de goedkeuring te verlenen in de plaats van de Ko-

ning (Regentsbesl. van 28 december 1944, B.S. van 13 januari 1945). □

Art. 3. Bij de aanvragen, om Onze toestemming tot de stichting, de opbouw, de herbouw of het veranderen der inrichting, mitsgaders tot het doen ten uitvoer brengen van andere werken, dan die van het noodzakelijk onderhoud der kerken en gebouwen tot oefening van de openbare eredienst bestemd, zal moeten gevoegd worden een opgave van de daartoe vereiste kosten en van de middelen, welke voorhanden zijn, om die kosten te kunnen bestrijden.

Art. 4. [...]

(Impl. opgeh. bij art. 14 tot 16 G.W.)

Art. 5. Evenmin zal het geoorloofd zijn, om zonder daartoe Onze toestemming, of de toestemming der openbare machten, die Wij zullen goedvinden daartoe aan te wijzen, te hebben verkregen, uit de kerken weg te brengen, te vervoeren of te vervreemden, of om zich enig andere beschikking te veroorloven, met opzicht tot de in de kerken geplaatste voorwerpen van kunst of geschiedkundige gedenkstukken, van welke aard die ook zouden mogen zijn, voor zover zij niet toebehoren aan bijzondere genootschappen of bijzondere personen.

□ — De Minister van Justitie is bevoegd om de goedkeuring te verlenen in de plaats van de Koning (Regentsbesl. van 28 december 1944, B.S. van 13 januari 1945). □

(1) Dit K.B. werd genomen op grond van artikel 73 van de Fundamentele Wet van 24 augustus 1815 en heeft derhalve kracht van wet.

KONINKLIJK BESLUIT
van 12 MAART 1849
over de herinrigting en de gedeeltelyke
vernieuwing der kerkfabryken
 (B.S. 14.III.1849)

(Nederlandse tekst uit de "Verzameling der wetten")

Art. 1. Al de kerkfabryken zullen by serien vernieuwd worden, zoodanig dat de groote helft der kiesbare leden aftrede den eersten zondag van april 1849, de kleine helft den eersten zondag van april van het jaer 1852, en zoo vervolgens van dry tot dry jaren.

Art. 2. Zullen op dezelfde wyze vernieuwd worden:

1° De kerkfabryken welker dryjaerlyksche aftredingen niet zouden overeenkomen met de tydstippen door het decreet vastgesteld;

2° Degene waarvan de orde der serien zou verkeerd zyn.

In dit laetste geval, de laetste dryjaerlyksche kiezing degene der groote helft geweest zynde, zal de kleine helft, thans de oudste, aftreden den eersten zondag van april 1849; en, om de helft te voltrekken van de serie dit laetste jaer aftredende, zal de kerkfabryk het lot trekken voor een der leden van de oudste helft, dat insgelyks zal aftreden.

Die bewerking zal degene door de fabryken te doen die zich in de gevallen voorzien by de nrs 1° en 2° van art. 3 hierna bevinden, voorafgaen.

Art. 3. Indien het persooeneel van de kerkfabryk niet meer in verhouding staet met de bevolking der parochie, zal er gehandeld worden als volgt:

1° Indien eene fabryk van negen leden moet verminderd worden op vyf; daer de groote helft van vyf den eersten zondag van april aftreedt, zal de overblyvende helft van vier vooreerst verminderd worden op twee by loting, en zullen vervolgens de twee gehandhaefde leden en de kleine helft uitmakende, in gemeen overleg met degene die van regtswege leden zyn, de dry leden kiezen die de groote helft zullen uitmaken;

2° Indien een fabryk van vyf leden moet samengesteld zyn uit negen leden, zal de groote helft van dry leden den eersten zondag

van april aftreden en de twee blyvende leden, vereenigd met degene die van regtswege leden zyn, dry leden kiezen; de vier andere, respectievelyk te benoemen twee door de bisschoppelyke overheid en twee door den gouverneur, zullen dezelfde dag ingesteld worden. Vervolgens zullen twee dier leden by loting aangewezen worden om tot de groote helft, twee tot de kleine helft te behooren.

Art. 4. Zullen door de bisschoppelyke overheid en den gouverneur overeenkomstig art. 5 en 6 van het decreet van 1809 vernieuwd worden:

1° De fabryken waarvan geen der kiesbare leden de voorwaerden by gezegd artikel 5 vereischt in zich meer zou vereenigen;

2° Degene die, op den eersten zondag van april 1849, meer dan dry jaren zouden tellen sedert de laetste benoeming door de bisschoppelyke overheid en den gouverneur gedaen, by toepassing van art. 6 van het decreet, en waarvan de laetste halve vernieuwing of zelf eene vroegere vernieuwing niet zou gedaen zyn.

De nieuwe leden zullen in ambt treden den eersten zondag van april 1849, ten zy eene verdaging noodig zy, in wat geval de gouverneur eenen anderen zondag, den naestvolgenden mogelyk, zal bepalen.

Art. 5. In het geval van het voorgaende artikel, alsmede in al de toekomstige gevallen van inrigting of van geheellyke vernieuwing van kerkfabryken door de bisschoppelyke overheid en den gouverneur, zal de helft der kiesbare leden overeenkomende met de serie by art. 1 hiervoren aangeduid, de eerste aftreden tydens de periodieke kiezing die op de instelling zal volgen.

Art. 6. De leden in gevolge van het koninglyk besluit van den 2 augusty 1819 (Staatsblad nr XLI) benoemd, of die het later zullen worden, in vervanging der door overlyden, ontslag, verandering van woonste of andere oorzaak aftredende leden, zullen alleenlyk het termyn voltrekken waervoor hunne voorgangers benoemd waren.

Die bepaling is toepasselyk op de kerkmeesters.

Voor het toekomstige, in de gevallen voorzien door gezegd besluit, zal de kiezing van het te vervangen lid der kerkfabryk of

van den te vervangen kerkmeester plaets hebben in de eerste zitting van den raed volgende op het openstaen des ambts. Zoo niet, zal er door de bisschoppelyke overheid gehandeld

worden overeenkomstig der artikels 8 en 18 van het decreet van 1809.

Onze Minister van justitie is gelast met de uitvoering van het tegenwoordige besluit.

WET van 4 MAART 1870
op het tijdelijke der erediensten
 (B.S. 9.III.1870)

(Nederlandse tekst uit de
 "Verzameling der wetten")

EERSTE HOOFDSTUK

VAN DE BEGROTINGEN EN DE
REKENINGEN DER BESTUREN VAN
PAROCHIALE EN HULPKERKEN

Afdeling I

Van de begroting van het kerkbestuur

Art. 1. De begroting van het kerkbestuur wordt, vóór de 15de augustus, in vierdubbel afschrift overgemaakt aan de gemeenteraad, die erover zal beraadslagen vooraleer de begroting der gemeente te stemmen.

- — De gestelde datum heeft een dwingend karakter omdat de betrokken gemeenteoverheid de mogelijkheid moet hebben om eventueel de nodige kredieten in haar eigen begroting op te nemen. De gemeenteraad zou kunnen weigeren een toelage in de gemeentebegroting in te schrijven ten overstaan van een kerkfabriek, die laattijdig haar begroting toestuurt (R.v.St., Gemeente Villers-la-Ville, nr. 836 van 20 april 1951). □

Art. 2. De colleges der burgemeesters en schepenen der gemeenten, geplaatst onder de ambtsbevoegdheid van de arrondissementscommissaris maken aan deze ambtenaar de begrotingen der kerkbesturen over, vergezeld van de bewijsstukken en van het advies des gemeenteraads ten laatste, te zelfden tijde als de gemeentebegrotingen.

De arrondissementscommissaris zendt het alles, met zijn aanmerkingen, indien daartoe aanleiding bestaat, aan de gouverneur over vóór de 20ste october.

Voor de andere gemeenten, maken de colleges, vóór dit laatste tijdstip, de begrotingen en de bewijsstukken, met het advies des gemeenteraads, rechtstreeks aan de gouverneur over.

Art. 3. De gouverneur zendt de begrotingen der kerkbesturen, met al de stukken tot staving, aan het opperhoofd des bisdoms, vóór de 5de november.

De bisschop sluit definitievelijk de uitgaven betrekkelijk het vieren van de eredienst, en keurt de begroting goed, die hij aan de gouverneur terugzendt vóór de 25ste november.

De begroting wordt vervolgens onderworpen aan de goedkeuring der bestendige deputatie, die de artikelen der uitgaven rakende het vieren van de eredienst niet mag wijzigen; de deputatie statueert vóór de 15de december.

Drie der dubbels, vermeldende de beslissing der bestendige deputatie, worden onmiddellijk teruggezonden, het ene aan de bisschop, en de twee andere aan de wederkeriglijk belanghebbende gemeente- en kerkbesturen.

Het vierde dubbel wordt bewaard in de archieven der provincie.

- — De inschrijving van ambtswege door de bestendige deputatie van kredieten in de begroting van de kerkfabriek mag enkel worden doorgevoerd ten voordele van de kerkfabriek en ten laste van de gemeentebegroting om de naleving van wettelijke verplichtingen die ten laste zijn van de gemeenten te verzekeren. Dergelijke verplichtingen kunnen rechtstreeks voortvloeien uit de toepassing van wettelijke bepalingen, dan wel uit een vereffenbaar gestelde en opeisbare schuld van de gemeente. Er kan evenwel geen sprake zijn van een vereffenbare en opeisbare schuld in hoofde van de gemeente wanneer zij de aard en de omvang van de door haar tegenover de kerkfabriek aangegane verplichtingen betwist (R.v.St., Stad Oostende, nr. 12.728 van 20 december 1967). □

Art. 4. In geval van reclamatie, 't zij van wege de bisschop of van de gouverneur, 't zij van wege de belanghebbende besturen, wordt er bij koninklijk besluit beslist.

Het verhaal moet gevormd worden binnen de dertig dagen van de dagtekening der terugzending der dubbels.

Niettegenstaande, wordt de begroting als goedgekeurd beschouwd wat de niet betwiste artikelen betreft.

- — De terugzending van de afschriften is een vorm van kennisgeving die alleen voltrokken is door het afgeven ervan op de zetel van het kerkbestuur (R.v.St., Onze-Lieve-Vrouw-Visitatie te Villers-la-Ville, nr. 6.222 van 18 april 1958).

Wanneer de gemeente nalaat beroep aan te tekenen bij de Koning tegen de goedkeuring door de provinciale overheid van de begroting van de kerkfabriek, kan zij de gegrondheid van de in die begroting opgenomen uitgaven en van de middelen om daaraan het hoofd te bieden (in het bijzonder de toekenning van een gemeentesubsidie) niet meer betwisten (R.v.St., Gemeente Huissignies, nr. 14.400 van 17 december 1970).

Bij beroep dienen de wijzigingen, schrappingen of inschrijvingen aan of op bepaalde artikelen waarmede men niet akkoord gaat nauwkeurig te worden aangeduid. Het betreffend koninklijk besluit doet enkel uitspraak over de aangeduide artikelen, terwijl het overige als goedgekeurd moet worden beschouwd. (R.v.St., Stad Oostende, nr. 12.728 van 20 december 1967). □

Afdeling II

Van de rekeningen

Art. 5. De schatbewaarder is verplicht zijn jaarlijkse rekening aan de raad aan te bieden, in een verplichte zitting, die zal gehouden worden op de eerste zondag van de maand maart.

Art. 6. De rekening van het kerkbestuur wordt vóór de 10de april, door de bestuursraad, in vierdubbel afschrift, met al de bewijsstukken, door de bestuursraad overgemaakt aan het gemeentebestuur, dat er in zijn naaste zitting over beraadslaagt.

Art. 7. De colleges der burgemeesters en schepenen der gemeenten geplaatst onder het toezicht der arrondissementscommissarissen zenden, vóór de 1ste mei, aan deze ambtenaar de rekeningen der kerkfabrieken met de stukken tot staving en het advies van de gemeenteraad.

De arrondissementscommissarissen zenden het alles over aan de gouverneur vóór de 15de mei, met hun aanmerkingen indien daartoe aanleiding bestaat.

Voor de andere gemeenten, zenden de colleges rechtstreeks aan de gouverneur, voor dit laatste tijdstip, de rekeningen en de bewijsstukken met het advies van de gemeenteraad over.

Art. 8. De gouverneur zendt onmiddellijk gezegde rekening, met al de stukken tot sta-

ving, aan het opperhoofd van het bisdom, dat definitievelijk de uitgaven sluit binnen de palen der begroting gedaan voor het viere van de eredienst; hij keurt het overige van de rekening goed en zendt het alles terug naar de gouverneur vóór de 10de juni.

De rekening wordt vervolgens onderworpen aan de goedkeuring der bestendige deputatie, die een beslissing neemt voor de 1ste juli.

Drie der dubbels, vermeldende de beslissing der deputatie, worden onmiddellijk, teruggezonden, het een aan de bisschop, en de twee andere aan de wederkeriglijk belanghebbende besturen.

Het vierde dubbel wordt bewaard in de archieven der provincie.

Art. 9. In geval van reclamatie, 't zij van wege de bisschop of van de gouverneur, 't zij van wege de belanghebbende besturen of van de schatbewaarder, wordt er bij koninklijk gemotiveerd besluit gestatueerd.

Het verhaal moet gevormd worden binnen de dertig dagen der dagtekening van de terugzending der dubbels.

Art. 10. De schatbewaarder is verplicht, om als waarborg van zijn beheer te dienen, een borg te stellen waarvan het beloop en de aard geregeld zullen worden door de kerkbestuursraad op de grondslagen en volgens de wijze bepaald bij de artikelen 115 tot 120 der gemeentewet van 30 maart 1836.

De schatbewaarder wordt als openbare rekenplichtige beschouwd voor al de akten of feiten betrekking hebbende tot zijn financieel beheer.

□ — Voor de borgstelling door de penningmeester, zie K.B. van 12 september 1989 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1976 tot vaststelling van het minimum- en maximumbedrag van de door de plaatselijke gemeenteontvanger te stellen zekerheid en van het bedrag van de door de bijzondere ontvanger van een bedrijf te stellen zekerheid evenals van het minimum- en maximumbedrag van de door de penningmeester van de kerkfabriek te stellen zekerheid (B.S. van 22 september 1989). □

Art. 11. Telkenmale dat er een nieuwe schatbewaarder is, wordt hem door zijn voorganger, of door deszelfs vertegenwoordigers, een rekening gedaan van de bewerk-

stelligende ontvangsten en uitgaven, in tegenwoordigheid der leden van de raad, die zich ten dezen einde verenigt, binnen de maand der vervanging. In deze zelfde zitting, overhandigt men aan de nieuwe schatbewaarder het dubbel der begroting van het lopende dienstjaar, een kopij van de tarief van het bisdom, een staat van de uitstaande gelden of van de te innen ontvangsten, de tabel der niet gekweten lasten en leveringen, alsmede al de rekenboeken. Akte van deze overlegging van rekeningen en van deze uitstaande gelden wordt gehouden op het register der beraadslagingen. Kennis daarvan wordt gegeven aan de gemeenteraad, aan de bisschop en aan de bestendige deputatie.

Art. 12. Bij gebreke, van wege de schatbewaarder of zijn vertegenwoordigers, de rekening op het bepaalde tijdstip aan te bieden, of in geval van betwisting, wordt de rekening door de bestendige deputatie gesloten.

De beslissing der bestendige deputatie wordt de belanghebbende bekend gemaakt, die hun verhaal bij de Koning kunnen nemen binnen de dertig dagen der bekendmaking.

De inning van alle voor saldo verschuldigde som wordt vervolgd bij middel van dwangbevel, afgeleverd door de nieuwe schatbewaarder, gevisieerd door de voorzitter van de raad en voorzien van de volmacht der bestendige deputatie.

Afdeling III

Bepalingen te gelijk betrekking hebbende tot de begrotingen en tot de rekeningen

Art. 13. De begrotingen en de rekeningen der kerkbesturen worden opgemaakt overeenkomstig met de modellen, die de regering vaststelt, na het advies van de bisschop te hebben genomen.

- — Voor het model van de begroting, zie K.B. van 7 augustus 1870 (B.S. 10 augustus 1870) en K.B. van 12 september 1933 (B.S. 14 september 1933).

Voor het model van de dienstjaarrekening, zie K.B. van 28 februari 1871 (B.S. 1 maart 1871) en K.B. van 12 september 1933 (B.S. 14 september 1933). □

Art. 14. Indien het grondgebied der parochie- of van de hulpkerk verscheidene gemeenten of verscheidene delen van gemeenten bevat, wordt een dubbel der begroting en der rekening op de tijdstippen bij de artikelen 1 en 6 bepaald, medegedeeld aan elke belanghebbende gemeente en beraadslagen de gemeenteraden daarover respectievelijk.

De stukken der briefwisseling worden overgemaakt door tussenkomst van het gemeentebestuur, waar de zetel der kerk gevestigd is.

Art. 15. Indien de begroting of de rekening niet overhandigd is op de bij de artikelen 1 en 6 bepaalde tijdstippen of indien het kerkbestuur weigert de bewijsstukken of uitleggingen te geven, welke door de bestendige deputatie worden gevraagd, zendt de gouverneur het bij aanbevolen brief een uitnodiging en verwittigt de bisschop daarvan.

Het kerkbestuur dat, binnen de tien dagen van de ontvangst van de brief, zijn begroting of zijn rekening niet overhandigd heeft, of dat binnen dezelfde termijn de stukken of uitleggingen niet heeft geleverd, of wiens begroting of rekening door de deputatie ongoedgekeurd teruggezonden wordt kan voortaan geen hulp gelden meer bekomen noch van de gemeenten, noch van de provincie, noch van de Staat.

De gouverneur bestatigt het verval door een besluit, dat bekendgemaakt wordt aan de bisschop, aan het kerkbestuur en aan de belanghebbende besturen.

Het kerkbestuur of de bisschop kan binnen de tijd van tien dagen na de aanzegging er van, in beroep gaan bij de Koning tegen dit besluit. Indien het niet vernietigd wordt binnen de dertig dagen, die op het beroep volgen, wordt het besluit van de gouverneur onwederroepelijk.

HOOFDSTUK II

VAN DE BEGROTINGEN EN DE REKENINGEN DER KERKBESTUREN VAN DE HOOFDKERKEN

Art. 16. De bepalingen van het Iste hoofdstuk betrekkelijk de parochiale kerkbesturen zijn toepasselijk op de besturen der hoofdkerken.

Art. 17. De begrotingen en de rekeningen dezer kerkbesturen worden gezonden aan de gouverneurs der provinciën begrepen in het grondgebied des bisdoms, om onderworpen te worden aan de goedkeuring der regering na het advies der bestendige deputaties dezer provinciën te hebben ingewonnen.

In dat geval voorzien bij het artikel 15, wordt de uitnodiging door de Minister van Justitie gedaan.

De Minister bestatigt het verval door een besluit dat aan het kerkbestuur en aan de bisschop ter kennis wordt gebracht. Het kerkbestuur en de bisschop kunnen tegen dit besluit in beroep gaan bij de Koning binnen tien dagen te rekenen van de bekendmaking. Dit besluit is definitief indien het door de Koning niet vernietigd wordt binnen de dertig dagen, die op het verval volgen.

HOOFDSTUK III

[BOEKHOUDING VAN DE TEMPORALIEN VAN DE ANDERE ERKENDE EREDIENSTEN]

(Opschrift gew. W. 17.IV.1985, art. 1)

Art. 18. De bepalingen van het 1ste hoofdstuk betrekkelijk de begrotingen en de rekeningen zijn insgelijks toepasselijk op de besturen der Protestantse, Anglikaanse en Israëlitische Kerken, in wat betreft de betrekkingen van deze besturen met de burgerlijke overheid.

Art. 19. Deze kerken worden, voor het beheer hunner tijdelijke belangen en voor hun betrekkingen met de burgerlijke overheid, vertegenwoordigd en ingericht op de wijze, die door de regering zal bepaald worden.

Deze inrichting zal bevatten:

- 1° De samenstelling van het personeel;
- 2° Het grondgebied;
- 3° Het beheer der goederen.

Art. 19bis. [De besturen die eigen zijn aan de islamitische eredienst worden op dezelfde wijze geregeld, op basis van het grondgebied van de provincie].

(W. 17.IV.1985, art. 2)

[De besturen die eigen zijn aan de orthodoxe eredienst worden op de door artikel 19

bepaalde wijze geregeld, op basis van het grondgebied van de provincie.

De betrekkingen met de burgerlijke overheid worden verzekerd door het representatief orgaan van het geheel van de orthodoxe kerk].

(W 17.IV.1985, art. 2)

[Het toezicht op die besturen wordt uitgeoefend door de Minister van Justitie. Voor hun oprichting alsook voor de burgerlijke handelingen die zij verrichten en de aanneming van giften die hun gedaan worden is evenwel de machtiging van de Koning vereist, na advies van de bestendige deputaties van de betrokken provincieraden.

Daartoe worden de aanvragen tot oprichting van een bestuur en de besluiten betreffende de burgerlijke handelingen en giften toegezonden aan de bestendige deputaties die hun advies uitbrengen binnen een maand na die mededeling. Een afschrift van die aanvragen en besluiten wordt aan de Minister van Justitie gezonden. De adviezen worden geacht gunstig te zijn zo deze niet binnen die termijn zijn uitgebracht.

Voor de burgerlijke handelingen en de aanneming van giften waarvan het bedrag tweehonderdduizend frank niet overschrijdt, is evenwel niet de machtiging van de Koning, noch het advies van de bestendige deputaties vereist. De lijst van die handelingen wordt door de besturen die eigen zijn aan de eredienst na afloop van elk kalenderkwartaal toegezonden aan de Minister van Justitie.

De Koning kan het bedrag dat in het voorgaande lid wordt vastgesteld wijzigen om rekening te houden met wisselingen in de koopkracht van de munt].

(W. 18.VII.1991, enig artikel)

[De geldelijke tegemoetkomingen van de gemeenten ten voordele van de bedienaars en de besturen der erediensten bepaald in de vorige artikelen, zijn ten laste van de provincies [wat de islamitische en orthodoxe erediensten betreft]].

(W. 19.VII.1974, art. 2 en W. 17.IV.1985, art. 2)

Art. 20. Al de bepalingen, welke niet in strijd zijn met de tegenwoordige wet, worden behouden.

KONINKLIJK BESLUIT
van 7 FEBRUARI 1876
houdende inrichting der bestuurraden
bij de protestantsche kerken
 (B.S. 15.II. 1876)

Art. 1. De bestuurraden bij de protestantsche kerken zullen samengesteld zijn:

1° uit de predikanten, die er van rechtswege deel van zullen maken;

2° uit acht kiesbare leden, voor de kerken hebbende drie predikanten; uit zes kiesbare leden, voor de kerken hebbende twee predikanten, en uit vier voor de andere kerken.

Art. 2. De kiesbare leden zullen gekozen worden voor de vergadering der leden ingeschreven in het boek der parochie, hebbende den volle ouderdom van 21 jaren en tellende een verblijf van ten minste één jaar in de circumscriptie.

De leden, een residentie van meer dan twee jaren tellende zullen alleen kiesbaar zijn.

Indien de kerk in verscheidene wijken verdeeld is, zal de synode bepalen het getal der leden welke iedere wijk in den raad zullen vertegenwoordigen.

Art. 3. Er zal, in de tien eerste dagen der maand mei 1876, overgegaan worden tot de algemene kiezing der kiesbare leden van den raad.

De raad zal alle drie jaren, op hetzelfde tijdstip, bij helfte vernieuwd worden.

De aftredende leden zullen, voor de eerste maal, bij loting aangewezen worden; zij kunnen herkozen worden.

Art. 4. De lijst der kiesbare leden zal, twee maanden vóór de kiezingen, aan den ingang van den tempel aangeplakt worden.

Art. 5. Alle reclamatiën betrekkelijk de vorming van de lijst moeten den raad toegezonden worden binnen den tijd van vijftien dagen te rekenen van den dag van de afkondiging der lijst.

Er zal, ten laatste binnen de vijftien dagen volgende op den afloop van dien termijn, een beslissing genomen worden.

De beslissing van den raad zal, binnen de drie dagen, voor de zorg van den voorzitter, den reclamant bij aanbevolen brief bekend gemaakt worden.

Art. 6. De reclamant kan in beroep gaan tegen de beslissing van den raad.

Het beroep zal binnen de acht dagen, te rekenen van de aanzegging, gedaan worden.

Er zal door de synode in hoogste gebied beslist worden en, wanneer de synode niet vergaderd zal wezen, door het synodaal bestuur, samengesteld uit den voorzitter, den ondervoorzitter en den secretaris der synode.

De beslissing zal, door de zorg van den voorzitter, den reclamant bij aanbevolen brief, voor de kiezingen, ter kennis gebracht worden.

Art. 7. De vergadering der kiezers zal bijeengeroepen worden door drie aflezingen in de kerk gedaan, van acht tot acht dagen, in den bijzondersten dienst des morgens. Er zal in het proces-verbaal der kiezing van de vervulling dezer formaliteit melding gemaakt worden.

De kiezing zal bij geheime stemming en bij meerderheid van stemmen plaats hebben. In geval van gelijkheid van stemmen, zal er tot een balloteering overgegaan worden. Indien de tweede stemming denzelfde uitslag geeft, zal het lot den kandidaat aanwijzen die verkozen moet worden.

Art. 8. Indien één der kiesbare leden, in den loop van zijn mandaat, ophoudt deel van den raad te maken, zal er door de overblijvende leden in zijne vervanging voorzien worden.

De gekozen kandidaat voltrekt den termijn van het lid welk hij vervangt.

Art. 9. De raad benoemt bij stembriefjes, onder hare leden en voor den duur van hun mandaat, eenen voorzitter, eenen secretaris en eenen schatbewaarder.

Indien er gelijkheid van stemmen is in de gevallen voorzien bij voorgaande artikel, zal de stem van den voorzitter beslissend zijn.

De secretaris en de schatbewaarder mogen buiten den raad gekozen worden: hunne functiën kunnen door denzelfden persoon waargenomen worden.

Art. 10. De raad zal niet mogen beraadslagen indien niet meer dan de helft der leden op de vergadering aanwezig is.

De besluiten zullen bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden genomen worden.

De raad zal een reglement van inwendige orde vaststellen, dat aan de goedkeuring van den Minister van Justitie zal onderworpen worden.

Art. 11. De ambtstoekenningen door het 1ste hoofdstuk der wet van 4 maart 1870 aan de hoofden der bisdommen voor den catholieken eeredienst toegeschreven, zullen voor den protestantsche eeredienst, door de synode waargenomen worden.

Art. 12. De goederen der gemeenschap zullen door den raad beheerd worden onder den vorm gebruikelijk voor de goederen der gemeenten.

De beraadslagingen onderworpen aan de goedkeuring der bestendige afvaardiging of der regeering zullen ten advieze der synode medegedeeld worden.

Onze Minister van Justitie is gelast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

KONINKLIJK BESLUIT
van 7 FEBRUARI 1876
houdende inrichting der bestuurraden
bij de synagogen
 (B.S. 15.II.1876)

Art. 1. [De raden tot beheer der israëlitische synagogen zijn samengesteld uit: 1° den bedienaar van den eeredienst, den hoogsten in rang, of zijnen gevolmachtigde, die er van rechtswege lid van is; 2° zes bij verkiezing aan te duiden leden voor de synagogen van Brussel en Antwerpen en vier voor de andere synagogen, bij koninklijk besluit van 25 Februari 1871 opgericht].

(K.B. 25.II.1924)

Art. 2. De kiesbare leden zullen gekozen worden door de vergadering der werkdadige leden van elke gemeente ten volle 21 jaren oud zijnde, tellende eene residentie van ten minste één jaar in de circumscriptione.

De werkdadige leden tellende eene residentie van meer dan twee jaren zullen alleen kiesbaar zijn.

Art. 3. Er zal in den loop der maand mei 1876, voor de eerste maal overgegaan worden tot de algemeene kiezing der kiesbare leden van den raad.

De raad zal, alle drie jaren, op hetzelfde tijdstip, hernieuwd worden.

De aftredende leden zullen, voor de eerste maal, bij loting aangewezen worden; zij kunnen herkozen worden.

Art. 4. De lijst der kiesbare leden zal aan den ingang des tempels, twee maanden voor de kiezingen, aangeplakt worden.

Art. 5. Alle reclamatiën betrekkelijk de vorming der lijst, zullen binnen den tijd van vijftien dagen, te rekenen van de afkondiging der lijst, aan den raad moeten toegezonden worden.

Er zal over beslist worden, ten laatste, binnen de vijftien dagen, die op den afloop van dien termijn zullen volgen.

De beslissing van den raad zal, door de zorg van den voorzitter, den reclamant, binnen de drie dagen, bij aanbevolen brief, ter kennis gebracht worden.

Art. 6. De reclamant kan tegen de beslissing van den raad in beroep gaan.

Het beroep zal gedaan worden binnen de acht dagen te rekenen van den dag der kennisgeving.

Er zal in hoogste gebied door het centraal consistorie beslist worden.

De beslissing zal door de zorg van den voorzitter den reclamant, bij aanbevolen brief, vóór de kiezing ter kennis gebracht worden.

Art. 7. De vergadering der kiezers zal bijeengeroepen worden bij omzendbrief gezonden aan elken kiezer en bij plakbrief aan den ingang van den tempel.

Er zal in het proces-verbaal der kiezing melding worden gemaakt van de vervulling dezer formaliteit.

De kiezing zal bij geheime stemming en bij meerderheid van stemmen plaats hebben. In geval van gelijkheid van stemmen, zal er tot eene balloteering overgegaan worden. Indien de tweede stemming denzelfden uitslag geeft, zal het lot den kandidaat aanduiden, die de voorkeur zal hebben.

Art. 8. Indien een der kiesbare leden, gedurende zijn mandaat, ophoudt deel van den raad te maken, zal er door de overblijvende leden in zijne vervanging voorzien worden.

De gekozen kandidaat voltrekt den termijn van het lid dat hij vervangt.

Art. 9. De raad benoemt bij stembriefjes, tusschen zijne leden en voor den duur van hun mandaat, eenen voorzitter, eenen secretaris en eenen schatbewaarder.

In de gevallen voorzien bij het tegenwoordig en bij het voorgaande artikel, indien er gelijkheid van stemmen is, zal de stem van den voorzitter beslissend zijn.

De secretaris en de schatbewaarder mogen buiten den raad gekozen worden; hunne functiën kunnen door een zelfden persoon waargenomen worden.

Art. 10. De raad zal niet mogen beraadslagen indien niet meer dan de helft der leden op de vergadering aanwezig is.

De besluiten zullen bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden genomen worden.

De raad zal zijn reglement van inwendige orde vaststellen, welk aan de goedkeuring van den Minister van Justitie zal onderworpen worden.

Art. 11. De ambtstoekenningen bij het Iste hoofdstuk der wet van 4 maart 1870 aan de opperhoofden der bisdommen, voor den catholieken eeredienst toegeschreven, zullen voor den israëlitischen eeredienst door het centraal consistorie waargenomen worden.

Art. 12. De goederen der gemeenschap worden door den raad beheerd onder den vorm gebruikelijk voor de goederen der gemeenten.

De beraadslagingen onderworpen aan de goedkeuring der bestendige afvaardiging of van de regeering, zullen ten advieze aan het centraal consistorie medegedeeld worden.

ARRETE ROYAL
du 15 MARS 1886
portant organisation du culte anglican à
Bruxelles et à Ixelles
 (B.S. 22.III.1886)

(geen geautoriseerde Nederlandse vertaling beschikbaar)

Art. 1er. Les communautés anglicanes établies rue de Stassart et rue Crespel, à Ixelles, et rue Belliard, à Bruxelles, formeront chacune une église anglicane paroissiale.

Elles auront pour circonscription la ville de Bruxelles et les communes d'Ixelles, de Schaerbeek, de Saint-Josse-ten-Noode, de Laeken, de Molenbeek-Saint-Jean, d'Anderlecht, de Saint-Gilles, d'Etterbeek et de Koekelberg.

Art. 2. Il sera institué un conseil d'administration auprès de chacune de ces églises pour la gestion de leurs intérêts temporels et pour les représenter dans leurs rapports avec l'autorité civile.

Art. 3. Les conseils d'administration seront composés:

1° Du chapelain, qui en fera partie de droit;

2° De quatre membres électifs choisis par l'assemblée des membres communicants de la communauté, âgés de 21 ans accomplis, ayant une résidence d'un an au moins dans la ville de Bruxelles ou dans l'une des communes suburbaines ci-dessus désignées.

Les membres qui auront une résidence de plus de deux ans seront seuls éligibles.

Art. 4. Il sera procédé dans les dix premiers jours du mois de mai prochain à l'élection générale des membres électifs desdits conseils.

Ces conseils seront renouvelés par moitié tous les trois ans à la même époque.

Les membres sortants seront pour la première fois désignés par la voie du sort.

Ils pourront être réélus.

Art. 5. La liste des membres électeurs sera affichée à l'entrée des temples un mois avant les élections.

Art. 6. Toutes les réclamations relatives à la formation de la liste seront adressées au

conseil d'administration dans les huit jours à dater de la publication.

Il y sera statué par le conseil dans les dix jours de la réclamation. La décision du conseil sera notifiée aux réclamants par lettre recommandée dans le délai de trois jours.

Art. 7. L'assemblée des électeurs sera convoquée par deux proclamations faites dans le temple, de huitaine en huitaine, au service principal. Il sera fait mention au procès-verbal de l'élection de l'accomplissement de cette formalité.

L'élection aura lieu au scrutin secret et à la pluralité des voix. En cas de parité de voix, il sera procédé à un scrutin de ballottage.

Si le deuxième scrutin donne le même résultat, le sort désignera le candidat qui sera préféré.

Art. 8. Si l'un des membres électifs cesse, au cours de son mandat, de faire partie du conseil, il sera pourvu à son remplacement par les membres restants.

Si le nombre de ceux-ci était inférieur à trois, le remplacement se fera par l'assemblée des électeurs.

Le candidat élu achève le terme du membre qu'il remplace.

Art. 9. Le conseil nomme au scrutin, parmi ses membres et pour la durée de leur mandat, un président, un secrétaire et un trésorier. En cas de parité de suffrages, la voix du président sera prépondérante.

Le secrétaire et le trésorier pourront être choisis hors du conseil; leurs fonctions pourront être cumulées.

Art. 10. Le conseil ne pourra délibérer que lorsqu'il y aura plus de la moitié des membres présents à l'assemblée. Les résolutions seront prises à la pluralité des voix des membres présents.

Art. 11. Le conseil arrêtera son règlement d'ordre intérieur, qui sera soumis à l'approbation du Ministre de la Justice.

Art. 12. Les attributions conférées par le chapitre 1er de la loi du 4 mars 1870 au chef diocésain, pour le culte catholique, seront remplies, pour le culte anglican, par le comité central.

Art. 13. Les biens de la communauté seront administrés par le conseil dans la forme particulière aux biens des communes. Les délibérations soumises à l'approbation de la députation permanente ou du gouvernement seront communiquées à l'avis préalable dudit comité central.

Art. 14. En cas d'insuffisance des ressources de l'une de ces églises, les communes de la circonscription interviendront proportionnellement au nombre des person-

nes, résidant sur leur territoire, qui fréquentent habituellement chaque temple.

Art. 15. Notre arrêté du 24 juin 1882, concernant l'organisation de l'église anglicane de l'agglomération bruxelloise, est rapporté.

Toutefois, jusqu'à l'installation des conseils d'administration qui seront élus conformément aux dispositions qui précèdent, le conseil élu en exécution de l'article 3 dudit arrêté est maintenu en fonctions.

Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

BESLUIT
van 28 DECEMBER 1944
waarbij aan de Minister van Justitie opdracht wordt gegeven om tot de uitvoering van werken aan de kerken machtiging te verlenen
(B.S. 13.I.1945)

Enig art. Aan de Minister van Justitie is opdracht verleend om de bij artikelen 2 en 5 van voormeld koninklijk besluit van 16 Augustus 1824 voorgeschreven machtigingen toe te staan.

De Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

KONINKLIJK BESLUIT
van 3 MEI 1978
tot inrichting van de comités belast met
het beheer van de temporalien van de
erkende islamitische gemeenschappen
 (B.S. 6.V.1978)

HOOFDSTUK I

DE COMITES BELAST MET HET BEHEER
VAN DE TEMPORALIEN VAN DE
ISLAMITISCHE EREDIENST

Art. 1. De islamitische gemeenschappen worden door Ons erkend [voor één of meer provincies en voor het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.]

(K.B. 10.IV.1995, art. 2)

Een erkende islamitische gemeenschap kan een comité oprichten dat gelast is haar tijdelijke belangen inzake eredienst te beheeren en haar in haar betrekkingen met de burgerlijke overheid te vertegenwoordigen.

De eerste Imam in rang, of zijn gemachtigde, is van rechtswege lid van het comité. Voorts bestaat het comité uit verkozen leden: zes, zeven of acht [voor het comité opgericht in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad] vier, vijf of zes voor de andere comités.

(K.B. 10.IV.1995, art. 3)

Bij de eerste samenstelling van de comités wordt het getal van de te verkiezen leden bepaald door het "comité cultuel" van het "Centre islamique et culturel".

Ten minste twee maanden voor het verstrijken van de mandaten van de verkozen leden bepaalt elk comité het getal van de mandaten waarin bij de eerstvolgende verkiezingen moet worden voorzien.

Art. 2. § 1. De leden van het comité, bedoeld in artikel 1, derde lid, worden aangewezen door de leden van de islamitische gemeenschap die de hoedanigheid van kiezer hebben.

Om de hoedanigheid van kiezer te hebben, moet men ten minste achttien jaar zijn op de dag van de verkiezing en sedert ten minste één jaar ingeschreven zijn in het register van een moskee. Bij die inschrijving vermelden de leden van de islamitische gemeenschap, in voorkomend geval, of zij tot één van de bijzondere groepen van de gemeenschap behoren.

§ 2. De overheid die met het organiseren van de verkiezing is belast, deelt de kiezers in verscheidene colleges in, met inachtneming van de bijzondere groepen waartoe zij onderscheidenlijk behoren zoals zij bij hun inschrijving in het register van een moskee hebben vermeld.

Dezelfde overheid regelt de wijze waarop de mandaten worden verdeeld, binnen de door dit besluit toegestane grenzen.

Het "comité cultuel" van het "Centre islamique et culturel" organiseert de eerste verkiezing voor de samenstelling van elk van de overeenkomstig dit besluit opgerichte comités.

Het comité dat voor een erkende islamitische gemeenschap opgericht is, organiseert de verkiezingen voor de vernieuwing van zijn samenstelling en neemt daartoe de nodige maatregelen ten minste twee maanden voor het verstrijken van de mandaten van de verkozen leden.

§ 3. Om als lid van het comité verkiesbaar te zijn moet men:

a) sedert ten minste twee jaar zijn verblijfplaats hebben in de provincie of in een van de provincies waarvoor het comité is opgericht;

b) kiezer zijn en, in voorkomend geval, deel uitmaken van het kiescollege dat belast is met het toekennen van het betrokken mandaat.

Art. 3. De verkiezing van de leden van het comité heeft plaats ten vroegste drie maanden en uiterlijk zes maanden na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het besluit houdende erkenning van een islamitische gemeenschap.

Art. 4. De lijst van de kiesgerechtigde leden per college en de lijst van de kandidaten worden zes weken voor de verkiezing aan de ingang van de moskee(ën) angeplakt; de lijst van de gekozen leden wordt binnen de vijftien dagen na de verkiezing angeplakt; op deze lijsten moet de datum van de bekendmaking vermeld worden.

Art. 5. Ieder bezwaarschrift in verband met de regelmatigheid van de kiesverrichtingen moet worden ingediend binnen vijftien dagen na de bekendmaking van de betwiste beslissing. Ten laatste vijftien dagen na de verstrijking van deze termijn doet het uittredend comité uitspraak. Binnen acht dagen wordt aan hem die bezwaar maakt, bij aange-

tekende brief van de voorzitter van het comité kennis gegeven van de beslissing.

Art. 6. In het proces-verbaal van de verkiezing wordt melding gemaakt van de vervulling van de in artikel 4 bedoelde formaliteiten alsmede van de eventuele bezwaarschriften en van het eraan gegeven gevolg. De verkiezing gebeurt bij geheime stemming. Bij staking van stemmen wordt herstemd. Indien de tweede stemming dezelfde uitslag oplevert wordt de kandidaat bij loting aangewezen.

Art. 7. De leden van het comité worden verkozen voor zes jaar.

Voldoet een van hen niet meer aan een van de verkiesbaarheidsvereisten of maakt hij om enige andere reden geen deel meer uit van het comité, dan wordt in zijn vervanging voorzien door het kiescollege waartoe hij behoorde. De aldus verkozen kandidaat voltooit het mandaat van degene die hij vervangt.

Art. 8. Het comité wijst onder zijn leden een voorzitter, een secretaris en een penningmeester aan; cumulatie van de twee laatstgenoemde ambten is toegestaan. De secretaris en de penningmeester zijn voor de uitoefening van hun ambt aansprakelijk tegenover het comité dat hen te allen tijde omtrent die ambtsoefening uitleg kan vragen.

Art. 9. Het comité kan eerst op geldige wijze beraadslagen en besluiten wanneer de meerderheid van de leden aanwezig is. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de leden van het comité. Bij staking van de stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Art. 10. De beslissing waarbij het comité zijn huishoudelijk reglement vaststelt, kan alleen worden genomen onder de volgende voorwaarden:

- a) de naam, of zijn gemachtigde, moet aanwezig zijn;
- b) de beslissing moet worden aangenomen met vier stemmen als het comité in totaal vijf of zes leden telt, met vijf stemmen als het zeven of acht leden telt, met zes stemmen als het negen leden telt.

Het huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring aan de Minister van Justitie voorgelegd.

HOOFDSTUK II

DE BEGROTING EN DE REKENINGEN

Art. 11. De begroting van de erkende islamitische gemeenschap wordt vóór 20 oktober, in viervoud en met alle bewijsstukken, door het comité aan de gouverneur gezonden.

Art. 12. De begroting wordt voorgelegd aan de bestendige deputatie van de provincieraad, die de uitgaafposten betreffende de uitoefening van de eredienst niet mag wijzigen; de bestendige deputatie spreekt zich uit vóór 15 december. Een van de uitgiften met de vermelding van de beslissing van de bestendige deputatie wordt onverwijld teruggezonden naar de gouverneur, een andere uitgifte wordt ter kennisgeving aan het comité toegestuurd, de derde uitgifte wordt aan de Minister van Justitie toegezonden en de vierde wordt in het archief van de provincie bewaard.

Art. 13. Bij indiening van bezwaarschrift door de gouverneur, of door het betrokken comité, wordt hieromtrent beslist bij een met redenen omkleed koninklijk besluit. Die indiening moet binnen dertig dagen na de datum van terugzending van de uitgiften geschieden. De begroting wordt eventueel als goedgekeurd beschouwd ten aanzien van de niet-betwiste artikelen.

Art. 14. De penningmeester is gehouden om zijn jaarlijkse rekening aan het comité voor te leggen tijdens een verplichte vergadering op de eerste zondag van de maand maart.

Art. 15. De rekening wordt vóór 10 april, in vijfvoud en met alle bewijsstukken door het comité aan de gouverneur gezonden.

Art. 16. De rekening wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de bestendige deputatie. Deze spreekt zich uit vóór 1 juli. Vier uitgiften met de vermelding van de beslissing van de bestendige deputatie, worden onverwijld teruggezonden, de eerste naar de gouverneur, de tweede naar het comité, de derde naar de penningmeester van dit comité en de vierde naar de Minister van Justitie. De vijfde uitgifte wordt in het archief van de provincie bewaard.

Art. 17. Bij indiening van bezwaarschrift door de gouverneur, het comité of de penningmeester, wordt de beslissing getroffen bij een met redenen omkleed koninklijk besluit. Die indiening moet binnen de dertig da-

gen na de datum van terugzending van de uitgiften geschieden.

Art. 18. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

KONINKLIJK BESLUIT
van 15 MAART 1988
tot organisatie van de raden van de kerk-
fabrieken van de orthodoxe eredienst
 (B.S. 31.III.1988)

HOOFDSTUK I

RADEN VAN DE KERKFABRIEKEN
VAN DE ORTHODOXE EREDIENST

Art. 1. De metropoliet-aartsbisschop van het Oecumenisch Patriarchaat van Constantinopel of zijn plaatsvervanger wordt door Ons erkend als representatief orgaan van het geheel van de Orthodoxe kerk.

Art. 2. De orthodoxe parochies worden door Ons erkend [voor één of meer bepaalde provincies en voor het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad.]

(K.B. 10.IV.1995, art. 4)

Art. 3. In elke parochie wordt een kerkfabriekraad opgericht, belast met het beheer van de temporalien van de orthodoxe eredienst.

Art. 4. De kerkfabriekraad bestaat uit een lid van rechtswege, namelijk de kerkbedienaar of zijn plaatsvervanger, gevestigd in de parochie, en uit aangewezen leden ten getale van vier of zes, naargelang de parochie minder of meer dan tweeduizend vijfhonderd gelovigen telt.

Art. 5. De leden van de raad worden aangewezen door de aartsbisschop of zijn plaatsvervanger, uit een lijst van parochianen voorgedragen door de kerkbedienaar.

De aartsbisschop geeft van de beslissing kennis aan de betrokkenen en aan de kerkbedienaar.

Art. 6. Om als lid van de raad te worden aangewezen, moet men eenentwintig jaar oud zijn, orthodox zijn en sedert ten minste twee jaar in de parochie verblijven.

Art. 7. De lijst van de door de kerkbedienaar voorgedragen parochianen blijft bij de ingang van de kerk aangeplakt gedurende de twee maanden die voorafgaan aan de indiening ervan bij de aartsbisschop.

Art. 8. Alle bezwaren betreffende de opstelling van de lijst dienen binnen vijftien dagen vanaf de aanplakking van deze lijst bij een ter post aangetekende brief aan de raad gericht te worden.

De raad spreekt zich uit binnen vijftien dagen na ontvangst van het bezwaar. Binnen drie dagen geeft de voorzitter, bij aangetekende brief, aan de indiener van het bezwaar kennis van de beslissing van de raad.

De kerkfabriekraad bestaande op het ogenblik van de bekendmaking van het besluit houdende erkenning van de betrokken parochie in het Belgisch Staatsblad, is bevoegd om van alle bezwaren met betrekking tot de opstelling van de lijst van de voor de eerste maal aan te duiden kandidaten kennis te nemen en erover te beslissen.

Art. 9. De indiener van het bezwaar kan, bij een ter post aangetekende brief, binnen acht dagen na ontvangst van de beslissing van de raad, beroep instellen bij de aartsbisschop.

De aartsbisschop beslist in laatste aanleg binnen acht dagen na ontvangst van het bezwaar.

Binnen drie dagen geeft de aartsbisschop, bij een ter post aangetekende brief, kennis van de beslissing aan de indiener van het bezwaar en aan de voorzitter van de raad.

Art. 10. De raad wordt, om de drie jaar, op hetzelfde tijdstip, voor de helft vernieuwd.

De uittredende leden worden, de eerste maal, aangewezen door het lot; zij kunnen opnieuw worden aangewezen.

Art. 11. Wanneer een van de leden in de loop van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de raad, wordt door de aartsbisschop in zijn vervanging voorzien.

Het plaatsvervangend lid beëindigt het lopend mandaat.

Art. 12. De aanstelling van de leden van de raad vindt plaats binnen zes maanden na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het besluit houdende erkenning van de betrokken orthodoxe parochie.

Art. 13. Binnen de maand, te rekenen van de aanstelling van de leden, kiest de raad uit zijn leden, bij meerderheid van stemmen, een voorzitter, een secretaris en een penningmeester, indien bij de eerste stemming geen

meerderheid tot stand komt, wordt in een tweede ronde opnieuw gestemd voor een van de twee kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben bekomen en, indien er een gelijk stemmenaantal is, wordt de voorkeur gegeven aan de oudste kandidaat.

Art. 14. De raad kan niet beraadslagen indien de meerderheid van de leden niet aanwezig is op de vergadering.

De beslissingen worden door de aanwezige leden genomen bij meerderheid van stemmen.

Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter.

Art. 15. De raad komt ten minste vier maal per jaar samen, in de loop van de eerste maand van elk kwartaal van het burgerlijk jaar.

Art. 16. De raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister van Justitie.

HOOFDSTUK II

BEGROTINGEN EN REKENINGEN

Art. 17. De begroting van de kerkfabriek wordt, in viervoud, samen met alle verantwoordingsstukken, vóór 15 augustus gezonden aan de provinciegouverneur.

Art. 18. Na het advies der bestendige deputatie van de provincieraad zendt de gouverneur de begroting met alle verantwoordingsstukken vóór 5 november aan de metropoliet-aartsbisschop of zijn plaatsvervanger.

De metropoliet-aartsbisschop stelt de uitgaven betreffende de uitoefening van de eredienst definitief vast, keurt de begroting goed en zendt die vóór 25 november aan de gouverneur terug.

Art. 19. De begroting wordt onderworpen aan de goedkeuring van de Minister van Justitie die de artikelen betreffende de uitoefening van de eredienst niet mag wijzigen; de Minister van Justitie beslist vóór 15 december.

Drie der dubbels van de begroting en van het ministerieel goedkeuringsbesluit worden onmiddellijk verzonden, één aan de metropoliet-aartsbisschop, het tweede aan de gou-

verneur en het derde aan de kerkfabriekraad; een dubbel wordt bewaard in het archief van het Ministerie van Justitie.

Art. 20. In geval van bezwaar, hetzij vanwege de metropoliet-aartsbisschop of van de gouverneur, hetzij vanwege de betrokken kerkfabriekraad, wordt er bij een met redenen omkleed koninklijk besluit beslist.

Het beroep moet worden ingesteld binnen dertig dagen na de datum van terugzending van de dubbels van de begroting.

De begroting wordt niettemin geacht te zijn goedgekeurd wat de niet betwiste artikelen betreft.

Art. 21. De penningmeester is gehouden zijn jaarrekening bij de kerkfabriekraad in te dienen tijdens een verplichte vergadering, die tijdens de maand maart zal plaatshebben.

Art. 22. De rekening wordt vóór 10 april, in vijfvoud en met alle verantwoordingsstukken, door de kerkfabriekraad aan de provincie-gouverneur gezonden.

Art. 23. Na het advies der bestendige deputatie van de provincieraad, zendt de gouverneur onmiddellijk die rekening met alle verantwoordingsstukken aan de metropoliet-aartsbisschop; deze stelt de uitgaven voor de uitoefening van de eredienst, die binnen de grenzen van de begroting gedaan zijn, definitief vast, keurt het overige van de rekening goed en zendt alles vóór 10 juni aan de gouverneur terug.

Art. 24. De rekening wordt onderworpen aan de goedkeuring van de Minister van Justitie die vóór 1 juli beslist.

Vier der dubbels van de rekening en van het ministerieel goedkeuringsbesluit worden onmiddellijk verzonden, één aan de metropoliet-aartsbisschop, het tweede aan de gouverneur, het derde aan de betrokken kerkfabriekraad en het vierde aan de penningmeester van de kerkfabriek; een dubbel wordt bewaard in het archief van het Ministerie van Justitie.

Art. 25. In geval van bezwaar, hetzij vanwege de metropoliet-aartsbisschop of van de gouverneur, hetzij vanwege de betrokken kerkfabriekraad of van de penningmeester, wordt er bij een met redenen omkleed koninklijk besluit beslist.

Het beroep moet worden ingesteld binnen dertig dagen na de datum van terugzending van de dubbels van de rekening.

Art. 26. Onze Minister van Justitie en Onze Staatssecretaris voor Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Textes relatifs aux

V.Z.W.

(ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF)

TEKST VAN DE WET VAN 27 JUNI 1921

Art. 1-26

Wet van 27 juni 1921

waarbij aan de Verenigingen zonder winstgevend doel
en aan de Instellingen van openbaar nut
rechtspersoonlijkheid wordt verleend

Vereniging zonder winstgevend doel (Art. 1 tot 26)

Art. 1. De vereniging zonder winstgevend doel geniet rechtspersoonlijkheid, indien zij aan de hierna gestelde vereisten voldoet. De vereniging zonder winstgevend doel is die welke niet nijverheids- of handelszaken drijft of welke niet tracht een stoffelijk voordeel aan haar leden te verschaffen.

Art. 2. De statuten van een vereniging zonder winstgevend doel moeten vermelden:

1. De benaming van de vereniging en de plaats, waar zij haar zetel heeft. Die zetel moet in België gevestigd zijn;
2. Het doel of de doeleinden, waarvoor zij is opgericht;
3. Het minimum-getal leden. Dit getal mag niet minder bedragen dan drie.
4. De namen, de voornamen, het beroep, de woonplaats en de nationaliteit van de leden en, wanneer de leden niet de Belgische nationaliteit bezitten, in voorkomend geval, hun inschrijving in het bevolkingsregister;
5. De voorwaarden gesteld tot het toelaten en het uittreden van de leden;
6. De bevoegdheden van de algemene vergadering en de wijze waarop deze wordt bijeengeroepen, alsmede de wijzen waarop haar besluiten ter kennis van de leden en van derden worden gebracht;
7. De wijze waarop de beheerders worden benoemd, en dezer bevoegdheden;
8. Het maximum-bedrag der bijdragen of der stortingen waartoe de leden der vereniging verplicht zijn;
9. De wijze waarop rekening en verantwoording moet gedaan worden;
10. De na te komen regelen tot het wijzigen van de statuten;

11. De bestemming van het vermogen van de vereniging ingeval deze wordt ontbonden.

De vermeldingen worden in een authentieke of onderhandse akte vastgesteld.

Art. 3. De vereniging bezit rechtspersoonlijkheid vanaf de dag, waarop haar statuten, de namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats van haar overeenkomstig de statuten aangewezen beheerders in de bijlagen van het Staatsblad zijn bekendgemaakt.

Art. 4. Voor de navolgende zaken wordt een beraadslaging van de vergadering vereist:

1. Het wijzigen van de statuten;
2. Het benoemen en het afzetten van de beheerders;
3. Het goedkeuren van de begrotingen en rekeningen;
4. Het ontbinden van de vereniging.

Art. 5. De vergadering moet door de beheerders bijeengeroepen worden in de gevallen voorzien bij de statuten, of wanneer een vijfde van de leden zulks aanvraagt.

Art. 6. Al de leden der vereniging moeten voor de algemene vergaderingen opgeroepen worden. De dagorde moet bij de oproepingsbrief gevoegd zijn. Elk voorstel, dat ondertekend is door een getal leden, bedragende een twintigste deel van het op de laatste jaarlijkse lijst voorkomend aantal, moet op de agenda worden gebracht.

De leden kunnen zich op de algemene vergadering laten vertegenwoordigen door een ander lid, of, zo de statuten het toelaten, door een derde.

Art. 7. Al de leden hebben gelijk stemrecht op de algemene vergadering en de besluiten worden genomen bij meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden, behalve in de gevallen waarin de statuten of de wet het anders voorzien.

Bij het nemen van besluiten mag niet van de agenda afgeveken worden, tenzij de statuten zulks uitdrukkelijk toelaten.

Art. 8. De algemene vergadering kan over de wijzigingen in de statuten alleen dan geldig beraadslagen wanneer het voorwerp daarvan bijzonder is vermeld in de oproepingsbrief en wanneer twee derden van de leden op de vergadering aanwezig zijn. Tot geen wijziging kan worden besloten tenzij met een meerderheid van twee derden van de stemmen.

Echter, wanneer de wijziging een der doeleinden betreft, waarvoor de vereniging werd opgericht, is zij slechts geldig wanneer zij door de ter vergadering aanwezige leden eenparig goedgekeurd wordt.

Zijn twee derden van de leden op de eerste vergadering niet aanwezig of niet vertegenwoordigd, dan kan een tweede vergadering bijeengeroepen worden; deze kan beraadslagen, welk het getal aanwezige leden ook zij; de beslissing moet echter door de burgerlijke rechtbank bekrachtigd worden.

Art. 9. Elke wijziging aan de statuten moet, binnen één maand nadat ertoe besloten is, in de bijlagen van het Staatsblad bekendgemaakt worden.

Hetzelfde geldt voor elke benoeming, ontslagneming of afzetting van een beheerder.

Art. 10. Een lijst waarin al de leden van de vereniging naar alfabetische volgorde van hun naam zijn vermeld, met opgaaf van hun voornamen, woonplaats en nationaliteit, wordt binnen de maand na de bekendmaking van de statuten neergelegd op de griffie van de burgerlijke rechtbank van de plaats waar de vereniging haar zetel heeft. Wanneer de leden niet de Belgische nationaliteit bezitten, wordt bovendien, in voorkomend geval, hun inschrijving in het bevolkingsregister vermeld. Elk jaar wordt de lijst aangevuld met een opgaaf, naar alfabetische volgorde opgemaakt, van de wijzigingen die zich met betrekking tot de leden hebben voorgedaan. Eenieder kan van die lijst kosteloos inzage nemen.

Art. 11. Al de akten, facturen, aankondigingen, uitgaven en andere stukken, uitgaande van de vereniging zonder winstgevend doel moeten de benaming der vereniging vermelden met, onmiddellijk daarvoor of daarna, deze leesbaar en vol-

uit geschreven woorden: Vereniging zonder winstgevend doel.

Art. 12. Aan elk lid van een vereniging zonder winstgevend doel staat het vrij, uit de vereniging te treden door het indienen van zijn ontslag bij de beheerders. Elk lid, dat de door hem verschuldigde bijdragen niet betaalt, wordt geacht ontslag te nemen.

De uitsluiting van een lid kan slechts door de algemene vergadering en met meerderheid van twee derden van de stemmen uitgesproken worden. Het lid, dat ontslag neemt of dat wordt uitgesloten, heeft geen aanspraak op het maatschappelijk bezit en kan niet de teruggave eisen van de door hem betaalde bijdragen, tenzij het anders is bepaald door de statuten.

Art. 13. De beheerraad leidt de zaken der vereniging en vertegenwoordigt deze bij elke gerechtelijke en buitengerechtelijke akte. Hij kan, onder zijn verantwoordelijkheid, zijn bevoegdheid overdragen aan een van zijn leden of zelfs, indien de statuten of de algemene vergadering het toelaten, aan een derde. Hij is verplicht jaarlijks de rekening over het verlopen dienstjaar en de begroting voor het volgend dienstjaar aan de goedkeuring der algemene vergadering te onderwerpen.

Art. 14. De vereniging is aansprakelijk voor de misgrepen die kunnen toegeschreven worden hetzij aan haar aangestelden, hetzij aan de organen, waardoor haar wil wordt uitgevoerd. Door de beheerders wordt geen persoonlijke verplichting aangegaan betreffende de verbintenissen van de vereniging. Hun aansprakelijkheid is beperkt tot het vervullen van de hun gegeven opdracht tot de in hun beheer bedreven misgrepen.

Art. 15. De vereniging kan, in eigendom of anderszins, slechts de vaste goederen bezitten welke nodig zijn tot het bereiken van het doel of van de doeleinden, waarvoor zij is opgericht.

De Wet van 11 maart 1954, art. 5 bepaalt nochtans:

Art. 15 der Wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winst oogmerken rechtspersoonlijkheid wordt verleend, wordt aangevuld als volgt:

‘Evenwel mogen de universitaire faculteiten “Notre-Dame de la Paix” te Namen en de universitaire faculteit Sint-Aloysius te Brussel, beleggingen in onroerende goederen doen, ten einde de bewaring van hun vermogen te verzekeren. Een dergelijke verwerving van onroerende goederen mag echter niet geschieden zonder toestemming van de Koning.

Overkomstig artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek, hebben de beschikkingen te hunnen voordele onder de levenden of bij testament slechts uitwerking voor zover ze gemachtigd zijn bij Koninklijk Besluit. Nochtans wordt deze machtiging niet vereist voor de aanvaarding van begiftigingen van louter roerende aard, waarvan de waarde 100.000 frank niet overschrijdt en die met lasten bezwaard zijn’.

Art. 16. Tot elke schenking onder de levenden of bij testament ten bate van een vereniging zonder winstgevend doel, moet machtiging worden verleend door een met redenen omkleed Koninklijk Besluit.

De machtiging is evenwel niet vereist voor de aanvaarding van roerende schenkingen waarvan de waarde niet hoger is dan 400.000 frank (ingelast bij Wet van 16 maart 1962, gewijzigd bij Wet van 10 maart 1975 en van 18 juli 1991).

Die machtiging wordt alleen dan verleend wanneer de vereniging de bepalingen der artikelen 3 en 9 heeft nageleefd en indien zij haar jaarlijkse rekeningen, vanaf haar oprichting of althans over de laatste tien dienstjaren, ter griffie van de burgerlijke rechtbank heeft neergelegd.

Art. 17. De schenkingen onder de levenden of bij testament ten bate van de vereniging zonder winstgevend doel laten de rechten van de schuldeisers of reservataire erfgenamen van de begiftigers of erflater onverkort. Zij kunnen de nietigverklaring der handelingen, ten nadele van hun rechten verricht, voor de rechtbanken vervolgen.

Art. 18. De burgerlijke rechtbank van de plaats, waar de vereniging is gevestigd, kan, op verzoek van een lid, van een belanghebbende derde of van het openbaar ministerie, de ontbinding uitspreken van de vereniging, die niet in staat is te voldoen aan de verbintenissen welke zij heeft aange-

gaan, die haar vermogen of de inkomsten van haar vermogen aanwendt tot andere doeleinden dan die, waarvoor zij werd opgericht, of die haar statuten, de wet of de openbare orde ernstig schendt.

De rechtbank, al wijst zij de eis tot ontbinding af, kan niettemin de nietigverklaring van de aangeklaagde akte uitspreken.

Art. 19. Wordt een vereniging zonder winstgevend doel door de rechtbank ontbonden, dan stelt de rechtbank een of meer vereffenaars aan, die, na vereffening van het passief, de bestemming der goederen vaststellen.

Deze bestemming kan geen ander zijn dan die, voorzien door de statuten of aangewezen door de algemene vergadering, welke de vereffenaar of de vereffenaars bijeenroepen. Zwijgen de statuten dienaangaande of wordt door de algemene vergadering geen beslissing genomen, dan geven de vereffenaar of de vereffenaars aan de goederen een bestemming, die zoveel mogelijk overeenkomt met het doel, waarvoor de vereniging werd opgericht.

De leden, de schuldeisers en het openbaar ministerie kunnen bij de rechtbank in beroep komen van de beslissing van de vereffenaar of van de vereffenaars.

Art. 20. De algemene vergadering kan alleen dan de ontbinding der vereniging uitspreken wanneer twee derden van haar leden aanwezig zijn. Wordt aan deze vereiste niet voldaan, dan kan een tweede vergadering bijeengeroepen worden; door deze wordt geldig beraadslaagd, welk het getal aanwezige leden ook zij. Geen beslissing wordt aangenomen, zo zij niet de meerderheid van de twee derden der aanwezige leden verenigt. Elke beslissing betreffende de ontbinding, genomen door een vergadering waarop niet twee derden van de leden der vereniging aanwezig zijn, moet door de burgerlijke rechtbank bekrachtigd worden.

Art. 21. Tegen het vonnis, waarbij wordt uitgesproken, hetzij de ontbinding van de vereniging, hetzij de nietigverklaring van een harer handelingen, kan beroep ingesteld worden.

Dit geldt ook voor het vonnis, dat uitspraak doet over de beslissing van de vereffenaar of van de vereffenaars ofwel over de bekrachtiging van een beslissing van de algemene vergadering.

Art. 22. Bij gebrek aan bepaling in de statuten, bepaalt de beslissing de bestemming van de goederen.

In dat geval geschiedt de vereffening door een of door meer vereffenaars, die daarmee worden belast hetzij bij toepassing van de statuten, hetzij krachtens een besluit der algemene vergadering, hetzij, bij gebreke daarvan, krachtens een beslissing van de rechtbank, waartoe elke belanghebbende of het openbaar ministerie optreden kan.

Art. 23. De besluiten van de algemene vergadering en de beslissingen van de rechtbanken betreffende de ontbinding van de vereniging, de voorwaarden van de vereffening en de benoeming van de vereffenaars, alsmede de namen, het beroep en de woonplaats van de vereffenaars, worden, bij wijze van uittreksel, bekendgemaakt in de bijlagen van het Staatsblad.

Art. 24. Van het actief kan slechts gebruik gemaakt worden na vereffening van het passief.

Art. 25. De bestemming der goederen wordt in de bijlagen van het Staatsblad bekendgemaakt.

Zij mag de rechten van derden niet schaden.

De vordering van de schuldeisers verjaart door verloop van vijf jaren vanaf die bekendmaking.

Art. 26. Ingeval de bekendmakingen en de formaliteiten, voorgeschreven door de artikelen 3, 9, 10 en 11, werden verzuimd, kan de vereniging zich niet op de rechtspersoonlijkheid beroepen tegenover derden; dezen zijn echter wel gerechtigd ze in te roepen tegenover de vereniging.

Hetzelfde geldt wanneer drie vijfden van de leden niet de Belgische nationaliteit bezitten dan wel geen in het Rijk gevestigde vreemdelingen zijn, ingeschreven in het bevolkingsregister en verblijf houdende in België.

[Art. 26*bis*. De vereniging kan worden omgezet in een van de rechtsvormen genoemd in artikel 2 van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, voor zover het gaat om een vennootschap met een sociaal oogmerk overeenkomstig artikel 164*bis* van dezelfde wetten. Deze omzetting laat de rechtspersoonlijkheid van de vereniging die blijft voortbestaan in de nieuwe vorm, onverlet.]

Ingevoegd door art. 104 W. 13 april 1995 (*B.S.*, 17 juni 1995); inwerkingtreding vanaf 1 juli 1996 (art. 113, eerste lid).

[Art. 26*ter*. Het voorstel tot omzetting wordt toegelicht in een verslag dat door de raad van beheer wordt opgemaakt en vermeld in de agenda van de algemene vergadering, die een besluit moet nemen.

Bij dat verslag wordt een staat van activa en passiva van de vereniging gevoegd die niet meer dan drie maanden voordien is vastgesteld. Een bedrijfsrevisor of een accountant ingeschreven op het tableau van externe accountants van het Instituut der Accountants die door de raad van beheer wordt aangewezen, brengt over deze staat verslag uit en vermeldt inzonderheid of daarin de toestand van de vereniging op volledige, getrouwe en juiste wijze is weergegeven.

Een afschrift van die verslagen, alsook het ontwerp van statutenwijziging worden gevoegd bij de oproepingsbrief voor de algemene vergadering.]

Ingevoegd door art. 105 W. 13 april 1995 (*B.S.*, 17 juni 1995); inwerkingtreding vanaf 1 juli 1996 (art. 113, eerste lid).

[Art. 26*quater*. § 1. Het besluit tot omzetting is onderworpen aan de voorwaarden van artikel 8, tweede en derde lid.

§ 2. Onmiddellijk na het besluit tot omzetting worden de statuten van de vennootschap vastgesteld volgens dezelfde regels. Indien zulks niet geschiedt, blijft het besluit tot omzetting zonder gevolg.

§ 3. In de oproepingsbrief voor de algemene vergadering wordt de tekst van de §§ 1 en 2 van dit artikel opgenomen.]

Ingevoegd door art. 106 W. 13 april 1995 (*B.S.*, 17 juni 1995); inwerkingtreding vanaf 1 juli 1996 (art. 113, eerste lid).

[Art. 26*quinquies*. De bepalingen van de artikelen 170 en 171 van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, zijn van toepassing.]

Ingevoegd door art. 107 W. 13 april 1995 (*B.S.*, 17 juni 1995); inwerkingtreding vanaf 1 juli 1996 (art. 113, eerste lid).

[Art. 26*sexies*. § 1. Het netto-actief van de vereniging, zoals dat blijkt uit de staat bedoeld in artikel 26*ter*, moet in het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap worden opgenomen of op een onbeschikbare reserverekening worden geboekt.

§ 2. Het bedrag van dat netto-actief mag overeenkomstig het bepaalde in artikel 164*quater* van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, niet aan de vennoten worden terugbetaald of uitgekeerd.]

Ingevoegd door art. 108 W. 13 april 1995 (*B.S.*, 17 juni 1995); inwerkingtreding vanaf 1 juli 1996 (art. 113, eerste lid).

[Art. 26*septies*. De bestuurders van de vereniging die wordt omgezet, zijn niettegenstaande enig andersluidend beding, ten aanzien van de belanghebbenden hoofdelijk gehouden tot:

- 1°. betaling van het eventuele verschil tussen het netto-actief van de vennootschap op het tijdstip van de omzetting en het bij de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, voorgeschreven minimumbedrag van het maatschappelijk kapitaal of van het vast gedeelte daarvan;
- 2°. vergoeding van de schade die het onmiddellijk en rechtstreeks gevolg is van de overwaardering van het netto-actief, zoals dat blijkt uit de in artikel 26*ter* bedoelde staat;
- 3°. vergoeding van de schade die het onmiddellijk en recht-

streeks gevolg is van, hetzij de nietigheid van de omzetting wegens schending van de regels bepaald in de artikelen 13^{ter}, eerste lid, 2° tot 4°, 144 tweede lid, 1° tot 3°, die naar analogie worden toegepast, of 170, eerste lid, van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, hetzij van het ontbreken of van de onjuistheid van de vermeldingen voorgeschreven in de artikelen 30, eerste lid, met uitzondering van het 11° en van het 15° tot het 18°, 121, eerste lid, met uitzondering van het 8° tot het 12° en 170, tweede lis, van dezelfde gecoördineerde wetten.]

Ingevoegd door art. 109 W. 13 april 1995 (*B.S.*, 17 juni 1995); inwerkingtreding vanaf 1 juli 1996 (art. 113, eerste lid).

Textes relatifs à la

PROTECTION ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

1. Extrait des questions parlementaires - Nr. 12 - 11 avril 1995
Question nr. 205 : permis de construire et abords des monuments protégés.
Définition du champ visuel - gezichtsveld - dans la réponse (Antwoord)
2. Moniteur belge du 23 août 1997 (traduction)
8 juillet 1997 - Circulaire relative à la présentation et à la mise en oeuvre des projets de plans et des plans de secteur.

Moniteur belge du 23 août 1997

(traduction)

Département de l' Environnement et de l' Infrastructure

8 juillet 1997 - Circulaire relative à la présentation et à la mise en oeuvre des projets de plans et des plans de secteur.

Commentaire sur l' arrêté royal du 28 décembre 1972 (*Moniteur belge du 10 février 1973*) relatif à la présentation et à la mise en oeuvre des projets de plans et des plans de secteur, modifié par l' arrêté royal du 13 décembre 1978 (*Moniteur belge du 13 janvier 1979*) et par les décrets des 23 juin 1993 (*Moniteur belge des 12 et 14 août 1993*) et 23 juin 1994 (*Moniteur belge du 17 septembre 1994*)

Coordination officielle

Article 5.1.0. Les zones d' habitat

Article 6. Indications supplémentaires relatives aux zones d' habitat.

6.1.2.3. Les zones et sites d'intérêt culturel, historique et/ou esthétique. Dans ces zones, la modification de la situation existante est subordonnée à des conditions particulières résultant de l'intérêt de conservation.

1.2.3. Zones et sites d'intérêt culturel, historique et/ou esthétique

Dans les (projets de) plans de secteurs, ces zones sont indiquées par les marques prévues en la matière (voir la rubrique 1.2.3. de la légende) pour autant que l'étendue de la zone ou du site concerné est suffisamment grande pour être indiquée effectivement.

Les mesures d'aménagement doivent être indiquées en fonction de l'intérêt culturel, historique et/ ou esthétique de la zone.

L'examen des demandes introduites dans cette zone est une question de fait, en raison des situations très différentes qui se présentent.

Si le projet proposé est de nature à influencer sur l'intérêt culturel, historique et/ou esthétique de la zone, *il convient de demander l'avis de la Division des Monuments et Sites* (p. ex. pour les bâtiments nouveaux, l'agrandissement de bâtiments existants, la transformation des façades et toitures, des travaux de déboisement, des modifications importantes du relief).

Lorsqu'un plan particulier d'aménagement a été approuvé antérieurement par arrêté royal pour les zones concernées, il y a lieu de vérifier si les dispositions du plan particulier d'aménagement cadrent toujours dans les conceptions actuelles en matière d'appréciation des sites d'intérêt culturel, historique et/ou esthétique.

A défaut de pareille circonstance, la commune concernée sera invitée à procéder

à la révision du plan particulier d'aménagement. Le fonctionnaire délégué sera tenu d'exercer en tout état de cause un contrôle sur le permis de bâtir délivré par la commune en vertu de l'article 44 du décret relatif à l'aménagement du territoire, coordonné le 22 octobre 1996.

Le fonctionnaire délégué suspendra l'application du permis de bâtir non seulement lorsque le permis est contraire aux dispositions du plan particulier d'aménagement, mais également lorsque le projet proposé est de nature à porter gravement préjudice à l'intérêt culturel, historique ou esthétique du site.

den dat de fietsers in veel gevallen nog door kan bij werken ?

4. Bestaan er voldoende verkeersborden voor specifieke maatregelen voor fietsers ? Zo neen, kan de minister dit aankaarten bij de interministeriële conferentie voor Verkeer en Infrastructuur ?

Antwoord

1. De tijdelijke voorzieningen voor het gemotoriseerd wegverkeer ingeval van werken dienen te voldoen aan de voorschriften van het ministerieel besluit van 25 maart 1977, betreffende het signaliseren van werken en verkeersbelemmeringen op de openbare weg. Dit ministerieel besluit geldt voor alle wegbeheerders. Voor de gewestwegen is de algemene omzendbrief nopens de wegsignalisatie (deel V, signalisatie van werken) bovendien van toepassing.
2. Voor tijdelijke voorzieningen voor het fietsverkeer in geval van werken gelden de onder punt 1 vermelde voorschriften. Krachtens artikel 78.1.1. van het koninklijk besluit van 1 december 1975, houdende het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, mogen verkeersborden betreffende voorrang, verbodsborden, gebodsborden, verkeersborden betreffende het stilstaan en parkeren of voorlopige markeringen, nodig voor het signaliseren van wegenwerken, slechts worden aangebracht voor zover daartoe toelating is gegeven door de burgemeester of zijn gemachtigde, behalve voor de autosnelwegen. Voor de autosnelwegen is, binnen het Vlaamse Gewest, de Vlaamse minister van Openbare Werken bevoegd.
3. Er zal steeds worden getracht fietsers over de bouwwerf doorgang te geven. Het verplicht omrijden van fietsers wordt beperkt tot die gevallen waar het echt niet anders kan en in dat geval wordt de afstand minimaal gehouden.
4. Er bestaan voldoende borden om specifiek voor fietsers maatregelen te nemen. Indien nodig kunnen altijd verduidelijkende aanwijzingsborden worden bijgeplaatst.

Vraag nr. 205
van 15 februari 1995
van de heer M. MAERTENS

Bouwaanvragen — Omgeving beschermde monumenten

Het milieuzakboekje editie 1994 stelt in verband met de beoordeling van een bouwaanvraag op blz. 90 het volgende.

“Normaal gebeurt de beoordeling van de bouwaanvraag in een gesloten procedure. Derden worden niet van de aanvraag verwittigd en hebben geen bezwaarsrecht. Voor werken van een zekere omvang, op een plaats waarvoor geen BPA of verkavelingsvergunning geldt, wordt hiervan afgeweken, en wordt een openbaar onderzoek georganiseerd : bouwen (herbouwen, verbouwen) van gebouwen binnen het gezichtsveld van een beschermd monument of in een beschermd landschap”.

Volgens mij is als eenduidige interpretatie van het begrip “in het gezichtsveld van een beschermd monument” alleen de letterlijke interpretatie mogelijk. Daardoor is voor elke vergunning die wordt aangevraagd voor een gebouw dat kan worden bekeken vanuit het beschermd monument of vanuit een beschermd landschap, dorps- of stadsgezicht, een advies van de dienst Monumenten en Landschappen vereist.

Graag verneem ik of de minister het met deze visie eens is en zo ja, of hij een omzendbrief met deze interpretatie heeft gestuurd naar de dienst Ruimtelijke Ordening en naar de dienst Monumenten en Landschappen. Zo neen, wat is dan zijn interpretatie in deze aangelegenheid ?

Antwoord

De interpretatie die door het lid wordt gegeven sluit niet aan bij de tekst van het uitvoeringsbesluit ter zake. Met “gezichtsveld” wordt bedoeld “de ruimte die men met de ogen tegelijk overziet”.

Indien men de redenering van het lid zou volgen komt bijvoorbeeld de hele stad Gent, gezien vanop het Belfort, in het gezichtsveld te liggen. Bovendien gaat het om het bouwen van gebouwen binnen het gezichtsveld van een monument, of in een beschermd landschap, dus binnen de ruimte die men met de ogen tegelijk overziet en waarbinnen ook dit monument of bedoeld landschap gelegen is.

Het geval van stads- en dorpsgezichten komt niet ter sprake in de reglementering.

Vraag nr. 208
van 23 februari 1995
van de heer F. VERGOTE

Buurtwegen — Atlas

Ingevolge de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen behoren de aangelegenheden betreffende de buurtwegen tot de uitsluitende bevoegdheid van de gewesten.

Het veelvuldig gebruik maakt de gemeentelijke atlas meestal onleesbaar (onleesbare cijfers, gescheurde bladen enzovoort).

In verband met het gebruik van deze atlas, die dateert uit 1845 en volkomen verouderd is, rijzen er enkele vragen.

1. Kan elke burger inzage krijgen in deze gemeentelijke atlas ?
2. Vervalt het recht van doorgang na jaren van niet-gebruik, of hoe wordt het niet-gebruik bewezen ?
3. Als blijkt dat een weg vermeld in de Atlas niet bestaat wie moet er dan instaan voor het heropenen ervan ?
4. Welke administratie is verantwoordelijk voor het goed beheer van de atlas van de buurtwegen ?
5. Welke maatregelen kan de minister nemen om te komen tot een geactualiseerde en duidelijk hanteerbare atlas ?

Ministère de la Communauté flamande



Lois, décrets et règlements

Monuments, sites urbains et ruraux
Paysages

Département de l'Environnement et de l'Infrastructure
Administration de l'Aménagement du Territoire, du Logement et
des Monuments et Sites
Section des Monuments et des Sites

Bruxelles, décembre 1997

Note

Suite aux réformes que la structure de l'état belge a connu ces dernières années, les trois régions - flamande, wallonne et de Bruxelles-capitale - sont chacune responsables de la sauvegarde de leurs monuments, sites et paysages.

Le ministère de la Communauté flamande compte sept départements, dont le Département de l'Environnement et de l'Infrastructure qui se compose à son tour de différentes administrations. L'une de celles-ci est l'Administration de l'Aménagement du Territoire, du Logement et des Monuments et Sites, dont appartient la section des Monuments et des Sites.

On compte actuellement 7583 biens protégés : 5858 monuments, 232 sites urbains, 851 sites ruraux et 642 paysages (1 janvier 1997).

Les textes ci-inclus sont en vigueur dans la région flamande. Nombre de modifications se sont produites récemment.

On a simplifié la procédure de protection, aussi bien pour les monuments, sites urbains et ruraux que pour les paysages. La procédure se déroule maintenant en deux étapes : une protection provisoire et une protection définitive.

Remarquez que l'inventaire n'a pas d'effets juridiques, il sert de base à la sélection du patrimoine culturel qui mérite d'être protégé.

Les prescriptions générales en matière de conservation et d'entretien des monuments et des sites urbains et ruraux ont fait l'objet d'un arrêté du Gouvernement flamand.

Le régime de primes d'entretien et de restauration destinées aux monuments protégés, instauré dans la période 1991-1993, est coordonné.

Il faut mentionner que le coût des travaux sur biens classés peut être aussi en partie remboursé par l'Etat fédéral sous forme d'une déductibilité fiscale.

Enfin le décret portant la protection des sites (paysages) a procuré une définition du terme "site" (paysage). Ce qui permet de résoudre le problème de la distinction entre un site rural et un paysage. Mais la plus grande innovation du décret est sans doute le concept "gestion" et la création des commissions de gestion. Jusqu' à présent l'arrêté du Gouvernement flamand de 1997 portant les prescriptions générales de protection, la procédure d'avis et d'autorisation, la mise en service d'un registre et la fixation d'un signe distinctif pour les sites protégés est le seul arrêté d'application du décret portant sur la protection des sites (paysages).

J'ose espérer que la présente brochure permettra de faire plus ample connaissance avec la législation, les compétences décrétales et la réglementation en vigueur dans la région flamande.

*E. Goedleven
directeur d'administration*

Note

Suite aux réformes que la structure de l'état belge a connu ces dernières années, les trois régions - flamande, wallonne et de Bruxelles-capitale - sont chacune responsables de la sauvegarde de leurs monuments, sites et paysages.

Le ministère de la Communauté flamande compte sept départements, dont le Département de l'Environnement et de l'Infrastructure qui se compose à son tour de différentes administrations. L'une de celles-ci est l'Administration de l'Aménagement du Territoire, du Logement et des Monuments et Sites, dont appartient la section des Monuments et des Sites.

On compte actuellement 7583 biens protégés : 5858 monuments, 232 sites urbains, 851 sites ruraux et 642 paysages (1 janvier 1997).

Les textes ci-inclus sont en vigueur dans la région flamande. Nombre de modifications se sont produites récemment.

On a simplifié la procédure de protection, aussi bien pour les monuments, sites urbains et ruraux que pour les paysages. La procédure se déroule maintenant en deux étapes : une protection provisoire et une protection définitive.

Remarquez que l'inventaire n'a pas d'effets juridiques, il sert de base à la sélection du patrimoine culturel qui mérite d'être protégé.

Les prescriptions générales en matière de conservation et d'entretien des monuments et des sites urbains et ruraux ont fait l'objet d'un arrêté du Gouvernement flamand.

Le régime de primes d'entretien et de restauration destinées aux monuments protégés, instauré dans la période 1991-1993, est coordonné.

Il faut mentionner que le coût des travaux sur biens classés peut être aussi en partie remboursé par l'Etat fédéral sous forme d'une déductibilité fiscale.

Enfin le décret portant la protection des sites (paysages) a procuré une définition du terme "site" (paysage). Ce qui permet de résoudre le problème de la distinction entre un site rural et un paysage. Mais la plus grande innovation du décret est sans doute le concept "gestion" et la création des commissions de gestion. Jusqu' à présent l'arrêté du Gouvernement flamand de 1997 portant les prescriptions générales de protection, la procédure d'avis et d'autorisation, la mise en service d'un registre et la fixation d'un signe distinctif pour les sites protégés est le seul arrêté d'application du décret portant sur la protection des sites (paysages).

J'ose espérer que la présente brochure permettra de faire plus ample connaissance avec la législation, les compétences décrétales et la réglementation en vigueur dans la région flamande.

E. Goedleven
directeur d'administration

CONSTITUTION

(extrait)

Art. 1er. La Belgique est un Etat fédéral qui se compose des communautés et des régions.

Art. 3. La Belgique comprend trois régions : la Région wallonne, la Région flamande et la Région bruxelloise.

Art. 5. La Région flamande comprend les provinces suivantes : Anvers, le Brabant flamand, la Flandre occidentale, la Flandre orientale et le Limbourg.
La Région wallonne comprend les provinces suivantes : le Brabant wallon, le Hainaut, Liège, le Luxembourg et Namur.
Il appartient à la loi de diviser, s'il y a lieu, le territoire en un plus grand nombre de provinces.

Art. 39. La loi attribue aux organes régionaux qu'elle crée et qui sont composés de mandataires élus, la compétence de régler les matières qu'elle détermine, à l'exception de celles visées aux articles 30 et 127 à 129, dans le ressort et selon le mode qu'elle établit ¹.

¹ art. 30. : l'emploi des langues
art. 127 à 129. : les compétences des communautés

LOI SPÉCIALE DU 8 AOUT 1980 DE REFORMES INSTITUTIONNELLES

(extrait)

Art. 4. Les matières culturelles visées à l'article 127 de la Constitution sont :

4° Le patrimoine culturel, les musées et les institutions scientifiques culturelles à l'exception des monuments et des sites ².

Art. 6. § 1er. Les matières visées à l'article 39 de la Constitution sont :

I. En ce qui concerne l'aménagement du territoire :

1° l'urbanisme et l'aménagement du territoire;

2° les plans d'alignement de la voirie communale;

3° l'acquisition, l'aménagement, l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services, ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles avoisinant les ports et leur mise à la disposition des utilisateurs;

4° la rénovation urbaine;

5° la rénovation des sites d'activité économique désaffectés;

6° la politique foncière;

7° Les monuments et les sites².

² disposition insérée par la loi du 8 août 1988 et en vigueur à partir du 1er janvier 1989.

DOMAINE D'APPLICATION DE LA LOI ET DES DÉCRETS

* Monuments

(y compris les objets mobiliers qui en font partie et qui sont devenus immeubles par destination)

. loi du 7 août 1931, modifiée par le décret du 14 juillet 1993 : les articles 4, premier alinéa, 5 et 16.

. décret du 3 mars 1976, modifié par le décret du 22 février 1995.

. décret du 18 décembre 1992 contenant des mesures d'accompagnement du budget 1993 : les articles 71 et 72.

. décret du 22 décembre 1995 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1996 : l'article 72.

* Sites urbains et ruraux

. décret du 3 mars 1976, modifié par le décret du 22 février 1995.

* Sites (paysages)

. décret du 16 avril 1996 portant la protection des sites.

LOI DU 7 AOÛT 1931 SUR LA CONSERVATION DES MONUMENTS ET DES SITES, MODIFIÉE PAR LE DÉCRET DU 14 JUILLET 1993.

(Coordination officieuse) ³
(Moniteur belge : 05.09.1931; 09.09.1993)

CHAPITRE Ier. - Des immeubles

Section première

Des monuments et édifices

Article 4.- Lorsqu'un monument ou édifice classé risque d'être détruit ou gravement détérioré, s'il reste en la possession de son propriétaire, le Roi peut, à la demande ou après avis de la Commission Royale des Monuments et des Sites, en autoriser l'expropriation pour cause d'utilité publique, soit par l'Etat, soit par la commune.

Article 5.- Sauf convention contraire intervenue entre les parties intéressées, toute expropriation faite en vertu des articles (2 et) 4 porte sur le monument ou l'édifice tout entier, même s'il n'est classé que pour partie, et, en outre, sur le terrain qui en est l'accessoire indispensable.

Article 16.- L'interdiction de placer des panneaux-réclames ou publicités quelconques, soit sur un monument ou édifice classé, soit en un site classé ne peut donner droit à indemnisation.

³ Seulement les articles 4, 1er, 5 et 16 sont encore en vigueur.

DECRET DU 3 MARS 1976 REGLANT LA PROTECTION DES MONUMENTS ET DES SITES URBAINS ET RURAUX, MODIFIÉ PAR LE DÉCRET DU 22 FÉVRIER 1995

(coordination officieuse) ⁴
(Moniteur belge : 22.04.1976; 05.04.1995)

CHAPITRE Ier. - *Dispositions générales*

Article 1.- Le présent décret règle la protection, la conservation, l'entretien et la restauration des monuments et des sites urbains et ruraux, situés dans la région linguistique néerlandaise.

Article 2.- Le présent décret entend par :

1. le Ministre : le Ministre qui a la Culture néerlandaise dans ses attributions.
2. monument : un objet immobilier, oeuvre de l'homme, de la nature, ou de l'homme et de la nature, et présentant un intérêt général en raison de sa valeur artistique, scientifique, historique, folklorique, archéologique, industrielle ou socio-culturelle, y compris les objets mobiliers qui en font partie et qui sont devenus immeubles par destination.
3. site urbain et rural :
 - un groupement d'un ou plusieurs monuments et/ou de biens immobiliers, avec leurs éléments environnants, tels que plantations, enceintes, cours d'eau, ponts, chaussées, rues et places publiques qui, en raison de sa valeur artistique, scientifique, historique, folklorique, archéologique industrielle ou autre valeur socio-culturelle, sont d'intérêt général;
 - les environs visuels directs, attenant d'un monument, tel que visé au point 2 du présent article, qui par leur caractère typique, soit mettent en évidence la valeur intrinsèque du monument, soit peuvent garantir la conservation et l'entretien du monument du fait de leurs qualités physiques.
4. monument, site urbain ou site rural pouvant être classés : les monuments, sites urbains et sites ruraux visés aux 2 et 3, et repris aux projets de liste établis à cette fin en vertu du présent décret.
5. monuments, sites urbains ou sites ruraux classés : les monuments, sites urbains ou sites ruraux visés aux 2 et 3 et classés par arrêté royal.
6. propriétaires et usufruitiers : les propriétaires ou usufruitiers en vertu des données cadastrales.

⁴ y compris les modifications par le décret du 18 décembre 1992 contenant des mesures d'accompagnement du budget 1993 (M.B. 29.12.1992) et le décret du 22 décembre 1995 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1996 (M.B. 30.12.1995)

CHAPITRE II. - *Commission Royale des Monuments et des Sites*

Article 3.- La Commission Royale des Monuments et des Sites, section néerlandaise, dénommée ci-après la Commission Royale, a pour mission de donner au Ministre des avis en matière de protection de monuments, de sites urbains et de sites ruraux. Elle exécute outre les activités qui lui sont confiées par le présent décret ou en vertu de celui-ci.

La Commission royale comprend une commission centrale et des commissions provinciales.

Le Roi règle la compétence, la composition et le fonctionnement de la Commission royale.

CHAPITRE III. - *Service de l'Etat pour la protection des monuments et des sites*

Article 4.- Le service de l'Etat pour la protection des monuments et des sites, dénommé ci-après le Service de l'Etat, a pour mission d'élaborer et d'exécuter la politique de protection, de conservation, d'entretien et de restauration des monuments, sites urbains et sites ruraux.

Le Service de l'Etat comprend une administration centrale et des directions provinciales.

Le Service de l'Etat aide la Commission Royale à exécuter sa mission et assume également le secrétariat de la Commission Royale.

Le Roi règle sa composition et son fonctionnement. ⁵

CHAPITRE IV. - *Le protection des monuments, des sites urbains et des sites ruraux*

Section I

Les projets de liste des monuments et des sites urbains et ruraux susceptibles d'être protégés

Article 5. § 1er. Le Gouvernement fixe les projets de liste des monuments et des sites urbains et ruraux susceptibles d'être protégés. Ces projets de liste mentionnent les servitudes qui sont imposées en vue de la protection.

⁵ voir l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 avril 1994 relatif à la composition, à l'organisation, aux compétences et au fonctionnement de la commission royale des Monuments et des Sites de la Région flamande.

§ 2. Les projets de liste sont :

1° présentés pour avis par lettre recommandée à la poste à l'entité administrative chargée de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et à la (aux) commune(s) et à la (aux) province(s). Ces avis sont émis dans les soixante jours à partir de la date du dépôt à la poste, sinon ils sont réputés favorables.

2° déposés auprès des administrations communales concernées en vue d'ouvrir une enquête publique et d'établir un procès-verbal reprenant les remarques et objections. En cas de sites urbains et ruraux susceptibles d'être protégés, un avis relatif à l'enquête publique sera affiché tel qu'indiqué sur le plan annexé au projet de liste. L'enquête publique est ouverte au plus tard quinze jours à partir de la date du dépôt à la poste de la notification et durera trente jours. Pendant l'enquête publique, le projet de liste et le dossier contenant une description du contenu et une évaluation peuvent être consultés à la (aux) commune(s) concernée(s). Passé ce délai, l'enquête publique est clôturée par la (les) commune(s). Dans les quinze jours après la fin de l'enquête, elle(s) envoie(nt) leur procès-verbal au service extérieur concerné de l'administration.

A défaut d'une enquête publique ouverte dans les délais prescrits, le gouverneur de la province concernée peut organiser cette enquête publique. Dans ce cas, l'enquête publique prend cours au plus tard quinze jours à partir de la date du dépôt à la poste de l'avis concerné émanant de l'administration, et durera trente jours.

3° notifiés par lettre recommandée aux propriétaires, usufruitiers, emphytéotes et superficiaires, tels qu'ils sont connus à l'Administration de la TVA, de l'Enregistrement et des Domaines à la date du projet de liste. Ils peuvent introduire leurs remarques et objections auprès des services extérieurs respectifs de l'Administration des Monuments et des Sites dans un délai de trente jours à partir de la date du dépôt à la poste de la notification. Pendant ce délai, le dossier peut être consulté au service extérieur concerné de l'Administration des Monuments et des Sites.

4° publiés par extrait au *Moniteur belge*.

§ 3. Dans les dix jours à partir de la date du dépôt à la poste de la notification, les personnes informées du projet de liste conformément au § 2, 3°, communiquent ce projet de liste aux locataires ou aux occupants par lettre recommandée à la poste, sous peine de responsabilité solidaire pour la réparation et l'indemnisation telles que déterminées à l'article 15 du présent décret.

§ 4. Les personnes informées du projet de liste conformément au § 2, 3°, communiquent les situations de propriété éventuellement modifiées au service extérieur concerné de l'Administration des Monuments et des Sites par lettre recommandée à la poste dans les dix jours à partir de la date du dépôt à la poste de la notification, sous peine de responsabilité solidaire pour la réparation et l'indemnisation telles que déterminées à l'article 15 du présent décret. Cette obligation est mentionnée dans la notification aux personnes visées au § 2, 3°. Les nouveaux propriétaires, usufruitiers, emphytéotes et superficiaires recevront à leur tour la notification conformément au § 2.

§ 5. Les instances délivrant les autorisations et le fonctionnaire délégué de l'urbanisme sont tenus, dans les trente jours après réception de la demande d'autorisation, de demander l'avis du Gouvernement ou de son fondé de pouvoir pour toutes les autorisations qui ont été accordées conformément aux lois et aux décrets en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme. Ils y sont tenus, sans préjudice des prescriptions générales en matière du maintien et de l'entretien fixées par un arrêté du Gouvernement flamand. Le Gouvernement ou son fondé de pouvoir émet cet avis dans les trente jours.

Cet avis est revêtu de force obligatoire pour autant qu'il soit négatif ou qu'il impose certaines conditions.

A défaut d'un avis émis dans le délai prescrit, celui-ci sera considéré comme étant favorable.

§ 6. Lors d'une cession d'un droit réel sur un monument repris dans un projet de liste, ou sur un bien immobilier situé dans un site urbain ou rural, le fonctionnaire instrumentant doit préalablement demander une attestation urbanistique et mentionner dans l'acte de cession que le bien immobilier en question est repris dans un projet de liste et communiquer ce transfert au service extérieur concerné de l'Administration des Monuments et des Sites. Lorsque l'attestation urbanistique est délivrée, la procédure visée au § 5 doit être respectée.

§ 7. A partir de la notification du projet de liste, tous les effets de la protection sont provisoirement d'application aux biens immobiliers mentionnés dans l'arrêté pour un délai de douze mois au maximum. Ce délai court à partir de la date du dépôt à la poste du projet de liste visé au § 2, 1°. Tous les effets de la protection sont provisoirement d'application aux personnes visées au § 2, 3°, à partir de leur notification jusqu'à la date de l'échéance du délai précité. Les effets juridiques s'appliquent à toute autre personne physique ou morale à partir de la publication au *Moniteur belge* jusqu'à la date de l'échéance du délai précité. Ce délai peut, par décision motivée du gouvernement, être prolongé une seule fois pour une période de six mois.

§ 8. Le Gouvernement peut, ayant entendu la Commission Royale, rayer des monuments et des sites urbains et ruraux des projets de liste.

Section II

Arrêté royal de protection d'un monument, d'une site urbain ou d'un site rural

Article 7.- Le Gouvernement fixe, ayant entendu la Commission Royale, l'arrêté de protection définitive des monuments et des sites urbains et ruraux figurant au projet de liste. L'arrêté est publié par extrait au *Moniteur belge*. L'arrêté mentionne les prescriptions générales et éventuellement spécifiques en matière de maintien et d'entretien.

L'inscription sur les projets de liste échoit de droit si les arrêtés ne sont pas pris dans le délai visé à l'article 5, § 7.

Article 8.- § 1er. L'arrêté de classement comme monument et/ou site urbain ou rural est notifié aux propriétaires, aux emphytéotes, aux superficiaires et aux usufruitiers, tels qu'ils sont connus à l'Administration de la TVA, de l'Enregistrement et de Domaines à la date de l'arrêté.

§ 2. L'arrêté de classement comme site urbain ou rural comprend un plan en annexe fixant une délimitation précise de la zone protégée. Il mentionne les limitations particulières auxquelles le droit de propriété doit répondre en vue de la conservation des caractéristiques intrinsèques du monument ou du site urbain ou rural.

§ 3. Les personnes informées du présent arrêté conformément au § 1er, communiquent l'arrêté, qui leur a été notifié, par lettre recommandée à la poste aux locataires et occupants dans les dix jours à partir de la date du dépôt de la notification, sous peine de responsabilité solidaire pour la réparation et l'indemnisation telles que déterminées à l'article 15.

§ 4. Les personnes informées du présent arrêté conformément au § 1er, communiquent les situations de propriété éventuellement modifiées au service extérieur concerné de l'Administration des Monuments et des Sites par lettre recommandée à la poste dans les dix jours à partir de la date du dépôt de la notification, sous peine de responsabilité solidaire pour la réparation et l'indemnisation telles que déterminées à l'article 15.

Article 9.- L'arrêté royal de protection du monument, du site urbain ou du site rural a des effets règlementaires. Il ne peut y être dérogé que dans les cas et dans les formes, déterminés par le présent décret.

Le Roi, la Commission Royale entendue, abroge ou modifie la protection d'un monument, d'un site urbain ou d'un site rural.

Section III

Registre des monuments, sites urbains et sites ruraux protégés

Article 10.- § 1er. Pour chaque commune, le Service de l'Etat tient à jour un registre des monuments, des sites urbains et des sites ruraux protégés. Le Ministre détermine la façon dont ce registre est tenu.

§ 2. Des copies du registre peuvent être consultées gratuitement au Service de l'Etat, à l'administration de l'urbanisme, au gouvernement provincial, à l'administration communale pour le ressort de chacun. Des extraits du registre peuvent y être obtenus moyennant payement.

§ 3. Les monuments protégés par arrêté royal peuvent recevoir un signe distinctif de classement.

Le Ministre, la Commission Royale entendue, en fixe le modèle.

Section IV
Monuments, sites urbains et sites ruraux protégés

Article 11.- § 1. Les propriétaires et les usufruitiers d'un monument protégé ou d'un bien immobilier situé dans un site urbain ou rural protégé sont tenus de le tenir en bon état par les travaux de conservation ou d'entretien nécessaires et de ne pas le défigurer, l'endommager ou le détruire.

§ 2. Sans préjudice des prescriptions générales et spécifiques en matière de conservation et d'entretien, figurant dans un arrêté du Gouvernement flamand de protection, toutes les instances délivrant des permis de même que le fonctionnaire délégué de l'urbanisme sont tenus pour tous les permis d'accorder en vertu de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois du 22 avril 1970 et du 22 décembre 1970 de demander l'avis du Ministre ou de son délégué dans les trente jours de la réception du dossier. Le Ministre leur communique un avis obligatoire dans les trente jours.

A défaut d'avis transmis dans le délai fixé, l'avis est censé être favorable.

§ 3. Le Ministre ou son délégué dispose d'un délai supplémentaire de quarante cinq jours pour émettre un avis obligatoire lorsque dans la demande d'exécution des travaux, on se réfère à la réglementation en matière de subventions fixée à l'article 2, premier alinéa, de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites.

Dans ce cas, le délai dont dispose le fonctionnaire délégué de l'urbanisme visé au § 2 du présent article, de même que le délai de septante cinq jours dont dispose le collège des échevins accordant le permis, en vertu de l'article 54 de la loi précitée du 29 mars 1962, pour notifier ce décision au demandeur, sont également prolongés de quarante cinq jours.

§ 4. Des travaux entamés sans que l'autorisation requise ait été obtenue ou exécutés en violation des conditions fixées par l'autorisation, peuvent être arrêtés par le Ministre, le gouverneur provincial, le bourgmestre, les fonctionnaires délégués à cet effet par le Ministre sur leur propre initiative ou sur l'ordre du Ministre, le cas échéant avec l'aide de la force publique.

§ 5. Les personnes nommées ont accès aux biens immobiliers susceptibles d'être protégés et protégés afin d'effectuer toutes les recherches et les constatations nécessaires. Lorsque ces opérations ont le caractère d'un perquisition, elles ne peuvent être effectués que s'il existe des indications qu'un délit a été commis et à la condition que le juge de police les y ait autorisées.

Le Gouvernement flamand désigne les fondés de pouvoir assermentés qui agissent en qualité d'agent ou d'officier de la police judiciaire pour l'application du présent décret.

§ 6. En cas de transfert d'un monument classé ou d'un bien immobilier situé dans un site urbain ou rural classé, le fonctionnaire instrumentant est tenu de demander au préalable un certificat d'urbanisme et de mentionner dans l'acte de transfert que le monument ou le bien immobilier visé est classé.

Pour la délivrance dudit certificat il y a lieu de suivre la procédure visée à l'article 11, § 2.

Le fonctionnaire instrumentant communique ce transfert au service extérieur concerné de l'Administration des Monuments et des Sites.

§ 7. (...)

§ 8. Lorsque des travaux de conservation ou d'entretien sont nécessaires pour sauvegarder la valeur scientifique, historique, folklorique, socio-culturelle ou en termes d'industrie archéologique d'un monument classé, la Région flamande, la province et les communes intéressées interviennent dans les frais des travaux dans les conditions et les proportions que l'Exécutif flamand fixe.

§ 9. Lorsque un monument classé nécessite des travaux d'entretien, la Région flamande intervient dans les frais dans les conditions et les proportions que l'Exécutif flamand fixe.

Article 12.- Aucune nouvelle servitude d'utilité publique ne peut frapper un monument classé ou un bien immobilier situé dans un site urbain ou rural classé sinon sur autorisation du Ministre. Les arrêtés royaux établissant ces servitudes sont pris sur la proposition conjointe du Ministre visé à l'article 2 et du Ministre qui a l'établissement des servitudes visées dans ses attributions. Cette décision est prise dans les six mois. A défaut de cette décision ministérielle, cette autorisation est censée être acquise.

CHAPITRE V. - *Dispositions pénales*

Article 13.- Sans préjudice de l'application des sanctions par le Code pénal ou par d'autres lois ou décrets, est frappé d'une peine de prison de huit jours à six mois et d'une amende de 1.000 à 5.000 F ou d'une de ces peines seulement :

1. celui qui omet de respecter conformément à l'article 5, §5, et à l'article 11, §2, les prescriptions fixées par arrêté royal et relatif à la conservation et à l'entretien des biens immobiliers pouvant être classés ou classés;

1bis. Les propriétaires, les emphytéotes, les superficiaires et les usufruitiers, qui négligent de respecter les prescriptions fixées conformément à l'article 11, § 1er;

2. celui qui, sans l'autorisation prescrite à l'article 11, §4, ou en violation des conditions fixées par l'autorisation, effectue des travaux à un monument classé ou à un bien immobilier situé dans un site urbain ou rural classé;

3. le fonctionnaire instrumentant qui omet, lors du transfert d'un monument figurant sur un projet de liste ou d'un monument classé, ou d'un bien immobilier situé dans un site urbain ou rural classé figurant sur un projet de liste, de demander, conformément à l'article 5, §6, et à l'article 11, §6, un certificat d'urbanisme ou qui omet de mentionner dans l'acte de transfert que ce monument ou ce bien immobilier a été repris dans un projet de liste ou a été classé.

Article 14.- Les dispositions du premier livre du Code pénal, y compris les articles 66, 67, 69, 2e alinéa, et 85, s'appliquent aux délits fixés à l'article 13.

Article 15.- Tout jugement de condamnation, ordonnera la restitution du bien ou des biens dans leur état antérieur et ceci aux frais du condamné, sans préjudice des dommages et intérêts.

A l'expiration du délai fixé dans le jugement, le Ministre ou son délégué peut faire exécuter les travaux aux frais du propriétaire.

CHAPITRE VI. - *Dispositions transitoires et abrogatives*

Article 16.- § 1er. La loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites, modifiée par le décret du 13 juillet 1972, est abrogée pour les monuments et sites urbains et ruraux situés dans la région linguistique néerlandaise, à l'exception des articles 2, premier alinéa, 4, premier alinéa, 5 à 11, et 16 à 20.⁶

§ 2. Les procédures de classement comme monument entamées sous le régime de la loi de 7 août 1931, modifiée par le décret du 13 juillet 1972, sont poursuivies conformément à cette loi.

Les arrêtés de classement pris en application de la loi du 7 août 1931, modifiée par le décret du 13 juillet 1972, gardent force de loi jusqu'à ce qu'ils soient modifiés ou abrogés conformément au présent décret. Ces arrêtés de classement ont tous les effets que le présent décret confise aux arrêtés royaux de protection.

Les dispositions du présent décret entrent en vigueur à une date à déterminer par le Roi et au 1er janvier 1976 au plus tard.

Article 17.- Les instances énumérées à l'article 5, §4, et à l'article 11, §2, sont celles qui sont visées aux articles 44 à 47, 48, 51, 54 et 58 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois de 22 avril 1970 et 22 décembre 1970.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le Moniteur belge.

Donné à Crans-sur-Sierre, le 3 mars 1976.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Culture néerlandaise et des Affaires flamandes,
Mme. H. DE BACKER - VAN OCKEN

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
H. VANDERPOORTEN

⁶ voir note 3.

**ARRETE DU GOUVERNEMENT FLAMAND DU 17 NOVEMBRE 1993
FIXANT DES PRESCRIPTIONS GENERALES EN MATIERE DE
CONSERVATION ET D'ENTRETIEN DES MONUMENTS ET DES SITES
URBAINS ET RURAUX.**

(Moniteur belge : 10.03.1994)

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 3 mars 1976 réglant la protection des monuments et des sites urbains et ruraux, notamment l'article 5, §§ 3 et 4 et l'article 11, §§ 1er et 2;

Vu l'accord du Ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 19 juillet 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand des Communications, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles;

Après délibération,

Arrêté :

CHAPITRE Ier. - *Champs d'application*

Article 1er. § 1er. Le présent arrêté s'applique aux monuments et aux sites ruraux et urbains qui, en application du décret du 3 mars 1976 réglant la protection des monuments et des sites urbains et ruraux, sont :

- soumis aux effets juridiques immédiatement déclarés d'application en vertu de l'article 6 du décret;
- repris par un projet de liste des monuments et des sites urbains et ruraux susceptibles d'être protégés;
- protégés à titre définitif.

§ 2. Les prescriptions du présent arrêté ne sont d'application que pour autant qu'elles ne dérogent pas aux arrêtés de protection mentionnés dans le § 1er.

**CHAPITRE II. - *Prescriptions générales
relatives aux bâtiments et aux éléments de revêtement de rues ou de places***

Art. 2. § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 3, le propriétaire ou l'usufruitier de, soit un monument, soit un autre bien immobilier faisant partie d'un site urbain ou rural, est obligé de prendre soin de la conservation et de l'entretien, entre autres par :

1° la réparation immédiate de dégâts à la toiture, le colmatage ou le recouvrement de fuites;

- 2° le nettoyage en temps utile de gouttières, de canalisations d'évacuation et de combles;
- 3° la prise de mesures contre les intempéries, les salissures animales, le remplacement immédiat de vitres cassées ou fêlées et la fermeture en temps utile des fenêtres et des lanternaux;
- 4° le pompage de caves inondées;
- 5° la prise des mesures de sécurité nécessaires, notamment en matière d'incendie, de foudre, de dégâts causés par l'eau, de vol et contre les endommagements volontaires ou accidentels;
- 6° la prise de mesures immédiates de consolidation et de sécurité en cas de besoin.

§ 2. Il signale chaque cas d'endommagement et, le cas échéant, toute mesure d'urgence qu'il a prise au Gouvernement flamand ou à son mandataire et à la commune concernée.

Art. 3. Les travaux et activités suivants visant la conservation et l'entretien sont interdits sauf autorisation écrite du Gouvernement flamand ou de son mandataire :

- 1° le remplacement de revêtement de toiture, entièrement ou partiellement, par d'autres matériaux ou par des matériaux ayant un autre aspect que les existants, à l'exception de ce qui est stipulé dans l'article 2, § 1er, 6°;
- 2° la peinture d'éléments non peints, ou la peinture en d'autres couleurs ou combinaisons de couleurs ou à l'aide d'une autre peinture que l'existante;
- 3° l'enduisage d'éléments non enduits ou à l'aide d'un enduit d'une autre composition ou texture, ainsi que l'enlèvement d'éléments enduits;
- 4° l'enlèvement de joints, ainsi que le jointoiment ou le rejointoiment d'une autre façon ou à l'aide de mortier d'une autre composition ou couleur que l'existant;
- 5° le nettoyage autre qu'à l'aide d'eau à pression basse contrôlée, notamment le nettoyage par sablage hydropneumatique, par nettoyage chimique à l'aide de décapants ou le nettoyage à l'aide de pâtes, ainsi que l'utilisation de produits hydrophobes et de produits de consolidation ou de nettoyage chimiques;
- 6° la pose, le remplacement ou la modification d'éléments de façade décoratifs, de fers forgés ou de sculptures;
- 7° la consolidation d'éléments constructifs comme la terre glaise, les poutres, les colonnes en fonte, les parties de mur, la maçonnerie, etc., à l'aide de structures ajoutées ou ayant un aspect différent que les existants, à l'exception de ce qui est stipulé dans l'article 2, § 1er, 6°;
- 8° le remplacement ou la modification de menuiseries extérieures telles que les portes, les châssis de fenêtres, les volets, les barrières, les corniches, etc., ainsi que les garnitures, la quincaillerie, par d'autres matériaux ou par des matériaux ayant un aspect différent que les existants;
- 9° la pose, le remplacement ou la modification d'éléments vitrés figuratifs ou non, par d'autres matériaux ou par des matériaux ayant un aspect différent que les existants;
- 10° la pose, le remplacement ou la modification de panneaux publicitaires, d'enseignes lumineuses, d'enseignes, d'inscriptions, etc.;
- 11° l'entreposage de tous produits ou l'installation de tous équipements et appareils ressortant à la législation relative aux établissements incommodes, dangereux et insalubres;
- 12° la pose apparente de conduites ou d'appareils servant aux équipements utilitaires;

13° la pose, le remplacement ou la modification du mobilier de rue, tels que les bacs à fleurs, les bancs, les réverbères, les mâts d'éclairage, les pompes, les parcmètres, les palissades, les murets de jardin, les clôtures, les guérites, les cabines téléphoniques et d'autres éléments typiques de l'ensemble;

14° la modification ou le remplacement par un autre matériau que l'existant du revêtement de rue et des trottoirs;

15° l'exécution de travaux de terrassement pouvant compromettre la stabilité des bâtiments et des constructions;

16° l'entreprise d'excavations en vue de découvrir et d'examiner des monuments archéologiques.

CHAPITRE III. - *Prescriptions relatives à la nature du sol et à la végétation*

Art. 4. Les travaux et activités suivants aux monuments protégés sont interdits sauf autorisation écrite du Gouvernement flamand ou de son mandataire :

1° l'exécution de n'importe quelle intervention aux arbres et aux complexes de végétation, ainsi qu'à la rhizosphère concernée, telles que la taille, l'assèchement et le compactage;

2° l'exécution de toute intervention aux curiosités géologiques ou géomorphologiques pouvant altérer leur aspect ou pouvant compromettre la conservation de ces éléments.

Art. 5. Les travaux et activités suivants à l'intérieur de sites urbains et ruraux protégés sont interdits sauf autorisation écrite du Gouvernement flamand ou de son mandataire :

1° toutes les activités pouvant causer la disparition d'arbres et d'arbustes, à l'exception des travaux d'entretien normaux judicieusement exécutés, tels que l'abattage et la taille d'arbres à hautes tiges, de taillis, d'arbres étêtés, d'arbres en espalier et taillés en candélabre, la tonte et la taille de haies et d'autres formes tondues;

2° tous les travaux et les activités nuisibles aux arbres mêmes, tels que les ancrages, les modifications des stations végétales et les travaux de terrassement.

CHAPITRE IV. - *Prescriptions relatives à l'intérieur des monuments*

Art. 6. Les biens mobiliers se trouvant dans un monument et qui sont mobiliers par leur destination doivent être conservés in situ. Lorsque leur déplacement hors du monument devient nécessaire à des fins d'exposition, de travaux de conservation ou de restauration ou pour des raisons de sécurité, les conditions en sont réglées dans une convention entre le propriétaire ou l'usufruitier, l'exécuteur des travaux ou des activités et le Gouvernement flamand ou son mandataire.

Art. 7. Le propriétaire ou l'usufruitier est obligé de conserver l'intérieur en bon état, de le préserver contre l'endommagement et la destruction et d'exécuter tous les travaux nécessaires à la conservation et à l'entretien, notamment par :

1° la protection contre l'incendie, le vol, la foudre, les dégâts causés par l'eau et contre les endommagements volontaires ou accidentels;

- 2° l'entretien des équipements, notamment l'installation électrique, le chauffage, le conditionnement d'air, la protection et les autres équipements techniques;
- 3° la lutte en temps voulu contre les perce-bois, la moisissure et les dégâts causés par les champignons et l'humidité;
- 4° le réglage et le contrôle de la qualité de la lumière et des conditions climatologiques, principalement la température et l'humidité dans le bâtiment afin d'éviter de créer des circonstances défavorables à la bonne conservation du mobilier;
- 5° la prise de mesures immédiates de consolidation et de sécurité en cas de besoin.

Art. 8. Les travaux de conservation et d'entretien de monuments suivants sont soumis à une autorisation écrite préalable du Gouvernement flamand ou de son mandataire :

- 1° l'exécution de travaux ou d'activités modifiant l'aspect ou l'aménagement de l'intérieur;
- 2° l'exécution de travaux ou d'activités à la décoration de l'intérieur, notamment aux peintures des murs et des plafonds, aux lambris, aux peintures historiques sur d'autres éléments, aux enduits, aux stucs, aux couches de peinture ou autres couches de finition, aux revêtements en soie, en cuir, en étoffe ou aux papiers peints et aux lambris;
- 3° l'exécution de travaux de peinture;
- 4° le surélévement, l'abaissement, l'enlèvement et/ou le renouvellement des revêtements de sol et des escaliers;
- 5° la démolition, le renouvellement, l'adaptation, le surélévement ou l'abaissement de plafonds et de voûtes;
- 6° l'exécution de travaux aux et le déplacement -même temporairement- d'oeuvres d'art, d'objets et de mobilier, qui sont immobiliers par leur destination, à l'exception des dispositions de l'article 7, 5°;
- 7° l'installation ou le renouvellement d'équipements techniques, tels que le chauffage, le conditionnement d'air, l'installation électrique, l'installation audio, le sanitaire, les ascenseurs et les installations de sécurité, à l'exception des dispositions de l'article 7, 5°.

CHAPITRE V. - Prescriptions supplémentaires pour orgues, carillons, cloches et horloges de tour

Art. 9. § 1er. Le propriétaire ou l'usufruitier est obligé de maintenir les orgues, carillons, cloches et horloges de tour en bon état, de les préserver contre tout endommagement, et de faire exécuter tous les travaux nécessaires à la conservation et à l'entretien.

§ 2. Il est obligé de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter la pénétration de pigeons dans les tours.

Art. 10. § 1er. L'état des carillons, des cloches et des horloges de tour doit régulièrement être contrôlé, particulièrement en ce qui concerne la stabilité et la sécurité des chaises de clocher, des axes de suspension, des points d'attache de battants et des poids d'horloge.

§ 2. Les conduites électriques et les moteurs d'actionnement des cloches doivent annuellement être contrôlés.

Art. 11. § 1er. En vue de sa conservation, les orgues doivent régulièrement et professionnellement être entretenues et accordées.

§ 2. Par travaux d'entretien ordinaires obligatoires, il faut entendre :

- 1° petites réparations au clavier, à la soufflerie, au sommier et à la tuyauterie;
- 2° la mise au point de l'abrégé et des mécaniques;
- 3° la correction des défauts d'harmonisation;
- 4° le nettoyage des orgues.

§ 3. Les travaux d'entretien approfondis suivants sont soumis à une autorisation écrite préalable du Gouvernement flamand ou de son mandataire :

- 1° assurer l'étanchéité à l'air des sommiers nécessitant des travaux à la table, aux coulisses, aux glissoirs, aux chapes, aux faux sommiers, aux soupapés, nécessitant ou non un démontage du sommier;
- 2° renouvellement du soufflet ou du repasser le soufflet, ou travaux d'étanchéité aux porte-vent;
- 3° travaux de réparation systématiques ou globaux et/ou travaux d'allongement à la tuyauterie historique, ainsi les travaux de consolidation/réparation à la tuyauterie de façade historique.

§ 4. Lors de l'exécution des travaux d'entretien, il est interdit :

- 1° d'exécuter des soudures inappropriées aux tuyaux anciens, d'abaisser les embouchures et d'ouvrir d'une façon systématique les tuyaux aux biseaux;
- 2° de perforer les cadres de sommier et de piquer les sommiers par dessous.

§ 5. Pour l'accord des orgues, les directives suivantes doivent être observées :

- 1° accorder à l'aide d'un accordoir sans endommager les bords de la tuyauterie ou sans nuire ou déformer l'harmonisation en enfonçant ou en déformant les lumières;
- 2° accorder uniquement une tuyauterie qui n'est pas encrassée;
- 3° accorder sur des sommiers sans fuite ni emprunt;
- 4° accorder avec une alimentation et une pression appropriée, en se basant sur un diapason correspondant à la longueur originale des tuyaux.

§ 6. Il est notamment interdit :

- 1° d'accorder en frappant fort avec l'accordoir;
- 2° d'accorder par de nouvelles entailles;
- 3° d'accorder en incorporant des pattes et des pavillons non originales;
- 4° d'accorder en raccourcissant ou en coupant les tuyaux anciens;
- 5° d'accorder en perçant des trous dans les pieds.

Art. 12. Le propriétaire ou l'usufruitier est tenu de régler et de contrôler les circonstances climatologiques, principalement la température et l'humidité dans le bâtiment, de sorte que l'orgue ne puisse subir aucune circonstance défavorable.

Art. 13. Les travaux et activités suivants sont soumis à une autorisation écrite préalable du Gouvernement flamand ou de son mandataire :

- 1° l'enlèvement, la transformation ou le remplacement du matériel historique propre à l'orgue;
- 2° la modification des abords acoustiques directs dans lesquels les orgues se trouvent;
- 3° l'installation de conduites d'électricité ou d'armatures d'éclairage sur les orgues;
- 4° la modification de la boiserie, de la sculpture, des peintures, des dorures et de la polychromie;
- 5° le démontage ou le déplacement des orgues.

CHAPITRE VI. - *Prescriptions supplémentaires relatives au patrimoine industriel*

Section première

Prescriptions communes pour moulins à vent et à eau

Art. 14. Afin d'assurer l'entretien d'un moulin opérationnel comme outil de travail, il doit être activé au moins une fois par mois. Par fonctionnement, il faut entendre le fonctionnement du processus total de production là où possible.

Art. 15. Le moulin doit être actionné selon les règles de l'art. Le Gouvernement flamand ou son mandataire peut interdire au meunier d'utiliser le moulin après avoir constaté de fautes graves.

Le propriétaire ou l'usufruitier du moulin garde toutefois l'entière responsabilité de l'état dans lequel le moulin se trouve.

Art. 16. Les prescriptions suivantes sont en vigueur pour les moulins à vent et à eau :

- 1° toutes les chevilles doivent être bien calées et, là où nécessaire du point de vue de la technique du moulin, serrées de goupilles d'arrêt;
- 2° les axes des charnières et des articulations ainsi que les clefs des alluchons, les alluchons, les fuseaux, les prisons du pot métallique du petit fer et les anilles ne peuvent pas avoir trop de jeu;
- 3° les boulons des poutres articulées suspendues doivent être en bon état;
- 4° le pot en métal du petit fer doit toujours être bien calé;
- 5° les alluchons et les axes doivent s'emboîter à une profondeur suffisante;
- 6° toutes les trappes doivent se fermer automatiquement;
- 7° toutes les roues doivent être centrées;
- 8° aucun accessoire mobile ne peut ni cahoter ni froter;
- 9° tous les roulements doivent être graissés. En ce qui concerne les roulements en pierre, le graissage doit se faire à l'aide de saindoux non sale et de graphite.

Les dents et les axes en bois doivent être graissés à l'aide d'un lubrifiant n'attaquant pas le bois;

10° il est interdit de moudre lorsque l'alimentation en grains n'est pas suffisante de sorte que les pierres meulières dégagent une odeur de pierre brûlée;

11° les accessoires en bois soumis aux intempéries doivent être enduits au moins tous les trois ans d'un produit protégeant le bois dont la composition doit être approuvée par le Gouvernement flamand ou par son mandataire.

Section II - Prescriptions pour moulins à vent

Art. 17. A l'arrêt du moulin à vent les mesures suivantes doivent être prises :

1° le frein de la roue doit en tout cas être engagé, même lorsque les toiles sont tendues et chargées le frein doit être engagé à chaque fois qu'une aile est en face du pied du moulin;

2° le frein de retour est engagé;

3° les paires de meules sont engagées et doivent être ajustées au maximum; la trémie contiendra toujours assez de grain;

4° le moulin est tourné les ailes face au vent;

5° le moulin est attaché à l'aide d'une chaîne à l'aile inférieure ou en passant un câble ou une poutre à travers de la roue de frein à l'endroit situé le plus près de l'avant-toit à la face d'érection de la meule;

6° le parafoudre restera branché;

7° le moulin ne peut pas être chargé; tendre et charger les toiles se fait en surjet ou en quinconce, réduire la voilure se fera d'abord sur les ailes extérieures.

Art. 18. Les prescriptions suivantes sont également en vigueur pour les moulins à vent :

1° la poutre du frein ne se trouvera jamais en dessous de la position horizontale;

2° la contrainte sur les poutres en fer sera toujours sous une légère pression afin d'empêcher les lanternes (roues à fuseaux) et les roues à denture radiale de reculer;

3° lorsque les toiles sont fabriquées en fibres naturelles, elles doivent être étalées tous les quinze jours afin d'éviter la moisissure; chaque année elles doivent être enduites d'une solution d'eau, de terre glaise, d'huile de lin pressée à froid et de graisse (à raison de 10 litres d'eau, 0,75 litres d'huile de lin, 0,75 de graisse et 1 kg de terre glaise). Ceci se fera vers septembre dans des conditions atmosphériques favorables;

4° il est interdit de faire tourner le moulin à plus de 80 ailes par minute;

5° le propriétaire ou l'usufruitier doit avertir le Gouvernement flamand ou son mandataire par écrit lorsque dans les environs du moulin des plantations ou des activités sont envisagées ou en cours d'exécution qui pourraient nuire à l'exposition du moulin au vent.

Section III - Prescriptions pour moulins à eau

Art. 19. Les prescriptions suivantes sont en vigueur pour les moulins à eau :

- 1° le fonctionnement de moulins à eau est soumis aux lois et aux réglementations relatives aux voies navigables et aux autres cours d'eau;
- 2° le niveau d'eau maximal imposé par les autorités sera respecté;
- 3° le meunier doit toujours être en mesure de prendre les mesures nécessaires en cas de difficultés causées par l'eau sur base d'une bonne connaissance hydrographique de la région dans laquelle le moulin est situé;
- 4° le meunier doit connaître les limites maximales des crues dans sa région; lorsque le bief et le batardeau du moulin sont insuffisants à cet effet, le meunier doit faire exécuter des travaux d'amélioration après avoir reçu une autorisation à cet effet du Gouvernement flamand ou de son mandataire;
- 5° en cas d'absence de plus d'un jour, le meunier réglera les sas et les batardeaux de sorte que les risques d'inondation soient exclus;
- 6° il est interdit de faire tourner la roue lorsqu'elle risque d'être endommagée par des troncs d'arbre, par des branches, par des déchets ménagers ou par des alluvions; ces derniers seront enlevés dans les plus brefs délais;
- 7° le propriétaire ou l'usufruitier doit avertir le Gouvernement flamand ou son mandataire par écrit en cas de digues éboulantes, de pieds d'arbre affouillés par l'eau et d'infiltration d'eau des constructions;
- 8° la dérivation des eaux doit être entretenue.

Section IV - Prescriptions relatives aux machines, moyens de transport, outils, instruments et leurs accessoires

Art. 20. Le propriétaire ou l'usufruitier est obligé de maintenir les machines, les moyens de transport, les outils, les instruments et leurs accessoires, à appeler appareils ci-après, en bon état, ainsi que de les protéger contre l'endommagement et la destruction et d'exécuter tous les travaux nécessaires à la conservation et à l'entretien.

Art. 21. Sauf autorisation préalable et écrite du Gouvernement flamand ou de son mandataire, il est interdit de démonter entièrement ou partiellement des appareils, de les déplacer ou d'en modifier les caractéristiques techniques.

Art. 22. Les appareils doivent être actionnés suivant les règles de l'art. Le Gouvernement flamand ou son mandataire peut interdire au manipulateur d'actionner l'appareil après avoir constaté de fautes graves. Le propriétaire ou l'usufruitier de l'appareil garde toutefois l'entière responsabilité de l'état dans lequel l'appareil se trouve.

Art. 23. Le propriétaire ou l'usufruitier doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de protéger les appareils contre la rouille et la corrosion ou la détérioration des matériaux. Il est toutefois interdit d'utiliser des produits anti-rouille ou transformant la rouille ou tout autre produit anti-corrosif sans autorisation préalable du Gouvernement flamand ou de son mandataire.

Art. 24. Il est interdit de remplacer ou de réparer des pièces d'appareils à l'aide de matériaux non originaux ou de techniques non originales. En particulier il est interdit de remplacer des assemblages rivetés ou des assemblages autrement réalisés par des assemblages soudés.

Art. 25. Il est interdit d'appliquer une peinture non originale sur les appareils.

Art. 26. Les embarcations doivent être mouillées, sauf autorisation écrite du Gouvernement flamand ou de son mandataire.

CHAPITRE VII

Prescriptions générales supplémentaires relatives aux tombeaux et monuments funéraires

Art. 27. Le propriétaire ou concessionnaire est obligé de maintenir le tombeau ou le monument funéraire en bon état, de le protéger contre l'endommagement et la destruction et d'exécuter tous les travaux nécessaires à la conservation et l'entretien, notamment par :

- 1° la réparation immédiate des dégâts de toitures, le colmatage ou la réparation de fuites, le nettoyage en temps utile des gouttières, en particulier des chapelles funéraires;
- 2° toute mesure contre les intempéries, le remplacement immédiat des vitres brisées ou fêlées, la fermeture de portes, le recouvrement -entre le 15 novembre et le 15 mars- de sculptures, d'éléments architecturaux ou d'ornements géométriques;
- 3° l'étanchonnage immédiat ou le recouvrement à l'aide de matériaux provisoires en cas d'urgence;
- 4° toutes les mesures de sécurité, notamment contre le vol et contre les endommagements volontaires ou accidentels;
- 5° le contrôle régulier, ainsi que l'entretien et, le cas échéant, le remplacement par de l'acier inoxydable et l'assemblage à l'aide de goujons métalliques;
- 6° la repose à leur emplacement original des plaques de recouvrement ou des épitaphes en pierre naturelle glissées;
- 7° l'enlèvement régulier de la rouille et la peinture de châssis, de portes, de grilles et de chaînes métalliques, etc.;
- 8° la stabilisation de pierres tombales en marbre déformées et ce tant dans les constructions individuelles que pour les fermetures des cellules dans les constructions communes;
- 9° le dimensionnement logique de plantations, tels que les arbres et arbustes, en vue du maintien des fondations;
- 10° toutes les mesures immédiates de consolidation et de protection en cas d'urgence.

Art. 28. Les biens mobiliers se trouvant sur, au ou dans le monument funéraire ou tombeau et qui sont mobilier par destination, doivent être conservés sur place. Lorsque leur déplacement est nécessaire pour cause de travaux de restauration ou de conservation ou pour des raisons de sécurité, les conditions en seront réglées dans une convention entre le propriétaire ou le concessionnaire, l'exécuteur des travaux ou des activités et le Gouvernement flamand ou son mandataire.

Art. 29. Les travaux et activités de maintien et d'entretien suivants sont interdits sauf autorisation préalable écrite du Gouvernement flamand ou de son mandataire :

1° le remplacement entier ou partiel de revêtement de toiture par d'autres matériaux ou ayant un autre aspect que les originaux, à l'exception de ce qui a été stipulé dans l'article 27, 1°, 3° et 10°;

2° la peinture d'éléments non peints, ou la peinture dans d'autres couleurs ou variations de couleur ou à l'aide d'une autre peinture que les existants;

3° le nettoyage de pierre bleue, de marbres et de granites indigènes autrement qu'à l'eau pure sous basse pression contrôlée, notamment le nettoyage par sablage hydropneumatique, par nettoyage chimique à l'aide de décapants ou le nettoyage à l'aide de produits tensio-actifs, ainsi que l'utilisation de produits de consolidation ou de nettoyage chimiques;

4° le nettoyage de marbre de carrare ou de grès calcaire;

5° la consolidation d'éléments constructifs tels que les colonnes, les maçonneries, etc. à l'aide d'autres matériaux ou ayant un autre aspect que les existants, à l'exception de ce qui a été stipulé dans l'article 27, 1°, 3° et 10°;

6° le remplacement ou la modification de menuiseries extérieures telles que les portes, les châssis, etc..., ainsi que des garnitures et de la quincaillerie par des autres matériaux ou ayant un autre aspect que les existants;

7° le remplacement ou la modification d'éléments figuratifs vitrés ou non, par des autres matériaux ou ayant un autre aspect que les existants;

8° la pose, le remplacement ou la modification de mobilier funéraire tel que les bacs à fleurs, les couronnes ornementales et autres symboles funéraires, grilles ou chaînes de clôture, épitaphes, etc...;

9° la pose, le remplacement, la taille, la peinture ou la modification d'inscriptions;

10° l'enlèvement de mousses et de lichen;

11° la modification de la consolidation du sol dans les jardins, plantations, sentiers, ainsi que de la tombe même.

CHAPITRE VIII. - *Procédure d'autorisation*

Art. 30. § 1er. Les demandes d'autorisation d'exécution de travaux et d'activités, autres que ceux visés aux articles 5, § 4⁷ et 11, § 2 du décret du 3 mars 1976 réglant la protection des monuments et des sites urbains et ruraux, doivent être introduites par écrit par le propriétaire, l'usufruitier ou le concessionnaire auprès des services extérieurs respectifs de l'Administration des Monuments et des Sites et doivent être accompagnées d'une description précise de l'endroit où les travaux seront exécutés, si possible complétées par des dessins et/ou des photos et de la mention du début et de la fin des travaux ou des activités.

§ 2. Dans les vingt jours après réception de la demande, l'Administration des Monuments et des Sites communique par écrit au demandeur que la demande est complète ou de quelles données elle doit être complétée.

⁷ au lieu d'article 5, § 4 il faut lire article 5, § 5 (modification de l'article 5, par le décret du 22 février 1995).

§ 3. Dans les trente jours après réception par l'Administration de la demande complète, le Gouvernement flamand ou son mandataire délivre une autorisation écrite ou communique sa décision de refus au demandeur.

§ 4. Les travaux et les activités ne peuvent être exécutés qu'après fourniture de l'autorisation écrite et doivent être exécutés conformément aux conditions stipulées dans l'autorisation.

§ 5. A défaut d'une autorisation ou d'une décision de refus reçues dans les trente jours, l'autorisation est censée obtenue.

CHAPITRE IX. - *Disposition d'abrogation et finale*

Art. 31. Les arrêtés suivants sont abrogés :

- l'arrêté royal du 6 décembre 1976 fixant les dispositions générales concernant la protection et l'entretien des monuments et des sites urbains et ruraux mentionnés dans les projets de liste des monuments et des sites urbains et ruraux susceptibles d'être protégés, ou des monuments et des sites urbains protégés à titre définitif par arrêté royal;
- l'arrêté royal du 27 juin 1977 fixant les dispositions générales supplémentaires relatives au maintien et à l'entretien des sites urbains et ruraux et plus particulièrement les orgues.

Art. 32. Le Ministre flamand des Communications, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 novembre 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Communications, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles,
J. SAUWENS

ARRETE DU GOUVERNEMENT FLAMAND DU 29 SEPTEMBRE 1994 INSTAURANT UNE PRIME D'ENTRETIEN DESTINEE AUX MONUMENTS PROTEGES

(Moniteur belge : 25.01.1995)

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 3 mars 1976 réglant la protection des monuments et des sites urbains et ruraux, notamment l'article 11, § 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 novembre 1993 fixant les prescriptions générales en matière de conservation et d'entretien des monuments et des sites urbains et ruraux;

Vu l'accord du Ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 28 septembre 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par les lois du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les travaux et les activités exécutés en vue de la prévention du délabrement de monuments protégés peuvent constituer une contribution importante au maintien du patrimoine culturel;

Considérant que des travaux de réparation et de restauration drastiques et coûteux aux monuments protégés peuvent dans une large mesure être limités et souvent même être évités en effectuant les travaux d'entretien en temps opportun;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 septembre 1992 instaurant une prime d'entretien pour les monuments protégés, dont les effets sont limités dans le temps, doit être remplacé par un nouveau régime;

Considérant qu'il s'impose donc d'urgence d'encourager et de supporter financièrement les travaux et les activités d'entretien et de prévention de délabrement du patrimoine culturel;

Sur la proposition du Ministre flamand des Communications, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles;

Après délibération,

Arrêté :

Article 1er. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement flamand peut octroyer une prime d'entretien pour les travaux d'entretien à un monument protégé.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° Gouvernement flamand : le Gouvernement flamand ou son délégué;
- 2° Preneur de prime : le propriétaire ou le détenteur des droits réels sur le bien faisant l'objet des coûts des travaux;

Art. 3. § 1er. Les travaux et les activités suivants peuvent être considérés comme travaux d'entretien pour l'application du présent arrêté :

a) pour les monuments protégés en général, notamment :

- 1° la réparation de dégâts à la toiture, le colmatage ou le recouvrement de fuites;
- 2° l'enlèvement de mousses des toitures, l'entretien et la réparation de gouttières, de canalisations d'évacuation et d'égouts;
- 3° la prise de mesures contre les intempéries, les salissures animales et la pose de protection contre les pigeons;
- 4° le remplacement de vitres cassées ou fêlées;
- 5° la prise des mesures contre l'incendie, le vol, les endommagements volontaires ou accidentels, la foudre, et les dégâts causés par l'eau;
- 6° la lutte contre les perce-bois et contre les dégâts causés par la moisissure, les champignons et l'humidité;
- 7° la peinture, le vernissage, les enduits et les joints;
- 8° l'entretien et la réparation de murs, de poutres, de colonnes et de maçonneries;
- 9° la réparation de portes, de châssis de fenêtres, de volets, de barrières, de corniches, de garnitures et de la quincaillerie;
- 10° le nettoyage, l'enlèvement de mousses, l'hydrofugage, le durcissement et le traitement contre l'humidité ascendante de murs et d'autres éléments constructifs ainsi que tout autre traitement à l'aide de produits hydrofuges consolidant les matériaux;
- 11° la couverture et la protection de sculptures, d'éléments architecturaux et d'ornements gélifs;
- 12° la consolidation des fondations;
- 13° la prise de mesures urgentes afin d'assurer temporairement la stabilité;
- 14° la prise de mesures contre la corrosion, le délabrement et la dégénérescence de matériaux ainsi que le remplacement de goujons de raccordement;
- 15° l'entretien, la réparation et l'application de couches de finition, telles que les dorures, les étamures et les argentures;
- 16° l'entretien, la réparation, le remplacement ou l'installation des équipements nécessaires d'accessibilité en vue de l'entretien et de la protection, tels que les passerelles, les escaliers de comble et les échelles, les lanterneaux et les échelons.

b) pour les monuments protégés possédant un intérieur précieux et/ou des éléments précieux dans cet intérieur, notamment :

- 1° l'entretien et la réparation des installations électriques et de chauffage : les systèmes de protection, les installations d'éclairage, les installations de conditionnement d'air en vue de contrôler la température et l'humidité, ainsi que les autres équipements techniques tels que les systèmes de détection d'incendie, de protection et de lutte contre l'incendie;
- 2° l'entretien d'éléments précieux, l'application et la réparation des couches de peinture et de finition;

3° l'entretien et la conservation de la décoration intérieure, des sculptures, des peintures, des fresques sur les murs et plafonds, des lambris, de la menuiserie, des peintures historiques sur des éléments précieux, des éléments en stuc, en terre cuite, en soie, en cuir, en étoffe et en papier peint et d'autres biens culturels qui sont immobiliers par leur destination;

4° l'entretien et l'exécution de travaux de réparation urgents aux escaliers, aux revêtements de sol et aux combles.

c) pour les carillons, les horloges de tour et les cloches protégés, notamment :

1° la prise de mesures urgentes pour assurer la stabilité et la sécurité des chaises de clocher;

2° l'entretien et la réparation des axes de suspension, des points d'attache des battants et des poids d'horloge;

3° l'entretien et la réparation des conduites électriques et les moteurs d'actionnement;

4° les réparations aux mécanismes des horloges et des cloches indispensables à une utilisation normale;

5° l'entretien et la conservation des cadrans, des aiguilles et des mécanismes d'actionnement des horloges de tour;

6° l'entretien et la conservation des cabines d'actionnement, des carillons et des coffres d'horloge.

d) pour les orgues protégées, notamment :

1° l'entretien et la conservation du clavier, de la soufflerie, du sommier et de la tuyauterie;

2° l'entretien et la conservation de l'abrégé et des mécaniques;

3° la correction des défauts d'harmonisations après les travaux de nettoyage et d'entretien;

4° le repeaussement du soufflet et les travaux d'étanchéité au porte-vent;

5° la conservation et la consolidation des tuyaux de façade et de l'intérieur;

6° le renouvellement des bourses, des membranes et des ressorts et la réparation des grilles, des chapes et des pilotins.

e) pour les moulins à vent et à eau, notamment :

1° le calage des chevilles et du pot métallique du petit fer;

2° la fixation des axes des charnières, des articulations des clefs des alluchons, des alluchons, des fuseaux, des prisons du pot métallique du petit fer et des anilles;

3° l'entretien, la réparation ou le réglage des roues et des roues hydrauliques ou de tout autre mécanisme y compris les ailes et toutes les articulations et roulements;

4° travaux d'entretien au cours d'eau, en amont et en aval du moulin.

f) pour le patrimoine industriel protégé, notamment :

1° l'entretien, la réparation ou le réglage de machines, d'outils et de leurs accessoires.

g) pour les parcs et les arbres protégés comme monuments historiques, notamment:

- 1° l'entretien, la restauration et la gestion de parcs historiques et de structures de paysages;
- 2° l'entretien, la restauration et la gestion d'arbres historiques;
- 3° le réaménagement, l'enlèvement de boue et l'entretien d'étangs historiques, de marais, de digues, de mares, de fosses et de cours d'eau historiques et l'évacuation des matériaux ainsi obtenus;
- 4° l'amélioration de la qualité et de la gestion des eaux et de la qualité et de la stabilité du sol;
- 5° la taille, l'étêtage, les tuteurs d'arbre et l'entretien d'arbres, d'arbustes et de haies.

§ 2. Les travaux d'entretien sont les travaux et les activités que le Gouvernement flamand désigne comme tels en vue de la prévention du délabrement, du maintien urgent et de l'entretien du monument protégé et/ou de ses éléments précieux.

Art. 4. Les travaux d'entretien aux biens immobiliers protégés ou aux parties d'un bien immobilier destinés à l'enseignement tels que visés à l'article 127, § 1er, de la Constitution, ne relèvent pas du champ d'application du présent arrêté. La prime ne s'applique pas aux biens qui appartiennent à l'Etat, aux Communautés et aux Régions et aux institutions publiques qui sont sous leur contrôle.

Art. 5. Afin de pouvoir faire l'objet d'une prime d'entretien, le preneur de prime doit notamment s'engager:

- 1° à exécuter la globalité des travaux d'entretien pour lesquels la prime est octroyée, avant le 1er octobre de l'année après l'octroi de la prime;
- 2° à prendre tous les travaux supplémentaires et complémentaires, au-dessus de l'estimation, à sa charge, ainsi que toutes les augmentations de prix résultant de l'augmentation des salaires et du prix des matériaux;
- 3° à signaler dans les huit jours au Gouvernement flamand tous les dommages importants causés par des faits hors de la responsabilité du preneur de la prime tels que les désastres naturels, le vol, le vandalisme et les autres cas de force majeure;
- 4° à employer la totalité du dédommagement payé sur base du contrat d'assurance pour la réparation du monument et, au cas où il ne serait pas procédé à la réparation, à céder les dédommagements à concurrence de la prime octroyée à la Région flamande;
- 5° à faire effectuer annuellement un contrôle technique à ses frais et à transmettre un rapport au Gouvernement flamand.

Art. 6. La prime s'élève à 40 % des dépenses pour les travaux d'entretien qui ne dépassent pas 600.000 FB. Pour la partie des dépenses au-dessus de 600.000 FB, mais inférieure ou égale à 1.200.000 FB, la prime s'élève à 25 %. Aucune prime d'entretien ne sera octroyée pour la partie des dépenses au-dessus de 1.200.000 FB. Ces montants sont à majorer par la T.V.A. pour autant que celle-ci ne puisse être récupérée par le preneur de prime.

La prime est fixée sur base de l'estimation visée à l'article 8, § 2, 2°. Lorsque les travaux sont exécutés en propre gestion, seuls les frais de la fourniture des matériaux et des services sont pris en considération.

Une prime d'entretien inférieure à 50.000 FB ne sera pas octroyée à l'exception des dépenses pour des travaux d'entretien à des arbres protégés comme monuments.

Art. 7. § 1er. La prime d'entretien ne peut pas être octroyée avec effet rétroactif pour des travaux qui sont déjà achevés ou qui sont en cours avant l'octroi de la prime.

§ 2. La prime d'entretien ne peut ni entièrement, ni partiellement être cumulée avec toute autre intervention de la Région flamande ayant la même destination que celle fixée par le présent arrêté.

§ 3. En application du présent arrêté, une prime d'entretien ne peut être accordée qu'une fois par an pour des travaux visant l'entretien d'un monument complet ou au moins d'une partie de ce dernier constituant un ensemble par lui-même.

§ 4. Lors de l'exécution, aucune modification ne sera apportée à la liste des travaux approuvés, sauf après approbation par le Gouvernement flamand. Lorsque ceci donne lieu à des décomptes en moins et lorsque le montant final des travaux est inférieur à l'estimation visée à l'article 8, § 2, la prime sera proportionnellement diminuée.

Art. 8. § 1er. Afin de pouvoir faire l'objet de l'octroi d'une prime d'entretien, les demandes doivent être introduites en triple exemplaires chaque année au plus tard au 1er octobre par lettre recommandée ou être présentées contre récépissé au service extérieur respectif de l'Administration des Monuments et des Sites du Ministère de la Communauté flamande.

§ 2. Les demandes doivent, sauf les engagements visés à l'article 5, comprendre les documents suivants :

- 1° un rapport technique dont il ressort que les travaux d'entretien sont justifiés et qu'ils remédient au délabrement du monument protégé;
- 2° une description et une estimation des frais des travaux ou des activités avec une proposition du mode d'adjudication des travaux ou avec la proposition que les travaux seront exécutés en propre gestion, éventuellement accompagnée de photos et/ou de plans explicatifs;
- 3° un plan d'entretien pour le monument protégé étalé sur une période de cinq ans;
- 4° une attestation de l'administration de la T.V.A. ou une déclaration sur l'honneur mentionnant que la T.V.A. sur les travaux d'entretien ne peut pas être récupérée.

Art. 9. Le Gouvernement flamand examine si la demande visée à l'article 8 peut faire l'objet de l'octroi d'une prime d'entretien et en avertit le preneur de prime dans une période de soixante jours.

- 1° Lorsque le dossier peut être approuvé, la date à laquelle le dossier complet susceptible d'être approuvé a été introduit (la date à laquelle le service extérieur respectif de l'Administration des Monuments et des Sites l'a reçu) vaut comme date de demande.
- 2° Lorsque le dossier est jugé incomplet ou lorsque les garanties d'une exécution professionnelle sont considérées être insuffisantes, le preneur de prime en sera également averti dans une période de soixante jours avec la mention que le dossier doit être adapté, et de quelle façon, pour pouvoir faire l'objet d'une approbation.

3° Le Gouvernement flamand accorde des primes d'entretien dans l'ordre dans lequel les dossiers susceptibles d'être approuvés ont été introduits et en informe le preneur de prime de l'octroi.

Art. 10. § 1er. La prime d'entretien est payée en une fois après présentation des factures dès que le Gouvernement a constaté que les travaux ont été terminés et qu'ils ont été exécutés suivant les règles de l'art. Le preneur de prime avertit en temps voulu le service extérieur respectif de l'Administration des Monuments et des Sites de la date du début et de la fin des travaux et introduit les factures déclarées acquittées en une fois.

§ 2. Les pièces justificatives pour le paiement de la prime doivent être en la possession du service extérieur respectif de l'Administration des Monuments et des Sites au plus tard au 1er octobre de l'année après l'octroi de la prime. La partie de la prime pour laquelle aucune pièce justificative n'a été introduite à ce moment, échoit.

§ 3. La prime d'entretien octroyée en vertu du présent arrêté ne peut être utilisée à un autre fin que celle pour laquelle la prime a été octroyée. En cas de non respect de cette disposition et des dispositions comprises dans l'article 5, la prime est déclarée échue par le Gouvernement flamand et il sera procédé à sa récupération, majorée par les intérêts légaux.

§ 4. La lettre par laquelle le Gouvernement flamand communique au preneur de prime qu'il lui est accordée une prime pour des travaux d'entretien à un monument protégé, vaut également comme autorisation d'exécuter ces travaux conformément à l'arrêté du 17 novembre 1993 fixant les prescriptions générales en matière de conservation et d'entretien des monuments et des sites urbains et ruraux.

Art. 11. § 1er. L'arrêté du Gouvernement flamand du 16 décembre 1992 instaurant une prime d'entretien pour les monuments protégés, est abrogé.

§ 2. Pour les primes d'entretien pour lesquelles des crédits ont été engagés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 décembre 1992 reste d'application.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1994.

Art. 13. Le Ministre flamand des Communications, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 septembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Communications, du Commerce
extérieur et des Réformes institutionnelles,
J. SAUWENS

ARRETE DU GOUVERNEMENT FLAMAND DU 5 AVRIL 1995 FIXANT UN REGIME DE PRIME POUR DES TRAVAUX DE RESTAURATION AUX MONUMENTS PROTEGES, MODIFIE PAR L'ARRETE DU GOUVERNEMENT FLAMAND DU 15 OCTOBRE 1996.

(Moniteur belge : 30.06.1995 et 12.12.1996)

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 3 mars 1976 réglant la protection des monuments et des sites urbains et ruraux, notamment l'article 11, § 8;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du Budget et des Finances, donné le 5 avril 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les arrêtés fixant une prime de restauration ont été modifiés à plusieurs reprises et que par conséquent ils constituent un régime de dispositions totalement désordonnées; que la nécessité de quelques adaptations s'impose afin d'éviter l'application impropre du régime des primes; qu'il s'impose par conséquent d'urgence pour des raisons de bonne administration de coordonner et d'adapter ces arrêtés;

Considérant que certains monuments protégés destinés à l'enseignement ne peuvent plus être maintenus en bon état par leurs propriétaires; que ces monuments sont dans un état physique lamentable, qu'il s'impose donc d'urgence de prévoir la possibilité de faire exécuter les travaux de maintien nécessaires;

Sur la proposition du Ministre flamand des Communications, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles;

Après délibération,

Arrêté :

CHAPITRE Ier. - Dispositions introductives

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Gouvernement flamand : le Gouvernement flamand ou son délégué

2° preneur de prime : le propriétaire ou le détenteur des droits réels sur le bien qui est le maître d'ouvrage des travaux de restauration et qui en supporte les frais;

3° travaux de restauration : travaux de maintien ou de réparation à un monument protégé ou à une partie de ce dernier afin de conserver sa valeur artistique, scientifique, historique, folklorique, industrielle-archéologique ou autre valeur socio-culturelle;

- 4° prime de restauration : les contributions financières de la Région flamande, de la province et de la commune dans les frais des travaux de restauration;
- 5° octroi de la prime de restauration : l'engagement des crédits destinés à cet effet à charge du budget de la Région flamande;
- 6° pouvoirs régionaux : provinces, séminaires épiscopaux et fabriques d'églises cathédrales;
- 7° pouvoirs locaux : communes, associations de communes, centres publics d'aide sociale, centres intercommunaux d'aide sociale, intercommunales pures et mixtes, polders, wateringues, associations de polders et de wateringues, fabriques d'église et toute autre personne morale gérant des immeubles nécessaires à la pratique d'un culte public ou pour des associations de libres penseurs;
- 8° bâtiments destinés à l'enseignement : bâtiments des universités et des instituts supérieurs autonomes flamands destinés à l'enseignement communautaire ou à l'enseignement subventionné, y compris les centres PMS, les internats et tous les bâtiments et leurs dépendances qui sur base de leur destination d'enseignement sont exemptés du précompte immobilier et qui sont effectivement utilisés à de fins éducatives;
- 9° travaux supplémentaires : travaux pour lesquels les quantités mentionnées dans l'estimation des prix sont dépassées;
- 10° travaux complémentaires : travaux nécessaires suite à des circonstances imprévues et qui ne sont pas prévus dans les travaux sur base desquels, conformément à l'article 3, § 1er, le montant de la prime de restauration est calculé.

Art. 2. § 1er. Dans les limites des crédits du budget, le Gouvernement flamand peut accorder une contribution financière au propriétaire, ou détenteur des droits réels d'un monument protégé aux frais qu'il supporte pour des travaux de restauration à un monument protégé.

§ 2. Les travaux de restauration à des monuments protégés entrepris par l'Etat, par les Communautés ou par les Régions, ou par des institutions publiques ressortant de leur surveillance, sont exclus du champ d'application du présent arrêté, à l'exception des travaux entrepris par les pouvoirs régionaux ou locaux ou pour des travaux à des bâtiments destinés à l'enseignement.

§ 3. En ce qui concerne de travaux à des bâtiments destinés à l'enseignement protégés comme monuments, seules les dispositions de Chapitre Ier, II et V du présent arrêté sont d'application.

CHAPITRE II. - *Dispositions communes*

Art. 3. § 1er. Le montant de la prime de restauration est fixé et engagé sur base de l'estimation du coût acceptée par le Gouvernement flamand ou de la soumission lorsque le montant est inférieur à celui de l'estimation majorée de 7 % pour les frais généraux, l'un et l'autre TVA comprise, pour autant que le preneur de la prime ne puisse pas les récupérer partiellement ou entièrement.

Pour des travaux qui sont exécutés par le preneur de prime même ou en gestion directe ou pour des travaux qui sont exécutés par des centres de formation spécialisés, seul le coût est pris en considération pour la fourniture des matériaux et la location des échafaudages.

§ 2. Le Gouvernement flamand peut fixer un montant inférieur à celui mentionné au § 1er après accord avec le preneur de prime.

§ 3. La commune ou la province concernée peut volontairement accorder une contribution augmentée.

§ 4. La prime de restauration ne peut pas être cumulée avec d'autres contributions financières à charge du budget de la Région flamande pour les mêmes travaux, ni avec d'autres interventions du pouvoir public, notamment pour les dommages de guerre et d'intempéries.

Art. 4. Les travaux suivants peuvent faire l'objet d'une prime de restauration, en tenant compte des dispositions des articles 18, 19 et 20 relatives aux bâtiments destinés à l'enseignement :

- 1° la protection et la stabilité du monument, notamment étayages, clôtures, étançonnages, renforcements, consolidations, charpentes;
- 2° la protection contre l'incendie, le vandalisme et le vol;
- 3° la protection du monument contre les intempéries et les catastrophes naturelles au moyen de : réparations de toitures, bouchage des murs, installations et réparations des dispositifs d'écoulement des eaux, de gouttières et dégorgeoirs, protection contre les infiltrations, rebattement de la nappe aquifère, protection contre la foudre et les dégâts de tempêtes;
- 4° le traitement d'éléments de valeur du monument, notamment par le durcissement, la lutte contre les xylophages et les agarics;
- 5° la réparation des éléments de valeur du monument encore existants;
- 6° le remplacement des éléments de valeur du monument encore existants qui ne peuvent être restaurés;
- 7° la remise en place d'éléments de valeur disparus, pour autant qu'il y ait suffisamment de données matérielles ou de matériel iconographique afin de permettre une reconstruction scientifiquement justifiée et pour autant que la reconstruction soit essentielle afin de combler une lacune inopportune;
- 8° l'enlèvement d'éléments gênants, élimination d'interventions peu judicieuses, élimination ou dissimulation d'ajouts mal placés;
- 9° l' (les) études requises pour la constitution d'un dossier définitif, notamment les recherches historiques, techniques et scientifiques et les activités requises pour l'exécution de ces recherches;

Art. 5. § 1er. Afin de pouvoir faire l'objet d'une prime, le preneur de prime doit souscrire les engagements suivants et les respecter sans interruption pendant au moins dix ans :

- 1° exécuter les travaux dans un délai de trois ans après l'octroi de la prime, sans quoi le preneur de prime est supposé d'office de renoncer à la prime; une dérogation à cette règle ne peut être admise que dans des cas exceptionnels et moyennant motivation approfondie et autorisation du Gouvernement flamand;
- 2° faire exécuter les travaux suivant les règles de l'art et sous le contrôle du Gouvernement flamand, soit par des entrepreneurs et sous-traitants enregistrés qui

satisfont aux exigences de la législation en matière d'enregistrement et d'agrément d'entrepreneurs, soit par le preneur de prime même ou en gestion directe, soit, pour des travaux de moins de 2 millions de francs (T.V.A. non comprise), par des centres de formation spécialisés;

3° ne pas aliéner le monument ou ne pas le céder en usufruit ou en emphytéose sans autorisation du Gouvernement flamand pendant la période entre l'octroi de la prime et la réception définitive; si la présente disposition ne peut pas être respectée, le preneur de prime doit communiquer cette aliénation, cet usufruit ou cette emphytéose au Gouvernement flamand dans les huit jours et rembourser la totalité de la prime à la Région flamande qui la transmettra aux autorités ayant droits; à raison des montants accordés par chacune d'elles;

4° ne pas aliéner le monument ou ne pas le céder en usufruit ou en emphytéose sans accord du Gouvernement flamand dans un délai de dix ans après la réception définitive des travaux pour lesquels la prime a été accordée; si ce délai n'est pas respecté, le preneur de prime doit communiquer dans les huit jours l'aliénation, l'usufruit ou l'emphytéose au Gouvernement flamand et rembourser par année non-écoulée du délai précité de dix ans, un dixième de la totalité de la prime majorée des taux d'intérêt légaux à la Région flamande qui la transmettra aux autorités ayant droits, à raison des montants accordés par chacune d'elles; en cas de force majeure, le Gouvernement flamand peut décider de l'exempter entièrement ou partiellement de cette obligation;

5° ne pas tenir compte de la plus-value résultant de la prime accordée à chaque augmentation du loyer ou compensation en raison des travaux de restauration; cet engagement sera repris dans le contrat passé avec l'occupant ou le locataire du bien immobilier;

6° dès la réception définitive des travaux et ceci pendant un délai de dix ans :

a) conclure une assurance contre les dégâts causés par incendie, coup de foudre, explosion, implosion, par le fait d'être touché par des aéronefs ou par des objets perdus par ces derniers et par le contact de toute autre véhicule ou animal. L'assurance couvrira également les dégâts causés par les tempêtes, la grêle, la pression causée par la neige et les dégâts causés par les fuites d'eau et de gasoil en raison d'une rupture, d'une fissure ou le débordement d'installations hydrauliques ou d'installations de chauffage, par l'infiltration de précipitations atmosphériques à travers des toitures d'un monument et par la rupture, la fissure ou le débordement de tuyaux d'écoulement des eaux;

b) communiquer ces dégâts au Gouvernement flamand dans les huit jours;

c) utiliser l'intégralité de l'indemnisation versée en vertu de l'assurance précitée à la réparation du monument; au cas où il ne serait pas procédé à la réparation, céder l'indemnisation à concurrence de la prime accordée à la Région flamande qui, le cas échéant, la transmettra aux autorités ayant droits, à raison des montants accordés par chacune d'elles;

d) faire exécuter annuellement à ses frais un contrôle approuvé par le Gouvernement flamand quant à la situation technique du monument.

§ 2. Le § 1, 6° n'est pas d'application aux bâtiments destinés à l'enseignement communautaire, à l'exception du § 1er, 6°, d).

Art. 6. § 1er. Le versement de la prime peut se faire sous forme d'avances au preneur de prime.

§ 2. Les avances sont ordonnancées :

1° au début des travaux telle que fixé par l'ordre de commencement, une première tranche à concurrence de 25 % des contributions de la Région flamande, de la province et de la commune;

2° à la production des documents prouvant que la partie des travaux pouvant faire l'objet de la prime est exécutée pour un montant dépassant les 50 %, une deuxième tranche à concurrence de 50 % des contributions de la Région flamande, de la province et de la commune.

§ 3. Le solde de la prime est payé lorsque le Gouvernement flamand a constaté lors de la réception provisoire et lors du décompte final que les travaux ont été exécutés suivant les règles de l'art.

Le paiement du solde de la prime est soumis, en ce qui concerne la Région flamande, au visa préalable de la Cour des Comptes, avec mention des avances déjà versées.

§ 4. Les avances versées en vertu du présent arrêté ne peuvent être utilisées pour d'autres fins que celles pour lesquelles la prime a été accordée. En cas de non-respect de cette disposition, la prime sera déclarée échue par le Gouvernement flamand et il sera procédé au recouvrement des avances déjà versées, majorées des intérêts légaux.

§ 5. Pendant l'exécution des travaux aucune modification ne peut être apportée à la liste des travaux approuvés, sauf après approbation par le Gouvernement flamand.

Art. 7. § 1er. Les travaux de restauration ne peuvent être entamés qu'après l'attribution de la prime de restauration.

§ 2. Lorsqu'il y a danger de délabrement ultérieur du monument, le preneur de prime peut, en dérogation au § 1er du présent article et à ses propres risques, exécuter une partie des travaux en attendant l'octroi de la prime.

Le coût des travaux exécutés au préalable ne peut en ce cas dépasser un cinquième du montant à raison duquel la prime est calculée.

Lorsque le preneur de prime exécute des travaux avant que la prime de restauration ne soit définitivement attribuée et pour plus d'un cinquième du montant à raison duquel la prime est calculée, il est supposé d'office de renoncer à la prime.

Une dérogation à cette règle ne peut être accordée que dans des cas exceptionnellement urgents et après motivation approfondie et accord du Gouvernement flamand.

Art. 8. § 1er. Lors du paiement de la prime de restauration attribuée, le preneur prend les travaux supplémentaires à sa charge pour autant que le montant du décompte final soit supérieur à celui sur base duquel la prime est calculée et pour autant que les frais de ces travaux supplémentaires ne soient pas compensés par des travaux en moins.

Lorsque le montant final des travaux est inférieur à la prime attribuée, la prime sera proportionnellement diminuée.

La prime reste en tout cas limitée au montant originellement fixé conformément à l'article 3, § 1er du présent arrêté, sauf par l'actualisation visée aux articles 13, § 5, et 17, § 3.

§ 2. Les travaux complémentaires ne peuvent pas être pris en considération au moment du paiement. Cependant, une demande séparée et motivée peut être introduite pour des travaux complémentaires. Le montant sur base duquel la prime pour des travaux complémentaires est calculé, est limité à 10 % au maximum du montant sur base duquel la prime originelle a été calculée, et en tout cas, jusqu'à cinq millions de francs au maximum.

CHAPITRE III. - *Secteur privé*

Section première - Généralités

Art. 9. Lorsque le preneur de prime est une personne physique ou une personne morale de droit privé, les montants de la prime de restauration :

- de la Région flamande s'élèvent à 25 % et,
- de la province et de la commune s'élèvent à 7,5 % chacun du montant fixé à l'article 3, § 1er.

Art. 10. En dérogation aux pourcentages fixés à l'article 9 du présent arrêté, la contribution de la Région flamande s'élève à 50 % et celles de la province et de la commune à 15 % chacune lorsque les travaux de restauration ont trait à un bien qui est séparément protégé comme monument et qui répond aux critères suivants :

- 1° le bien est supposé ne pas avoir d'utilité économique, ne pas être loué et ne pas pouvoir être loué du fait de sa nature;
- 2° il est visible depuis la voie publique et/ou il est ouvert au public conformément à l'article 13, § 4 du présent arrêté.

Art. 11. Pour l'application de l'article 10, peuvent notamment entrer en ligne de compte: moulins, chapelles et croix champêtres, arbres, tours, ruines, mobilier de rue, fontaines, piliers, pompes, statues.

Section II - Associations

Art. 12. Les articles 13 jusqu'à 15 compris du présent arrêté ne s'appliquent qu'aux associations ou aux fondations qui ont été établies comme association sans but lucratif ou comme institution d'utilité publique conformément à la loi du 17 juin 1921 octroyant personnalité juridique aux associations sans but lucratif et aux institutions d'utilité publique, et qui gèrent des monuments en tant que propriétaire ou en tant qu'usufruitier ou emphytéote.

Art. 13. § 1er. En dérogation aux pourcentages fixés à l'article 9 du présent arrêté, la contribution de la Région flamande s'élèvent à 50 % et celles de la province et de la commune à 15 % chacune lorsque le preneur de prime est une association qui répond aux critères suivants :

- 1° le siège de l'association doit être établi dans la Région flamande ou dans la Région Bruxelles-Capitale;
- 2° le Conseil d'Administration de l'association doit au moins compter 7 membres;
- 3° lorsque l'association est usufruitier ou emphytéote, seules deux personnes physiques, qui sont propriétaires ou époux/épouse du ou apparentées au propriétaire jusqu'au deuxième degré, peuvent faire partie du Conseil d'Administration, ou seules deux personnes morales de droit privé qui sont propriétaires ou détenteurs d'autres droits réels que l'usufruit ou l'emphytéose;
- 4° les données relatives au fonctionnement, aux membres et à la gestion financière doivent en tout temps être disponibles au siège;
- 5° un des buts statutaires de l'association doit envisager le maintien et la valorisation du monument dont elle est propriétaire, usufruitier ou emphytéote;
- 6° les loyers reçus doivent intégralement être consacrés au maintien et à la valorisation du bien-même ou éventuellement à d'autres monuments protégés dont l'association est propriétaire ou emphytéote;
- 7° lorsque les loyers reçus sont consacrés à d'autres monuments protégés dont l'association est usufruitier ou emphytéote, la destination doit être approuvée par un arrêté octroyant la prime de restauration;
- 8° l'association ne peut pas aliéner le droit emphytéotique sur un monument protégé dans un délai de dix ans après la restauration du bien;
- 9° l'association doit autoriser un fonctionnaire désigné par le Gouvernement flamand d'assister aux assemblées générales et aux conseils d'administration, respectivement aux réunions des gestionnaires pendant lesquelles il est décidé du monument qui lui appartient ou des travaux à exécuter;
- 10° l'exécution de la décision de l'assemblée générale ou de l'organisme compétent relative au maintien ou à la restauration du monument impliquant une prime de restauration, doit être soumise à l'approbation du Gouvernement flamand.

§ 2. Les pourcentages fixés au § 1er ne s'appliquent que lorsque le monument est ouvert au public tel que déterminé au § 4 du présent article et que le propriétaire de prime souscrit les engagements suivants envers le Gouvernement flamand :

- 1° produire les attestations nécessaires relatives à l'ouverture du monument lors de la demande de la prime;
- 2° en cas de non respect de l'engagement mentionné au point 1°, rembourser la moitié de la prime de restauration à la Région flamande, à la province et à la commune concernée à raison des montants attribués par chacune d'elles;
- 3° lors de la dissociation de l'association, gratuitement transférer la propriété du bien à une commune, à une province, à la Région flamande ou à un réseau tel que visé au § 4, 2°, b) du présent article.

§ 3. Lorsque l'association ayant le bien en usufruit ou en emphytéose cesse d'exister dans un délai de dix ans après la réception des travaux, l'association doit transférer l'emphytéose à un réseau tel que visé au § 4, 2°, b) du présent article ou le propriétaire doit rembourser la moitié de la prime de restauration à la Région flamande qui la remboursera aux ayants droit à raison des montants accordés par chacun d'eux.

§ 4. Est considéré comme ouvert au public, le monument, notamment ses parties invisibles depuis la voie publique :

1° qui constitue une curiosité culturelle pour le public, à cause de l'intérêt exceptionnel de son équipement, de ses éléments décoratifs et de son patrimoine artistique;

2° a) dont l'ouverture est fixée par une convention avec le Gouvernement flamand et dont les heures de visite doivent répondre aux conditions minimales suivantes :

- cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours de weekend et de jours fériés officiels, durant six heures par jour;

- entre le 1er mai et le 30 septembre.

b) ou dont la gestion est contractuellement incorporée pour au moins dix ans dans un réseau à personnalité juridique :

- dont le fonctionnement s'étale sur les cinq provinces flamandes;

- qui envisage entre autres :

- l'épanouissement socio-culturel des monuments et de leur patrimoine artistique;

- la réception qualitativement justifiée des visiteurs;

- l'information et la sensibilisation relatives au monument;

- dont les statuts sont approuvés ou reconnus par le Gouvernement flamand.

§ 5. Dans les cas visés au présent article, le Gouvernement flamand peut actualiser le montant du coût estimé pour la fixation du montant de la prime de restauration lorsque le montant, pour lequel les travaux sont attribués, est supérieur à l'estimation acceptée du coût. L'actualisation concerne uniquement l'adaptation des quantités et la hausse ou la baisse des prix des salaires et des matériaux jusqu'à la date de la soumission de l'exécutant auquel les travaux ont été ou seront attribués. Cette majoration de l'estimation acceptée suite à l'actualisation est portée en compte pour 10 % au maximum et jusqu'à un montant de cinq millions de francs au maximum en ce qui concerne la quote-part de la Région flamande.

Art. 14. Pour l'attribution de la prime de restauration relative au monuments ouverts au public conformément à l'article 13, § 4 du présent arrêté, entrent également en ligne de compte en complément aux travaux mentionnés à l'article 4, les travaux ayant trait :

1° à la protection d'un monument accessible au public contre l'usage intensif, notamment par le renforcement des dalles, par des travaux de stabilité supplémentaires, par la pose d'un système de détection, par la pose d'isolation afin d'éviter la condensation;

2° aux travaux nécessaires en vue de rendre le monument accessible aux personnes handicapées;

3° aux interventions qui ne peuvent être exécutées que suite à des travaux de restauration et de maintien, qui entraînent des frais supplémentaires étant donné la précaution avec laquelle elles doivent être entreprises, qui éliminent les causes possibles de destruction, de détérioration ou de dégradation anormale, plus particulièrement le remplacement ou la pose d'installations de chauffage central et d'électricité et l'exécution de travaux de peinture. En ce qui concerne les travaux de chauffage central et d'électricité, seuls les travaux architecturaux et l'installation de base peuvent être pris en compte pour la prime de restauration, à l'exception des appareils et des armatures.

Art. 15. § 1er. Lorsque l'association ne répond plus aux critères et engagements déterminés à l'article 13, elle doit rembourser la moitié de la prime obtenue en vertu du présent arrêté à la Région flamande qui la remboursera aux ayants droit à raison des montants accordés par chacun d'eux.

§ 2. Le contrat d'usufruit ou d'emphytéose conclu entre le propriétaire et l'association doit explicitement mentionner que le propriétaire est d'accord avec la disposition mentionnée à l'article 13, § 3. L'emphytéote ne peut pas prendre une hypothèque sur le bien sans l'autorisation du propriétaire. Cette autorisation doit être mentionnée dans le bail emphytéotique. L'emphytéose doit être enregistrée.

§ 3. En cas de force majeure le Gouvernement flamand peut entièrement ou partiellement renoncer au remboursement ou transfert mentionnés à l'article 13, § 2 en § 3 et au § 1er du présent article.

CHAPITRE IV. - *Pouvoirs régionaux et locaux*

Art. 16. Les travaux mentionnés à l'article 14, en complément aux travaux mentionnés à l'article 4, peuvent également faire l'objet de l'attribution d'une prime de restauration aux pouvoirs régionaux et locaux.

Art. 17. § 1er. La prime de restauration de la Région flamande s'élève à 60 % du montant visé à l'article 3, § 1er.

§ 2. L'intervention des pouvoirs publics régionaux ou locaux est fixée comme suit:

1° Des travaux à des monuments protégés, autres que les bâtiments destinés aux cultes reconnus, séminaires ou presbytères.

a) Le coût des travaux entrepris par des pouvoirs locaux sont répartis comme suit : la Région flamande 60 %, la province 20 %, le pouvoir local 20 %.

b) Le coût des travaux entrepris par des pouvoirs régionaux sont répartis comme suit : la Région flamande 60 %, le pouvoir régional 40 %.

2° Des travaux à des monuments protégés destinés aux cultes reconnus, séminaires ou presbytères.

a) Le coût des travaux entrepris par des pouvoirs locaux sont répartis comme suit : la Région flamande 60 %, la province 20 %, la (les) commune(s) 10 % et les autres pouvoirs locaux 10 %.

b) Le coût des travaux exécutés par des pouvoirs régionaux sont répartis comme suit : la Région flamande 60 %, la province 30 % et les autres preneurs de prime régionaux 10 %.

§ 3. Dans les cas visés au présent article, le Gouvernement flamand peut actualiser le montant du coût estimé pour la fixation du montant de la prime de restauration lorsque le montant, pour lequel les travaux sont attribués, est supérieur à l'estimation acceptée du coût. L'actualisation concerne uniquement radaptation des quantités et la hausse ou la baisse des prix des salaires et des matériaux jusqu'à la date de

la soumission de l'exécutant auquel les travaux ont été ou seront attribués. Cette majoration de l'estimation acceptée suite à l'actualisation est portée en compte pour 10 % au maximum et jusqu'à un montant de cinq millions de francs au maximum en ce qui concerne la quote-part de la Région flamande.

CHAPITRE V. - *Bâtiments destinés à l'enseignement*

Art. 18. § 1er. Lorsque le preneur de prime est une université, un institut supérieur autonome flamand, une école communautaire ou une école libre subventionnée, les montants de la prime de restauration :

- de la Région flamande s'élèvent à 50 % et,
- de la province et de la commune s'élèvent à 15 % chacun du montant fixé à l'article 3, § 1er.

§ 2. Lorsque le preneur de prime est une école communale ou provinciale officielle subventionnée, les pourcentages fixés à l'article 17, § 1er et 2, 1° du présent arrêté valent.

§ 3. L'article 17, § 3 s'applique aux bâtiments tels que mentionnés aux §§ 1er et 2 du présent article.

Art. 19. § 1er. Les travaux aux bâtiments destinés à l'enseignement pouvant faire l'objet d'une attribution d'une prime de restauration, sont les travaux mentionnés à l'article 4, 4°, 5°, 6°, 7° et 8° du présent arrêté et ceux mentionnés au point 2° lorsqu'il s'agit de travaux de protection au patrimoine artistique et aux éléments décoratifs faisant intégralement partie du monument.

§ 2. L'(les) étude(s) mentionnée(s) à l'article 4, 9° entre(nt) également en ligne de compte pour autant que ces études aient trait aux travaux mentionnés au § 1er du présent article.

Art. 20. Un protocole est conclu entre le Gouvernement flamand, le Conseil autonome de l'Enseignement communautaire (ARGO), le Service des Travaux d'Infrastructure de l'Enseignement subventionné, le Conseil flamand interuniversitaire et le Service d'Investissement des Instituts supérieurs autonomes flamands règle les modalités pratiques et la procédure de concertation relative à l'interprétation pour l'application de l'article 1, 8° et l'article 19 de présent arrêté.

CHAPITRE VI. - *Dispositions transitoires et abrogatives*

Art. 21. L'arrêté du Gouvernement flamand du 16 septembre 1992 fixant une prime de restauration et l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 février 1993 fixant une prime de restauration pour des travaux à des monuments protégés entrepris par ou à l'initiative de pouvoirs régionaux ou locaux, sont abrogés.

L'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 1994 portant modification en ce qui concerne les monuments protégés destinés à l'enseignement de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 septembre 1992 fixant une prime de restauration et l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 février 1993 fixant une prime de restauration pour des

travaux à des monuments protégés entrepris par ou à l'initiative de pouvoirs régionaux ou locaux, est retiré.

Art. 22. Les dispositions relatives aux primes de restauration des arrêtés mentionnés à l'article 21 fixées avant que le présent arrêté produise ses effets, restent en vigueur.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1995.

Art. 24. Le Ministre flamand ayant les monuments et les sites dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 avril 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE.

Le Ministre flamand des Communications, du Commerce extérieur et des Réformes institutionnelles,
J. SAUWENS.

DECRET DU 16 AVRIL 1996 PORTANT LA PROTECTION DES SITES⁸

(Moniteur belge : 21.05.1996)

Le Parlement flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sancionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. - *Dispositions introductives*

Article 1er. Le présent décret règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Le présent décret règle la protection des sites et le maintien, la restauration et la gestion des sites protégés situés dans la Région flamande.

Art. 3. Le présent décret entend par :

1° site : une superficie de terrain limitée à faible de constructions et une cohésion dont la forme d'apparence et la cohésion sont le résultat de processus naturels et de développements sociaux;

2° pâturage permanent historique : pâtirage caractérisé par l'utilisation de longue durée comme prairie de pâture, de fauche ou à utilisation alternative, ou à valeur culturelle-historique, ou comportant une végétation riche en espèces d'herbes et d'herbacés et où l'environnement est le plus souvent caractérisé par la présence de ruisseaux, de fossés, de mares, de microreliefs, de sources ou d'eau d'infiltration;

3° terre arable : terres actuellement destinées aux cultures agricoles y compris la sidération, les prairies à ivraies temporaires, les horticultures, les arboricultures et les cultures d'arbres fruitiers à basse tige;

4° administration : l'entité administrative chargée des monuments et des sites;

5° mandataire : les fonctionnaires désignés appartenant à l'administration visée au point 4°;

6° gestion : l'ensemble des mesures, travaux et opérations mentionnés dans les arrêtés de protection et d'autorisation visant à maintenir, à améliorer ou à restaurer les valeurs du domaine des sciences naturelles, historiques, esthétiques et autres valeurs socio-culturelles du site protégé en relation aux autres fonctions du site concerné.

Art. 4. La Commission royales des Monuments et des Sites de la Région flamande, appelée ci-après la Commission royale, a pour tâche d'aviser le Gouvernement flamand en matière de protection comme site.

Le Gouvernement flamand détermine les règles de modification en matière de composition, des compétences et du fonctionnement de la Commission royale, compte tenu de tous les autres différents secteurs.

En outre, la Commission royale a pour tâche de rendre des avis motivés en matière d'entretien des sites au Gouvernement flamand, soit à sa propre initiative, soit sur demande du Gouvernement flamand, notamment en ce qui concerne :

⁸ Mieux aurait valu employer le mot "paysage" parce que ceci correspond plus à la terminologie actuelle, qui fait une distinction entre "site rural" (décret du 3 mars 1976) et "paysage" (décret du 16 avril 1996).

1° les visions de politique visant une viabilité continue pour l'ensemble des sites et à garantir son authenticité;

2° les études, les méthodes et les moyens en vue d'atteindre les objectifs visés à l'article 2;

3° la coördination du maintien du site avec d'autres objectifs de politique pouvant influencer ce dernier. Elle entreprend également des activités qui lui sont commandées par ou en vertu du présent décret.

CHAPITRE II. - *La procédure de protection*

Art. 5. Un site, qui est d'intérêt général en raison de sa valeur scientifique naturelle, historique, esthétique et socio-culturelle, peut être protégé y compris une zone de transition soutenant ces valeurs du site.

Art. 6. § 1er. Le Gouvernement flamand fixe la protection provisoire comme site. L'arrêté de protection provisoire mentionne les raisons donnant lieu à la protection.

§ 2. l'arrêté de protection comprend nottamment :

1° la dénomination du site et une description des lieux;

2° toutes les mesures et directives imposées par ou en vertu du présent décret en vue du maintien et de l'entretien des sites, y compris les servitudes d'utilité publique et des limitations sur l'exercice des droits de propriété et d'utilisation;

3° les objectifs d'une gestion future décrivant la réalisation optimale des valeurs ayant donné lieu à la protection;

4° un plan en annexe indiquant les limites du site et l'utilisation actuelle relevante de l'ensemble des terrains.

§ 3. L'arrêté de protection provisoire ne peut pas déterminer le choix des cultures pour les terres qui sont actuellement exploitées pour l'agriculture :

1° terres arables;

2° terres situées dans une "zone agricole" à l'exception de zones agricoles d'intérêt écologique, de zones vallonnées, de zones agricoles d'intérêt spécial et de pâturages permanents historiques.

Art. 7. § 1er. L'arrêté de protection provisoire et le dossier comprenant une description et une évaluation du contenu, sont simultanément et par lettre recommandée à la poste :

1° présentés pour avis à l'entité administrative chargée de l'aménagement du territoire, de la rénovation rurale, de l'économie, de la conservation de la nature, de l'agriculture, de la gestion des eaux et de l'infrastructure, et à la (aux) commune(s) et province(s). Ces avis sont émis dans les soixante jours à partir du dépôt à la poste, sans quoi ils seront réputés être favorables;

2° déposés auprès des administrations communales concernées en vue d'ouvrir une enquête publique et de dresser un procès verbal dans lequel sont reprises les remarques et les objections. Un avis relatif à l'enquête publique sera affiché près des voies d'accès

du site telles qu'indiquées sur le plan.

L'enquête publique prend cours au plus tard quinze jours à partir de la date du dépôt à la poste de la notification et durera trente jours. L'arrêté de protection provisoire et le dossier pourront être consultés à la (aux) commune(s) concernée(s) pendant la durée de l'enquête publique. A l'expiration du délai, l'enquête publique sera clôturée par la (les) commune(s).

Dans les quinze jours après la clôture de l'enquête publique, elle(s) transmet(tent) leur procès-verbal au service extérieur concerné de l'administration.

A défaut d'une enquête publique ouverte dans le délai prescrit, le gouverneur de la province concernée peut organiser cette enquête. Dans ce cas, le délai de l'enquête publique prend cours au plus tard quinze jours à partir de la date du dépôt à la poste de l'avis émanant de l'administration à ce sujet.

§ 2. A la date du projet, l'administration notifie l'arrêté de protection provisoire aux propriétaires, aux emphytéotes, aux superficiaires et aux usufruitiers tels que connus à l'Administration de la TVA, de l'Enregistrement et des Domaines. Ils peuvent introduire leurs remarques et objections auprès du service extérieur concerné de l'administration dans un délai de trente jours à partir de la date du dépôt à la poste. Pendant ce délai, le dossier peut être consulté au service extérieur concerné de l'administration.

§ 3. Les personnes qui sont informées de l'arrêté de protection provisoire conformément au § 2, communiquent cet arrêté de protection provisoire qui leur a été notifié, aux locataires, aux occupants, aux emphytéotes ou aux usufruitiers par lettre recommandée à la poste dans les dix jours à partir de la date du dépôt de la notification à la poste, sous peine de responsabilité solidaire pour la réparation et l'indemnisation telles que déterminées à l'article 20 du présent décret.

§ 4. Les personnes informées conformément au § 2, communiquent les situations de propriété éventuellement modifiées au service extérieur concerné de l'Administration par lettre recommandée à la poste dans les dix jours à partir de la date du dépôt à la poste, sous peine de responsabilité solidaire pour la réparation et l'indemnisation telles que déterminées à l'article 20 du présent décret. Les nouveaux propriétaires, usufruitiers, emphytéotes et superficiaires recevront à leur tour la notification conformément au § 2.

§ 5. Lors d'un transfert ou d'une attribution d'un bien immeuble ou d'un droit réel sur un bien immeuble situé dans un site provisoirement protégé, le fonctionnaire instrumentant doit mentionner dans l'acte de transfert ou d'attribution que le bien immeuble en question est situé dans un site provisoirement protégé et communiquer ce transfert éventuel à l'administration.

L'acte de transfert ou d'attribution mentionne toutes les mesures et directives imposées par ou en vertu du présent décret en vue du maintien et de l'entretien des sites, y compris les servitudes d'utilité publique et les limitations d'exercice des droits de propriété et d'utilisation applicables au bien immeuble.

§ 6. L'arrêté de protection provisoire comme site ou d'abrogation comme tel, est publié par extrait au Moniteur belge.

§ 7. A la fin de la procédure déterminée aux §§ 1er, 2, 3 et 4 du présent article, le dossier est transmis à la Commission royale pour avis motivé.

Art. 8. § 1er. A partir de la notification de l'arrêté de protection provisoire, tous les effets juridiques de la protection sont provisoirement d'application aux biens immeubles mentionnés dans l'arrêté de protection provisoire pour un délai de douze mois au maximum. Ce délai prend cours à partir de la date du dépôt à la poste de l'introduction visée à l'article 7, § 1er.

§ 2. Tous les effets juridiques de la protection sont provisoirement d'application aux personnes visées à l'article 7 § 2 à partir de leur notification jusqu'à la date de l'échéance du délai fixé au § 1er.

§ 3. Les effets juridiques s'appliquent à toute autre personne physique ou morale à partir de la publication au Moniteur belge jusqu'à la date de l'échéance du délai fixé au § 1er.

§ 4. Cette date finale peut, par décision motivée du gouvernement, être prolongée une seule fois pour une période de six mois. Le présent arrêté est notifié aux administrations publiques mentionnées à l'article 7, § 1er et aux personnes visées à l'article 7, § 2 et par un extrait publié au Moniteur belge.

§ 5. L'arrêté de protection provisoire comme site échoit d'office lorsqu'aucun arrêté de protection définitive n'a été pris avant la date finale visée au § 1er ou au § 4.

§ 6. Le Gouvernement flamand peut, ayant entendu la Commission royale, abroger entièrement ou partiellement l'arrêté de protection provisoire comme site par un arrêté motivé.

Art. 9. Le Gouvernement flamand, ayant entendu la Commission royale, fixe la protection définitive des biens mentionnés dans l'arrêté de protection provisoire. L'arrêté de protection définitive mentionne les raisons qui ont donné lieu à la protection.

Art. 10. § 1er. L'arrêté de protection comprend notamment :

- 1° le nom du site et une description des lieux;
- 2° toutes les mesures et directives imposées par ou en vertu du présent décret en vue du maintien et de l'entretien des sites, y compris les servitudes d'utilité publique et les limitations d'exercice des droits de propriété et d'utilisation;
- 3° les objectifs d'une gestion future donnant une description de la réalisation optimale des valeurs qui ont donné lieu à la protection;
- 4° un plan en annexe déterminant les limites du site et de l'utilisation actuelle relevante de l'ensemble des terrains.

§ 2. L'arrêté de protection provisoire ne peut pas déterminer le choix des cultures pour les terres qui sont actuellement exploitées pour l'agriculture :

- 1° terres arables;
- 2° terres situées dans une "zone agricole" à l'exception de zones agricoles d'intérêt écologique, de zones vallonnées, de zones agricoles d'intérêt spécial et de pâturages

permanents historiques.

Dans le plan de gestion tel que fixé à l'article 16, § 3, il peut néanmoins être convenu, sur base volontaire, de limiter le nombre de cultures.

Art. 11. § 1er. L'arrêté de protection comme site est publié par extrait au Moniteur belge et notifié aux administrations publiques visées à l'article 7, § 1er et par recommandée aux propriétaires, emphytéotes, superficiaires et usufruitiers tels que connus à l'Administration de la TVA, de l'Enregistrement et des Domaines. L'arrêté est transcrit au bureau du conservateur des hypothèques.

§ 2. Les personnes informées de l'arrêté de protection conformément au § 1er, informent les locataires ou les occupants, les emphytéotes ou les utilisateurs, de l'arrêté qui leur a été notifié dans les dix jours à partir de la date du dépôt à la poste de la notification, sous peine de responsabilité solidaire pour la réparation et l'indemnisation telles que déterminées à l'article 20 du présent décret.

§ 3. Les personnes informées conformément au § 1er, communiquent les situations de propriété éventuellement modifiées au service extérieur concerné de l'Administration par lettre recommandée à la poste dans les dix jours à partir de la date du dépôt à la poste, sous peine de responsabilité solidaire pour la réparation et l'indemnisation telles que déterminées à l'article 20 du présent décret.

§ 4. Lors d'un transfert d'une attribution d'un bien immeuble ou d'un droit réel sur un bien immeuble situé dans une site provisoirement protégé, le fonctionnaire instrumentant doit mentionner dans l'acte de transfert ou d'attribution que le bien immeuble en question est situé dans un site provisoirement protégé et communiquer ce transfert éventuel à l'administration.

L'acte de transfert ou d'attribution mentionne toutes les mesures et directives imposées par ou en vertu du présent décret en vue du maintien et de l'entretien des sites, y compris les servitudes d'utilité publique et les limitations d'exercice des droits de propriété et d'utilisation applicables au bien immeuble.

Art. 12. L'arrêté de protection provisoire ou définitive comme site est impératif. Il ne peut être dérogé à cet arrêté que dans les cas et suivant les modes fixés par le présent décret.

Les arrêtés de protection provisoire ou définitive comme site ont un caractère individuel et font office de complément et de raffinement des législations sectorielles. Ils ne peuvent pas imposer des servitudes et fixer des prescriptions qui dans le sens absolu défendent les opérations ou des travaux qui sont conformes aux plans d'aménagement en vigueur ou qui pourraient entraver la réalisation de ces plans et leurs prescriptions d'affectation.

Art. 13. L'abrogation totale ou partielle ou la modification de l'arrêté de protection comme site se fait aux conditions et dans la forme fixées pour la protection.

Les effets juridiques de l'arrêté précédant restent en vigueur jusqu'à la fixation de l'arrêté de modification ou d'abrogation définitive de protection comme site.

CHAPITRE III. - *Prescription de protection*

Art. 14. § 1er. Le Gouvernement flamand peut fixer des prescriptions de protection générales.

§ 2. Les propriétaires, emphytéotes, superficiaires et usufruitiers d'un site provisoirement ou définitivement protégé sont tenus de le maintenir en bon état, par des travaux de maintien et d'entretien nécessaires, et de ne pas le déparer, endommager ou détruire. Personne, y compris des utilisateurs et des personnes ayant des animaux sous leur garde, ne peut pas déparer, endommager ou détruire le site provisoirement ou définitivement protégé.

§ 3. En ce qui concerne les biens situés dans les limites d'une site provisoirement ou définitivement protégé, toutes les instances délivrant des permis sont tenus de demander l'avis du Gouvernement flamand ou de son mandataire en matière des demandes de permis dans les dix jours après réception du dossier.

Cet avis est impératif pour autant qu'il soit négatif ou qu'il impose des conditions.

§ 4. Les travaux ou les opérations qui sont contradictoires aux mesures et aux directives de l'arrêté et qui ne doivent pas faire l'objet d'un permis, sont soumis à une autorisation à accorder par le Gouvernement flamand ou par son mandataire.

§ 5. Le Gouvernement flamand fixe les conditions et la procédure pour émettre l'avis mentionné au § 3 et pour l'octroi de l'autorisation visée au § 4.

CHAPITRE IV. - *Registre et signe distinctif*

Art. 15. L'administration tient un registre des sites provisoirement et définitivement protégés. Le Gouvernement flamand fixe l'agencement du registre. La commune et la province tiennent, chacune en ce qui leur concerne, un registre des sites définitivement protégés. N'importe qui peut consulter ce registre et en obtenir une copie.

Les sites protégés peuvent être marqués par un signe distinctif. Le Gouvernement fixe le modèle du signe distinctif et détermine les modalités pour l'apposer.

CHAPITRE V. - *Gestion et sites définitivement protégés*

Art. 16. § 1er. en vue de la réalisation des objectifs de gestion, est créée pour chaque site protégé.

Dans cette commission sont représentés les propriétaires, y compris les fermiers et les locataires, les associations qui ont pour but de maintenir, de restaurer et de gérer le site protégé, les administrations concernées, ainsi que la(les) commune(s) concernée(s).

§ 2. Le Gouvernement flamand détermine la composition et le fonctionnement de cette commission de gestion.

§ 3. La commission de gestion établit un plan de gestion pour le site protégé ou pour une partie de ce dernier dans les deux ans commençant dès la protection définitive.

Le plan de gestion comprend :

- a) la motivation;
- b) une énumération des mesures, travaux et opérations concrets;
- c) les modalités et délais d'exécution;
- d) un plan détaillé auquel figurent les mesures, travaux et opérations prévus;

Le Gouvernement flamand ou son mandataire peut fixer des modalités supplémentaires en vue de l'établissement et de l'exécution du plan de gestion.

§ 4. A défaut d'un plan de gestion approuvé pour l'ensemble du site protégé dans le délai fixé au § 3, l'administration fixe un plan de gestion pour le site protégé.

Ce plan de gestion est porté à la connaissance de la(les) commune(s) concernée(s) et puis rendu public par affichage, tel que mentionné à l'article 7, § 1er, 2°.

§ 5. Le plan de gestion est approuvé par le Gouvernement flamand, ayant entendu la Commission royale.

§ 6. L'exécution du plan de gestion se fait volontairement sur base d'une convention de gestion.

Art. 17. § 1er. Dans les limites des moyens budgétaires, le Gouvernement fixe un règlement financier en vue de la réalisation du plan de gestion.

§ 2. Ce règlement financier concerne le maintien, l'entretien, la restauration, le désenclavement, la gestion, la recherche et l'information relatifs au site définitivement protégé, tel que fixé dans le plan de gestion approuvé par le Gouvernement flamand.

§ 3. La prime est accordée à l'instance ou à la personne qui exécute les travaux qu'il ou elle a demandés, avec l'approbation des propriétaires et détenteurs de droit réels ou personnel concernés.

La prime est constituée de contributions de la Région, de la (des) province(s) et commune(s) concernée(s), selon la proportion procentuelle quivante :

1° pour l'établissement du plan de gestion :

Région : 80 % avec un contribution à indexer de 800.000 francs au maximum;

2° pour les travaux de maintien et d'entretien :

Région : 40 %

3° pour les travaux de restauration et d'amélioration :

Région : 25 %

Province : 7,5 %

Commune : 7,5 %

4° pour des opérations de désenclavement, de recherche et d'information :

Région : 20 %

Lorsque le demandeur est une association sans but lucratif ou une institution d'utilité publique établie conformément à la loi du 27 juin 1921, ayant pour un de ses objectifs statutaires le maintien, l'entretien, la restauration et le désenclavement du site, les contributions sous 2°, 3° et 4° sont doublées.

§ 4. Le Gouvernement flamand fixe les conditions et la procédure du règlement financier.

Art. 18. Au cas où le monument définitivement protégé ou une partie de ce dernier serait mis en péril s'il reste en possession d'un ou plusieurs propriétaires, le Gouvernement flamand peut au même degré décider, ayant entendu la Commission royale, de procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique de ces biens immeubles. Le Gouvernement flamand peut autoriser l'administration provinciale ou le collège des bourgmestre et échevins à procéder à cette expropriation à sa place.

Les propriétaires et les autres intéressés qui prouvent que la valeur du bien est diminuée par les prescriptions de la protections définitive, peuvent exiger une indemnisation de la Région flamande. Lorsque le propriétaire prouve que la diminution de valeur de ce bien dépasse la moitié de sa valeur d'achat, il peut exiger l'acquisition du bien par la Région.

CHAPITRE IV. - *Dispositions de contrôle et pénalités*

Art. 19. § 1er. En vue de la recherche des valeurs pouvant concourir à la protection, le mandataire a accès aux zones pouvant faire l'objet d'une protection, à l'exception des habitations et bâtiments destinés à des activités professionnelles.

Afin de faire toutes les recherches et constatations nécessaires, il a accès aux zones mentionnées dans l'arrêté de protection provisoire ou définitive, à l'exception des habitations et bâtiments destinés à des activités professionnelles.

§ 2. Les membres de la Commission royale ont accès aux zones mentionnées dans l'arrêté de protection provisoire ou définitive, à l'exception des habitations et bâtiments destinés à des activités professionnelles.

§ 3. Le mandataire, le gouverneur de la province et le bourgmestre sont autorisés à rechercher et à constater les infractions au présent décret. Leurs constatations font l'objet d'un procès-verbal ayant force probante jusqu'à preuve du contraire.

§ 4. Le Gouvernement flamand désigne les mandataires qui en tant que son fonctionnaire assermenté, agissent en qualité d'agent ou d'officier de la police judiciaire pour l'application du présent décret.

§ 5. La personne autorisée, le gouverneur de la province ou le bourgmestre peuvent ordonner d'arrêter les travaux qui sont exécutés en infraction aux dispositions imposées par ou en vertu du présent décret. Si nécessaire, ils feront appel aux forces de police et ils procéderont à la mise des scellés et à la saisie éventuelle des outils et des véhicules de travail.

L'ordre d'arrêter les travaux sera mentionné dans le procès-verbal.

Le procès-verbal est transmis au maître d'ouvrage et à l'exécutant des travaux par lettre recommandée à la poste avec récépissé dans les quinze jours après les constatations.

Art. 20. § 1er. Sans préjudice de l'application des pénalités déterminées par le Code pénal ou par d'autres lois ou décrets, sont punis d'une peine de prison de 8 jours à 6 mois et d'une amende de 100 à 100.000 francs ou d'une de ces pénalités :

1° le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire et l'usufruitier qui néglige de faire la communication aux locataires, occupants, fermiers ou utilisateurs conformément aux articles 7, § 3 et 11, § 2, ou qui néglige d'en notifier l'administration conformément aux articles 7, § 4 et 11, § 3 du présent décret;

2° le fonctionnaire instrumentant qui néglige d'inscrire la mention dans l'acte de transfert ou d'attribution conformément aux articles 7, § 5 et 11, § 4 du présent décret;

3° celui qui effectue des travaux ou des opérations qui sont contradictoires aux mesures et aux directives des arrêtés de protection provisoire ou définitive du site conformément aux articles 6, § 2, 2° et 10, § 1er, 2° du présent décret;

4° celui qui effectue des travaux ou des opérations qui contradictoires aux prescriptions de protection générales, conformément à l'article 14, § 1;

5° le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire et l'usufruitier qui néglige d'effectuer les travaux de maintien et d'entretien nécessaires aux biens situés dans un site provisoirement ou définitivement protégé, ou qui dépare, endommage ou détruit ces biens;

6° chacun, y compris l'utilisateur et la personne qui a des animaux sous sa garde, qui dépare, endommage ou détruit des biens dans un site provisoirement ou définitivement protégé;

7° celui qui, sans l'autorisation visée à l'article 14, § 4 ou contradictoirement à l'autorisation accordée, entreprend des travaux ou effectue des opérations dans un site provisoirement ou définitivement protégé.

§ 2. Les pénalités mentionnées au § 1er sont doublées lorsque :

1° l'infraction est commise par une personne qui du chef de son métier effectue un acte de commerce ayant trait aux biens protégés;

2° la restauration à court terme des biens protégés a été rendu impossible par l'infraction.

§ 3. Les pénalités mentionnées au § 2 peuvent être cumulées le cas échéant.

Art. 21. A chaque jugement de condamnation, l'ordre est donné de remettre le bien ou les biens dans leur état original aux frais du condamné, sans préjudice de m'indemnisation ou de l'astreinte ordonnée.

A l'échéance du délai fixé par le jugement, le Gouvernement flamand ou son mandataire peuvent faire exécuter les travaux aux frais du condamné.

Lorsque la restauration est impossible, des travaux d'adaptation peuvent être ordonnés sur demande du Gouvernement flamand.

CHAPITRE VII. - *Dispositions transitoires et abrogatives*

Art. 22. § 1er. La loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites, modifiée par les décrets du 13 juillet 1972, du 14 juillet 1993 et du 6 juillet 1994; est abrogée pour les sites situés dans la Région flamande.

§ 2. Les procédures de protection comme site, entamées sous le régime de la loi du 7 août 1931, modifiée par les décrets du 13 juillet 1972 et du 14 juillet 1993, sont continuées conformément à la loi précitée.

Les arrêtés de protection pris en application de la loi du 7 août 1931, modifiée par les décrets du 13 juillet 1972 et du 14 juillet 1993, conservent force de droit jusqu'à ce qu'ils soient modifiés ou abrogés conformément au présent décret. Toutes les conséquences liées par le présent décret aux arrêtés de protection, valent à l'égard de ces derniers, à l'exception de l'obligation de créer un plan de gestion dans les deux ans.

Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au Moniteur belge.

Bruxelles, le 16 avril 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE.

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,
Th. KELCHTERMANS.

ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT FLAMAND PORTANT LES PRESCRIPTIONS
GÉNÉRALES DE PROTECTION, LA PROCÉDURE D'AVIS ET
D'AUTORISATION, LA MISE EN SERVICE D'UN REGISTRE ET LA FIXATION
D'UN SIGNE DISTINCTIF POUR LES SITES PROTÉGÉS⁹

(Moniteur belge : 01.10.1997)

Le gouvernement flamand,

Vu le décret du 16 avril 1996 portant la protection des sites, notamment les articles 14 et 15;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 mai 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi;

Après délibération,

Arrêté :

CHAPITRE Ier. *Définitions*

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du 16 avril 1996 portant la protection des sites;

2° la cellule des monuments et des sites : la cellule des monuments et des sites concernée des divisions provinciales de l'administration de l'aménagement du territoire, du logement et des monuments et des sites.

3° pâturage permanent historique : tel que défini dans le décret, pâturage caractérisé par l'utilisation de longue durée comme prairie de pâture, de fauche ou à utilisation alternative, ou à valeur culturelle-historique, ou comportant une végétation riche en espèces d'herbes et d'herbacés et où l'environnement est le plus souvent caractérisé par la présence de ruisseaux, de fossés, de mares, de microreliefs, de sources ou d'eau d'infiltration;

4° terre arable : telle que définie dans le décret, terres actuellement destinées aux cultures agricoles y compris la sidération, les prairies à ivraies temporaires, les horticultures, les arboricultures et les cultures d'arbres fruitiers à basse tige;

⁹ Voir 8

CHAPITRE II. *Prescriptions de protection générales et procédure d'autorisation*

Section 1ère. Champs d'application

Art. 2. § 1er. Le présent arrêté s'applique aux sites qui ont été protégés provisoirement ou définitivement en application des articles 6 et 9 du décret.

§ 2. Les prescriptions du présent arrêté ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne soient pas contradictoires aux prescriptions spécifiques fixées par les arrêtés de protection visés au § 1er.

Section 2. Prescriptions de protection générales

Art. 3. Il ne peut être dérogé aux prescriptions de protection générales et spécifiques que lorsqu'un avis favorable est émis ou qu'une autorisation est accordée conformément à l'article 14, §§ 3 et 4, du décret.

Conformément à l'article 12 du décret, les opérations ou les travaux qui sont conformes aux plans d'aménagement ou qui sont nécessaires à la réalisation de ces plans et leurs prescriptions d'affectation, restent possibles à condition qu'ils soient présentés pour avis ou autorisation, tels que fixés à l'article 14, §§ 3 et 4, du décret. L'avis ou l'autorisation précités peuvent uniquement imposer des conditions supplémentaires qui complètent ou raffinent les prescriptions d'affectation.

Sous-section A. Prescriptions relatives aux sites en général

Art. 4. § 1er. Conformément à l'article 14, § 2, premier alinéa, du décret, les propriétaires, les emphytéotes, les superficiaires et les usufruitiers sont tenus :

1° d'entretenir et de maintenir les constructions et les structures situées dans le site, tels que les ponts, les aqueducs, les barrages, les structures distinctives du réseau de drainage, les talus, les chemins anciens, les clôtures, les chapelles champêtres, les fermes, les étables et autres constructions dont l'intérêt pour le site a été démontré;

2° d'entretenir et de maintenir les structures de parc et de jardin tels que les cours d'eau et les fossés, les étangs et les mares, les chemins et les sentiers, les plantations le long des avenues et les rangées d'arbres, les groupes d'arbres et les arbres solitaires, les groupes d'arbriseaux et les arbustes solitaires, parterres, haies et clôtures, pavillons et glacières, murs et escaliers, ponts, palissades, allées bordées d'arbres et pergolas, tonnelles et grilles, ornements et mobilier de jardin et de parc;

3° d'entretenir et de maintenir les éléments de site rectilignes ou en forme de pointe tels que les mares, les enceintes boisées, les arbres, rangées d'arbres et les haies;

4° de maintenir les parcelles boisées et d'entretenir les parcelles boisées typiques nécessitant un entretien tels que les parcs boisés, les peuplements forestiers de taillis et les arbres moyens, les fourrés;

5° d'entretenir et de maintenir les prairies, les terres maigres et les bruyères, par le fauchage, le pâturage et l'enlèvement de mottes de gazon, sans préjudice de l'application de l'article 6 § 3 et de l'article 10 § 2 du décret;

6° d'entretenir et de maintenir les terrasses et les digues en terre, les surfaces d'eau, les ruisseaux et les fossés, pour autant que ceux-ci soient déterminatifs pour les valeurs du site;

§ 2. Conformément à l'article 14, § 2, deuxième alinéa, il est interdit :

1° d'abandonner, de stocker ou de traiter n'importe quels déchets, objets usés, matériaux bruts ou traités, à l'exception du stockage temporaire sur les terres arables de fumier, de compost ou de produits résiduels obtenus lors du traitement de betteraves sucrières;

2° de apposer n'importe quelle forme de publicité;

3° de déverser des liquides ou des gaz pouvant être nocifs pour la flore, la faune et le sol à l'exception du fumage des terres cultivées tel que fixé dans le décret portant le plan lisier;

4° d'exercer des activités qui perturbent le calme et le silence de la zone pouvant ainsi compromettre les valeurs du site, notamment l'agitation exagérée, la nuisance sonore et/ou l'effarouchement d'animaux.

Art. 5. Sans préjudice de l'application de l'article 3, il est interdit :

1° de lâcher des animaux dans la nature;

2° d'employer des herbicides ou des pesticides chimiques, des inhibiteurs de croissance, des stimulateurs de croissance, des traitements hormonaux, des méthodes herbicides thermiques ou d'autres désherbants sur des terrains qui ne sont pas utilisés comme terre arable, prairie, verger, jardin potager ou parterre de fleurs;

2° d'installer et de remplacer des conduites souterraines ou aériennes, à l'exception de celles déservant les habitations et les entreprises autorisées se trouvant sur place, mais pour lesquelles des conditions supplémentaires peuvent être imposées.

*Sous-section B. Prescriptions relatives aux bâtiments
ou aux constructions et routes*

Art. 6. Sans préjudice de l'application de l'article 3, il est interdit, en ce qui concerne les bâtiments ou les constructions et routes :

1° d'ériger un bâtiment ou une construction quelconque en un matériau quelconque, encastré dans le sol, fixé au sol, appuyant sur le sol ou fixé à quelque construction portante;

2° de transformer ou de reconstruire des bâtiments ou constructions existantes, de sorte que leur aspect soit modifié;

3° de poser une construction mobile quelconque ou des parties de construction qui pourraient ou ne pourraient pas être utilisées comme habitation;

4° de modifier des clôtures existantes ou de poser des nouvelles, à l'exception de fils électrifiés lisses ou barbelés en vue de retenir le bétail. L'entretien normal des clôtures existantes est autorisé.

5° d'aménager, d'élargir, de dépaver ou de clôturer des chemins ou des sentiers, ou d'en changer le tracé;

6° de revêtir des chemins et des sentiers.

L'entretien et la réparation de revêtements de chemins existants et de bords de chemin durcis sont autorisés lorsqu'il est fait usage des mêmes matériaux, notamment en vue de l'utilisation agricole normale.

Sous-section C. Prescriptions relatives au relief, à la gestion des eaux et à l'hydrographie

Art. 7. Sans préjudice de l'application de l'article 3, il est interdit, en ce qui concerne le relief et l'hydrographie d'entreprendre n'importe quels travaux qui pourraient modifier la nature et la structure du sol, l'aspect du relief du terrain ou le réseau hydrographique, notamment les forages ou les travaux de terrassement, le défrichement de terrains, l'apport de terre, l'aménagement de remblais hydrauliques et la modification du profil des cours d'eau.

Sous-section D. Prescriptions relatives à la faune, la flore et la végétation

Art. 8. Sans préjudice de l'application de l'article 3, il est interdit, en ce qui concerne la faune, la flore et la végétation :

1° de transformer des prairies historiques permanentes et des terrains qui sont situés dans une zone agricole d'intérêt écologique, dans une zone vallonnée et dans une zone agricole, en terres arables;

2° de transformer des terres arables ou des prairies en forêts, sauf dans des zones forestières ou dans le cas de terrains qui sont destinés au boisement et/ou à l'agrandissement de forêt dans le cadre d'un plan d'affectation spatiale;

3° de transformer des bruyères et des terres maigres en terre arable, prairie ou forêt;

4° de transformer des marais et roselières en vue d'une autre utilisation quelconque du sol;

5° de détruire ou de collectionner des herbacés ou de parties d'herbacés, à l'exception des plantes cultivées.

La collection au profit d'études scientifiques reste autorisée pour autant qu'elle ne compromette pas la survie des espèces.

Cette disposition ne s'applique pas au fauchage ou au curage et à l'évacuation de produits de fauchage, ni à l'enlèvement ou l'évacuation de mottes de gazon;

6° de poser des appâts empoisonnés et d'utiliser des pièges.

Sous-section E. Prescriptions relatives aux forêts et à leur exploitation

Art. 9. Sans préjudice de l'application de l'article 3, il est interdit, en qui concerne les forêts et leur l'exploitation :

1° d'abattre, de déraciner ou d'endommager des arbres ou des arbustes. Les travaux d'entretien tels que l'élagage et l'entretien normal des peuplements de taillis sont autorisés, à condition qu'ils soient judicieusement exécutés;

2° d'élever des animaux.

Art. 10. Lors de l'exploitation forestière, il est interdit d'utiliser des tracteurs ou d'autres engins qui à cause de leur poids, de leurs dimensions ou de leur mode de travail occasionnent des dégâts excessifs au peuplements forestiers.

Des ornières profondes de plus de 20 cm doivent être systématiquement réparées. Les fossés ayant subi des dégâts ou ayant été interrompus lors de l'exploitation, doivent être réparés. Il est interdit de débarder du bois à travers des ruisseaux.

Sous-section F. Prescriptions relatives aux éléments de sites spécifiques et aux vergers à tige haute

Art. 11. Sans préjudice de l'application de l'article 3, il est interdit, en qui concerne les éléments de sites spécifiques et aux vergers à tige haute :

1° d'abattre, de déraciner ou d'endommager des arbres ou des arbustes. Les travaux d'entretien tels que la taille et l'étêtage sont autorisés, à condition qu'ils soient judicieusement exécutés;

2° d'exécuter quelque intervention à la zone radiculaire des arbres et arbustes telle que l'exécution de travaux de terrassement résultant en un compactage du sol;

3° d'enlever ou de causer des dégâts aux chemins creux, aux talus, aux pentes raides boisées, aux fossés boisés, aux rideaux d'arbres, aux ados boisés, aux haies, aux drèves, aux rangées d'arbres, aux arbres solitaires, aux digues, aux terrasses en terre et aux mares;

4° de canaliser ou de drainer des sources ou des zones d'infiltration, des ruisseaux ou des fossés;

5° de boiser des rives. L'entretien des boisages existants est autorisé.

Sous-section G. Prescriptions relatives aux jardins et parcs

Art. 12. Sans préjudice de l'application de l'article 3, il est interdit, en ce qui concerne les jardins et les parcs :

1° de modifier l'aspect, la nature, le style et l'utilisation, notamment par la modification, l'enlèvement ou l'ajout de cours d'eau et de fossés, d'étangs et de mares, de chemins et de sentiers, de plantations le long des avenues et de rangées d'arbres, de groupes d'arbres et d'arbres solitaires, de groupes d'arbriseaux et d'arbustes solitaires, de parterres, d'haies et de clôtures, de pavillons et de glacières, de murs et d'escaliers, de ponts, de palissades, d'allées bordées d'arbres et de pergolas, de tonnelles et de grilles, d'ornements et de mobilier de jardin et de parc;

2° de modifier le microrelief;

3° d'aménager des infrastructures de sports et de jeux ou des aires de stationnement;

4° de modifier la gestion des eaux, notamment par l'assèchement permanent de mares, l'aménagement de canalisations de drainage, l'exécution de travaux de drainage et par le captage d'eau;

5° de tailler ou d'enlever des branches maitresses ou des racines principales. Les travaux d'entretien tels que la taille et l'étêtage sont autorisés, à condition qu'ils soient judicieusement exécutés. L'entretien normal des peuplements de taillis est autorisé;

6° d'exécuter quelque intervention à la zone radiculaire des arbres et arbustes y compris l'exécution de travaux de terrassement ou d'autres activités résultant en un compactage du sol.

Section 3. Procédure d'avis et d'autorisation

Art. 13. Pour l'application de l'article 14 § 3 du décret, les demandes d'avis sont introduites auprès de la cellule des monuments et des sites.

Le fonctionnaire autorisé émet son avis dans les trente jours, à compter à partir de la date de la réception de la demande.

Art. 14. § 1er. Les demandes d'autorisation telles que visées à l'article 14 § 4 du décret, sont introduites auprès de la cellule des monuments et des sites.

§ 2. Dans les vingt jours de la réception de la demande, la cellule des monuments et des sites envoie un récépissé recommandé à la poste au demandeur, ou lui communique de la même façon que son dossier est incomplet.

Lorsque le dossier est incomplet, la cellule des monuments et des sites communique au demandeur, auquel elle renvoie le dossier, que la procédure doit être recommencée et par quels documents le dossier doit être complété.

Le demandeur qui n'a pas reçu de récépissé après écoulement du délai visé au premier alinéa, est réputé avoir introduit un dossier complet.

§ 3. Le fonctionnaire autorisée accorde ou refuse son autorisation au demandeur dans les trente jours à partir de la date de réception du dossier de demande complet.

CHAPITRE III. Création d'un registre et instauration du signe distinctif

Art. 15. § 1er. Le registre des monuments provisoirement protégés comprend les originaux numérotés ou des copies déclarées conformes des arrêtés de protection provisoire et des arrêtés portant proposition de classement comme site décidés en application de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites.

§ 2. Le registre des monuments définitivement protégés comprend les originaux numérotés ou des copies déclarées conformes :

- des arrêtés de classement des sites décidés en application de la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites;

- des arrêtés de protection définitive comme site.

Art. 16. § 1er. Le modèle du signe distinctif des monuments définitivement protégés est fixé tel qu'il figure dans l'annexe au présent arrêté.

§ 2. Le signe distinctif est apposé à un endroit bien visible près des voies d'accès principales du site protégé.

§ 3. Le signe distinctif est également apposé sur des panneaux et tableaux d'affichage éducatifs et informatifs.

Art. 17. Le Ministre flamand ayant les sites dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juin 1997

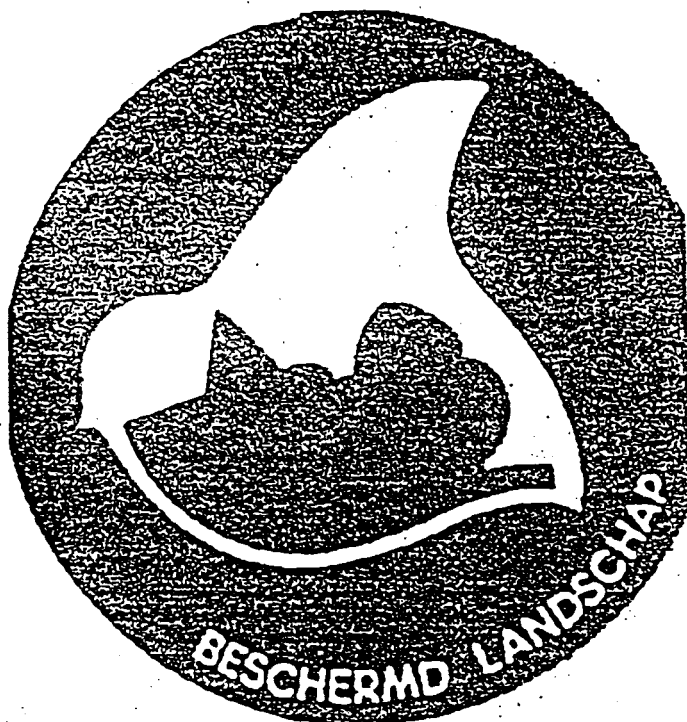
Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Luc VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

Theo KELCHTERMANS

ANNEXE

Figure en noir et blanc du signe distinctif
des sites protégés



Caractéristiques techniques :

Diamètre : 225 mm

Couleurs : gris clair = vert (PMS 361C)
gris foncé = bleu (PMS 287C)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 juin 1997 en exécution du décret du 16 avril 1996 portant la protection des sites.

Bruxelles, le 3 juin 1997

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Luc VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

Theo KELCHTERMANS

1. Résumé des régimes de primes pour les travaux au patrimoine protégé.
2. Régime de prime pour les travaux de restauration aux monuments protégés.

**Résumé des régimes de primes pour les travaux
au patrimoine protégé**

	entretien	restauration
Monuments		
a) travaux à tous les monuments (secteur public et privé) à l'exception de b et c.	Arrêté du Gouvernement flamand du 29 septembre 1994 instaurant une prime d'entretien destinée aux monuments protégés	Arrêté du Gouvernement flamand du 5 avril 1995 fixant un régime de prime pour les travaux de restauration aux monuments protégés, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 octobre 1996.
b) travaux entrepris par l'Etat, les communautés, les Régions ou par les institutions publiques ressortant de leur surveillance (à l'exception des pouvoirs régionaux ou locaux).	_____	_____
c) travaux à des bâtiments universitaires ou à des écoles.	_____	Arrêté du Gouvernement flamand du 5 avril 1995 fixant un régime de prime pour des travaux de restauration aux monuments protégés, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 octobre 1996.
Sites urbains et ruraux	(1)	(1)

(1) Néanmoins il y a la possibilité des avantages fiscaux.

**Régime de prime pour les travaux de restauration
aux monuments protégés**

	Preneur de prime = propriétaire, usufruitier, emphytéote (1)	Région Flamande	Province	Commune	Total prime :	Aport du preneur de prime	
SECTEUR PRIVÉ	- système ordinaire	25 %	7,5 %	7,5 %	40 %	60 %	
	- certains monuments (2)	50 %	15 %	15 %	80 %	20 %	
	- certaines associations dans le secteur des monuments (3)	50 %	15 %	15 %	80 %	20 %	
POUVOIRS RÉGIONAUX ET LOCAUX	RÉGIONAUX	monuments civils	60 %	--	--	60 %	40 %
		monuments des cultes	60 %	30 %	--	90 %	10 %
	LOCAUX	monuments civils	60 %	20 %	--	80 %	20 %
		monuments des cultes	60 %	20 %	10 %	90 %	10 %
BÂTIMENTS DESTINÉS À L'ENSEIGNEMENT (4)	- université, école communautaire, école libre subventionnée	50 %	15 %	15 %	80 %	20 %	
	- école communale	60 %	20 %	--	80 %	20 %	
	- école provinciale	60 %	--	--	60 %	40 %	

(1) exclu comme preneur de prime : l'état, la communauté, la région et les institutions publiques ressortant de leur surveillance (à l'exception des travaux entrepris par les pouvoirs régionaux ou locaux ou des travaux à des bâtiments universitaires ou à des écoles).

(2) ne pas avoir d'utilité économique, ne pas être loué, visible depuis la voie publique et/ou ouvert au public.

(3) voir l'arrêté du 5 avril 1995.

(4) liste limitée de travaux et avec l'application d'un protocole.

ADRESSES UTILES

Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap
Administratie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Monumenten en Landschappen
Afdeling Monumenten en Landschappen
Emile Jacqmainlaan 156 (bus 7)
1000 Brussel
Tel. : 02/553.82.11
Fax : 02/553.82.05

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale / Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk
Gewest
Service des Monuments et des Sites / Dienst Monumenten en Landschappen
CCN
Rue du Progrès / Vooruitgangstraat 80 bus 1
1030 Bruxelles / Brussel
Tél. : 02/204.24.68
Fax : 02/204.15.22

Ministère de la Région wallonne
Division du Patrimoine
Rue des Brigades d'Irlande 1
5100 Jambes (Namur)
Tél. : 081/33.21.65
Fax : 081/33.21.10

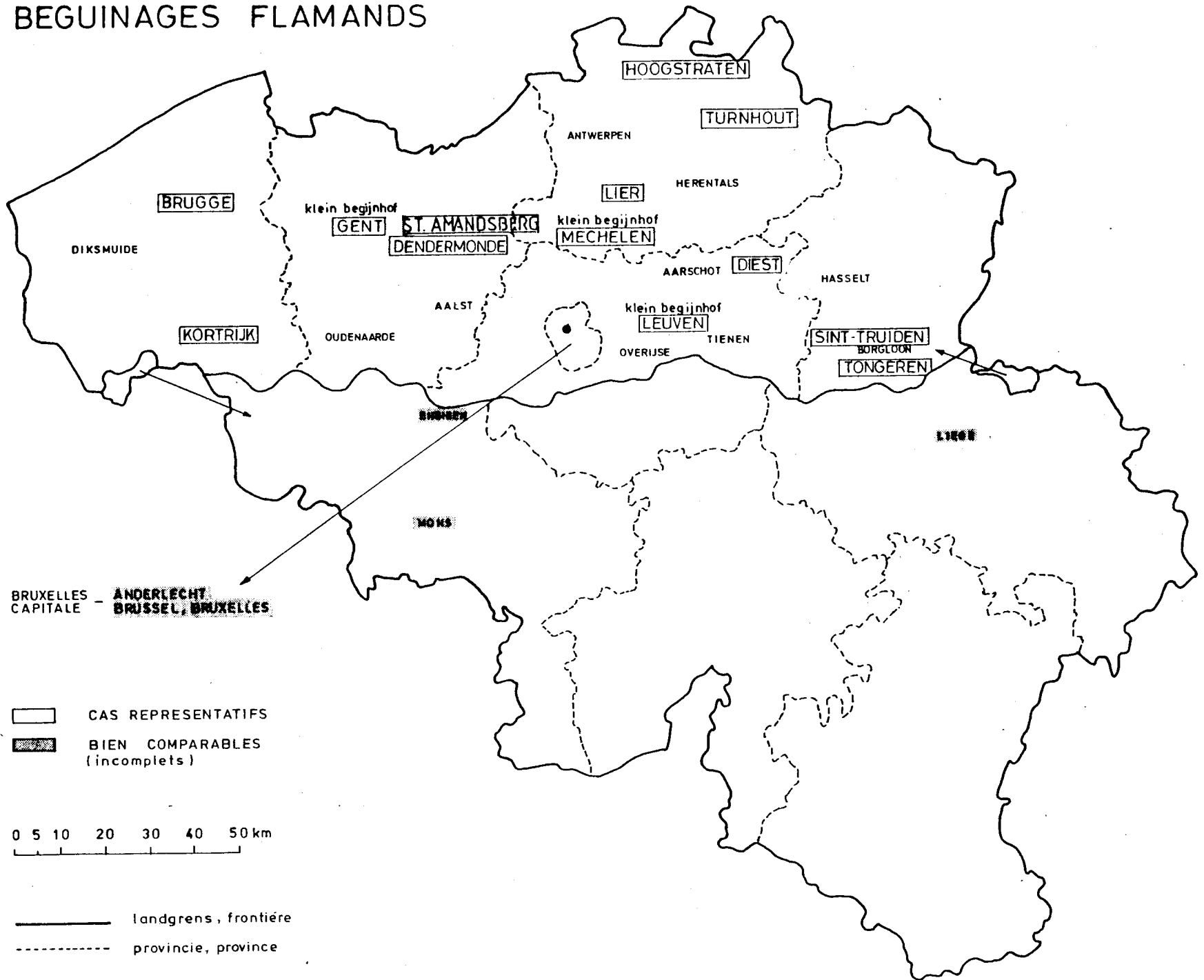
Introduction

Constitution	p. 4
Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles	p. 5
Domaine d'application de la loi et des décrets	p. 6

Textes

Loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites, modifiée par le décret du 14 juillet 1993	p. 7
Décret du 3 mars 1976 réglant la protection des monuments et des sites urbains et ruraux, modifié par le décret du 22 février 1995	p. 8
Arrêté du Gouvernement flamand du 17 novembre 1993 fixant les prescriptions générales en matière de conservation et d'entretien des monuments et des sites urbains et ruraux	p. 16
Arrêté du Gouvernement flamand du 29 septembre 1994 instaurant une prime d'entretien destinée aux monuments protégés	p. 27
Arrêté du Gouvernement flamand du 5 avril 1995 fixant un régime de prime pour les travaux de restauration aux monuments protégés, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 octobre 1996	p. 33
Décret du 16 avril 1996 portant la protection des sites	p. 44
Arrêté du Gouvernement flamand du 3 juin 1997 portant les prescriptions générales de protection, la procédure d'avis et d'autorisation, la mise en service d'un registre et la fixation d'un signe distinctif pour les sites protégés	p. 54
Schémas	p. 63
Adresses utiles	p. 66
Index	p. 67

BEGUINAGES FLAMANDS



PROVINCES DE FLANDRE

NOORDZEE
MER DU NORD

WEST-VLAANDEREN
FLANDRE - OCCIDENTALE

OOST-VLAANDEREN
FLANDRE - ORIENTALE

ANTWERPEN
ANVERS

LIMBURG
LIMBOURG

VLAAMS BRABANT
BRABANT FLAMAND

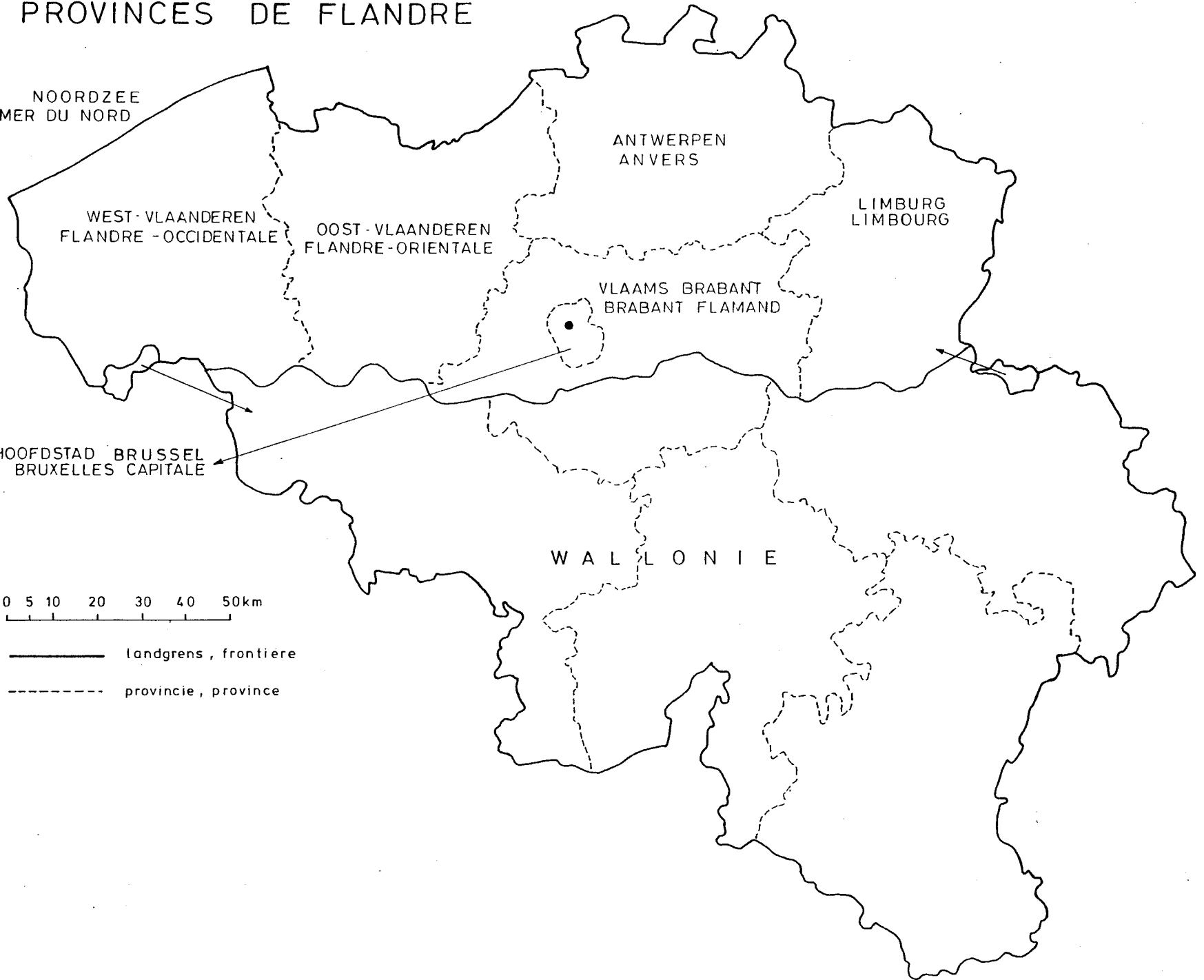
HOOFDSTAD BRUSSEL
BRUXELLES CAPITALE

W A L L O N I E

0 5 10 20 30 40 50km

— landgrens , frontiere

- - - - - provincie , province



WORLD HERITAGE LIST

Flemish Béguinages

No 855

Identification

<i>Nomination</i>	The Flemish Béguinages
<i>Location</i>	Flanders Region Provinces of Antwerp, Limburg, Eastern Flanders, Western Flanders, and Flemish Brabant
<i>State Party</i>	Belgium
<i>Date</i>	16 June 1997

Justification by State Party

Béguinages: Urban development and architectural and cultural aspects

The establishment of *Béguinages* (Beguine convents) in Flemish cities and the spatial organization they reflect are related to medieval concepts of urban development which were widespread internationally. The "city" type adopts either the "chessboard" layout specific to new towns or a more organic development, depending on the possibilities offered by local topography. The "courtyard" type has more in common with the rural world, offering a simple meadow or square in the centre of the village, around which stand public, religious, civic, and private buildings. In both types enclosing walls, possibly even a moat, and gates stress the desire to set such small towns-within-a-town apart and to erect a boundary between two different worlds.

The religious, socio-economic, and cultural functions of the *béguinages* and the development of these functions is reflected in both the general and the specific layout of the buildings, and their architectural form takes its inspiration from the traditional architecture of the region, using its materials, proportions, and forms as appropriate.

Their conception as an enclosed social unit, providing for both the spiritual and the material needs of a specific community, has led to comparisons with the Augsburg *Fuggerei*, built in 1516-25 by Jakob Fugger, the famous banker of the reign of Charles V in the *Jakobervorstadt* section of the medieval German city. The ensemble is surrounded by a wall with three gates and adopts a standard geometric city plan, including church, infirmary, school, administrative cen-

tre, and 52 houses providing 106 residential units destined for craftsmen, journeymen, the poor, etc, all segregated in this way from the city centre. The foundation, sometimes interpreted as a "ghetto for the needy created by a well-meaning patron," is also frequently seen as a precursor of the workers' quarters of the 19th century.

Removed from the increasingly commercialized and humdrum historic centres, the *béguinages* preserved a respect for habitat as an essential function and have thus retained, apart from certain generally superficial modifications, the characteristic organization and simple functional architecture that gives them their particular atmosphere of a utopian setting in which a sense of community and respect for individuality are finely balanced.

Such qualities have not gone unnoticed in recent history, at crucial periods in the development of architecture and urban planning. In the face of burgeoning international modernism, the rediscovery of traditional architecture at the beginning of the 20th century offered an alternative, encouraging the creative interpretation that was to lead to a new style of architecture rooted in local traditions, which would be manifested in the regionalism of the period between the two World Wars. The very organization of the *béguinages*, with all the many variations on the courtyard and city types, and all the permutations thereof, as well as their inventive approach to incorporating green spaces, gardens, and "natural" plantations, was seen as the time as a model and an inspiration for the garden-cities to come, particularly in the 1920s and 1930s.

During the invasive "Golden 1960s" the utopia of the *béguinages* once again provided a frame of reference and matter for reflection, not only in terms of urban renewal, but also for the creation of the new town, organic, varied, and pedestrianized, that was to become Louvain-la-Neuve, designed as a home for a newly created university population as well as for ordinary citizens. It is interesting to note that Professor Raymond Lemaire was simultaneously in charge of both the restoration of the *Grand Béguinage* of Leuven and the Louvain-la-Neuve project.

The conservation and restoration work carried out in the *béguinages* ever since the ground-breaking initiative at Leuven in 1963-64 follow in the direct line of doctrine and practice in the field and offer different methods of approach and management which have implications at both regional and international level.

Criteria ii and iv

Béguinages: Centres of spirituality, solidarity, femininity, and modernity

In the evolution of our society, the Béguinages illustrate the presence, from as early as the Middle Ages, of generations of "religious women" (*mulieres religiosæ*), either unmarried or widowed, seeking to lead a personal life of far greater independence than that permitted to women who were often married against their will, within a community which imposed certain rules but showed greater respect for the individuality of its members. Such communities existed alongside but separate from the traditional religious orders with their vows of perpetual enclosure and

poverty. The status of Beguines gave these much respected women a cultural and social role to play within their community, combining self-government with a form of democracy: the Beguines elected their superior, the *Grande Dame*, who was supported by a council which managed the general affairs of the community, which consisted of the superiors of the convent and the infirmary, each of whom managed her own organization and economy. Omnipresent is the desire to harmonize daily life, a sometimes extreme spirituality, and a solidarity that extended beyond their own "city of peace" into "good works" and "good citizenship" in that period of the history of the city, of which their own community was, after all, an integral part. That ambivalence has never ceased to intrigue lay commentators, feminists, and specialists such as Julia Kristeva, who have all sought to understand, identify, and relate their attitude and "desire for happiness" with the very essence of femininity.

On a religious level, the Beguine movement shows a certain evolution away from the mystical tendencies of the Middle Ages towards a spiritual life which, although remaining individual, was more organized (communal religious services at set times, regulations) and controlled by the Church after the Counter-Reformation. The *béguinages* themselves, in their 17th-18th century forms, can be seen to become increasingly bourgeois. The regrouping that followed the French Revolution and the new impetus derived from the Catholic Revival of the latter half of the 19th century added a certain amalgam of popular piety and bigotry where, occasionally, both Beguines and bigots were involved and which was peculiar to the period.

Although the Beguines themselves produced little art, apart from some poetry showing a sometimes naïve mysticism and certain typical artefacts (*gesloten hoffjes*), small enclosed reliquary cases containing effigies of saints, objects of devotion, flowers and embroideries, touching in their spontaneity and innocent taste, they nonetheless stimulated the artistic output of their time as well informed commissioners of works of art and remarkable organs destined for their churches. Their choices in that respect reflect a level of culture open to the movements and events of their times.

The movement today is all but extinct, but most of the *béguinages* continue to be sought after as havens of peace and settings appropriate to a lifestyle that is a blend of community and private. The *Béguinage* of Brugge is the only community to have retained its religious vocation, having been run since 1927 by Benedictine nuns who wear the habit of the Beguines and who uphold in part, though within a recognized and stricter order, the ideals of their predecessors, combining spirituality, charity, and hospitality (for which a charge is made). As in the past, the door is still closed every day at the prescribed times, a practice also still followed at the *Béguinage* of Mont-Saint-Amand.

Criterion v

Category of property

In terms of the categories of cultural property set out in Article 1 of the 1972 World Heritage Convention, Flemish Beguine convents are *groups of buildings*.

History and Description

History

The spontaneous emergence of the Beguine movement around 1200 reflects the current of religious renewal which swept western Europe at the beginning of the 13th century and in which women played an important role. In addition to the many women who entered the religious life by way of the convents, others developed an original "semi-religious" way of life in which they could dedicate themselves to God without withdrawing entirely from the world.

Among these *mulieres religiosæ*, neither nuns nor simple laity, of Northern Europe, the Beguines began to lead an individual or community life devoted to prayer, caring for the sick, and manual labour. Established for the most part in urban communities, they occupied houses near the hospitals and leper hospitals. Unmarried or widowed, they took no vows and were free to come and go in society and to withdraw from the community at will.

Although they enjoyed the protection of prelates such as Bishop Jacques of Vitry, and despite their close links to their confessors or spiritual directors (Cistercians, Franciscans, and Dominicans), they were never recognized as a conventual order or as a regular congregation. Their precise canonical status remained a matter of some debate throughout the 13th century.

In such a climate of suspicion, from 1230 onwards the Beguines began setting up their own institutions. The religious and secular authorities of the Flemish region favoured the establishment of enclosed *béguinages*, inside or outside cities, which were placed under surveillance. Each *béguinage* adopted its own rules in the matter of prayer, behaviour, work, housing, management of the infirmary, or the Table of the Holy Spirit (the Table of the Poor).

The *béguinage* was supervised by a Beguine, commonly known as the *Grande Dame*, who was elected for a limited term and was in many *béguinages* assisted by a council. Whilst the life of the *béguinages* was characterized by simplicity and humility, it by no means ruled out personal possessions: wealthier Beguines built or rented their own houses, others lived in community houses, and the poorest lived in the infirmary. In all cases, each had to provide for her own keep, and many worked in the textile industry. After a time, most of the *béguinages* were elevated to parish status and were assigned their own priest.

In other regions, such as along the Rhine Valley, Beguines who lacked the support of lay or religious benefactors continued to live alone or in community houses in different parts of the town.

The mistrust aroused by the strength of the Beguine movement and the development of feminine spirituality, which was also expressed in literary texts (such as the *Visions* of Hadewijch van Antwerpen, c 1240) and which could be seen as a threat to the authority of the Church, was made manifest at the Council of Vienna (1312) in the condemnation of the Beguines.

In the Rhine Valley regions, this and other subsequent condemnations were applied with vigour against the

Beguines. In the Flemish region, however, the Beguines for the most part enjoyed the support of the religious authorities. The investigation into the orthodoxy of the *béguinages* carried out by the bishops at the request of Pope John XXII in 1320 was in their favour.

The religious problems and political crisis suffered by the Lowlands in the 16th and 17th centuries also had their impact on the *béguinages*. The institution disappeared completely in the Calvinist provinces of the north (except for Amsterdam and Breda), but was maintained in the southern parts of the Lowlands which remained Catholic. From the middle of the 16th century, bishops won over to the ideas of the Counter-Reformation and supported by the conventual orders re-established the old discipline in the *béguinages*, which enjoyed something of a revival in the following century, despite the damage many suffered during the Dutch Revolt (1568-1648). Construction and restoration work intensified as the number of Beguines increased.

The decline of the movement first became apparent in the 18th century and gathered pace after annexation by France in 1795. Although French legislation and anti-clerical policy was interpreted differently by the local powers, the *béguinages* were secularized and their possessions and management handed over to the municipal commissions of the civil hospices. Only a small number of *béguinages* survived.

The fate of the *béguinages* in the 19th century differed from one area to another and depended on the attitude of the urban authorities and the municipal commissions of the civil hospices. The Beguines retained possession of their houses on a personal basis, with the unoccupied houses taking in the poor. Occasionally, they managed to buy back some of their houses via intermediaries, and to rebuild limited communities.

Elsewhere, former *béguinages* were taken over by religious orders. In Gent, the Beguines enjoyed the support of the Church and of Duke Engelbert von Arenberg, who purchased the *Petit Béguinage* and had the *Béguinage* of Mont-Saint-Amand built (1873) to house the Beguines from the *Grand Béguinage*, which the city authorities were threatening to dismantle. In many of the *béguinages*, community houses and infirmaries were gradually turned into hospices, orphanages, schools, etc.

Repeated attempts by the Beguines to recover their property throughout the 19th and 20th centuries proved fruitless, and the movement withered away. Many *béguinages* suffered damage during World Wars I and II. Today, most *béguinages* are still clearly defined components of the urban fabric, and some still form an essential part of the architectural heritage of many cities. These havens of tranquillity still fulfil a function as living space and around a dozen Beguines still live there.

Description

The proposed inscription concerns twenty-six *béguinages* in the five Flemish provinces, as follows:

- Province of Antwerp:
 - Antwerp, Herental, Hoogstraten, Lierre, Mecheln (*Grand Béguinage* and *Petit Béguinage*), and Turnhout.
- Province of Limburg:
 - Borgloon, Saint-Trond, Tongeren, and Hasselt.
- Province of Eastern Flanders:
 - Alost, Termonde, Gent (*Grand Béguinage*, *Petit Béguinage*, and *Béguinage* of Mont-Saint-Amand-lez-Gand), and Audenarde.
- Province of Western Flanders:
 - Brugge, Dixmude, and Kortrijk.
- Province of Flemish Brabant:
 - Aarschot, Diest, Leuven (*Grand Béguinage* and *Petit Béguinage*), Overijse, and Tirlemont.

The 26 Flemish *béguinages* proposed for the World Heritage List are not all preserved in their entirety. Many have been partially dismantled (Antwerp, Hasselt, the *Petit Béguinage* of Leuven, the *Petit Béguinage* of Mecheln, Herentals, Aarschot) or largely incorporated into the urban fabric of the vicinity (*Grand Béguinage* of Gent). Certain suffered damage during either World War I or II (the *Béguinage* of Dixmude was rebuilt during the 1920s, whilst Aarschot, partially rebuilt after 1944, still has four of its original houses, and the church of Hasselt was destroyed in 1944). Of the *béguinages* of Overijse and Borgloon (where the Beguines never really succeeded in establishing a true *béguinage*), only the church remains. The period houses of the *Béguinage* of Alost were demolished and rebuilt during the 1950s.

The Flemish *Béguinages* founded in the 13th century (Hoogstraten at the end of the 14th century) were often built on the banks of a watercourse and most were initially outside the city walls. As the cities expanded, the *béguinages* found themselves within the new walls. The *Grand Béguinages* of Mecheln and Antwerp, both destroyed in the 16th century, took refuge in a quarter of the city offering empty houses or space for new building.

No complete construction remains from the Middle Ages, with the exception of certain churches. The earliest Beguine houses, built of timber frames and *pisé*, were replaced by municipal ordinance by buildings of brick or stone in the latter half of the 16th century and, particularly, in the 17th century, although they generally followed the original layout and area. In the 17th century, the rising numbers of Beguines dictated further construction within the space originally available. In the 18th century, the number of Beguines declined and houses were demolished. New houses or buildings were incorporated into some *béguinages* in the 19th and 20th centuries, such as the new convent of the Benedictine nuns into the *Béguinage* of Brugge (1937) or the residential building that replaced houses destroyed in 1944 in the *Grand Béguinage* of Leuven (1994-95).

The *béguinages* formed miniature towns, enclosed by walls or surrounded by ditches, with gates opening to the "world" during the day. The *béguinages* were organized according to one of two models: one, the city type, reflecting on a smaller scale the model of a medieval city, with a plot set aside for the cemetery, or the square where the church is built (Lierre, Diest, Tongeren, etc); the other, the courtyard type, with a central area, varying in shape and often consisting of a lawn planted with trees, where the church is located, and around which the houses are aligned (Brugge, Turnhout, etc; Hoogstraten has two courtyards, as did Antwerp originally). A third or mixed type, the result of certain extensions in the 17th and 18th centuries, combines both layouts (the *Petit Béguinage* of Gent or the *Grand Béguinage* of Leuven).

The *Béguinage* of Mont-Saint-Amand-lez-Gand occupies a special position among the *béguinages* proposed for inclusion on the World Heritage List in that it was built (1873-74) as a global project adopting the traditional concepts of the *béguinages* and a neo-Gothic architectural style.

The *béguinages* consist of gates and/or gate-houses, a church, an infirmary, the house of the *Grande Dame* or Council, the Table of the Holy Spirit (or Table of the Poor), of houses and community houses (known as "convents"), a farm and other agricultural or industrial buildings (barn or brew-house), green spaces, and a presbytery close to the *béguinage*.

Although many *béguinages* lost their enclosed aspect during the French period and the gates were removed, some still boast fine gates dating from the 17th century (Diest, Lierre, Herentals) or the early 19th century (Turnhout, the *Grand Béguinage* of Leuven, the *Petit Béguinage* of Gent).

Beguine houses are small single-storey brick buildings with a small enclosed garden. They date from a variety of periods and their style reflects the traditional urban architecture of four regions: the coastal region (French Flanders) in Brugge or Kortrijk; Brabant with local adaptations in Gent, Termonde, Antwerp, Diest, Mecheln, etc; the Campinoise region in Hoogstraten and Turnhout; and the Mosane in Saint-Trond and Tongeren. The community houses, often founded by benefactors for poor Beguines, stand out from the ensemble by virtue of their size and richer decoration. The house of the *Grande Dame* or Council, located near the church, is more representative in its dimensions, the arrangement of its facades and its interior design.

Of the buildings destined for charitable or economic purposes, the most representative examples are to be found at the *Grand Béguinage* of Leuven (infirmary, farm, and Table of the Holy Spirit, facing the church), at Tongeren (the infirmary with chapel and brew-house), and at Saint-Trond (the infirmary-farm ensemble with its monumental barn).

The churches figure among the main constructions of the *béguinages* and generally follow the main architectural currents and their regional interpretations, repeated with simplicity and sobriety and using local materials. They represent the most ancient element of the heritage of the *béguinages*, particularly at the *Grand Béguinage* of Leuven (church building began

in 1305), at Saint-Trond (latter half of the 13th century) and Diest (14th century).

The churches also bear witness to the damage and destruction of the 15th century in the form of partial reconstruction (Brugge) or new construction once the *béguinages* were transferred to the city (Church of Saint-Alexis and Catherine in Mecheln, a fine Baroque building by J Franquart and P Huyssens, dating from the beginning of the 17th century). They also illustrate the prosperity of the *béguinages* in the 17th and early 18th centuries, with the introduction of Baroque decor (Church of Saint-Jean-Baptiste in the *Grand Béguinage* of Leuven, Church of Sainte-Catherine in Diest, etc), or through new constructions such as the Church of Sainte-Marguérite in Lierre.

The Church of Sainte-Agnès in the *Béguinage* of Saint-Trond houses a series of major wall paintings (from around 1300 to the beginning of the 17th century), including pillars of the Beguines' choir, figures of holy women, and scenes from the life of Mary, which offer a particular illustration of the devotion practised by the Beguines. Other *béguinage* churches feature church furnishings (tombstones, pulpits, organs particularly, etc), mainly from the 17th and 18th centuries.

Also to be found are chapels (Chapel of Sainte-Godelive at the *Petit Béguinage* of Gent), calvaries (Turnhout), Stations of the Cross (Lierre), and niches for statues of patron saints of the house (Diest, etc), all of which bear witness to the devotion of the Beguines. Many of their sanctuaries, like the Grotto of Notre-Dame de Lourdes in Turnhout, are still places of worship.

Management and Protection

Legal status

Since the adoption of the National Law of 7 August 1931, which designates the *béguinages*, in whole or in part, as Protected Monuments, Sites, or Monuments and Sites, the Decree of the Flemish Government of 3 March 1976 (as modified by the Decree of 22 February 1995) establishes rules for the protection, maintenance, and restoration of the *béguinages* as urban or rural Monuments and/or Sites. Such decrees reflect a growing recognition of the value of the *béguinages* as ensembles. It should be noted that, for many *béguinages*, the protection, which was first confined to the church, has only been extended to the ensemble in the last thirty years.

The legal protection order sets forth the general conditions and any recommendations specific to each *béguinage* relating to conservation and maintenance (prohibition of demolition, alteration of the appearance or transformation of buildings, possibility of new construction as appropriate, indications about the nature of electrical installations, roadways, plantings, etc).

The 1976 Decree establishes a direct link with legislation pertaining to National Planning and Urban Development (26 March 1962), in that any application for a permit relating to a protected property must

be submitted to the Division of Monuments and Sites (*Division des Monuments et Sites*) for approval.

In addition, the Order of the Flemish Government dated 17 November 1993 sets out general regulations relating to the conservation and maintenance of urban monuments and sites. They concern both the exteriors and the interiors of protected properties.

The protection, conservation, and restoration of the *béguinages* is under the control of the Division of Monuments and Sites of the Flemish Community Ministry (Department of the Environment and Infrastructure, Administration of National Planning, Housing and Monuments and Sites).

All the *béguinages* are included in the sector plans required under the Law on National Planning and Urban Development, within Residential Zones, as Zones and Sites of special cultural, historical, and/or aesthetic interest (CHE Zones), whose main objective is the conservation and development of cultural heritage. Such CHE Zones do not fully cover the *Béguinages* at Leuven (*Grand Béguinage*), Diest, and Hoogstraten. The sector plans are currently under review, however, and will be added to in the case of these three *béguinages* and extended for those of Termonde, Mont-Saint-Amand-lez-Gand, Saint-Trond, and Turnhout. The circular of 23 August 1997 issued by the Department of Environment and Infrastructure stipulates that if a development programme in designated zones is likely to have an adverse impact on the value of the sites, the Division of Monuments and Sites must be consulted. Specific development plans for the municipalities concerned must comply with the definition of these Zones and Sites of special cultural, historical, and/or aesthetic interest, which constitute effective buffer zones.

Management

The *béguinages* are in public, private, or mixed ownership. The owners are either:

- a public social aid centre (OCMW), successor to the 18th century municipal commission of civil hospices. This municipal body is made up of members elected by the town council. Most of the *béguinages* belong to an OCMW;
- a non-profit-making association (ASBL), in the case of Termonde, Audenarde, Tirlemont, and Gent (*Petit Béguinage*). The *Béguinage* of Hoogstraten, which is owned by an OCMW, is on long lease to an ASBL;
- the city, which may own either the entire ensemble (Brugge, *Grand Béguinage* of Gent) or just part of the property (Tongeren, Saint-Trond, *Petit Béguinage* of Mecheln);
- an institution or administration such as the Catholic University of Leuven (*Grand Béguinage*), the Province of Limburg (Hasselt), the Church commissioners in the case of several *béguinage* buildings in Lierre, Mecheln (*Grand Béguinage*), and Hoogstraten;
- individual owners of houses in the *béguinages* of Lierre, Mecheln, Antwerp, Saint-Trond, and Termonde.

Owners are responsible for the management of the *béguinages*. Municipal policy towards the *béguinages* is crucial to their management, especially those which are owned by the municipal authority or by an OCMW.

The legal protection order requires the owner of a protected monument or building in an urban site to maintain the property in good repair by means of maintenance and conservation work. The Flemish Community Government makes maintenance and restoration grants to owners of protected monuments, for amounts determined according to the nature of the property (private or public). The maintenance grant covers a wide range of work, which goes beyond the basic concept of maintenance.

Restoration grants for large-scale work are particularly designed for associations and owners of monuments that are open to the public, such as the *béguinages*. Where buildings are not protected as monuments, the owners of certain *béguinages* (eg the OCMW in Diest) offer tenants the option of an interior renovation contract, under which tenants invest in renovation work in return for reduced rents. In addition, Government fiscal policy encourages the preservation of monuments and sites.

With the exception of Hasselt, the *béguinages* have retained their social welfare function (rental of houses), and many continue to house specialized institutions (day centres for the elderly, special schools, etc). The most spacious buildings in certain *béguinages* have been given over to new purposes (*béguinage* museum, exhibition hall, cultural centre, conference and seminar rooms, etc), but only the *Béguinage* of Hasselt is given over entirely to a single project, as a centre for art and culture.

The *béguinage* churches are for the most part open for worship: the Church at Saint-Trond houses a museum of religious art. Projects are under consideration for the use of the large buildings at several *béguinages*, including Tongeren and Mont-Saint-Amand-lez-Gand.

Conservation and Authenticity

Conservation history

When the first legal protection measures were introduced (1931), few of the *béguinages* were taken into consideration in their entirety (Kortrijk, Diest, Brugge). Elsewhere, the church alone, by virtue of its archaeological interest, benefited from restoration work, as in Saint-Trond or at the *Grand Béguinage* of Leuven. Buildings which were still serving a function were maintained in a satisfactory condition.

During the 1960s, many *béguinages* that were threatened with destruction and which did not as yet enjoy any overall legal protection were saved thanks to campaigns and preservation operations spearheaded by specialists, volunteers, and associations. Such was the case, in particular, of the *Grand Béguinage* of Leuven, purchased by the Catholic University of Leuven, which then put Professor Raymond Lemaire in charge of restoration.

Since the 1970s, when legal protection was gradually extended to all the *béguinages*, conservation and res-

toration work has been carried out on a more regular basis. The conservation, restoration, and rehabilitation of the *béguinages* has local implications. Major work has been and is carried out either on an *ad hoc* basis, as and when houses are vacated, or as part of larger-scale phased projects, each of which concerns a group of buildings. Houses recently restored or in the process of restoration bear witness to the care taken over both interiors and exteriors, integrating elements from different periods into the ensemble only after careful evaluation. Several proposals for the restoration of houses and churches (Diest, Tongeren, Mecheln, Hoogstraten) have been submitted to the Division of Monuments and Sites.

The schedule of priorities drawn up by the Division of Monuments and Sites in 1997 will provide extra resources for the conservation and development of the Flemish *béguinages*. It also provides for the setting up of a network of owners and managers of *béguinages* to share their experiences of managing such properties.

Authenticity

Despite the damage caused to the Flemish *béguinages* after their suppression in the 18th century, their authenticity is entirely satisfactory.

Evaluation

Action by ICOMOS

An ICOMOS expert mission visited the properties in February 1998. ICOMOS also consulted a specialist at the University of Reading (UK).

Qualities

The Flemish *béguinages* proposed for inscription on the World Heritage List represent a unique cultural tradition born in the Middle Ages, that of the Beguines, women who embarked on a semi-religious life.

Although the Beguine movement developed throughout north-western Europe (what is now Belgium, Holland, northern France, the Rhine valley, and eastern England), the founding of the *béguinages*, large enclosed ensembles designed to meet the spiritual and material needs of the Beguine communities were confined to the Flemish regions.

Comparative analysis

Although traces remain of *béguinages* in other regions of Belgium (Church of Saint-Christophe in the *Béguinage* of Liège, the *Béguinage* Chapel in Mons, several houses in Enghien and Anderlecht, the church of the *Grand Béguinage* of Brussels), in France (a handful of houses in the *Béguinage* of Saint-Vaast in Cambrai), England (the Elm Hill houses in Norwich), and the *Béguinages* of Amsterdam and Breda in the Netherlands, the Flemish *béguinages* proposed for inscription on the World Heritage List constitute the most representative architectural ensembles associated with the Beguine movement.

ICOMOS comments

The State Party has proposed twenty-six *béguinages* or remains of *béguinages* for inscription on the World Heritage List. This group represents a very broad sample in terms of the history, typology, and state of preservation of the *béguinages*. While several of them have preserved their distinctive characteristics, others have lost them as a result of the vicissitudes of history.

While recognizing that a single *béguinage* would not be representative of the Beguine tradition and that the concept of outstanding universal value can only be applied to a group of *béguinages*, ICOMOS nonetheless has certain reservations concerning the proposed inscription of all 26 *béguinages*.

ICOMOS suggests that the proposed inscription should be limited to those *béguinages* that are most representative of the Beguine tradition, identified on the basis of their historic and architectural development and their state of preservation. They are the following:

- *City type*: Lierre, Diest, Tongeren, Kortrijk, *Grand Béguinage* of Mecheln, Mont-Saint-Amond-Lez-Gand.
- *Courtyard type*: Hoogstraten, Brugge (Bruges), Termonde, Turnhout, and Saint-Trond.
- *Mixed type*: *Grand Béguinage* of Leuven, *Petit Béguinage* of Gent.

ICOMOS recommendations for future action

ICOMOS draws the attention of the State Party to the need to ensure common management procedures for the different owners and to draw up a development plan for the *Béguinage* of Tongeren. Traffic regulations should also be introduced into those *béguinages* which do not as yet have them, and care should be taken to locate projected parking areas outside the ensembles. ICOMOS also invites the State Party to continue its programme of action on behalf of all the Flemish *béguinages* under the 1997 schedule of priorities.

Brief description

The Beguines were women who entered into a life dedicated to God but without retiring from the world. In the 13th century they founded the *béguinages*, enclosed communities designed to meet their spiritual and material needs. The Flemish *béguinages* form architectural ensembles composed of houses, churches, ancillary buildings, and green spaces organized in a spatial conception of urban or rural origin, and are built in styles specific to the Flemish cultural region. They bear extraordinary witness to the cultural tradition of the Beguines that developed in north-western Europe in the Middle Ages.

Recommendation

That this property be inscribed on the World Heritage List on the basis of *criteria ii, iii, and iv*:

Criterion ii: The Flemish *béguinages* demonstrate outstanding physical characteristics of urban and

rural planning and a combination of religious and traditional architecture in styles specific to the Flemish cultural region.

Criterion iii: The *béguinages* bear exceptional witness to the cultural tradition of independent religious women in north-western Europe in the Middle Ages.

Criterion iv: The *béguinages* constitute an outstanding example of an architectural ensemble associated with a religious movement characteristic of the Middle Ages associating both secular and conventual values.

ICOMOS, October 1998



**Les béguinages flamands / The Flemish *béguinages* :
Béguinage de Bruges, église Sainte Elisabeth / *Béguinage* of Bruges, St Elizabeth Church**



**Les béguinages flamands / The Flemish *béguinages* :
Grand béguinage de Louvain / *Grand béguinage* of Louvain**



Les béguinages flamands / The Flemish *beguinages* :
Béguinage de Courtrai / *Béguinage* of Courtrai



Les béguinages flamands / The Flemish *beguinages* :
Béguinage de Diest, porche monumental / *Béguinage* of Diest, monumental gate

LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL

Béguinages flamands (Belgique)

N° 855

Identification

<i>Bien proposé</i>	Les béguinages flamands
<i>Lieu</i>	Région Flandre Provinces d'Anvers, Limbourg, Flandre orientale, Flandre occidentale et Brabant flamand
<i>Etat Partie</i>	Belgique
<i>Date</i>	16 juin 1997

Justification émanant de l'Etat Partie

Béguinages : développement urbain et aspects architecturaux et culturels

L'implantation des béguinages dans les villes flamandes et leur type d'organisation spatiale sont liés aux conceptions urbanistiques médiévales répandues au niveau international, le type *ville* adoptant, selon les possibilités de la topographie locale, le plan en échiquier propre aux "villes neuves" ou un aménagement plus organique; le type *préau* se rattache plutôt au monde rural présentant au centre du village un pré banal ou place autour desquels s'alignent édifices publics religieux et civils et constructions privées. Murs de clôture, douves éventuelles et portes soulignent pour les deux types, la volonté de délimiter ces petites villes dans la ville et de matérialiser les frontières entre deux mondes.

Les fonctions religieuse, socio-économique et culturelle des béguinages et leur évolution se traduisent dans l'implantation générale et particulière des édifices, leur expression architecturale se rattachant à l'architecture traditionnelle de la région, utilisant ses matériaux, proportions et formes de manière appropriées.

Leur conception d'ensemble "social" délimité, pourvoyant aux besoins spirituels et matériels, prévu pour une communauté définie, a été mise en rapport avec la "Fuggerei" d'Augsbourg, construite en 1516-25 par Jakob Fugger, célèbre banquier sous Charles Quint, au lieu-dit "Jakobervorstadt" dans l'agglomération de la ville médiévale allemande. L'ensemble enserré par un mur à trois portes adopte un plan de type ville à structure géométrique, avec implantation d'une église, infirmerie, école, "centre administratif" et cinquante-deux maisons pour cent-six logements destinés à des artisans, journaliers, pauvres... écartés ainsi de la ville; cette fondation, interprétée également comme "ghetto pour nécessiteux créée par un mécène bien intentionné" est souvent

considérée à son tour comme précurseur des cités ouvrières du XIXe siècle.

A l'écart de la commercialisation et de la banalisation grandissante des centres de villes historiques, les béguinages ont maintenu l'habitat comme fonction essentielle et ont dès lors conservé, malgré certaines adaptations en général peu profondes, leur aménagement caractéristique et leur architecture simple et fonctionnelle qui leur confèrent cette atmosphère particulière associée à l'utopie d'un cadre de vie dans lequel s'équilibrent le sens de la communauté et le respect de l'individualité.

Telles qualités ne sont pas passées inaperçues dans l'histoire récente, à des moments cruciaux de l'évolution de l'architecture et de l'urbanisme. Face au modernisme international naissant, la redécouverte de l'architecture traditionnelle au début du XXe siècle y trouve une alternative incitant à l'interprétation créative qui devrait engendrer une architecture nouvelle enracinée dans la tradition du terroir qui se manifesterait dans le régionalisme de l'entre-deux-guerres. L'aménagement même des béguinages, avec toutes les variations sur le type préau, ville et leur combinaison ainsi que leur manière inventive d'intégrer les espaces verts, jardins et plantations "naturelles" est perçu, à l'époque, comme "modèle" et source d'inspiration pour les cités-jardins qui verront surtout le jour dans l'entre-deux-guerres.

L'utopie des béguinages a présenté, à nouveau, à l'époque envahissante des "golden sixties", un cadre de référence et une base de réflexion non seulement pour la rénovation urbaine mais également pour la création de la ville nouvelle, organique, variée et piétonnière que devait être *Louvain-la-Neuve*, destinée à recevoir une nouvelle communauté d'universitaires et de vrais citoyens. Dans ce contexte il n'est pas sans intérêt de signaler que le Professeur Raymond Lemaire a dirigé en même temps la restauration du Grand Béguinage de Leuven et le projet d'ensemble de Louvain-la-Neuve.

Les travaux de conservation/restauration exécutés dans les béguinages depuis l'intervention innovatrice de 1963-64 à Leuven, s'inscrivent dans l'évolution de la doctrine et pratique en la matière et présentent différents modes d'approche et de gestion qui ont leur répercussions au niveau régional et international. **Critères ii et iv**

Béguinages : lieux de spiritualité, solidarité, féminité, actualité

Dans l'évolution de la société, les béguinages illustrent la présence, dès le moyen âge, de générations de "femmes religieuses", -mulieres religiosae-, veuves ou célibataires, voulant mener une vie personnelle, beaucoup plus indépendante que celle réservée aux femmes souvent mariées contre leur gré, et ceci au sein d'une communauté imposant certaines règles mais respectant davantage l'individualité de ses membres en évoluant en marge des ordres religieux traditionnels et de leurs vœux de perpétuité et de pauvreté. Le statut de béguines conféraient à ces dames respectées un rôle culturel et social qu'elles ont assumé au sein de leur communauté, intégrant autogestion et une certaine forme de démocratie: les béguines éalisaient la responsable principale, ou Grande Dame, entourée d'un conseil chargé des affaires générales, comprenant les "directrices" de couvents et de

l'infirmerie qui gérait elle-même son organisation et économie. A tous moments on retrouve le désir d'harmoniser vie quotidienne, spiritualité parfois extrême et solidarité, cette dernière s'étendant au-delà de leur "cité de paix" dans leurs "bonnes oeuvres" et comportement de "vraies citadines" aux moments difficiles de l'histoire de la ville dont faisait somme toute partie leur béguinage. Cette ambivalence n'a pas fini d'intriguer profanes, féministes et spécialistes comme e.a. Julia Kristeva, tentant de comprendre, de cerner et de mettre en rapport leur attitude et "désir de bonheur" avec l'essence même de la féminité.

Au niveau religieux le mouvement béguinal montre une certaine évolution à partir des tendances mystiques du moyen âge vers une vie spirituelle, qui tout en restant individuelle, se trouva plus organisée -services religieux communautaires à heures fixes, règlements- et contrôlée par l'Eglise après la contre-réforme. Les béguinages eux-mêmes, dans leur forme XVIIe-XVIIIe siècles, peuvent témoigner à cet égard d'une certaine tendance à l'"embourgeoisement". Le regroupement après la révolution française et le nouvel élan dans le contexte du "Réveil catholique" de la seconde moitié du XIXe siècle y ont ajouté un certain amalgame de dévotion populaire et de bondieuserie propres à cette époque, qui a commencé à associer parfois béguines et bigottes.

Si les béguines elles même n'ont pas produit, outre une certaine poésie pénétrée de mysticisme parfois naïf et e.a. des créations typiques ou "gesloten hofjes" -sorte de petites vitrines-reliquaire encloses- réunissant des figurines de saints, objets pieux, fleurs et broderies- touchants par leur spontanéité et goût bon enfant, elles n'en ont pas moins stimulé la production artistique de leur époque comme commanditaires "averties" d'oeuvres d'art et d'orgues remarquables destinées à leurs églises. Leurs choix témoignent en ce sens d'une culture générale à l'écoute des mouvements et événements de leur époque.

De nos jours, le mouvement est quasiment éteint mais la plupart des béguinages demeurent des lieux calmes et cadre de vie recherchés, appropriés pour un mélange de vie sociale à caractère communautaire et privé. Le *Béguinage de Bruges* est le seul qui maintienne sa vocation religieuse puisqu'il est géré, depuis 1927, par des Soeurs Bénédictines portant l'habit de béguines et poursuivant en partie, au sein d'un ordre reconnu et donc plus stricte, les idéaux de leurs prédecesseurs alliant spiritualité, charité et hospitalité (payante)... Comme autrefois, la porte s'y ferme encore tous les jours à des heures bien précises, ce qui est d'ailleurs également le cas au *Béguinage de Mont-Saint-Amand*. **Critère vi**

Catégorie de bien

En termes de catégories de biens culturels, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, les béguinages flamands sont des *ensembles*.

Histoire et description

Histoire

La naissance spontanée du mouvement des béguines aux alentours de 1200 s'inscrit dans le courant de renouveau

religieux que connut l'Occident au début du XIIIe siècle et dans lequel les femmes occupèrent une place importante. A côté des nombreuses femmes qui entrèrent dans la vie religieuse dans le cadre des institutions monastiques, d'autres développèrent un mode de vie original, "semi-religieux", où elles purent se consacrer à Dieu sans pour autant se retirer du monde.

Parmi ces *mulieres religiosae*, ni moniales ni simples laïques, d'Europe du Nord, les béguines commencèrent à mener une vie individuelle ou communautaire, consacrée à la prière, au soin des malades et au travail manuel. Implantées pour la plupart dans les milieux urbains, elles occupaient des maisons aux abords des hôpitaux et des lazarets. Ces femmes, célibataires ou veuves, ne prononçaient pas de voeux, se déplaçaient librement et leur engagement était révoquant. Bien qu'elles bénéficièrent de la protection de prélats tels que l'évêque Jacques de Vitry et en dépit de liens étroits avec leurs confesseurs ou directeurs spirituels (cisterciens, franciscains et dominicains), elles ne furent jamais reconnues comme ordre conventuel ou congrégation régulière. Leur statut canonique demeura sujet à caution tout au long du XIIIe siècle.

Dans ce climat de suspicion, les béguines constituèrent à partir des années 1230 leurs propres institutions. Les autorités religieuses et séculières de la région flamande favorisèrent la constitution de béguinages clos, dans ou en dehors des villes qui furent placés sous surveillance. Chaque béguinage adopta ses propres règles qui concernaient la prière, le comportement, le travail, l'habitat, la direction de l'infirmerie et de la Table du Saint-Esprit (ou table des pauvres). La direction du béguinage était assurée par une béguine (plus connue sous le nom de Grande Dame), élue pour une courte période et aidée dans de nombreux béguinages par un conseil. Bien que la vie dans les béguinages fut marquée par la simplicité et l'humilité, elle n'excluait pas les possessions individuelles : les béguines les plus aisées pouvaient construire leur propre maison où les louer, d'autres vivaient dans des maisons communautaires et les plus démunies étaient logées à l'infirmerie. Dans tous les cas, chacune devait subvenir à son maintien et nombre d'entre elles travaillèrent dans l'industrie textile. Après un certain temps, la plupart des béguinages furent élevés au rang de paroisses et obtinrent leur propre curé.

Dans les autres régions comme dans les pays rhénans, les béguines qui ne purent bénéficier de la collaboration de bienfaiteurs séculiers ou religieux continuèrent à vivre seules ou dans des maisons communautaires dispersées à travers la ville.

Le sentiment de méfiance face à l'ampleur du mouvement béguinal et au développement d'une spiritualité féminine s'exprimant aussi dans des textes littéraires (comme les "Visions" d'Hadewijch d'Anvers, v. 1240) qui pouvaient constituer une menace pour l'autorité de l'Eglise se manifesta au Concile de Vienne (1312) par la condamnation des béguines.

Dans les pays rhénans cette condamnation et celles qui suivirent furent appliquées avec vigueur pour combattre les béguines. Dans la région flamande, les béguines bénéficièrent pour la plupart du soutien des autorités religieuses. L'enquête sur l'orthodoxie des béguinages de

cette région menée par les évêques à la demande du pape Jean XXII en 1320 leur fut favorable.

Les difficultés religieuses et la crise politique que connurent les Pays-Bas aux XVI^e et XVII^e siècles eurent aussi une incidence sur les béguinages. L'institution disparut dans les provinces calvinistes du Nord (excepté à Amsterdam et Breda) et se maintint dans les Pays-Bas méridionaux restés catholiques. A partir du milieu du XVI^e siècle, les évêques gagnés aux idées de la Contre-Réforme soutenus par les ordres conventuels rétablirent l'ancienne discipline dans les béguinages qui connurent un nouvel essor au siècle suivant, en dépit des dommages que subirent nombre d'entre eux au cours de la guerre des Quatre-Vingts ans (1568-1648). Les activités de construction et de restauration s'intensifièrent à mesure que le nombre des béguines augmentait.

Le recul du mouvement béguinal perceptible au XVIII^e siècle s'accéléra après l'annexion à la France en 1795. Bien que la législation française et la politique anticléricale ait été interprétée de manière différente par les instances locales, les béguinages furent sécularisés, les biens et leur gestion passa aux Commissions municipales des Hospices civils. Un nombre limité de béguinages survécut.

Le sort des béguinages au XIX^e siècle différa d'un lieu à l'autre et dépendit de l'attitude des autorités urbaines et des Commissions municipales des Hospices civils. Les béguines conservèrent l'usage de leurs maisons à titre personnel, les maisons restées libres accueillirent des indigents. Parfois elles parvinrent à racheter par personne interposée quelques maisons et à reconstituer des communautés restreintes. Ailleurs, des béguinages furent repris par des ordres religieux. A Gand, les béguines bénéficièrent du soutien de l'Eglise et du duc Engelbert von Arenberg qui racheta le petit béguinage et fit construire le béguinage de Mont-Saint-Amand (1873) pour loger les béguines du grand béguinage que l'administration communale menaçait de démanteler. Dans plusieurs béguinages, les maisons communautaires et infirmeries furent progressivement affectées à des hospices, des orphelinats, écoles, etc.

Les démarches répétées des béguines pour obtenir la reddition de leurs biens au long des XIX^e et XX^e siècles furent vaines et le mouvement déperit. Plusieurs béguinages subirent des dommages au cours de la première et la deuxième guerre mondiale. De nos jours, la plupart des béguinages restent des entités bien définies dans le tissu urbain et certains forment encore une partie essentielle du patrimoine bâti de plusieurs villes. Ces îlots de tranquillité conservent une fonction d'habitat et une dizaine de béguines y vivent toujours.

Description

La proposition d'inscription porte sur vingt-six béguinages qui sont répartis dans les cinq provinces flamandes comme suit :

Province d'Anvers : Anvers, Herentals, Hoogstraten, Lierre, Malines (grand béguinage et petit béguinage) et Turnhout;

Province de Limbourg : Borgloon, Saint-Trond, Tongres et Hasselt;

Province de Flandre orientale: Alost, Termonde, Gand (grand béguinage, petit béguinage et béguinage de Mont-Saint-Amand-lez-Gand) et Audenarde;

Province de Flandre occidentale: Bruges, Dixmude et Courtrai;

Province du Brabant flamand : Aarschot, Diest, Louvain (grand béguinage et petit béguinage), Overijse et Tirlemont.

Les 26 béguinages flamands qui sont proposés pour inscription sur la Liste du Patrimoine mondial ne sont pas tous conservés dans leur ensemble. Plusieurs béguinages ont été en partie démantelés (Anvers, Hasselt, petit béguinage de Louvain, petit béguinage de Malines, Herentals, Aarschot) ou en grande partie intégrés au tissu urbain du quartier (grand béguinage de Gand). Certains béguinages ont subi des dommages au cours de la première et/ou de la deuxième guerre mondiale (le béguinage de Dixmude fut reconstruit dans les années 1920, celui d'Aarschot reconstruit partiellement après 1944 conserve quatre maisons d'origine et l'église d'Hasselt fut détruite en 1944). Des béguinages d'Overijse et de Borgloon (les béguines ne parvinrent pas à constituer ici un véritable béguinage), il ne subsiste que l'église. Les maisons anciennes du béguinage d'Alost furent démolies et rebâties dans les années 1950.

Les béguinages flamands dont la fondation remonte au XIII^e siècle (Hoogstraten à la fin du XIV^e siècle) furent souvent implantés en bordure de cours d'eau et pour la plupart à l'extérieur du premier mur d'enceinte de la ville. A l'occasion de l'extension des villes, ils vinrent à se trouver à l'intérieur des murs. Le Grand béguinage de Malines et celui d'Anvers, détruits au XVI^e siècle, trouvèrent refuge dans un quartier de la ville qui offrit des maisons libres ou des espaces pour de nouvelles constructions.

Il ne reste aucune construction complète du moyen âge sinon quelques églises. Ainsi les maisons de béguines construites au début en pans de bois et pisé furent remplacées sur ordonnance des autorités locales par des bâtiments en dur à partir de la seconde moitié du XVI^e et surtout au XVII^e siècle en reprenant généralement la forme originale et la superficie. Au XVIII^e siècle, le nombre croissant des béguines imposa de nouvelles constructions dans les espaces libres à l'origine. Au XVIII^e siècle, le nombre des béguines diminua et des maisons furent démolies. Des maisons ou bâtiments furent intégrés dans quelques béguinages aux XIX^e et XX^e siècles comme le nouveau monastère des Soeurs Bénédictines au béguinage de Bruges (1937) ou l'édifice de logements remplaçant les maisons détruites en 1944 au grand béguinage de Louvain (1994-1995).

Les béguinages formèrent en quelque sorte des villes miniatures, closes de murs ou entourées de fossés que des portes ouvraient sur le "monde" durant la journée. Les béguinages s'organisent suivant deux types de base : le béguinage à plan de ville qui reprend à échelle réduite les modèles de ville du moyen âge avec une parcelle réservée au cimetière ou à la place où est construite l'église (Lierre, Diest, Tongres, etc.) ; le béguinage de type préau avec un espace central de formes variées (souvent un gazon planté d'arbres) où est implantée l'église, les

maisons s'alignant sur le pourtour (Bruges, Turnhout, etc. Hoogstraten présente deux préaux tout comme Anvers à l'origine). Un troisième type, mixte, résultant de certaines extensions aux XVIIe et XVIIIe siècles combine les deux plans (petit béguinage de Gand ou grand béguinage de Louvain).

Le béguinage de Mont-Saint-Amand-lez-Gand occupe une place toute particulière dans l'ensemble des béguinages proposés pour inscription sur la Liste du Patrimoine mondial dans la mesure où il été construit (1873-1874) selon un projet global en adoptant les conceptions traditionnelles des béguinages et une architecture néo-gothique.

Les béguinages sont composés de portes et/ou d'une porterie, d'une église, d'une infirmerie, de la maison de la Grande Dame ou Conseil, de la Table du Saint-Esprit (ou table des pauvres), de maisons et maisons communautaires (appelées "couvents"), d'une ferme et d'autres constructions à caractère économique (grange ou brasserie), d'espaces verts et d'un presbytère implanté à proximité du béguinage.

Bien que durant la période française plusieurs béguinages perdirent leur aspect fermé et les portes furent enlevées, certains présentent de belles portes du XVIIe siècle (Diest, Lierre, Herentals) et début XIXe siècle (Turnhout, grand béguinage de Louvain, petit béguinage de Gand).

Les maisons de béguines sont des petites constructions à un étage en briques agrémentées d'un jardinet clos. Elles appartiennent à plusieurs périodes et se rattachent par leur style à l'architecture traditionnelle urbaine de quatre régions. Celle de la région côtière (Flandre française) à Bruges ou Courtrai ; brabançonne avec des adaptations locales à Gand, Termonde, Anvers, Diest, Malines, etc. ; campinoise à Hoogstraten et Turnhout ; mosane à Saint-Trond et Tongres. Les maisons communautaires souvent fondées par des bienfaiteurs pour les béguines pauvres se détachent de l'ensemble par leur volume et leur décoration plus riche. La maison de la Grande Dame ou du conseil des béguines, implantée à proximité de l'église, a une allure plus représentative tant par ses dimensions, l'ordonnance de ses façades et son aménagement intérieur.

Parmi les constructions à destination sociale et économique, les exemples les plus représentatifs se trouvent au grand béguinage de Louvain (infirmerie, ferme et Table du Saint-Esprit situées en face de l'église), à Tongres (infirmerie avec sa chapelle et une brasserie) et à Saint-Trond (ensemble infirmerie-ferme avec sa grange monumentale).

Les églises sont parmi les constructions principales des béguinages et s'inscrivent généralement dans les conceptions de l'architecture majeure et leurs interprétations régionales, reprises avec simplicité et sobriété en utilisant des matériaux locaux. Elles représentent le patrimoine le plus ancien des béguinages notamment au grand béguinage de Louvain (église commencée en 1305), à Saint-Trond (seconde moitié du XIIIe siècle) et Diest (XIVe siècle). Les églises témoignent également des dégâts et destructions du XVIe siècle soit par des reconstructions partielles (Bruges), soit par de nouvelles constructions après le transfert de

béguinages dans la ville (église Saint-Alexis et Catherine de Malines, bel édifice baroque de J. Franquart et P. Huysens du début du XVIIe siècle). Elles illustrent aussi la prospérité des béguinages au XVIIe et début XVIIIe siècles avec l'introduction d'un décor baroque (église Saint-Jean Baptiste du grand béguinage de Louvain, église Sainte-Catherine à Diest, etc.) ou par de nouvelles constructions comme l'église Sainte-Marguerite à Lierre.

L'église Sainte-Agnès du béguinage de Saint-Trond conserve une série de peintures murales importantes (de 1300 environ au début du XVIIe siècle) dont celles des piliers du choeur des béguines, figures de saintes femmes et scènes de la vie de Marie, qui témoignent plus particulièrement de la dévotion propre aux béguines. Les autres églises de béguinages conservent également un mobilier (pierres tombales, chaires, orgues notamment, etc.) appartenant en majeure partie aux XVIIe-XVIIIe siècles.

Par ailleurs, les béguinages présentent selon le cas des chapelles (chapelle Sainte-Godelive au petit béguinage de Gand), calvaires (béguinage de Turnhout), stations du chemin de croix (béguinage de Lierre), niches pour la statue des saints protecteurs des maisons (béguinage de Diest), etc. qui sont autant de témoignages de la dévotion des béguines. Plusieurs de ces sanctuaires comme la Grotte de Notre-Dame de Lourdes à Turnhout sont toujours objets de dévotion.

Gestion et Protection

Statut juridique

Depuis l'adoption de la loi nationale du 7 août 1931 qui protège les béguinages, en tout ou en partie, comme Monument, Site ou Monument et Site, le décret du Gouvernement flamand du 3 mars 1976 modifié par le décret du 22 février 1995 règle la protection, l'entretien et la restauration des béguinages en tant que Monument et/ou Site urbain ou rural. Ces décrets témoignent d'une évolution dans la reconnaissance de la valeur des béguinages en tant qu'ensembles. Il convient de souligner que pour plusieurs béguinages, la protection d'abord limitée à l'église n'a été étendue à l'ensemble que ces trente dernières années.

L'arrêté de protection légale stipule des conditions générales et d'éventuelles prescriptions spécifiques à chaque béguinage en matière de conservation et d'entretien (interdiction de démolir, d'altérer l'aspect ou de transformer les bâtiments, selon le cas possibilité de nouvelles constructions, indications sur la nature des installations électriques, de la voirie, des plantations, etc.).

Le décret du 3 mars 1976 établit un lien direct avec la législation concernant l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (26 mars 1962) dans la mesure où toute demande de permis concernant un bien protégé est soumise à l'avis impératif de la Division des Monuments et Sites.

Par ailleurs, l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 novembre 1993 définit les règles générales en matière de conservation et d'entretien des monuments et des sites

urbains. Ces prescriptions concernent tant l'extérieur que l'intérieur des biens protégés légalement.

La protection, la conservation et la restauration des béguinages est placée sous le contrôle de la Division des Monuments et Sites du Ministère de la Communauté flamande (Département de l'Environnement et de l'Infrastructure, Administration de l'Aménagement du Territoire, du Logement et des Monuments et Sites).

Tous les béguinages sont repris dans les Plans de secteur imposés par la loi sur l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, au sein des Zones d'habitat, comme Zones et Sites d'intérêt culturel, historique et/ou esthétique (ou zones C.H.E.) dont l'objectif majeur est la conservation du patrimoine culturel et sa mise en valeur. Ces zones C.H.E. sont discontinues autour des béguinages de Louvain (grand béguinage), de Diest et d'Hoogstraten. Toutefois, les Plans de secteur étant actuellement en révision, les zones C.H.E. seront complétées pour ces trois béguinages et étendues pour les béguinages de Termonde, Mont-Saint-Amand-lez-Gand, Saint-Trond et de Turnhout. Une circulaire récente du Département de l'Environnement et de l'Infrastructure (23 août 1997) précise que si un projet d'aménagement dans ces zones est de nature à influencer sur leurs valeurs, la Division des Monuments et Sites sera consultée. Les dispositions des Plans particuliers d'aménagement des communes doivent s'adapter à la définition de ces Zones et Sites d'intérêt culturel, historique et/ou esthétique. Elles constituent des zones tampons efficaces.

Gestion

La propriété des Béguinages flamands est publique, privée ou bien mixte. Le propriétaire est selon le cas :

- soit un Centre public d'aide sociale (O.C.M.W.), successeur de la Commission municipale des Hospices civils du XVIII^e siècle. Cet organisme municipal est composé de membres élus par le Conseil communal. La plupart des béguinages appartiennent à un O.C.M.W.;
- soit une Association à but non lucratif (A.S.B.L.) à Termonde, Audenarde, Tirlemont et à Gand (petit béguinage). Le béguinage d'Hoogstraten, propriété de l'O.C.M.W. a été cédé en bail emphytéotique à une A.S.B.L.
- soit la ville pour l'ensemble (Bruges, grand béguinage de Gand) ou une partie du béguinage (Tongres, Saint-Trond, petit béguinage de Malines);
- soit une institution ou administration telle que l'Université catholique de Louvain (grand béguinage), la Province du Limbourg à Hasselt, la Fabrique d'église pour plusieurs édifices des béguinages de Lierre, Malines (grand béguinage) et d'Hoogstraten.
- ou bien des particuliers qui possèdent des maisons au béguinage de Lierre, Malines, Anvers, Saint-Trond et de Termonde.

Les propriétaires des béguinages assument la gestion de ces ensembles. La politique des municipalités à l'égard des béguinages est déterminante pour leur gestion

notamment pour ceux dont elles sont les propriétaires directs ou ceux qui appartiennent à un Centre public d'aide sociale.

L'arrêté de protection légale impose au propriétaire d'un monument protégé ou d'un immeuble situé dans un site urbain protégé de le tenir en bon état par des travaux d'entretien et de conservation. Le Gouvernement de la Communauté flamande accorde aux propriétaires de monuments protégés des primes d'entretien et de restauration dont le montant est fixé en fonction de la nature de la propriété (publique ou privée). La prime d'entretien concerne une série d'interventions très large qui dépasse la simple notion d'entretien. La prime de restauration qui concerne les travaux de grande échelle favorise particulièrement les associations, propriétaires de monuments ouverts au public tels que les béguinages. Dans le cas d'édifices qui ne sont pas protégés en tant que monument, les propriétaires de certains béguinages (l'O.C.M.W. à Diest, par exemple) proposent aux locataires de maisons un contrat-rénovation intérieure impliquant un investissement des locataires qui bénéficient en contre-partie d'une réduction du loyer. Par ailleurs, la politique fiscale favorise la sauvegarde des monuments et sites.

Les béguinages ont maintenu, à l'exception de Hasselt, une fonction d'habitat à caractère social (les maisons sont en location) et plusieurs continuent d'héberger des institutions spécialisées (maisons d'accueil de jour pour les personnes âgées, écoles spécialisées, etc.). Les bâtiments les plus spacieux de certains béguinages ont été affectés à de nouvelles fonctions (musée du béguinage, salle d'exposition, centre culturel, salles de réunion et séminaires, etc.) mais seul le béguinage d'Hasselt s'inscrit dans un projet de destination unique comme Centre d'art et culture. Les églises des béguinages sont pour la plupart ouvertes au culte; l'église de Saint-Trond abrite un musée d'art religieux, fonction à laquelle est également destinée l'église de Tongres. Des projets de destination sont actuellement à l'étude pour les grands bâtiments de plusieurs béguinages comme à Tongres ou Mont-Saint-Amand-lez-Gand.

Conservation et Authenticité

Historique de la conservation

À l'époque où apparaissent les premières mesures de protection légales (1931), rares sont les béguinages qui sont pris en considération dans leur ensemble (Courtrai, Diest et Bruges). Ailleurs, seule l'église dans la mesure où elle présentait un intérêt archéologique bénéficia de travaux de restauration comme à Saint-Trond ou au Grand béguinage de Louvain. Les bâtiments qui étaient toujours en fonction furent conservés dans un état satisfaisant.

Dans les années 1960, plusieurs béguinages menacés de destruction et qui ne bénéficiaient pas encore d'une protection légale globale furent sauvés grâce à des campagnes et opérations de sauvegarde menées par des spécialistes, des bénévoles et des associations. Ce fut le cas notamment du grand béguinage de Louvain, racheté par l'Université catholique de Louvain qui confia la direction des travaux au Professeur Raymond Lemaire.

Depuis les années 1970, époque à laquelle la protection légale s'est étendue progressivement à tous les béguinages, des travaux de conservation et de restauration ont été menés de manière plus régulière.

La conservation, la restauration et la réhabilitation des béguinages revêt un aspect local. Les interventions profondes ont été et sont menées soit de manière ponctuelle à mesure que les maisons se libèrent soit dans le cadre de projets de plus grande échelle, par phases, qui concernent chacune un groupe de bâtiments. Les maisons restaurées récemment ou en cours de restauration témoignent du souci d'apporter autant d'attention aux intérieurs qu'aux extérieurs en intégrant après évaluation des éléments d'époques différentes.

Plusieurs dossiers pour la restauration de maisons et églises (Diest, Tongres, Malines et Hoogstraten) ont été soumis à la Division des Monuments et Sites.

Le plan de priorité établi par la Division des Monuments et Sites en 1997 permettra de dégager des ressources supplémentaires pour la conservation et la mise en valeur de tous les béguinages flamands. Il prévoit également la mise en place d'un réseau regroupant les propriétaires et responsables des béguinages qui pourront partager leur expérience de la gestion de ces ensembles.

Authenticité

En dépit des dommages occasionnés aux béguinages après la suppression de ces institutions à la fin du XVIII^e siècle, l'authenticité des béguinages flamands est tout à fait satisfaisante.

Evaluation

Action de l'ICOMOS

Une mission d'expert de l'ICOMOS a visité ces biens en février 1998. L'ICOMOS a par ailleurs consulté un spécialiste de l'Université de Reading (Royaume-Uni).

Caractéristiques

Les béguinages flamands proposés pour inscription sur la Liste du Patrimoine mondial représentent une tradition culturelle unique du moyen âge, celle de femmes, les béguines, qui s'engagèrent dans une vie "semi-religieuse".

Bien que le mouvement béguinal se soit développé à travers l'Europe du nord-ouest (actuelle Belgique, Hollande, nord de la France, vallée du Rhin et est de l'Angleterre), la formation des béguinages, ces grands ensembles clos qui répondaient aux besoins spirituels et matériels des communautés de béguines, se limita aux régions flamandes.

Analyse comparative

Bien qu'il subsiste quelques témoins de béguinages dans d'autres régions de la Belgique (l'église Saint-Christophe du béguinage de Liège, la chapelle du béguinage de Mons, quelques maisons à Enghien et à Anderlecht, l'église du grand béguinage de Bruxelles), en France (quelques maisons au béguinage de Saint-Vaast à

Cambrai), en Angleterre (maisons de Elm Hill à Norwich) et le béguinage d'Amsterdam et de Breda (Pays-Bas), les béguinages flamands proposés pour inscription sur la Liste du Patrimoine mondial constituent les ensembles architecturaux associés au mouvement des béguines les plus représentatifs.

Observations de l'ICOMOS

L'Etat Partie propose vingt-six béguinages ou témoins de béguinages pour inscription sur la Liste du Patrimoine mondial. Ce groupe présente un échantillonnage très large au niveau de l'histoire, de la typologie et de l'état de conservation des béguinages. En effet, si plusieurs de ces béguinages ont maintenu leurs caractéristiques, d'autres, particulièrement malmenés par l'histoire, les ont perdues.

Tout en reconnaissant qu'un seul béguinage ne serait pas représentatif de la tradition des béguines et que la valeur universelle exceptionnelle ne peut s'appliquer qu'à un groupe de béguinages, l'ICOMOS exprime quelques réserves sur la proposition d'inscription de l'ensemble des vingt-six béguinages.

L'ICOMOS suggère de limiter la proposition d'inscription des béguinages flamands sur la Liste du Patrimoine mondial aux béguinages les plus représentatifs de cette tradition qui ont été identifiés sur la base de leur évolution historique, architecturale et de leur état de conservation. Il s'agit des béguinages suivants :

- Béguinage de type ville : Lierre, Diest, Tongres, Courtrai, grand béguinage de Malines et béguinage de Mont-Saint-Amand-lez-Gand;
- Béguinage type préau : Hoogstraten, Bruges, Termonde, Turnhout et Saint-Trond;
- Béguinage type mixte : grand béguinage de Louvain et petit béguinage de Gand.

Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures

L'ICOMOS attire l'attention de l'Etat Partie sur la nécessité d'assurer une gestion commune aux différents propriétaires et d'établir un plan d'aménagement pour le béguinage de Tongres. Il devrait également réglementer la circulation automobile dans les béguinages qui ne disposent pas encore d'une telle réglementation et veiller à ce que les parcs de stationnement en projet soient aménagés à l'extérieur de ces ensembles. Par ailleurs, il invite l'Etat Partie à poursuivre son action en faveur de tous les béguinages flamands dans le cadre du plan de priorité.

Brève description

Les béguines, femmes qui s'engagèrent dans une vie consacrée à Dieu sans pour autant se retirer du monde, fondèrent au XIII^e siècle des béguinages, ensembles clos qui pouvaient répondre à leurs besoins spirituels et matériels. Les béguinages flamands forment des ensembles architecturaux composés de maisons, d'églises, de bâtiments ancillaires et d'espaces verts qui s'organisent suivant une conception spatiale d'origine urbaine ou rurale et sont construits dans les styles spécifiques à la

région culturelle flamande. Ils constituent un témoignage exceptionnel de la tradition culturelle des béguines qui s'est développée en Europe du nord-ouest au moyen âge.

Recommandation

Que ce bien soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur la base des **critères ii, iii et iv** :

Critère ii : les béguinages flamands présentent les caractéristiques physiques saillantes de la planification urbaine et rurale ainsi qu'une combinaison de l'architecture religieuse et traditionnelle de styles spécifiques à la région culturelle flamande.

Critère iii : ils apportent un témoignage exceptionnel sur la tradition culturelle de femmes religieuses indépendantes en Europe du nord-ouest au moyen âge.

Critère iv : ils constituent un exemple exceptionnel d'ensemble architectural associé à un mouvement religieux caractéristique du moyen âge qui associe des valeurs séculières et monastiques .

ICOMOS, octobre 1998



**Les béguinages flamands / The Flemish *béguinages* :
Béguinage de Bruges, église Sainte Elisabeth / *Béguinage* of Bruges, St Elizabeth Church**



**Les béguinages flamands / The Flemish *béguinages* :
Grand béguinage de Louvain / *Grand béguinage* of Louvain**



Les béguinages flamands / The Flemish *beguinages* :
Béguinage de Courtrai / *Béguinage* of Courtrai



Les béguinages flamands / The Flemish *beguinages* :
Béguinage de Diest, porche monumental / *Béguinage* of Diest, monumental gate